

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°387

JUIN 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **DAECH: VERS LA FIN DE L'EMPRISE TERRITORIALE DU «CALIFAT»**
- **ROJAVA: ALORS QUE LES FDS COMBATTENT DAECH À RAQQA, LA TURQUIE MENACE AFRÎN**
- **KURDISTAN IRAKIEN: RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION FIXÉ AU 25 SEPTEMBRE, DES DIVERGENCES INTERNES SUBSISTENT**
- **TURQUIE: LA RÉPRESSION ACCROÎT ENCORE L'ISOLEMENT INTERNATIONAL DU PAYS**
- **IRAN: ATTENTATS REVENDIQUÉS PAR DAECH À TÉHÉРАН, EXACTIONS AU KURDISTAN**
- **PARIS: UN COLLOQUE SUR LE KURDISTAN D'IRAK SE TIENT AU SÉNAT**

DAECH: VERS LA FIN DE L'EMPRISE TERRITORIALE DU « CALIFAT »

Durant ce mois, les deux «capitales» autoproclamées de l'organisation djihadiste Daech, Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie, ont été le théâtre de violents combats, laissant prévoir la fin prochaine de l'emprise territoriale de Daech dans ces deux pays. Le 30, alors même que les FDS combattaient les djihadistes dans Raqqa, le Premier ministre irakien a même pu faire l'annonce officielle de la chute de Mossoul. D'autres oppositions, préfigurant peut-être d'autres fronts militaires, ont déjà commencé à émerger: coalition anti-Daech contre régime de Damas,

Turquie contre Rojava...

En Irak, l'armée a annoncé le 3 juin avoir repris aux djihadistes dans Mossoul-Ouest un nouveau quartier, al-Saha al-Oula, près de la moitié d'un autre, al-Zinjili (juste au nord de la vieille ville), et viser maintenant al-Shifaa. Ne tenant plus que la vieille ville et quelques zones adjacentes, Daech a poursuivi la lutte en utilisant comme boucliers humains près de 200.000 civils (estimation de l'ONU) pris au piège dans les combats et privés d'accès à tout approvisionnement ou soin de l'extérieur. Le 13, les Irakiens ont repris totalement al-Zinjili, ne

laissant plus à Daech, encerclé le dos au Tigre, que la vieille ville et le quartier dit «Cité médicale», puis le 18, ils ont lancé l'assaut final sur la vieille ville. Pour éviter trop de pertes parmi les quelque 100.000 civils encore piégés dans des logements anciens, donc fragiles et dangereux, il a été décidé d'éviter l'emploi d'armes trop lourdes.

Le 20, alors que le quartier d'al-Shifaa tombait, le journaliste kurde Bakhtyar Haddad a été tué sur le coup par une mine en accompagnant trois confrères français, dont deux, Stéphane Villeneuve et Véronique Robert,

ont plus tard succombé à leurs blessures, Samuel Forey ayant survécu. Le lendemain, les troupes irakiennes ne se trouvaient plus qu'à 300 m de la mosquée al-Nouri – celle-là même d'où al-Bagdadi avait en 2014 proclamé son «Califat». Le 22, les djihadistes ont choisi de faire sauter celle-ci avec son minaret penché al-Hadba – tout en accusant de sa destruction une frappe aérienne américaine. Le 28, après avoir repris deux autres quartiers au Nord-Ouest de la mosquée, Hadarat al-Saada et al-Ahmadiya, les Irakiens estimaient qu'il ne restait plus que 350 djihadistes poursuivant la résistance dans la vieille ville. Puis le 29, ils ont annoncé, victoire hautement symbolique, la reprise de la mosquée – plus exactement de ses ruines. Ceci a permis dès le lendemain au Premier ministre al-Abadi de déclarer officiellement – anticipant quelque peu la victoire – la fin du "Califat": «Le retour de la mosquée al-Nouri et du minaret al-Hadba au sein de la nation marque la fin de l'État de mensonge" de Daech». A la fin du mois, l'organisation contrôlait pourtant encore dans l'ouest du pays une région de la taille de la Belgique avec des centaines de milliers d'Irakiens...

Si moins médiatisé, le front kurde n'est pas demeuré inactif, notamment dans la province de Kirkouk: en ville, la sécurité a capturé le 8 deux djihadistes porteurs de ceintures d'explosifs qui voulaient faire exploser un véhicule piégé. Celui-ci a finalement été détonné par les Kurdes, qui recherchent aussi trois autres djihadistes ayant pu s'enfuir. Le 15, 5 autres individus ont été arrêtés, après 4 autres en début de semaine, puis le 23 enfin, 39 supplémentaires, tous soupçonnés d'appartenir à des cellules djihadistes «dormantes». Deuxième point chaud de la province, la

région de Touz Khourmatou, au sud, que Daech a continué à attaquer depuis Hawija. Le premier ministre irakien avait annoncé le 11 l'imminence d'une offensive sur cette ville ainsi que sur Tell Afar, mais le temps mis à reprendre Mossoul a provoqué un nouveau délai qui exaspère les habitants déplacés comme les pechmergas; ceux-ci accusent même Bagdad d'avoir retardé l'assaut pour «créer des problèmes». Le 14 au matin, les pechmergas ont repoussé plusieurs attaques sur le village de Zarga, près de Touz Khourmatou, au prix de 2 tués et 6 blessés. Le 18, ils ont repoussé un nouvel assaut sur la base aérienne de Sidiq, située tout près, forçant 4 djihadistes porteurs de ceintures d'explosifs à se faire exploser avant d'avoir atteint leur cible. Puis le 20, un nouvel assaut général contre les bases des pechmergas a été repoussé, et un combattant kurde tué. Selon les chiffres publiés le 4 par le Gouvernement régional kurde (GRK), depuis l'été 2014, les pechmergas ont eu dans la guerre contre Daech 1.760 tués, près de 9.000 blessés et 63 disparus...

Un troisième front a commencé à apparaître dans les dépêches, celui des confins irako-syriens. Cette région frontalière désertique acquiert progressivement de l'importance stratégique, à la fois comme ligne de communication des djihadistes et lieu de confrontation entre différents intérêts, des plus locaux (pechmergas kurdes – milices *Hashd al-Shaabi*, majoritairement chiites et soutenues par l'Iran) aux plus globaux (Etats-Unis – Iran), en passant par les régionaux (Gouvernement régional kurde – Gouvernement central irakien, Régime syrien – rebelles)... Le 4, les *Hashd al-Shaabi*, soutenus par l'aviation irakienne, ont repris à Daech la ville de Baaj. Le 6,

Massoud Barzani, faisant clairement allusion à leur avancée au sud du Sindjar a déclaré lors d'une réunion avec des militaires américains qu'il était «inacceptable que n'importe quelle force militaire empiète sur les frontières du Kurdistan et impose sa volonté». Le 14, une délégation de haut niveau du ministère de la Défense syrien est arrivée à Bagdad pour discuter avec le chef d'état-major irakien, le lieutenant général Othman al-Ghanimi, de la sécurité de la frontière et coordonner la lutte contre Daech. Il a été question d'établir un Centre d'opérations commun contre les djihadistes. L'ouverture d'une liaison terrestre entre l'armée de Damas et l'Irak voisin est vitale car elle facilite le transit des fournitures militaires iraniennes... Le 17, l'armée irakienne (mais accompagnée de combattants tribaux sunnites), a repris à Daech le poste-frontière d'al-Walid, non loin de Tanf, côté syrien, où se trouvent à présent des combattants syriens soutenus par les Américains. La semaine précédente, côté syrien, des milices pro-Assad avaient atteint la frontière irakienne au Nord-Est de cette ville...

La question de la gouvernance des territoires libérés se pose de manière de plus en plus urgente, sans pourtant qu'aucune solution n'apparaisse. Toujours dans la réunion du 6 avec des militaires américains, Barzani a déploré l'absence d'un projet politique clair à ce propos, faisant écho aux déclarations faites le 4 par l'unique députée yézidie du parlement de Bagdad, Vian Dakhil: celle-ci avait demandé que, pour éviter de nouvelles violations des droits des résidents, soit rapidement désigné un administrateur civil travaillant en coordination à la fois avec le GRK et le gouvernement central et assisté par un Conseil

provincial comprenant des représentants de toutes les communautés. C'est que les rumeurs d'exactions par les troupes gouvernementales se font de plus en plus insistantes. *Human Rights Watch* a publié le 5 un communiqué les accusant d'exécutions extrajudiciaires d'au moins 26 prisonniers sur soupçons d'appartenance à Daech, des jeunes hommes retrouvés yeux bandés et pieds et poings liés.

Côté syrien, les Forces démocratiques syriennes (FDS), estimées à plus de 60.000 combattants, ont annoncé le 6 avoir lancé leur attaque sur Raqqa. Talal Silo, leur porte-parole, a annoncé, après une «préparation» de frappes aériennes nocturnes, un assaut simultané sur trois fronts, ouest, nord et est, avec l'appui au sol d'éléments de la coalition (suite à cette annonce, le Premier ministre turc a déclaré que la Turquie répondrait «à toute menace de Raqqa ou de n'impor-

te quel point de la région»...). Le 12, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a annoncé que les FDS, après avoir repris la veille le quartier d'al-Rumaniya, tenaient Al-Meshleb à l'est et près de 70% d'al-Senaa, et se battaient à présent pour prendre Hatin à l'ouest. Daech se défendait de sa manière habituelle, en plaçant de nombreuses mines et en utilisant comme boucliers humains les civils, au nombre estimé par l'ONU à 160.000... Le 18, les FDS ont annoncé avoir repris à Raqqa-Est les quartiers de al-Biyatra et al-Batanî, tout en continuant à avancer à l'ouest et à libérer les civils prisonniers des djihadistes à al-Dar'iyā. Puis le 26 elles ont annoncé la prise de Qadisiya et le début de l'encercllement de la vieille ville. Le 30, avec une violente contre-attaque des djihadistes, les combats ont encore augmenté d'intensité...

Les spéculations ont commencé sur le sort du leader de Daech,

Abou Bakr al-Bagdadi. Les services de renseignement irakiens et américains pensent qu'il avait quitté Mossoul avant la chute de la ville, se cachant à la frontière irako-syrienne ; le 16, le ministre russe de la Défense a déclaré qu'il était possible qu'il ait été tué dans une frappe aérienne russe près de Raqqa le 28 mai en même temps que d'autres dirigeants de Daech, plus de 30 commandants militaires et jusqu'à 300 de leurs gardes personnels qui participaient à une importante réunion. La coalition anti-Daech a déclaré ne pouvoir confirmer l'information. Les Russes ont déclaré faire encore des vérifications.

Si on semble s'acheminer vers la fin prochaine du «Califat» en termes de territoires contrôlés, cela ne signifie malheureusement pas la fin des activités terroristes de l'organisation, ni au Moyen Orient ni dans le reste du monde...

ROJAVA: ALORS QUE LES FDS COMBATTENT DAECH À RAQQA, LA TURQUIE MENACE AFRÎN

Ce mois-ci, le contexte en Syrie a plutôt évolué vers une intensification des combats: selon une étude publiée le 13 par les Nations Unies, les fameuses «zones de désescalade» négociées en mai entre Russie, Turquie et Iran n'ont fait diminuer les affrontements que dans une seule des quatre régions concernées, celle de la province d'Idlib et à l'ouest de celle d'Alep. Dans le sud, notamment à Deraa, les combats ont plutôt augmenté d'intensité – on parle de négociations en cours entre États-Unis, Russie et Jordanie pour un cessez-le-feu entre régime et rebelles dans cette région. Mais par ailleurs les tensions augmentent plutôt entre États-

Unis et Russie: la destruction d'un appareil syrien à l'est de Damas le 5 par des rebelles utilisant des armes anti-aériennes américaines a provoqué une réaction indignée de Sergueï Lavrov qui a l'a qualifiée le 10 d'«inacceptable» et a sommé le Secrétaire d'État américain Rex Tillerson de prendre les mesures pour empêcher toute reproduction d'un tel incident...

Par ailleurs, le recul de Daech et les avancées du régime ont donné lieu à des développements inédits depuis le début de la guerre civile. Ainsi l'armée syrienne a-t-elle pénétré en début de mois depuis Alep dans la province de Raqqa, lançant le 8 des frappes aériennes contre

les djihadistes sur la rive sud de l'Euphrate et la route Alep-Raqqa, à environ 70 km à l'ouest de cette ville. De plus, pour la première fois depuis des années, les forces du régime ont refait leur apparition dans l'extrême-est du pays, faisant leur jonction avec les milices chiites irakiennes en reprenant le contrôle du poste-frontière de Tanf. Près de cette ville côté syrien se trouve une base où les militaires américains entraînent des rebelles. Selon une source du Pentagone parlant sous condition d'anonymat, les rebelles soutenus par les USA avançaient vers le nord le long de la frontière pour contrer Daech quand ils ont été coupés de leurs arrières par les forces pro-gouvernementales. Ceci a

mené les États-Unis à déployer le 13 dans cette région depuis la Jordanie un système de missiles monté sur camions, le *Himars*. Par ailleurs, selon le porte-parole des Forces démocratiques syriennes, Talal Silo, les confrontations se sont multipliées depuis le 17 dans la région de Tabqa et au sud de Raqqa entre les FDS et l'armée de Damas, au point que Silo a menacé de représailles si ces attaques se poursuivaient. Le 18, un appareil syrien qui avait selon Washington bombardé une zone située près des territoires contrôlés par les FDS au sud de Raqqa a même été abattu par un chasseur américain (après toutefois que les Américains aient contacté les Russes par téléphone). Un communiqué du Pentagone concernant cet incident déclare que la coalition «ne cherche pas à combattre le régime syrien, les Russes ou les forces pro-régime, mais n'hésitera pas à se défendre elle-même, ou ses partenaires, contre toute menace». En fait, depuis plusieurs semaines, les avions américains frappent les combattants pro-régime soutenus par l'Iran qui tentaient d'avancer près de la frontière irakienne ou jordanienne au sud-est du pays, dans des zones où se déploient aussi des combattants soutenus par les États-Unis.

C'est dans ce contexte que les FDS ont poursuivi leur opération anti-Daech à Raqqa (voir l'article sur Daech). La participation à cette opération des combattants du Conseil militaire de Deir ez-Zour a incité les observateurs à se demander si l'un des prochains objectifs de l'alliance kurdo-arabe après la prise de Raqqa n'était pas cette grande ville de l'est syrien. En tout cas, les régions entre ces deux villes ont déjà été en grande partie «nettoyées» des djihadistes, et, les FDS ayant déjà mentionné courant mai leur projet pour des

raisons économiques de s'assurer à l'ouest le contrôle de la région d'Idlib, une extension symétrique vers l'est apparaît logique. Comme on peut le deviner, de tels projets ne peuvent que susciter l'inquiétude et la colère du voisin turc au nord...

La Turquie n'est pas demeurée inactive face aux avancées des FDS. Selon un communiqué du 5 juin du bureau de presse des YPG, l'armée turque et les islamistes syriens soutenus par celle-ci ont lancé durant le mois de mai plus de 80 attaques contre différentes régions du Rojava, causant la mort d'au moins 111 combattants des FDS. Parmi les groupes combattants que les YPG considèrent comme des mercenaires à la solde de la Turquie, se trouvent les salafistes d'Ahrar al-Sham, qui ont visé particulièrement la région d'Afrîn. Selon des groupes de défense des droits de l'Homme ces attaques ont aussi fait des dizaines de victimes civiles.

La Turquie a aussi été accusée d'utiliser l'arme de l'eau contre le Rojava. Le 12, Abdulkarim Omer, responsable des relations internationales du canton de Cezire, a déclaré que suite à la fermeture par la Turquie du barrage Atatürk sur l'Euphrate, le niveau de la retenue de Tîshrîn (près de Kobanê) avait connu une baisse dramatique, causant une pénurie d'eau et d'électricité à Kobanê et dans sa région. La retenue de Tabqa a aussi baissé, ainsi que le niveau dans le lit de l'Euphrate, de 4 à 5 m. Le 21, l'administration des barrages a demandé à la communauté internationale d'exiger de la Turquie le respect des conventions internationales et la cessation de sa rétention des eaux de l'Euphrate. Par ailleurs, İlham Ehmed, co-présidente du Conseil démocratique syrien (CDS, représentation politique des FDS), a dans un article publié dans *Özgürlükçü Demokrasi* et repris en

anglais le 14 par *ANF News*, accusé la Turquie de procéder à la turquification et à l'annexion rampante des régions syriennes qu'elle contrôle depuis l'été dernier, autour des villes de Jerablous, Azaz et al-Bab, en y installant des Turkmènes venus d'autres régions syriennes, enseignant en turc dans les écoles, mettant en place une force de police devant jurer fidélité à Erdoğan... →

Le 20, selon l'agence *ARA News*, des rebelles islamistes soutenus par la Turquie ont attaqué au mortier le village de Shouyoukh dans la région de Kobanê, et le 21, des renforts turcs ont passé la frontière pour se diriger vers le sud d'Azaz, tenu par des rebelles pro-turcs déjà en lutte avec les YPG – comme dans le district d'Afrîn. Cet envoi de renforts turcs a été confirmé par l'OSDH. Les Kurdes ont exprimé le 22 leur inquiétude face à la concentration de troupes turques sur la frontière face à la région d'Afrîn, une inquiétude qui a grandi lorsque le 24, le journal turc pro-gouvernemental *Yeni Safak* a publié un article intitulé «Les soldats turcs se préparent pour Idlib», dans lequel il explique que les troupes turques vont «assurer la sécurité» de la région d'Idlib (lien : <http://www.yenisafak.com/en/world/turkishsoldiers-prepare-for-idlib-2739242>). Selon ce texte, «le plan turc d'installation et de franchissement de la frontière est également prêt pour Idlib, qui est maintenant le point focal de nombreux pays. Les unités des forces armées turques, qui entreront en Syrie à partir de trois points différents, assureront le contrôle d'une zone atteignant 85 km de longueur et 35 km de profondeur. Le corridor commencera à l'Est à Daret Izze – Qalaat Samaan [hauts de Saint-Siméon], et ira à l'Ouest jusqu'à la région d'Ubin – Khirbat al-Jawz [village et camp de déplacés à la frontière du Hatay, environ 30 km à l'ouest

d'Idlib]. La profondeur de 35 km, qui atteindra le Sahl al-Ghab [la plaine d'al-Ghab, anciens marais de l'Oronte] au Sud depuis la frontière du Hatay, sera également sous le contrôle des forces armées turques. Des unités de l'Armée syrienne libre seront également en charge du plan de sécurité d'Idlib sous la direction de l'armée turque. Dans ce cadre, il a été ordonné à 1.500 - 2.000 soldats de l'ASL de se tenir prêts.»

La zone mentionnée dans l'article constitue un rectangle s'étendant en longueur dans le sens Nord-Est – Sud-Ouest depuis Azaz jusqu'à la plaine d'al-Ghab, à près de 20 km au sud de la ville d'Idlib, et coupant en largeur d'Alep le canton d'Afrîn, qui se trouve totalement encerclé. Il est peu probable que Damas accepterait sans réagir une telle invasion, qui positionnerait l'armée turque à une quarantaine de km à l'est de Lattakieh! Si le but officiel de l'opération est

d'assurer la sécurité de la région d'Idlib, en réalité, l'article mentionne explicitement qu'il s'agit (surtout ?) d'empêcher toute extension vers l'ouest du territoire contrôlé par les FDS : «Les positions du PYD, affilié au PKK, seront bloquées et les attaques de cette organisation sur les zones rebelles seront empêchées [...]. De plus, comme cela s'est passé pour le corridor terroriste Afrîn-Kobanê, bloqué par l'opération «Bouclier de l'Euphrate», le plan du PKK [pour créer] un corridor terroriste Afrîn-Méditerranée, souhaité par l'Iran et le régime Assad, sera défait». Le texte promet une mise en œuvre de cette opération en juillet, si elle peut être finalisée à Astana. La stabilisation de la région d'Idlib fournit aussi un prétexte à l'attaque d'Afrîn: tard le 27, le Vice-premier ministre turc, Veysi Kaynak, a déclaré que le canton d'Afrîn devait être «nettoyé de ses terroristes» pour «stabiliser la région».

Le 28, l'armée turque a annoncé des affrontements avec les YPG près d'Azaz, après que les YPG aient ouvert le feu sur des rebelles soutenus par la Turquie. Les YPG, de leur côté, ont annoncé que les Turcs bombardaient à l'artillerie la région d'Afrîn depuis une semaine – des tirs confirmés par l'OSDH, qui a ajouté que les YPG avaient riposté. Le 29, Sihanouk Dibo, un des dirigeants du PYD, a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle force la Turquie à interrompre ses attaques sur Afrîn. Le porte-parole des FDS, Sharvan Darwish, a fait écho à la demande de Dibo, et les YPG ont déclaré qu'ils n'hésiteraient pas à riposter à toute agression turque. Une base militaire russe se trouve dans la région d'Afrîn, mais les Kurdes s'inquiètent d'un éventuel accord entre Russes, Turcs et Syriens, qui laisserait à la Turquie les mains libres à Afrîn.

KURDISTAN IRAKIEN: RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION FIXÉ AU 25 SEPTEMBRE, DES DIVERGENCES INTERNES SUBSISTENT

Après des mois de blocage et de discussions entre partis politiques de la Région du Kurdistan sur le référendum d'autodétermination, la réactivation du Parlement et la question de la Présidence, plusieurs avancées ce mois-ci peuvent laisser espérer une solution: le 7 juin a été annoncé un accord entre les représentants de quinze partis kurdes sur la tenue d'un référendum d'autodétermination au 25 septembre prochain. La question posée en quatre langues (kurde, arabe, syriaque et turkmène) sera «Voulez-vous que la Région du Kurdistan et les territoires du Kurdistan situés hors de la Région du Kurdistan deviennent un État indépendant?». La consultation référendaire devrait donc avoir lieu non seulement dans les limites

administratives de la Région du Kurdistan d'Irak telles que fixées par la Constitution irakienne, mais aussi dans les territoires dits «disputés» entre le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan) et le Gouvernement central irakien, soit la province de Kirkouk, le district de Makhmour (sud d'Erbil), le Sindjar (à la frontière syrienne), et la région de Khanaqin (partie Nord de la province de Diyala à la frontière iranienne). Ainsi les résidents de la Région du Kurdistan décideraient si celle-ci doit prendre son indépendance par rapport à l'Irak, et simultanément ceux des territoires cités décideraient s'ils souhaitent les voir rattachés au Kurdistan. Les Kurdes refusent d'ailleurs à présent de s'y référer comme «territoires disputés»: le communiqué de la Présidence de la Région,

publié après la réunion, les appelle «zones du Kurdistan se trouvant en dehors de l'administration de la Région», et le Premier ministre du Kurdistan, Nechirvan Barzani, dès avant la réunion du 7, s'y était référé en kurde comme aux «territoires kurdistanis (*kurdistani*) hors des limites de la Région du Kurdistan», à présent «libérés par le sang des martyrs et des pechmegas» (la langue kurde distingue en effet *kurdi*, kurde au sens ethnique, et *kurdistani*, «kurdistanis», par référence à la Région du Kurdistan, sans impliquer d'ethnicité spécifique, ce qui inclut ses résidents non kurdes comme les chrétiens). Nechirvan Barzani a par ailleurs ajouté qu'Erbil était prêt au dialogue avec Bagdad pour trouver à propos de ces territoires une solution qui satisfasse les deux parties.

Ce premier pas vers le référendum ne doit pas faire oublier que de sérieuses divergences internes subsistent. La décision a été prise lors d'une réunion appelée par Massoud Barzani à laquelle ont participé, en présence de représentants de la Haute commission électorale indépendante, les principaux partis kurdes, avec la notable exception du Mouvement du changement (*Gorran*) et du Groupe islamique du Kurdistan KIG (*Komal*), qui avaient choisi de boycotter la rencontre. Outre le référendum, les discussions ont porté sur le blocage autour de la réactivation du Parlement du Kurdistan et la crise politique interne de la Région; les partis présents se sont mis d'accord pour «travailler à réactiver le parlement et à résoudre les problèmes politiques dans le but d'atteindre l'harmonie nationale». On peut donc espérer que cette réunion permette d'engager une dynamique de résolution des divergences.

A l'issue de la rencontre, les partis politiques présents ont reçu l'instruction de nommer dans un délai de six jours un représentant à un «Comité référendaire». Par ailleurs, une source de la Haute commission électorale a déclaré à la chaîne de télévision *NRT* que la commission avait la capacité de préparer la consultation pour la date décidée par les partis.

Quelques jours après la réunion, le 11, le Mouvement du changement, *Gorran*, a tenu la première réunion de son Conseil national depuis la mort de son leader et co-fondateur Nawshirvan Mustafa le 19 mai dernier. *Gorran* a réitéré à cette occasion sa position, qui est qu'il croit en la création d'un Kurdistan indépendant, mais qu'il considère qu'avant de tenir un référendum, il est nécessaire de réactiver le parlement afin qu'il puisse voter une loi à cet effet. *Gorran* considère donc que la manière dont le processus a été lancé est illégale. Le

désaccord demeure donc avec le PDK, dont Hoshyar Zêbari, l'un des dirigeants, a au contraire déclaré le 12 qu'après «la consultation de nombreux experts juridiques», la conclusion avait été que la tenue du référendum ne nécessitait pas la passage d'une loi, s'agissant d'«une décision administrative et exécutive». Le PDK semble cependant infléchir sa position, puisque Zêbari a également ajouté que de nombreux experts étaient aussi d'avis que la consultation aurait davantage de légitimité «aux yeux du monde [...] si nos institutions sont actives et fonctionnelles», et qu'il serait donc préférable de réactiver le parlement, même si «la volonté du peuple lui est supérieure».

Ce même jour, le responsable de la Haute commission électorale, Handren Mohammed, a indiqué que le Ministère des finances du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) avait attribué à celle-ci un premier budget de 6 millions de dollars spécifiquement pour l'organisation du référendum du 25 septembre. La Commission avait demandé 31 millions de dollars, soit 17 millions pour le référendum et 14 millions pour les élections législatives et présidentielles, qui doivent quant à elles se tenir le 4 novembre.

Le 13, l'UPK et le PDK ont tenu leur première réunion bilatérale après la décision du référendum. L'UPK se trouve dans une position particulière, étant lié à *Gorran* par un accord politique tout en étant allié au PDK au sein du gouvernement. Le lendemain, l'UPK a annoncé la décision de réactiver le parlement, une annonce confirmée par une déclaration à *Rûdaw* du leader de l'Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*), Salahaddin Bahadin, qui a également indiqué que les ministres *Gorran* du GRK pourraient bientôt retrouver leurs fonctions de même que l'équipe du Président du parlement d'Erbil,

Yusuf Mohammed Sadiq, également de *Gorran*. Saadi Pira, un responsable de l'UPK, a déclaré que Sadiq présiderait la première session du Parlement, qui devrait se réunir «au plus tôt», avant de démissionner pour que celui-ci élise à la session suivante un nouveau Président appartenant également à *Gorran*. Pira a ajouté que la condition posée par le PDK était que Sadiq ne se représente pas. *Gorran* a immédiatement répondu dans un communiqué qu'il n'acceptait aucune condition préalable à la réactivation du parlement. Le 15, un député de l'UPK, Arez Abdullah, a déclaré que les dirigeants de ce parti étaient divisés sur le moyen de sortir de la crise et devaient se réunir pour discuter la question. Le 18, Fadhel Miranî, secrétaire du Bureau politique du PDK, a déclaré que ce parti ferait tout son possible pour obtenir la participation de *Gorran* à la réactivation du parlement.

Le lendemain, le Conseil de direction de l'UPK, après deux journées de réunions le 15 et le 18, a exprimé dans un communiqué son soutien «conditionnel» au référendum: «Depuis sa fondation et jusqu'à présent, le slogan du droit à l'autodétermination a été au cœur de la lutte de l'UPK. Dans cette perspective, le Conseil de direction réaffirme que, de même qu'il a été le pionnier de la lutte démocratique pour le droit à l'autodétermination, [...] il sera le garant de celle-ci et se battra pour le succès du référendum pour l'indépendance de la Région du Kurdistan et de toutes les régions kurdistanaises qui [en] sont séparées [...], à condition que toutes les procédures soient approuvées par une loi adoptée par le Parlement du Kurdistan». Le 23, les dirigeants de l'UPK et de *Gorran* ont publié un communiqué commun déclarant que les préparations pour le référendum devraient commencer une fois «la situation du parlement normalisée» – c'est-à-dire une fois

le parlement réactivé. Les discussions devront donc continuer.

A l'extérieur du Kurdistan, les réactions ont été nombreuses, exprimant comme on pouvait s'y attendre la crainte que la décision des Kurdes ne fracture le front anti-Daech en provoquant une montée des tensions en Irak, et insistant sur une résolution par la négociation des différences entre Bagdad et Erbil. C'est le cas par exemple de la Russie, de l'Allemagne et des États-Unis comme de l'Union européenne. L'Iran a exprimé son opposition à un référendum et son soutien à l'intégrité territoriale de l'Irak. La Turquie a adopté un ton plus agressif, le Premier ministre Binali Yıldırım qualifiant la décision kurde d'«irresponsable» et d'«erreur grave». L'ambassadeur britannique à Bagdad a déclaré en conférence de presse à Halabja que le gouvernement britannique pensait que les Kurdes avaient le droit à l'autodétermination mais que le moment n'était pas bien choisi. Le premier ministre irakien Haider al-Abadi, a qualifié le 17 le référendum d'«illégal», une telle consultation devant faire l'objet d'une loi au parlement irakien, la constitution ne prévoyant pas la sécession d'une province. La mission spéciale des Nations Unies en Irak (UNAMI) a communiqué le 14 qu'elle ne «s'engagerait en aucune manière et sous aucune forme» dans le processus du référendum.

Les réponses kurdes à ces critiques

ont été de plusieurs sortes. Le premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani, a déclaré que les diverses réactions étaient «normales» et ne causaient pas d'inquiétude à Erbil. Selon des sources du GRK, en contraste aux réactions officielles, de nombreux diplomates admettent en privé que leur pays ne s'opposerait pas activement aux projets kurdes, même s'il ne veut pas apparaître les soutenir. Hoshyar Zêbari, quant à lui, comparant le référendum kurde au Brexit britannique, a rappelé que Grande-Bretagne et Union européenne allaient négocier au moins deux ans, déclarant qu'il n'était pas question de déclarer l'indépendance le lendemain du scrutin. Aux critiques qualifiant d'«inopportun» le moment choisi, Fouad Hussein, le chef de cabinet de Massoud Barzani, a répondu le 17 dans une interview donnée à *Rûdaw* que les États-Unis avaient demandé aux leaders kurdes de retarder le référendum jusqu'aux élections irakiennes de mars, mais que ceux-ci avaient rejeté cette demande en raison de l'incertitude de la tenue de ces élections. Hoshyar Zêbarî a quant à lui déclaré que l'instabilité de l'ensemble du Moyen Orient était justement une des raisons ayant poussé les dirigeants kurdes à tenir le référendum rapidement.

Le ton adopté par les autres acteurs kurdes tranche sur les autres réactions. Le porte-parole du HDP de Turquie, Osman Baydemir, a exprimé lors d'une

soirée du Ramadan à Batman son soutien à la Région du Kurdistan irakien pour le référendum, déclarant qu'il était du droit des Kurdes de le tenir: «Je le dis très clairement, quels que soient les droits des nations turque, persane et arabe, les Kurdes, en tant qu'ancienne nation de cette région, ont les mêmes droits, ni plus ni moins. [...] Quelle que soit la décision de nos frères du *Başur* (Kurdistan du Sud) avec leur parlement, leurs partis politiques et leur volonté politique, notre devoir est de la respecter et de la soutenir» (*Rûdaw*). De même, Cemil Bayik, coprésident du Conseil exécutif de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK, front politique du PKK), a déclaré le 14 que personne ne devrait s'opposer à la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan, et que la décision de la Région était un droit démocratique. Il a cependant ajouté qu'un tel référendum pourrait ne pas réussir en raison des difficiles conditions actuelles, la Région du Kurdistan étant toujours «sous pression interne comme externe» (*NRT-TV*).

Le 20, Kifah Mahmoud, conseiller pour les médias du Premier ministre Nechirvan Barzani, a déclaré à l'agence russe *Sputnik* que le GRK invitait toutes les organisations internationales à envoyer des observateurs pour contrôler le déroulement du référendum et assurer qu'il se déroule dans des conditions de légalité et de démocratie.

TURQUIE:

LA RÉPRESSION ACCROÎT ENCORE L'ISOLEMENT INTERNATIONAL DU PAYS

En Turquie, alors que plus de 5.000 membres du parti «pro-kurde» HDP sont emprisonnés, arrestations et condamnations continuent: la soif de répression du gouvernement (car la justice a clairement perdu toute

indépendance) semble inextinguible, et le pays fait maintenant fi de toutes les barrières, y compris internationales, en arrêtant membres d'ONG et d'agences de l'ONU.

Le 1^{er} juin, Besime Konca, députée de Siirt, arrêtée en décembre puis

relâchée le 3 mai avec interdiction de quitter le pays, arrêtée de nouveau le 29 mai après objection du procureur, a été condamnée à 2 ans et demi de prison pour «appartenance à une organisation armée» et «propagande pour une organisation terroriste» – en fait

principalement pour avoir assisté à Batman en mars 2016 aux funérailles d'un combattant du PKK. Konca avait déjà passé 11 ans en prison entre 1993 et 2004 pour raisons politiques. Le lendemain, le porte-parole du HDP, Osman Baydemir, également député de Şanlıurfa, a été brièvement incarcéré pour avoir «insulté la police»... en 2012! La co-présidente du HDP, Figen Yüksekdağ, déjà condamnée en avril à un an de prison pour propagande pour le PKK, a de nouveau été condamnée le 6 à un an et demi de prison pour «promotion du terrorisme» pour avoir caractérisé en 2015 sur une radio allemande le PKK comme un «mouvement de libération nationale [...] défendant la démocratie et l'égalité». Le 8, un tribunal d'Adana l'a condamnée à un an supplémentaire pour «insulte au gouvernement» dans un discours à des funérailles en octobre 2015. Toujours le 8, la députée HDP de Diyarbakir, Nursel Aydoğan, privée de son mandat début mai, déjà condamnée le 9 mai à 4 ans, 8 mois et 7 jours de prison, a reçu 20 mois de prison supplémentaires pour «propagande pour une organisation terroriste» après un discours à Elbistan en 2012 aux funérailles d'un combattant PKK. Le 9, Ferhat Encu, arrêté le 4 novembre (en même temps que les co-présidents du HDP) a été condamné à 4 ans et demi de prison: 2 ans 9 mois pour «propagande terroriste» plus 10 mois pour «violation de la loi n° 5442 sur l'administration provinciale» pour avoir «organisé et participé à des protestations illégales»... Encu a suivi l'audience par vidéo depuis sa cellule.

Le 5, le ministère de l'Intérieur a publié une liste de 130 ressortissants turcs à l'étranger demandés par la justice qui seront déchus de leur nationalité s'ils ne rentrent pas sous trois mois. Outre le prédicateur Fethullah Gülen, elle

comprend notamment l'ancien député HDP Özdal Ücer et deux députés HDP, Faysal Sariyıldız et Tugba Hezer Öztürk. Celle-ci a été privée de son mandat par le parlement le 14 pour son absence.

Le 15, le CHP (Parti républicain du peuple, kémaliste, anciennement au pouvoir, maintenant dans l'opposition à l'AKP), a entamé à l'appel de son leader Kemal Kılıçdaroğlu une «marche pour la justice» pour protester contre la condamnation d'un de ses députés, Enis Berberoğlu, à 25 ans de prison pour «révélation de secrets d'État». La marche de 425 km d'Ankara vers Istanbul, qui devrait durer trois semaines, a commencé avec des milliers de personnes. Le CHP, qui avait voté la loi levant l'immunité des députés poursuivis en justice, ne s'était guère mobilisé pour défendre les parlementaires HDP arrêtés, mais l'arrestation de Berberoğlu semble lui avoir soudainement révélé la gravité de la situation. Ancien journaliste, le député avait fourni aux médias, et notamment à *Cumhuriyet*, des vidéos démontrant l'implication des services secrets turcs (MIT) dans la fourniture d'armes aux islamistes en Syrie. Can Dündar, alors rédacteur en chef, et Erdem Gül, responsable du journal à Ankara, ont été condamnés dans la même affaire. Après le verdict, Kılıçdaroğlu avait tweeté: «Dans ce pays, publier une information sur un camion rempli d'armes destinées à des groupes terroristes coûte 25 ans de prison, mais l'envoi illégal d'armes [à des groupes terroristes] est autorisé!». A noter que le Bureau exécutif central du HDP a le 14 publié un communiqué condamnant l'arrestation de Berberoğlu.

La seule bonne nouvelle du mois pour les journalistes, en date du 9, concerne le photographe indépendant Mathias Depardon. Accusé de «propagande terroriste» pour

avoir publié en France un reportage photo sur les combattants du PKK, le Français, basé à Istanbul et emprisonné depuis le 8 mai à Gaziantep a, selon Reporters sans Frontières (RSF), été libéré et expulsé vers Paris. La veille, le responsable de RSF pour la Turquie, Erol Onderoğlu, comparait pour la 4^e fois devant le tribunal pour «apologie du terrorisme», risquant 14 ans de prison... Selon RSF, plus de 100 journalistes sont emprisonnés. Dans cette situation, il n'est que trop logique, notent plusieurs journalistes, que la Turquie vise maintenant les défenseurs des droits de l'Homme dénonçant cette répression: le 6 juin, le président de la section turque d'*Amnesty international*, Taner Kiliç, a été arrêté ainsi que 22 autres avocats, puis, 3 jours plus tard, poursuivi pour «appartenance à une organisation terroriste» – celle de Fethullah Gülen.

Il est peu probable que les condamnations de l'Union européenne et du Département d'État américain aient un quelconque effet, le gouvernement turc ne tenant même plus compte de ses obligations juridiques internationales: le 15, Aydın Sedaf Akay, juge turc de la Cour internationale de justice de la Haye, l'organe judiciaire principal des Nations Unies, chargé d'enquêtes sur des crimes de guerre en ex-Yougoslavie et le génocide au Rwanda, arrêté le 21 septembre, a été condamné à 7 ans et demi de prison pour appartenance à l'organisation terroriste de Fethullah Gülen! Depuis la création de la Cour, c'est le premier cas de violation de l'immunité d'un magistrat onusien. Par ailleurs, le 6 juin à Genève, le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zaid Raad al-Hussein, s'est plaint dans son discours d'ouverture de la 35^e session du Conseil des droits de l'Homme de l'obstruction turque à l'enquête lancée sur

les violations dans les provinces kurdes du pays. Il a annoncé qu'une session spéciale et un rapport spécial seraient dévolus à la Turquie durant la deuxième semaine de réunion.

Les relations avec l'Allemagne continuent aussi de se dégrader: Turcs et Allemands n'ont pu arriver à un accord sur l'accès des parlementaires allemands à la base de l'OTAN à Incirlik, où sont stationnés 250 militaires allemands menant des missions de ravitaillement en vol et de surveillance contre *Daech*. Lors d'une conférence de presse commune le 5 à Ankara avec son homologue turc Mevlut Çavuşoğlu, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, a promis davantage d'efforts contre les activités du PKK en Allemagne et un réexamen des demandes d'extradition d'Ankara pour 4.500 ressortissants turcs... Rien n'y a fait. Mevlut Çavuşoğlu a répondu qu'il était «possible à présent de visiter la base de l'OTAN à Konya mais pas Incirlik». Suite à cette décision turque, Gabriel a déclaré que la Turquie devait comprendre que dans ces conditions, l'Allemagne transférerait ses soldats ailleurs: «Le parlement allemand a une armée parlementaire et tient à ce que les législateurs allemands puissent visiter les soldats de la *Bundeswehr* à tout moment». Le Premier ministre

turc Binali Yıldırım a ensuite annoncé l'annulation d'une rencontre avec Gabriel pour cause d'«agenda trop chargé». Le 21, un ressortissant turc arrêté en Allemagne en décembre dernier, Mehmet Fatih S. (son nom complet n'a pas été publié) a été inculpé d'activités d'espionnage contre la communauté kurde. Il est accusé de travailler depuis 2013 pour les services secrets turcs, dont il aurait reçu plus de 30.000 € ; l'enquête devra déterminer s'il préparait des assassinats comme ceux des trois militantes kurdes de Paris en janvier 2013.

Autre crise diplomatique, l'émission le 16 juin par Washington de 12 mandats d'arrêt contre 3 policiers turcs et 9 membres de la sécurité du président Erdoğan qui avaient en mai attaqué des manifestants durant la visite aux États-Unis du président turc. Suite à cette décision «inacceptable» et biaisée, le ministère turc des Affaires étrangères (qui attribue l'incident à l'incompétence de la sécurité américaine) a convoqué l'ambassadeur américain à Ankara. Mais le 25, l'Allemagne a informé le Président turc que ses gardes du corps impliqués dans l'incident n'étaient pas les bienvenus en Allemagne durant le G20: celui-ci a dû modifier la composition de son escorte...

Les opérations militaires ont

continué contre le PKK, au Kurdistan irakien comme dans les provinces kurdes de Turquie. Le 1^{er} juin, a été annoncé le crash d'un hélicoptère militaire turc *Cougar* le 31 mai en soirée près du mont Kato, dans la province de Şırnak, qui a causé la mort des 13 militaires à bord – un crash que le PKK a revendiqué dès le lendemain, alors que l'armée l'avait attribué à un accident. Le 4 dans l'après-midi, la chasse turque a bombardé la région de Bradost au Kurdistan irakien, près notamment des villages de Lelkan, Moslok, Del et Bexnok, provoquant la fuite de résidents de villages proches. Le 9, le gouverneur de la province de Batman a annoncé que deux militaires et un civil avaient été blessés dans l'explosion d'un véhicule près d'une gendarmerie. Le 16 au matin, selon le PKK, après plusieurs frappes aériennes dans la région d'Amêdî, l'armée turque est entrée au Kurdistan d'Irak à partir des régions du Kurdistan de Turquie de Culamerg et Çukurca. Le PKK a annoncé que dans les violents combats qui ont suivi au moins 14 soldats turcs ont été tués. Le 20 au soir, l'aviation turque a bombardé des villages situés au pied du Mont Qandîl, tuant et blessant des civils en nombre non précisé. Enfin, les 28 et 30 juin, de nouveaux bombardements turcs ont eu lieu au Kurdistan irakien.

IRAN: ATTENTATS REVENDIQUÉS PAR DAECH À TÉHÉRAN, EXACTIONS AU KURDISTAN

Des commandos-suicides ont frappé le 7 le parlement iranien, puis, une heure plus tard, le mausolée de l'Ayatollah Khomeiny, également à Téhéran, en une attaque qui a fait au moins 13 morts et a été rapidement revendiquée par Daech. Le 10, la police iranienne a arrêté 41 personnes en relation avec ces

deux attaques. L'agence semi-officielle *Fars News* a indiqué qu'il semblait que ce soient des Kurdes iraniens affiliés à Daech qui les aient menées, identifiant l'un d'entre eux comme Serias Sadeghî, originaire de Paveh. Dans la revendication de Daech postée sur le site d'*Amaq News*, les hommes masqués s'identifient d'ailleurs en arabe et en

kurde. La provenance interne des assaillants est certainement une source d'inquiétude pour les autorités. Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran avait d'ailleurs publié un rapport pointant l'accroissement des activités de Daech au Kurdistan d'Iran. En représailles, les Gardiens de la Révolution iraniens ont frappé le 18 avec des

missiles les bases de Daech dans l'est de la Syrie, ce qui a par ailleurs suscité l'inquiétude d'Israël, qui se trouve à peu près à la même distance de la République islamique...

Par ailleurs, les forces de sécurité iraniennes ont poursuivi leurs exactions dans les provinces kurdes du pays. Ainsi le 13, les garde-frontière du régime ont mis le feu à une large zone forestière près des deux villages de Zal et de Choman, non loin de Baneh, brûlant 2 hectares de terres appartenant à des propriétaires locaux, suscitant chez ceux-ci colère et protestations. Le 15, c'est de nouveau un porteur kurde de marchandises, ou *kolbar*, Sirwan Aziz, qui a été abattu, en même temps que plusieurs autres civils, dont des femmes, étaient blessés. Une

vidéo diffusée sur Internet par des compagnons de route d'Aziz montre qu'il a été tué d'une balle dans le dos. Le 23, les *pasdaran* (Gardiens de la révolution islamique) ont tué dans la région de Sanandaj (Sine) 3 *pechmegas* du parti kurde iranien *Komala* qu'ils avaient pris en embuscade. Deux jours après cet incident, durant lequel selon le *Komala* des *pasdaran* ont également été blessés ou tués, les forces de sécurité ont arrêté les familles de *pechmegas* tués.

En une note moins dramatique, *Iraqi Shafaq News* a annoncé le 5 que le projet iranien de construction d'une ligne de chemin de fer vers la côte méditerranéenne de Syrie se poursuivait. Il s'agit de relier la province de Kermanshah au Kurdistan d'Iran

au port syrien de Lattakieh. La partie iranienne de la ligne devrait être achevée dans les mois qui viennent. Le ministre iranien des transports Abbas Akhundî a reçu le 4 à ce propos son homologue irakien Kadhim Finjan al-Hamamî. A noter que la partie irakienne de la ligne, dont le tracé n'est pas encore établi précisément, devrait traverser la Région du Kurdistan. L'Iran et la Région du Kurdistan d'Irak entretiennent des relations économiques régulières, dont le volume ne cesse d'augmenter. Notamment, durant le premier trimestre 2017, avec l'installation de contrôles automatiques aux 2 principaux postes-frontières, la quantité de marchandises transportées a augmenté de 20% par rapport à la même période de l'année précédente.

PARIS:

UN COLLOQUE SUR LE KURDISTAN D'IRAK SE TIENT AU SÉNAT

Le jeudi 22 juin d'est tenu au Palais du Luxembourg un colloque international intitulé «*Kurdistan 2003-2017, du Fédéralisme vers l'Indépendance?*».

Co-organisé par l'Institut kurde de Paris et l'Université de Soran au Kurdistan d'Irak, ce colloque a rassemblé des intervenants, universitaires et journalistes, provenant, outre la France et le Kurdistan, des États-Unis, des Pays Bas et du Royaume-Uni, dont plusieurs chercheurs appartenant à la diaspora kurde. Outre des membres de l'Université de Soran, coorganisatrice, plusieurs enseignants de l'Université de Sulaimaniyeh y ont également

délivré des interventions ou modéré les débats, ainsi que des chercheurs de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et de l'Institut des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

Ouvert par Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, et Nahro Zagros, vice-président de l'Université de Soran, le colloque s'est poursuivi avec quatre tables rondes, intitulées respectivement : «Le Kurdistan vu de l'intérieur» (modérée par Hamit Bozarslan, EHESS), «Une entité en formation» (modérée par le Dr. Kamal Yusuf Kolo, Université de Soran), «Genre, religion et politiques sociales au Kurdistan» (modérée par Joyce

Blau, professeur émérite INALCO), «Le Kurdistan sur la scène régionale et internationale» (modérée par Kendal Nezan). Parmi les intervenants, citons Gérard Chaliand, Peter Galbraith (ancien ambassadeur des États-Unis en Croatie), et Sirwan Barzani (Général de Brigade Peshmerga).

La liste complète des intervenants et le programme détaillé peuvent être consultés, et l'enregistrement sonore de chacune des interventions téléchargé sur le site de l'Institut kurde.

<http://www.institutkurde.org/conferences/kurdistan-2003-2017/>

U.S. begins arming Syrian Kurds for assault on Raqqa

WASHINGTON

BY ERIC SCHMITT

The United States has started arming Syrian Kurds with heavy machine guns, antitank weapons and other arms, a critical step in preparing a pivotal part of the force that will carry out the final assault on the Islamic State's de facto capital of Raqqa, Pentagon officials said.

The weapons deliveries follow the Trump administration's decision earlier in May to arm the American-backed Kurdish militias over the objections of Turkey, an important NATO ally that considers the Kurdish fighters to be terrorists.

"The U.S.-led coalition has begun issuing arms and equipment to Kurdish elements of the S.D.F.," Col. Ryan S. Dillon, a military spokesman in Baghdad, said in an email on Tuesday, using the abbreviation for the Syrian Democratic Forces, a combination of mostly Syrian Kurdish and Arab militias.

Colonel Dillon said the equipment provided included "small arms, ammunition, heavy machine guns" and anti-tank weapons to use against "heavily armored vehicle-borne I.E.D.s," or improvised explosive devices. NBC News first reported that the shipments had begun.

American military commanders have long argued that arming the People's Protection Units, or Y.P.G., a Kurdish militia fighting alongside Syrian Arab forces against the Islamic State, is the fastest way to seize Raqqa.

But Turkey has strongly objected, raising fears of a backlash that could prompt the Turks to curtail their cooperation with Washington in the struggle against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL. Turkish officials have issued veiled threats that they would shut down allied operations at Incirlik Air Base, the major air hub for American and allied warplanes in the battle.

Turkey's National Security Council said on Wednesday that the Trump administration's decision to arm the Kurdish militia in Syria was "not befitting of an alliance."

Equipment provided to the Kurds, which is being drawn from stockpiles in the region, will be limited in quantity and by mission, and will be doled out incrementally as objectives are reached, Colonel Dillon said.

American military officials have insisted for months that the weapons are needed to help the lightly armed Kurdish and Arab fighters cope with urban



Fighting last year in the campaign to retake Mosul, Iraq. The battle for Raqqa, Syria, is expected to be similar: long and bloody.

warfare in Raqqa against Islamic State militants who have been building fortifications for months and are equipped with car bombs and even some tanks they captured from the Syrian Army.

Thousands of Syrian Kurdish and Arab fighters have pushed to within about two miles of the city, where American military officials and humanitarian groups are bracing for a bloody, months-long battle — similar to the fight Iraqi forces have carried out in Mosul, an-

Turkey's National Security Council said the American decision to arm the Kurds was "not befitting of an alliance."

other Islamic State stronghold. In preparation for the assault, American and allied warplanes have intensified airstrikes against militant forces in and around Raqqa in recent weeks.

At the same time, the Kurdish and Arab militias, which American Special Operations forces are advising, have been tightening a rough cordon around most of the city, capturing dozens of small towns and villages as they go. The fighters have surrounded Raqqa from the north, the west and the east. The extremists still have an exit from the south, even though the American-led coalition destroyed two southern bridges over the Euphrates River.

To address Turkish concerns that the arms might be used against them after the fight for Raqqa is over, the supply of weapons and ammunition will be limited to what the Kurds and Arab fighters need to carry out specific operations, American officials said.

"Wherever possible, our advisers will monitor the use of the weapons and supplies we give the Kurdish elements of the S.D.F., ensuring use only against ISIS," Colonel Dillon said. "Any alleged misuse or diversion of U.S. support will be taken seriously and lead to the possible curtailment of support, if verified."

The United States has long worked with the Y.P.G. under the umbrella of the Syrian Democratic Forces and has always emphasized that those forces include Arab fighters, who are nearly half of the total force and most of the fighters near Raqqa. But the Y.P.G. is generally considered to have the most experienced and battle-hardened fighters.

The Turkish government has long insisted that the Kurdish militia is closely linked to the Kurdistan Workers' Party, a separatist group. That group is listed by Turkey, the United States and Europe as a terrorist organization.

Some Syria analysts said on Wednesday that the militias would need to include more of the local Sunni Arab tribes to maintain the fighting force's potency after the battle for Raqqa, if they aim to vanquish pockets of remaining Islamic State resistance in the region.

"Arming the Kurdish elements of the S.D.F. will make them more militarily effective against ISIS in Raqqa," said Andrew J. Tabler, an expert on Syria at the Washington Institute for Near East Policy. But, he added, referring to President Bashar al-Assad of Syria, "if they don't expand to include more of the Sunni Arab tribes of the Euphrates River valley, who make up the majority there, the S.D.F. will have a hard time holding that area because of the Kurdish-Arab split, leaving that area vulnerable for an Assad regime comeback." •

Syrie : le calvaire des chrétiens assyriens du Khabur



Joseph Yacoub*
professeur honoraire
de l'Université catholique de Lyon
(avec Thierry Oberlé)
toberle@lefigaro.fr

Durant un an en 2016, plus de 200 habitants ont été retenus en otages par Daech. Peu médiatisé, ce rapt a été marqué par la mise à mort filmée de trois suppliciés.

La mobilisation de la diaspora a permis de monnayer la libération des otages. Réfugiés au Liban, des ex-détenus ont raconté leurs épreuves au « Figaro ».

« Ils arrivent ! Ils arrivent ! » Ce lundi 23 février 2015, une nouvelle page de la tragédie des chrétiens d'Orient s'écrit dans le nord-est de la Syrie, sur les deux rives de la rivière biblique le Khabur. Venant de Djabal Abd al-Aziz et équipés d'armements lourds et d'engins blindés, les djihadistes de Daech prennent d'assaut plusieurs villages assyriens. Des milliers d'habitants en proie à la panique trouvent refuge dans les grandes villes de la province - Hassaké et Qamichli - auprès des leurs et de l'Église assyrienne. Les combats durent plusieurs heures. Les Gardes du Khabur et le Conseil militaire syriaque, deux milices locales, participent à la défense de leurs compatriotes. À Tall Hormuz où la résistance est forte, on compte onze tués et bon nombre de disparus. Des femmes s'illustrent par leur courage, mais les combattants chrétiens sont submergés. La défaite est inévitable tant la supériorité militaire de l'État islamique est patente.

Tout commence dix jours plus tôt lorsque Daech ordonne aux villageois d'enlever les croix des églises et de payer l'impôt de capitation, la Jizya réservée aux chrétiens, ce qu'ils refusent. Leur objectif, planifié semble-t-il de longue date, consiste à expulser ces « infidèles » du pays. L'EI veut étendre son hégémonie à cette région et répéter ainsi l'opération de nettoyage religieux conduite de l'autre côté de la frontière, dans la plaine de Ninive en Irak et à Sinjar, durant l'été 2014. « Ils s'entraînaient depuis un an pour envahir les villages, raconte Guiwargis (Les noms des témoins cités ont été modifiés pour préserver leur anonymat) un ancien habitant aujourd'hui réfugié au Liban. Daech disposait de plans et de cartes. Les djihadistes ont appliqué une stratégie concertée et soigneusement préparée en vue de vider la région de ses chrétiens. »

Caroline, esclave de Daech à 14 ans

Daech est à l'époque en pleine expansion. Le district a été abandonné par l'armée syrienne, qui prétendait pourtant protéger les minorités. Quant à la rébellion de l'Armée syrienne libre, elle est inexistante. L'attitude des forces militaires kurdes est ambiguë. Certes, elles affrontent parfois les djihadistes, brisant ainsi un fragile statu quo tout en tentant de « kurdiser » la région, mais à croire les anciens habitants, elles se seraient retirées de certains villages, abandonnant les chrétiens.

La victoire acquise, les djihadistes regroupent leur « butin de guerre » : 224 personnes, issues de plusieurs villages chrétiens assyriens, longeant le Khabur sur 50 km, sont capturées. Parmi elles, des enfants, des seniors comme le maire du village de Tall Shamiran, âgé de plus de 80 ans, arrêté avec sa femme et sa famille. Les hommes et les femmes sont séparés pour être déportés dans un village où les prisonniers patientent sous une pluie diluvienne. Puis, les otages sont entassés les uns sur les autres dans des véhicules pour être transférés comme du bétail à

Chaddada, une ville pétrolière. « Au sixième jour de notre captivité, Widad Yonan, une femme de 48 ans, qui avait résisté aux troupes de Daech lors de l'invasion de son village, a été conduite vers un lieu inconnu pour être très vraisemblablement liquidée » dit Guiwargis.

Durant sept mois, ils sont parqués dans une grande salle, un ancien commissariat de la police syrienne. Le local est équipé d'écrans pour apprendre aux prisonniers le Coran et la jurisprudence musulmane : « On nous inculquait des leçons du Coran et on nous poussait à nous convertir à l'islam, le maître d'œuvre étant Abou Leïth, un Saoudien. Nous avons tous refusé », poursuit Guiwargis. Dans la cour défilent des Ouzbeks, des Irakiens, des Turcs, des Tunisiens, des Turkmènes, des Égyptiens, des Algériens et des Syriens. Les gardiens sont des Tunisiens. Parfois, des raids de la coalition visent le secteur.

Un jour, le principal émir local de Daech, un Irakien borgne, ancien officier de Saddam Hussein selon la rumeur, ordonne qu'on lui amène les trois plus belles filles pour qu'il en choisisse une. Caroline Shlimoun, une adolescente de 14 ans originaire du village Tall Jazira, est arrachée à sa famille. Depuis, ses parents sont sans nouvelles d'elle. L'émir l'aurait épousée de force. Elle serait à Raqqa, la capitale syrienne des djihadistes, et serait mère d'un enfant. « Son père et sa mère n'ont pas perdu espoir de la retrouver », dit Auchana.

Trois exécutions en tenues orange

La pression religieuse exercée sur les prisonniers est constante. Accusés d'être des infidèles, ils sont menacés de mort. « On nous disait que nous tuer est licite. Ceux parmi nous qui leur répondaient étaient inscrits sur la liste rouge, ce qui a été mon cas, raconte Auchana. Un matin, ils sont venus sélectionner six d'entre nous, sous le prétexte fallacieux d'aller négocier notre libération à Hassaké, en échange de la rançon que verserait l'évêque assyrien Mar Aprim Athniel. Je faisais partie du lot. » C'est le jour de la fête du sacrifice (Aïd al-Adha). Les otages sont conduits dans le désert pour une parodie de justice islamique. Ils portent des tenues orange. Le « magistrat » vérifie la « régularité » de la sentence et ordonne l'exécution de la peine : la mort ! « Trois de nos compagnons ont été tués sous nos yeux ce 23 septembre 2015 : le docteur Abdelmasih Newya, notre médecin, Ashour Abraham et Bassam Issa Mikhael. Ashour Abraham a reçu une deuxième balle dans la tête quand ils se sont aperçus que la première ne l'avait pas achevé. Nous avons dû porter leurs cadavres pour les déposer dans une camionnette. J'ignore où ils ont été enterrés », témoigne le survivant.

Ces scènes lugubres filmées et diffusées par Daech marquent un basculement. Elles créent une onde de choc internationale et précipitent les négociations pour payer la rançon. Les otages migrent à Raqqa, la « capitale » syrienne de l'EI. « On a été déplacés les yeux bandés durant tout le trajet. À Raqqa, nous



On nous disait que nous tuer est licite. Ceux parmi nous qui leur répondaient étaient inscrits sur la liste rouge

AUCHANA

n'avons plus vu le soleil. Nous avons été enfermés dans une prison souterraine. Trois jours après, les Russes ont commencé à bombarder la ville. Les gardiens nous questionnaient pour savoir si l'on dépendait de l'Église russe. Nous répondions que nous étions assyriens et adeptes de l'Église d'Orient », dit Auchana. Discrètement des négociations s'engagent via des contrebandiers installés sur la frontière irako-syrienne.

Solidarité de la diaspora assyrienne

La diaspora assyrienne se mobilise à travers le monde pour récolter des fonds qui sont remis à l'infatigable évêque assyrien Mar Aprim Athniel. Les dons proviennent d'Europe, des États-Unis, du Canada et d'Australie. Des volontaires se chargent de transporter l'argent en Irak et en Syrie. Des manifestations de solidarité sont organisées, comme à Sarcelles, le 1^{er} mars 2015. « Sans cette aide généreuse, nous aurions connu un destin analogue à celui de nos trois compatriotes, c'est-à-dire la mort. À l'exception bien sûr des femmes et des enfants que Daech considère comme des prisonniers à vendre au marché comme esclaves », commente Guiwargis. En août 2015, Daech commence à relâcher au compte-gouttes des enfants, des femmes, des hommes contre paiement d'une rançon de 30000 dollars par personne. Le processus de libération, fixé en six étapes, s'achève le 22 février 2016, un an jour pour jour après le rapt. Au total, plus de 500 000 dollars ont été versés aux preneurs d'otages.

Les Assyriens du Khabur sont les descendants d'une des plus anciennes communautés chrétiennes naguère prospère sur tout le continent asiatique. Appartenant à l'Église de l'Orient, dite nestorienne, ce sont les enfants des déportés des massacres de Siméon en Irak, en 1933, eux-mêmes les survivants du génocide de 1915 sous l'Empire ottoman. Installés en Irak par les Anglais en 1918, un certain nombre de ces



Des combattants kurdes en faction devant l'église du village assyrien de Tel Jumaa, dans la région d'Hassaké, en février 2015. RODI SAID/REUTERS

montagnards assyriens prirent le chemin forcé de l'exil, à la suite des massacres d'Irak, vers la Syrie où ils furent établis dans la région du Khabur par les autorités françaises, qui avaient alors le mandat sur la Syrie. Ce Nord-Est syrien avec son chapelet de villages sur les deux rives du Khabur fut ainsi leur deuxième pays de refuge. Aujourd'hui déserté par Daech, il est désormais quasi vidé de ses habitants. Les maisons sont pillées, des églises sont complètement détruites, des bâtiments publics brûlés.

Guiwargis est retourné dans son village de Tall Shamiran, libéré de l'EI, où il constate l'immensité des ruines. La confiance évanouie et le cœur brisé, il

est retourné au Liban. Il cherche, comme tous les autres, un pays d'accueil, peut-être l'Australie. Un certain nombre de rescapés ont déjà pris le chemin de l'exil, rejoignant les leurs en Europe, aux États-Unis et au Canada. Ils partent, avec en mémoire, leur poésie qui raconte leurs déchirements. Une Assyrienne, réfugiée en Allemagne et qui s'apprête à aller en Australie, résume ainsi cette nouvelle tragédie : « C'est une blessure qui ne sera jamais cicatrisée. » Elle ajoute amèrement : « Nous allons maintenant au pays au-delà du soleil. » ■

* Joseph Yacoub est l'auteur de plusieurs ouvrages sur les chrétiens d'Orient.

Le Kurdistan irakien fait un pas de plus vers l'indépendance

Yves Bourdillon Le 08/06/ 2017
www.lesechos.fr

Erbil met la pression sur Bagdad mais aussi Ankara et Téhéran. Le Kurdistan fournit un septième du pétrole irakien.

Le Kurdistan irakien a fait un pas de plus vers une indépendance compliquée. L'exécutif de cette région autonome de 4,6 millions d'habitants et riche en pétrole du nord de l'Irak a annoncé mercredi soir l'organisation d'un référendum sur la question le 25 septembre.

Erbil présentait comme imminente depuis 2014 l'organisation d'un tel scrutin, mais attendait visiblement un contexte favorable. Qui semble fourni par la chute imminente de Mossoul, tenu par l'organisation Etat islamique, sous l'assaut de forces notamment kurdes.

Safeen Dizayee, porte parole du gouvernement du Kurdistan soulignait jeudi que le référendum, en cas de vote positif « n'entraînerait pas immédiatement une déclaration d'indépendance mais donnerait mandat à l'exécutif pour continuer dans cette voie ». L'indépendance ne fait pas l'unanimité à Erbil, où certains privilégieraient une plus grande autonomie, le référendum constituant à leurs yeux un simple ballon d'essai. Autre sujet de contentieux, Erbil compte aussi organiser la consultation dans la région pétrolière de Kirkouk dont l'appartenance au Kurdistan est contestée.

L'IRAN, LA SYRIE ET LA TURQUIE CONCERNÉS

Une rude réaction est à attendre de la part de Bagdad, qui a dû concéder dans sa Constitution fédérale de 2005 une large autonomie aux trois régions du Kurdistan échappant de facto à la souveraineté de l'armée irakienne depuis l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne par Washington au lendemain de la guerre du Golfe en 1991. L'indépendance du Kurdistan signifierait le démantèlement de l'Irak, réduit à ses composantes arabes chiites (majoritaire) et sunnites, ainsi que la perte officielle de gise-

ments exportant actuellement 650 000 barils par jour. Soit 15 % du total de l'Irak. « Mais Bagdad ne dispose pas de beaucoup de leviers d'action », estime Anwar Anaïd, politologue à l'université d'Erbil.

L'indépendance du Kurdistan constituerait aussi une provocation pour rien moins que trois puissances régionales, la Turquie, la Syrie et l'Iran, puisqu'elle renforcerait les rêves d'indépendance des minorités kurdes de ces pays, fortes de 20 millions de personnes au total. La Turquie, qui combat déjà les séparatistes kurdes sur son sol, a d'étroits liens économiques avec Erbil centrés sur le pétrole, secteur qui intéresse aussi l'Iran et la Russie (Rosneft a signé un accord il y a dix jours avec Erbil). Mais Ankara pourrait mener des représailles à une déclaration d'indépendance. Or, le Kurdistan, relativement prospère jusqu'ici, traverse une mauvaise passe en raison du repli des cours de l'or noir depuis l'été 2014 et du coût de l'intervention militaire contre l'EI, qui lui vaut le soutien inconditionnel de Washington. ♦

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

MOYEN-ORIENT C'est une garnison perdue dans le désert, à 370 km à l'est de Damas, aux confins de la Syrie de la Jordanie et de l'Irak. Un paradis des contrebandiers désormais convoité par les principaux protagonistes du conflit. Ces derniers jours, des forces pro-Assad, épaulées par leur allié iranien, se sont massées près du camp militaire d'al-Tanf. Pourtant, le 18 mai, pour la première fois en six ans de guerre, des avions américains ont bombardé la tête d'un convoi de miliciens pro-iraniens en route vers cette base, occupée depuis mars 2016 par quelque 250 forces spéciales américaines auxquelles s'ajoute une unité britannique et norvégienne - qui y entraîne des opposants à Assad, infiltrés depuis la Jordanie.

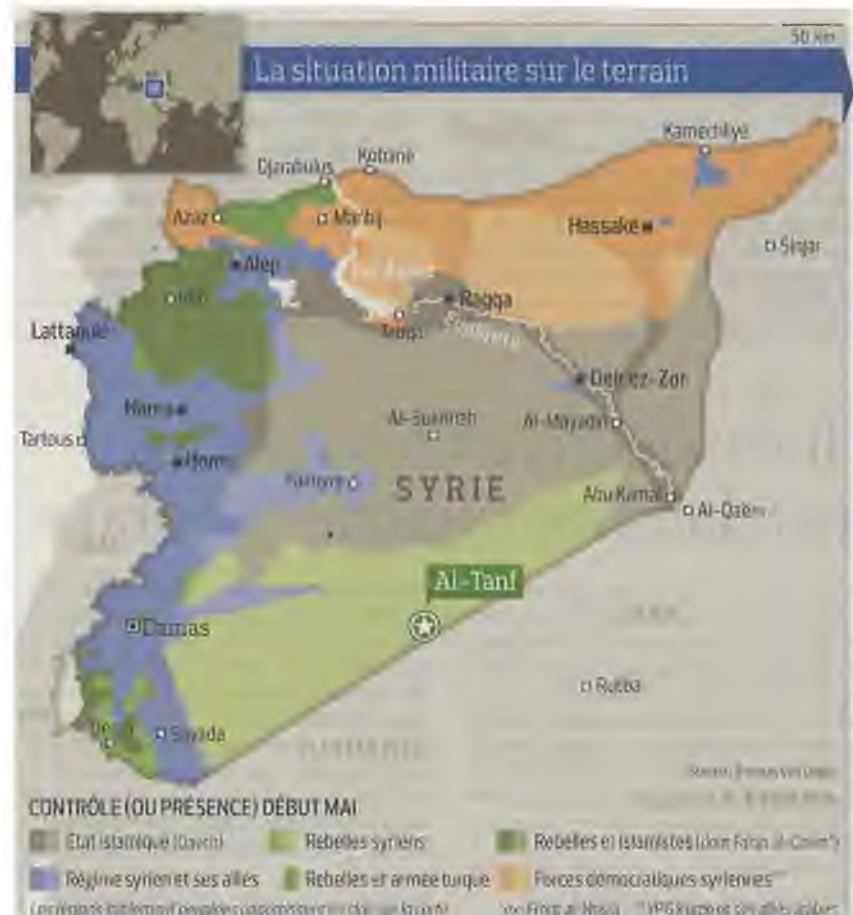
Le week-end dernier, des avions de la coalition internationale anti-Daech ont encore largué des tracts appelant les soldats syriens à rester à l'écart d'al-Tanf et de la région d'al-Badia. Mais pour Damas et Téhéran, cette vaste étendue désertique est stratégique : al-Tanf est un carrefour sur l'axe chiite pro-iranien que Washington veut casser. Mais à 20 km de la Jordanie, base arrière de la CIA et des commandos américains, il est également un nœud sur l'axe sunnite rival que Damas et Téhéran combattent.

Officiellement, les rebelles et leurs instructeurs américains ont conquis al-Tanf pour lutter contre Daech, qui tient de larges portions du désert plus au nord le long de la frontière avec l'Irak. Mais Damas et Téhéran soupçonnent le Pentagone de vouloir s'y installer durablement. « *Ce ne sera pas facile, les Américains ne disposent que de 4 000 rebelles à al-Tanf et un peu plus de 2 000 près de la Jordanie* », souligne un expert au Moyen-Orient.

Début mai, Damas a fait de la reconquête de l'Est syrien une priorité. Depuis, différents groupes rebelles ont été approvisionnés en armes, via deux canaux, l'un géré par la CIA, la Jordanie et

Syrie : des commandos américains face aux miliciens pro-iraniens

Depuis une base dans le désert, des rebelles syriens soutenus par la CIA visent la frontière irakienne.



« Pas question que nous laissions les prorégimes rouvrir l'autoroute Damas-Bagdad qui passe par al-Tanf »

TLASS SALAMEH UN REBELLE DES « LIONS DE L'ARMÉE DE L'EST »

l'Arabie saoudite, l'autre par le Pentagone. Les insurgés auraient notamment réceptionné des missiles Tow, des véhicules blindés, et des mortiers.

« *Pas question que nous laissions les prorégimes rouvrir l'autoroute Damas-Bagdad qui passe par al-Tanf* », a affirmé à l'agence Reuters l'un de ces rebelles, Tlass Salameh des « Lions de l'armée de l'Est ». Mais pas question,

non plus, que Damas laisse ses opposants profiter du carrefour d'al-Tanf pour rayonner. De là, les insurgés peuvent rejoindre les rebelles dans les régions à l'est de Damas, où le régime cherche à étouffer les dernières poches d'une insurrection et sécuriser la citadelle damascène, siège des Assad.

Les insurgés proaméricains peuvent aussi remonter plus au nord vers l'Euphrate où se joue une autre bataille, décisive, contre l'État islamique qui occupe encore Raqqa, une large partie de Deir ez-Zor, et des villes plus petites sur le fleuve comme al-Mayadin, puis le poste frontière avec l'Irak d'Abu Kamal. Et c'est là qu'il y a collision avec les loyalistes appuyés par Téhéran et Moscou.

Depuis la reprise de la cité antique de Palmyre et d'importants champs gaziers

alentour, l'armée de Damas et ses alliés avancent vers le carrefour d'al-Sukhnah toujours sous le contrôle de Daech. « *Reprendre al-Sukhnah, c'est s'ouvrir la route en vue de reconquérir Deir ez-Zor* », affirme l'expert. Une reprise de Deir ez-Zor permettrait de reconnecter l'Est syrien avec Damas et soulager ainsi l'armée, obligée d'approvisionner par hélicoptères le peu d'hommes qui résistent à Daech dans un tiers de la ville.

Mais au-delà d'al-Tanf et de Deir ez-Zor, c'est le contrôle d'Abu Kamal et de toute la frontière avec l'Irak que Damas et ses alliés visent. Mais ils ne sont pas les seuls. En juin 2016, les Américains avaient déjà hélicoptéré sur Abu Kamal des insurgés, qui ont dû battre en retraite face aux djihadistes. Ces dernières semaines, les rebelles d'al-Tanf ont, de

nouveau, lancé des raids en direction d'Abu Kamal. Mais côté irakien de la frontière, les miliciens chiïtes proches de l'Iran font, eux aussi, route vers Abu Kamal, d'où ils ne seraient plus qu'à 120 km. « Les Américains ne seront pas autorisés à contrôler la frontière », a assuré le chef d'une de ces milices, la Force Badr, Hadi al-Haméri sur la télévision al-Mayadeen.

Alors que les forces de sécurité irakiennes terminent l'assaut sur la « capitale » de Daech à Mossoul, les milices chiïtes cherchent à reprendre les villes et régions que l'EI contrôle encore non loin de la frontière syrienne (Tall Afar, la région du Sinjar, ou al-Qaëm). Mais à travers ses alliés irakiens, Téhéran cherche en fait à établir une continuité terri-

toriale depuis l'Iran jusqu'au Liban, en passant par le nord de l'Irak et la Syrie.

Risque de bavures

Dans cette course-poursuite, les rebelles pro-américains d'al-Tanf veulent arriver à Abu Kamal avant les miliciens chiïtes pro-iraniens. « C'est clair, a confié un de leurs commandants au site IRIN, on veut les empêcher d'arriver jusqu'à Deir ez-Zor ». « Si les rebelles syriens d'al-Tanf arrivent à s'installer à la frontière avec l'appui américain, affirme le chercheur Aron Lund, cette région sera difficile à reconquérir pour Assad, ses alliés russes ne prendront pas le risque de bombarder une position insurgée trufée de conseillers militaires américains. »

Bref, alors que la bataille de Raqqa n'en est encore qu'à ses débuts, ces grandes manœuvres entre belligérants rendent urgente la conclusion d'un accord international sur la gestion des zones syriennes post-Daech. « Sans un tel accord, prévient Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, on risque une confrontation directe entre forces russes et américaines dans l'Est syrien. Comment Washington réagirait-il si des rebelles entraînés par la CIA étaient bombardés par des avions russes ? », se demande Balanche. Une chose est sûre : dans le lointain désert, le risque de bavure est plus élevé que jamais. ■



7 juin 2017

Kurdistan irakien: référendum sur l'indépendance le 25 septembre

Par Abdel Hamid ZEBARI ERBIL (IRAK) (AFP) - 07 juin 2017
<http://www.france24.com>

Le Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak riche en pétrole, a annoncé mercredi la tenue d'un référendum sur son indépendance le 25 septembre, malgré l'opposition de Bagdad et des réticences attendues internationalement.

"La journée du 25 septembre a été choisie pour tenir le référendum" sur l'indépendance, a annoncé la présidence du Kurdistan irakien dans un communiqué.

Composée de trois provinces, le Kurdistan est une région du nord de l'Irak autonome depuis 1991 et dont les forces sont impliquées dans l'offensive contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Irak.

Les Kurdes irakiens qui seraient environ 4,6 millions soutiennent majoritairement l'idée d'indépendance.

"Ce sera durant cette journée que les habitants de la région du Kurdistan ainsi que ceux des zones disputées voteront pour dire s'ils acceptent l'indépendance", a indiqué la présidence.

La formulation "zones disputées" fait référence à des zones du nord de l'Irak, notamment la province multiethnique et riche en pétrole de Kirkouk, revendiquée à la fois par les Kurdes et par le gouvernement fédéral irakien.

Une éventuelle indépendance du Kurdistan irakien suscite déjà l'opposition de Bagdad mais ce rejet serait encore plus fort si les Kurdes tentent d'étendre leur influence sur les zones hors de leur région actuelle.

- OPPOSITION DE PAYS VOISINS -

D'autres pays de la région comptant d'importantes minorités kurdes pourraient aussi s'opposer à une indépendance du Kurdistan irakien par peur qu'elle ne fasse tache d'huile chez eux.



© Safin Hamed, AFP | Les Kurdes irakiens soutiennent majoritairement l'idée d'indépendance.



Les Kurdes, un peuple d'origine indo-européenne, vivent principalement dans quatre pays: en Turquie, en Irak, en Iran et en Syrie. Ils ont longtemps souhaité avoir leur propre Etat mais ce rêve s'était brisé à la fin de la Première guerre mondiale.

La Turquie est ainsi farouchement opposée à toute constitution d'un Etat kurde sur une partie de son territoire ou même en Syrie voisine où les Kurdes ont constitué une région autonome.

Si Ankara entretient actuellement des relations économiques avec les autorités du Kurdistan irakien, cela pourrait changer en cas d'indépendance et une opposition turque mettrait sérieusement en péril la viabilité du futur Etat.

Le Kurdistan irakien tire en effet ses principales recettes de l'exportation du pétrole, et celle-ci se fait via un pipeline arrivant au port turc de Ceyhan.

Sur le plan interne, les profondes divisions entre les partis kurdes pourraient aussi paralyser les institutions d'un futur Etat indépendant.

La présidence de la région a affirmé dans son communiqué que "les partis politiques se sont mis d'accord pour résoudre certains des différends politiques et économiques avant la tenue du référendum".

Le Kurdistan irakien fait également face à une situation économique difficile en raison de la baisse des prix du pétrole, sa principale source de revenus pour financer son administration.

La région a ainsi suspendu à plusieurs reprises le paiement des salaires des fonctionnaires faute de liquidités suffisantes.

En octobre 2016, le Premier ministre du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, avait indiqué vouloir discuter de "l'indépendance" de cette région autonome dès que la ville de Mossoul serait reprise aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les forces irakiennes ont reconquis la partie est de la deuxième ville d'Irak et mènent de violents combats contre les jihadistes dans l'ouest de Mossoul dont elles ont également repris plusieurs quartiers. ●

Will Iraq's Shia Militias Give Iran a 'Road to the Sea'?

Seth J. Frantzman - June 6, 2017
<http://nationalinterest.org>

In reaching Iraq's border with Syria, the militias have reached a new phase of their mission.

On May 29, the Hashd al-Shaabi, or Popular Mobilization Units (PMU), a group of Shia militias that are part of the Iraqi government's security forces, reached the Iraq-Syria border. Straddling this strategic corridor in northern Iraq, which stretches east to Mosul and then south to Baghdad, allows the militias to dictate Iraq's future war aims against ISIS to the south, as well as its policy in regards to the Kurds north of the new front line. For U.S. policymakers who are leading the coalition against the Islamic State, the role of the PMU and the Iranian influence it projects are a key concern for the future of Iraq, Syria and the region. The Shia militias' next moves have the potential to affect the United States' partnership with Syrian rebels near Jordan, and with U.S. Kurdish allies in northeastern Syria.

The PMU have played a key role in the war since June 2014, when Ayatollah Ali al-Sistani issued a fatwa and call to arms for Iraqi Shia to fight ISIS. The militias also control swaths of territory liberated from ISIS. In early April, when I last visited Mosul, the roads leading to the city's front line against ISIS were festooned with checkpoints run by various PMU affiliates. Shia religious flags adorn the PMU vehicles, and posters sometimes depict Iran's Supreme Leader Ali Khamenei.

The Iraqi government has attempted to keep the militias out of the direct battle for Mosul, preferring a partnership with the U.S.-led coalition, which does not officially work with the PMU. However the militias were permitted freedom of action to the west of Mosul. They surrounded Tal Afar, a strategic town occupied by ISIS, and cut off ISIS supply lines from Syria. In mid-May they launched an offensive aimed at Baaj, a town where some reports have claimed ISIS leader Abu Bakr al-Baghdadi may be hiding. The PMU bypassed the town to the north, between ISIS and the Kurdish peshmerga in Sinjar, and reached the Syrian border on May 29.

The Badr Organization's commander, Hadi al-Amiri, announced the arrival of his militia force at the border to Iraq's Alsumaria television. Al-Amiri, like many PMU senior officers, served alongside the Iranians in the Iran-Iraq War in the 1980s. Photos posted online showed Shia militiamen celebrating next to signs pointing towards Homs in Syria. Iran's PressTV showcased the success, noting that the Shia militias would cut ISIS's "vital supply line" to Syria. Qassem Soleimani, the leader of Iran's IRGC Quds Force, was seen in photos near the Syrian border.

The new corridor that the PMU has carved out links Syria—via Mosul and Baghdad—with Tehran. It has redrawn the map of Iraq, placing the Shia militias solidly astride the country. While



Image: Liberation of Fallujah by Iraqi Armed Forces and The People's Mobilization on June 28, 2016. Wikimedia Commons / Tasnim News Agency

the Iraqi Army and its Interior Ministry's Federal Police have done the heavy lifting in the battle for Mosul, the militias stand to gain the most. Iraqi prime minister Haider al-Abadi flew to Mosul on May 29 and posted on Twitter that he came to "oversee liberation operations and meets with ISF [Iraqi Security Forces], PMU commanders." Abu Mahdi al-Muhandis, a senior PMU leader, was in the photos Abadi tweeted. Symbolically, this shows that the PMU is the power behind the throne, and that behind that power lies Iranian influence.

This stokes fears in the Kurdistan Regional Government (KRG) capital of Erbil, where Kurdish officials have been planning a referendum but are not confronted with a powerful Shia force that has opposed plans for independence. According to Rudaw, a Kurdish media outlet, the General Command of the Peshmerga issued a statement warning the PMU that any who "transgress against the land of Kurdistan" would be opposed—that would "beat their heads against the mountains of Kurdistan."

The Kurds, who liberated Sinjar in November 2015, have been divided near the Syrian border due to infighting between PKK-affiliated Kurdish groups and Erbil's peshmerga. The PMU offensive caught them off guard. Many of the villages the PMU liberated were previously home to the Yazidi minority and the center of ISIS atrocities in 2014. Kurds see them as part of the KRG and the areas that it disputes with Baghdad—disputes that predate the arrival of ISIS. With the Shia militias running them, Erbil's plans for any further operations in Sinjar are stymied. The PMU also finds itself with new neighbors: a Yazidi force connected to the PKK that controls a part of the Syrian border, and the Syrian Democratic Forces on the other side of the border. The SDF are close allies of the United States, and the Pentagon has been sending equipment, arms and soldiers to fight alongside them for the liberation of Raqqa. That means that U.S. allies who are suspicious of the PMU now share a border with it.

The PMU can't move into Syria without clashing with the SDF, and it can't move north without fighting the Kurds. Its immediate goal is to dash along the Iraqi border to the border town of Qaim in Anbar Province. This is important because ISIS's recent car bomb in Baghdad, during Ramadan's early days, allegedly came from

Anbar. As Mosul falls, the PMU wants to cut off another jihadist tentacle. But as the PMU reaches Qaim, it will come closer to areas controlled by the Syrian regime of Bashar al-Assad and by Syrian rebel groups supported by the United States.

This is a combustible mix, because the United States recently launched airstrikes on May 18 against Syrian regime forces that were heading for al-Tanf, near the border with Jordan and Iraq. With the PMU moving south and the Syrian regime moving east, the two forces, both allied with Iran, will want to link up. This would create what commentators have deemed a "Shia crescent" or Iran's "road to the sea." Fabrice Balanche at the Washington Institute for Near East Policy has drawn attention to Iran's quest for this corridor in recent articles. Jonathan Spyer, director of the Rubin Center for Research in International Affairs at the Interdisciplinary Center Herzliya, noted in a recent piece in the Jerusalem Post that this raises the prospect of Lebanese Hezbollah having a land route to the PMU via Syria.

For the United States, the challenge here is that Iran is quickly filling the void left by ISIS in Iraq. Although the SDF and Kurdish region of northern Iraq may be a counterbalance to that, the role of the PMU in Iraq is of concern. The idea that they could become like Hezbollah or the IRGC is now a very real risk. With a hundred thousand men, and dozens of militias, they will end up controlling Sunni areas of Iraq that were the heartland of the insurgency against U.S. forces after 2003. Allegations of their human-rights abuses do not bode well for the future of those areas. Strategically, they appear more and more to operate as a corridor for Iran's larger plans in the region. That may be a corridor of influence, or it can be a physical road to transfer arms, both to serve Assad's interests and to undermine U.S. policy in Syria and Iraq.

The PMU's recent offensive has redrawn the map of Iraq; its next move will have serious consequences for the region. ●

Seth J. Frantzman is a Jerusalem-based journalist and research associate at the Rubin Center for Research in International Affairs in Herzliya.

On Mosul's front line

MOSUL, IRAQ

As Iraqi forces battle militants, street fighting leaves no block unscathed

PHOTOGRAPHS AND TEXT
BY IVOR PRICKETT

The Islamic State's grip on Mosul has shrunk to a tighter circle of neighborhoods in the western part of the city. But many civilians are still trapped in those areas, and the militants are giving no ground easily.

As we traveled with Iraqi forces through the Rifai neighborhood last month, evidence of a brutal street fight was all around. The destruction was immense, and it seemed not a single house was free of bullet holes — or worse.

While clashes still raged in the last remaining pockets of Islamic State control in Rifai, displaced people began to trickle out at dusk. The number of people who are managing to flee their homes seemed much lower than during earlier parts of the battle for the west.

After laboriously clearing Rifai, Iraqi special forces soldiers took up defensive positions and waited for their next orders. Then came the Islamic State's counterattack.

Under the cover of a sudden sandstorm, the jihadists fought the troops for hours before being driven off. The militants seldom seem to pass up the chance to use storms or other heavy weather, when coalition aircraft cannot target them, to press the fight.

On the front line the next morning, the soldiers there told how intense gunfire during the battle had set their sandbag walls on fire. They seemed amazed that the Islamic State remained well equipped and capable.

At one junction on the edge of Rifai, an Islamic State sniper had taken up a position and was shooting at vehicles as they crossed the road. He fired at a large group of fleeing civilians, narrowly missing. The shot flew over their heads, hitting an upturned car behind them. The crowd was split, with half running back to where they had come from.

There was no other way for them to get to safety, so they waited for a military vehicle to cross the road and used the dust it kicked up as cover to make a run for it. Women carrying children, relatives carrying the infirm — all moved as quickly as they could. Somehow, they made it out unhurt.

Little has been left unscathed in these neighborhoods. Coalition airstrikes are still being called in frequently in the middle of densely populated neighborhoods, and the civilian toll has been



Civilians fleeing across a junction that an Islamic State sniper was targeting in the Rifai neighborhood. It seems that not a single house is free of bullet holes — or worse.



Iraqi soldiers moved through houses in the recently retaken area of Al Saha. Iraqi forces have had a high rate of attrition over the last few years of fighting.

enormous. But the Iraqi forces have seemed reluctant to advance at all without the air support.

When asked why the men didn't just engage the militant fighters more directly themselves rather than risk more civilian lives by using airstrikes, one young soldier said they wanted to finish the fight with no casualties on their side.

Maybe this way of thinking points to the high rate of attrition the Iraqi forces have had over the last few years of fighting the Islamic State, including a huge toll on the elite counterterrorism forces over the past few months of urban fighting in Mosul. Or maybe it's an indication

of a fight so bitter that utter destruction is acceptable as long as the enemy is beaten.

Ahead lies Mosul's Old City, and perhaps the worst fight yet. Some of the soldiers, as well as one resident who had managed to flee, spoke of jihadist fighters' trying to round up people still living in the area and forcing them to retreat with them toward the Old City. It's a chilling thought, and horrifyingly consistent with how the Islamic State has fought this battle for months. The militants' last stand may well take place behind a wall of civilians.

La campagne de Raqa a valorisé le rôle des Kurdes syriens

Par Sara HUSSEIN — AFP
7 juin 2017
<http://www.liberation.fr/>

Autrefois maltraités par le régime, les Kurdes en Syrie ont réussi en six ans de guerre à contrôler une partie du territoire et sont choyés aujourd'hui par les Etats-Unis pour conquérir Raqa, bastion du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

La chance leur a souri après avec la décision de leurs dirigeants de se tenir à l'écart des manifestations pacifiques de mars 2011 réclamant des réformes et rapidement réprimées dans le sang par le régime de Bachar al-Assad.

Leur non-engagement dans la révolte antirégime a fait enrager l'opposition mais a favorisé mi-2012 le retrait de l'armée des régions à majorité kurde du nord-est, vers des fronts en ébullition.

Les Kurdes, devenus au fil des ans le fer de lance de la lutte anti-EI, contrôlent la majorité de la province de Hassaké, une partie de celle de Raqa et une partie de celle d'Alep. Ils y ont installé une administration autonome, développé des institutions politiques et sécuritaires et formé trois «cantons».

La décision de la direction kurde «de limiter ses ambitions» et son «modus vivendi» avec le régime dont elle ne réclame pas la chute, lui ont permis d'asseoir son pouvoir, note Sam Heller, expert sur la Syrie à la Century Foundation.



Le porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), Talal Silo, s'exprime lors d'une conférence de presse à Raqa, le 6 juin 2017.
REUTERS/Rodi Said

Mais les gains engrangés demeurent aléatoires, notent les experts, car cette communauté ne bénéficie que d'un parrainage de circonstance et sa direction politique est honnie par le voisin turc.

«Les Kurdes parient que la capture de Raqa leur apportera un soutien international à long terme pour leur permettre ainsi de bâtir Rojava», le nom kurde donné au territoire à majorité kurde dans le nord syrien, assure Fabrice Balanche, un expert de la Syrie au Washington Institute.

- ALLIÉ CLÉ DES ETATS-UNIS -

Le puissant Parti démocratique

kurde (PYD) et son bras armé des Unités de protection du peuple kurde (YPG) sont devenus de fait le gouvernement et les forces de sécurité dans la «Rojava».

Initialement, l'action des YPG se limitait à assurer la sécurité localement mais son rôle a changé en juin 2014 avec la proclamation par l'EI d'un «califat» sur les territoires conquis en Syrie et en Irak voisin.

Avec un «commandement militaire compétent» et une «hostilité résolue aux jihadistes», les YPG se sont affirmées comme une pièce essentielle pour la coalition internationale conduite par les Etats-Unis dans son combat contre l'EI, souligne Sam Heller.

Cette alliance a permis une série de victoires contre les jihadistes en commençant par la ville kurde de Kobané en janvier 2015, sur laquelle l'EI s'est cassé les dents.

Mais certains opposants n'ont pas pardonné aux Kurdes leur absence dans le soulèvement contre le régime. Et leur expansion à des zones à majorité arabe du Nord a suscité des tensions ethniques.

De plus, leur puissance militaire croissante a suscité la fureur de la Turquie qui accuse les YPG d'être affiliées aux séparatistes kurdes turcs qu'elle combat depuis des décennies et considère comme des «terroristes».

La Turquie a mené pendant sept mois (août- 2016-mars 2017) une opération dans le nord syrien

contre l'EI et les combattants kurdes.

En octobre 2015, pour calmer les tensions suscitées par l'influence grandissante des YPG, a été annoncée la formation des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants kurdes et arabes.

Mais cette alliance «demeure en réalité sous le commandement des YPG et est entièrement tributaire des combattants kurdes qui en forment la colonne vertébrale», assure l'International Crisis Group (ICG).

- GAINS RISQUÉS -

Avec la création des FDS, Washington a accéléré son appui militaire, en prétextant que l'équipement était livré à la composante arabe de l'alliance.

En novembre 2016, les FDS ont lancé l'offensive pour capturer Raqa, «capitale» de facto de l'EI en Syrie. Ankara a espéré en vain convaincre l'administration américaine de trouver une force alternative pour s'emparer de cette ville majoritairement arabe.

Mais les espoirs turcs ont été déçus. Washington a même commencé à livrer des armes directement aux YPG, au grand dam d'Ankara.

Les experts estiment néanmoins que les gains des YPG ne sont pas immuables.

«Pour le moment, le soutien américain aux YPG leur procure une certaine protection», assure Noah Bonsey, un analyste d'ICG, estimant cependant que «rien ne garantit» que ce soutien sera «permanent et durera plus longtemps que la campagne actuelle» de Raqa.

D'autres défis se profilent, notamment l'éventualité que le régime Assad cherche à rétablir son contrôle sur les régions à majorité kurde.

La direction kurde va devoir «montrer sa disposition à des compromis stratégiques, en réduisant certaines de ses ambitions pour préserver ses acquis», note Noah Bonsey. «Si elle réussit, elle pourra préserver une grande partie de ce qu'elle a engrangé». ♦



Les Forces démocratiques syriennes, formées de combattants arabes et kurdes et soutenues par Washington, sont entrées, par l'est à Raqa, principal bastion en Syrie de Daesh.

Point de non-retour entre Berlin et Ankara

L'Allemagne va retirer ses soldats de la base turque d'Incirlik, faute d'accès garanti

ISTANBUL - correspondante

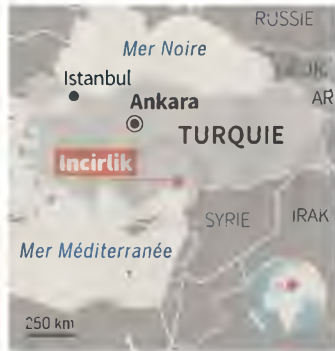
Venu à Ankara, lundi 5 juin, pour tenter de recoller les morceaux de la relation germano-turque abîmée, Sigmar Gabriel, le ministre allemand des affaires étrangères, n'a essuyé que rebuffades de la part de ses hôtes, durablement opposés aux visites de députés allemands sur la base d'Incirlik, dans le sud de la Turquie, où sont stationnés 270 soldats allemands dans le cadre des opérations de la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. Les parlementaires allemands « *peuvent visiter la base de Konya, qui est une base de l'OTAN, mais pas Incirlik* », a déclaré Mevlüt Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque, à l'issue de la visite.

La crise couve depuis la mi-mai, quand les autorités turques avaient interdit à des parlementaires allemands de se rendre sur la base pour une rencontre avec les soldats qui y sont déployés. Deux cent soixante-dix soldats allemands et des chasseurs Tornado stationnent à Incirlik dans le cadre des opérations menées par la coalition internationale.

En réaction, Berlin va retirer ses avions et ses troupes de la base. « *La Turquie doit comprendre que, dans cette situation, nous devons retirer nos soldats. Le Bundestag va demander au gouvernement de trouver une autre affectation pour les soldats allemands d'Incirlik* », a assuré Sigmar Gabriel. Le transfert pourrait avoir lieu cette semaine ou la semaine prochaine.

L'affaire de la base n'est qu'un prétexte utilisé par les autorités turques pour punir Berlin de son attitude jugée déloyale envers le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Animé par la rancune depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, il en veut à l'Allemagne d'avoir offert l'asile à des centaines de militaires turcs qui servaient dans les structures de l'OTAN et qui se sont retrouvés du jour au lendemain accusés par Ankara d'être des putschistes.

Ulcéré par les dirigeants des Etats européens (Allemagne, Autriche, Pays-Bas) qui ont interdit sur leur sol les meetings de ses partisans en vue du référendum



du 16 avril sur le renforcement de ses prérogatives, le président turc y est allé de ses invectives, les qualifiant de « *nazis* » puis de « *croisés* ». Depuis, le malaise n'a fait que croître. La main tendue du chef de la diplomatie allemande, qui, juste avant sa visite à Ankara, s'était dit favorable à l'abolition des visas vers l'UE pour certaines catégories de citoyens turcs (hommes d'affaires, chercheurs), n'a servi à rien. Outre le non des Turcs à l'accès de la base, Sigmar Gabriel n'a essuyé que des déconvenues. L'entretien prévu avec Binali Yildirim, le premier ministre turc, a été annulé en dernière minute, au prétexte d'un « *emploi du temps surchargé* ».

Vieux Continent « moribond »

Enfin, le cas de Deniz Yücel, le correspondant turco-allemand du quotidien *Die Welt* en Turquie, incarcéré depuis le 27 février, ne sera pas réexaminé. « *Son accusation n'est pas en lien avec son activité de journaliste mais avec des activités terroristes* », a expliqué M. Cavusoglu, non sans avoir dit tout haut comment il voyait le travail des journalistes, « *utilisés comme espions par des agences de renseignement européennes* ».

La rupture est consommée. « *La Turquie n'est plus la même* », avait prévenu Mevlüt Cavusoglu quelques jours avant la visite. Mue par le ressentiment et la paranoïa, la Turquie issue du référendum du 16 avril s'annonce difficile à gérer pour les partenaires européens. Depuis le coup d'Etat manqué, analystes, diplomates, journalistes, dirigeants, militants de l'islam politique dénoncent à l'envi le Vieux Continent « *décadent* », « *moribond* » ainsi que ses dirigeants « *hypocrites* » et « *islamo-*

phobes ». Il est grand temps selon eux pour la Turquie de se tourner vers l'Eurasie, le Moyen Orient, l'Asie, tout sauf l'Europe. Et tant pis si 50 % des exportations turques vont vers l'Union européenne et si les investissements étrangers sont à 70 % européens.

L'UE est accusée de soutenir les « *terroristes* » de tous bords, ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont leurs réseaux politiques et financiers en Europe, ainsi que ceux de la communauté de l'imam Fethullah Gülen, à l'origine du putsch raté, selon Ankara. « *L'Allemagne arme généreusement le PKK tout en prétendant combattre l'EI. Des grenades et des missiles anti-tanks de type Milan sont fournis par l'Allemagne au PKK en Syrie* », écrivait le quotidien progouvernemental *Yeni Safak* le jour de la visite du ministre allemand.

Le ressentiment et la haine sont entretenus par la presse progouvernementale. « *S'ils avaient réussi [le coup d'Etat] ils auraient divisé l'Anatolie en je ne sais combien de morceaux. Ils auraient arraché Istanbul et le Sud Est [à majorité kurde] pour dessiner une*

de l'envoi de son armée et s'informer sur place sur le bon déroulement de l'intervention », commente le *Spiegel*. Claudia Roth, députée écologiste et vice-présidente du Bundestag, a approuvé le retrait, reprochant au gouvernement allemand de s'être trop longtemps laissé duper par Ankara. Une position proche de celle du parti de gauche Die Linke.

« *Nous avons jusqu'à nouvel ordre perdu le gouvernement turc comme proche partenaire, comme allié stratégique et militaire. Les exportations d'armes vers la Turquie doivent également cesser* », a insisté Claudia Roth, qui appelle à une réévaluation totale de la relation germano-turque. La ministre de la défense Ursula von der Leyen a annoncé que le gouvernement allemand déciderait dès mercredi du retrait des troupes. « *Nous sommes prêts au transfert* », a-t-elle déclaré. ■

MARIE JÉGO

(AVEC CÉCILE BOUTELLET, À BERLIN)

Mue par le ressentiment et la paranoïa, la Turquie s'annonce difficile à gérer pour les partenaires européens

carte semblable à celle du traité de Sèvres [jamais ratifié ce traité consacrait, en 1920, le dépeçage de l'Empire ottoman par les puissances occidentales] », écrivait le même jour Ibrahim Karagül, l'éditorialiste de *Yeni Safak*, champion de la rhétorique anti-occidentale.

En Allemagne, le cas Incirlik est considéré comme un tournant dans les relations germano-turques. Pour la plupart des observateurs, il était temps d'envoyer un signe clair à Ankara. « *Le retrait est justifié. Il en va du respect du parlement allemand, qui doit codécider*



Le porte-parole des Forces démocratiques syriennes aux abords de Raqqa, mardi. PHOTO RODI SAID, REUTERS

A Raqqa, «les gens sont épuisés par Daech et par la guerre contre Daech»

L'offensive pour reprendre la capitale de l'Etat islamique en Syrie a débuté mardi. Des combattants arabes et kurdes ont pénétré dans la ville.

Par **HALA KODMANI** et **LUC MATHIEU**

La bataille de Raqqa sera-t-elle «longue et difficile», comme l'anticipe la coalition internationale contre l'Etat islamique? Ou «rapide, quelques semaines au maximum, et sans combats d'envergure», comme l'espère un activiste syrien? L'offensive pour reprendre le

fief de l'Etat islamique en Syrie a en tout cas débuté mardi. Pour la première fois, des combattants anti-Daech ont pénétré dans la ville.

Forces spéciales. L'offensive est menée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de brigades kurdes du YPG (Unités de protection du peuple), le pendant syrien du PKK turc, et de groupes arabes. Depuis sept mois, ils s'approchent de Raqqa. Ils se sont emparés peu à peu des villes et villages alentours. Le 10 mai, ils ont chassé l'EI de Tabqa et de son barrage sur l'Euphrate, ouvrant la voie à la bataille pour la ville elle-même. Mardi, ce sont les Forces d'élite syriennes, un groupe arabe, qui ont pénétré dans le quartier d'Al-Mishlab. Des

combats se déroulaient aussi près du camp militaire dit de la Division 17, dans le nord de la ville.

Jusqu'au bout, la Turquie a tenté d'imposer ses propres moyens – des soldats de ses forces spéciales alliés à des groupes rebelles syriens – pour mener la bataille.

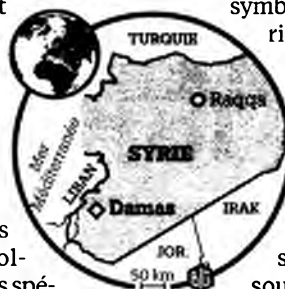
Ankara est opposé à ce que les combattants kurdes du YPG, assimilés à des «terroristes», s'emparent de Raqqa. Ce sont finalement les Etats-Unis qui ont bloqué les ambitions turques. Ils ont accru leurs livraisons d'armes et de véhicules ces derniers mois. Des soldats des forces spé-

ciales américaines, et des unités françaises, sont déployés dans la région. Des avions de la coalition appuient aussi l'offensive.

Raqqa fait office de capitale de l'EI en Syrie, à l'instar de Mossoul en Irak. Les jihadistes s'y sont immiscés dès l'été 2013, alors que les rebelles avaient chassé les forces de Bachar al-Assad et que des organisations civiles tentaient de gérer la ville. Ils se sont peu à peu imposés, jusqu'à la contrôler début 2014. Raqqa est ensuite devenu le

symbole de la sauvagerie de l'organisation. Les opposants à Daech, simples habitants ou rebelles, ont été pourchassés. Au mieux emprisonnés, le plus souvent assassinés,

L'HISTOIRE DU JOUR



leur corps parfois crucifié sur les grilles du parc du centre-ville. Les jihadistes étrangers affluent. Ils s'emparent des maisons et des appartements les plus cossus. Paradent dans la ville après chaque victoire militaire d'envergure. Ils s'entraînent et s'organisent. C'est à Raqqa que seront recrutés la plupart des kamikazes et des auteurs des attentats de novembre 2015 à Paris et Saint-Denis. Ils ont aussi eu le temps de se préparer à la bataille qui vient de débiter. Dès 2015, ils ont bâti des fortifications, creusé des tranchées et des tunnels. La coalition internationale estime que 3 000 à 4 000 combattants de l'EI sont toujours là. «Ils sont probablement moins nombreux, de l'ordre de 2 000», assure Ahmed Abd al-Qader,

un militant syrien originaire

de la ville.

A la différence de Mossoul, où les combats se poursuivent, Raqqa n'est pas totalement encerclé. «On contrôle le nord, l'ouest et l'est. Mais il reste un passage de 20 kilomètres de large au sud», explique Khaled Issa, représentant du Rojava, les territoires kurdes syriens en France. S'ils l'empruntent, les jihadistes peuvent rejoindre la province de Deir el-Zor, qu'ils contrôlent quasi totalement. Selon le Pentagone, des cadres et des dirigeants de l'organisation ont commencé à fuir dès le début d'année. L'existence de ce passage a conduit les Russes à dénoncer un accord entre les FDS et l'EI. «C'est complètement faux. Il n'y a pas d'accord, c'est juste que nos forces

n'ont pas réussi à boucler l'encerclement», répond Khaled Issa.

Reddition. Le 15 mai, après la prise de Tabqa, les Forces démocratiques syriennes avaient néanmoins lancé un appel «à tous les membres des groupes armés de Raqqa, y compris Daech, qui voudraient rendre les armes» en s'engageant à leur garantir «la vie sauve et à protéger leur famille et leurs proches». L'invitation concernait surtout les combattants syriens, originaires de la ville, qui avaient rejoint l'EI, plus par opportunisme que par conviction. Considéré comme un succès par les FDS, le délai initial de reddition de dix jours a été prolongé jusqu'au 31 mai.

Environ 200 000 civils vi-

vaient toujours à Raqqa en mars, soit à peu près la population estimée avant la guerre, selon les Nations unies. «Les gens sont complètement épuisés par Daech, comme par la guerre contre Daech», explique Ahmed Abd al-Qader. Les raids aériens se sont intensifiés ces dernières semaines, provoquant de nouvelles pertes civiles. Lundi, une frappe de la coalition a tué 21 habitants qui tentaient de fuir les faubourgs du sud de la ville en traversant l'Euphrate, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. D'après Médecins sans frontières, son camp d'Aïn Issa, à une trentaine de kilomètres de Raqqa, reçoit jusqu'à 800 personnes par jour. ➤

LE FIGARO

mercredi 7 juin 2017

«Téhéran veut échanger des renseignements avec Paris»

LE GÉNÉRAL Ali Shamkhani est le secrétaire du Conseil suprême national de sécurité, l'organe qui définit la politique étrangère et de défense de l'Iran.

LE FIGARO. - Comment répondre à Donald Trump qui veut rogner les ailes de l'Iran en Syrie en Irak et au Yémen ?
ALI SHAMKHANI. - Cet objectif n'est pas nouveau. Les États-Unis l'affichent depuis des années. C'est bien la preuve qu'ils ont échoué. Mais l'Iran ne cherche la tension avec aucun pays, à part le régime sioniste. L'Iran veut avoir de bonnes relations avec toutes les nations qui respectent les lois de la diplomatie.

Pour la première fois, l'aviation américaine a bombardé en Syrie un convoi d'une milice pro-iranienne ? Une ligne rouge a-t-elle été franchie ? Les Américains n'ont pas attaqué des Iraniens, mais l'armée syrienne, et c'était la deuxième fois, et cela a favorisé Daech. Les États-Unis utilisent des groupes terroristes pour promouvoir leurs objectifs stratégiques. Mais ce dernier bombardement était plus de la propagande qu'une véritable attaque.
En Irak, quel est l'avenir des relations entre les Américains et les milices chiïtes qui vous sont proches ? Je ne vois pas d'avenir à la collaboration entre Américains et Iraniens en Irak. Ces milices ont été créées en 2014, après l'arrivée de Daech. Elles sont sous le

contrôle du commandant en chef de l'armée, le premier ministre. Le Parlement a reconnu leur présence, elles vont continuer d'opérer, car ceux qui fabriquent les terroristes restent actifs.

Daech est-il une menace pour l'Iran ? Daech est un instrument utilisé par certains pays de la région pour en menacer d'autres. La pensée takfirite qui alimente Daech a des usines de production en Arabie saoudite. La pensée wahhabite, l'argent et les laissés-pour-compte forment la ligne de production terroriste saoudienne. Et quand je dis argent, je veux dire de l'argent donné aux terroristes par des individus en Arabie, mais aussi de l'argent venu de l'État. Même si le combat contre Daech nous a coûté très cher en termes financiers et humains, l'Iran poursuivra cette guerre.

L'Arabie joue-t-elle un rôle dans les troubles qui agitent vos minorités ? Y a-t-il un risque de guerre avec Riyad ? Le vice-prince héritier Mohammed Ben Salman a déclaré que l'Arabie allait déplacer la guerre en Iran, et quelques jours après, des soldats iraniens ont été enlevés, et d'autres tués près de la frontière pakistanaise, alors qu'un incident éclatait à Ahvaz. Nous avons arrêté des gens ayant perpétré des opérations à Ahvaz : ils ont avoué avoir été payés par l'Arabie. Nous discutons avec les services pakistanaïses pour que les Saoudiens



LE FIGARO/AF

Le vice-prince héritier saoudien est une bulle, si on la pique avec une aiguille, elle explosera

ALI SHAMKHANI, À PROPOS DES DIFFÉRENDS ENTRE TÉHÉRAN ET RYAD

stoppent ces interférences. Le Pakistan est prêt à nous aider. Notre différend avec l'Arabie peut être réglé. Mais certains de leurs dirigeants sont jeunes, ils manquent de sagesse. Mohammed Ben Salman est une bulle, si on la pique avec une aiguille, la bulle explosera.

Quel message adressez-vous à Emmanuel Macron ?

Son élection est une bonne occasion de développer nos relations dans les domaines économiques et sécuritaires, car la France est, elle aussi, menacée par les terroristes. L'Iran souhaite renforcer ses relations sécuritaires ainsi que l'échange de renseignements avec la France. Votre pays ne doit pas gâcher cette occasion. Nous sommes déjà en relation avec les services français. Nous avons des représentants du renseignement en France. De son côté, l'ambassadeur de France en Iran est un dignitaire de votre appareil sécuritaire. Les organisations terroristes actives dans la région ont été soutenues par des pays alliés de la France, l'aide de la France peut nous être très utile. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G.M.

Kurdish president Barzani receives top US general in Erbil, discuss Sinjar situation

Reporting by: Wladimir van Wilgenburg June 7, 2017
<http://aranews.net>

President Masoud Barzani received a United States military delegation headed by General Joseph Votel, the Commander of the Central Command.

During the meeting President Barzani and General Votel spoke of the latest updates on the ongoing operations against the terrorists of the Islamic State, particularly the Mosul operation which is reaching its end, the Kurdistan Region's Presidency said in a statement.

"President Barzani reiterated his position of the significance of the post-liberation plan for the management of Mosul, adding that that step is of equal importance to the military operation of Mosul as the people of Mosul deserve to be fairly represented in the upcoming local government of the city," the statement read.

According to the Kurdish presidency office, General Votel acknowledged the vital role of the Peshmerga forces in the operations against the terrorists of the Islamic State and conveyed his condolences to the families and loved ones of those who paid the ultimate price in the fight against ISIS.

"General Votel stated that the United States government will continue to provide support to the Kurdistan Region as the Peshmerga forces are playing an essential role in the overall fight against the terrorists of the Islamic State, adding that this ongoing war has brought the Kurdistan Region of Iraq and the United States even closer to one another," the statement added.

"On his part, President Barzani conveyed his message of gratitude to the people and government of the United States for their support to the Kurdistan Region as we collectively attempt to defeat this very dangerous enemy," the presidency said.

The two sides also discussed the recent arrival of the Shia Popular Mobilisation Units (PMU) in the disputed territory of South Sinjar, that deeply unnerved the Kurdish leadership since the PMU attempted to recruit Yezidis that are members of the Kurdish Peshmerga forces.

President Barzani warned on Tuesday against any "attempted military incursion" into the Kurdistan Region's territory.

"We strongly reject any attempt by any force to cross the Kurdistan border and stand against any bid to impose the will of a specific force," he was cited by the Kurdistan Region Presidency as saying. "Reasons which caused the emergency of Daesh [ISIS] are about to come up again."



Kurdistan Region's President Masoud Barzani (R) meets US General Joseph Votel in Erbil. Photo: Kurdistan Region's Presidency

In an exclusive interview with ARA News, Sinjar's Peshmerga commander Serbest Lezgeen said that the recent arrival of the PMU forces in South Sinjar is a violation to the agreement between Baghdad and the Kurdistan Region. According to the agreement, the Peshmerga forces and Iraqi army would jointly liberate South Sinjar from ISIS.

"The Peshmerga and Iraqi army were supposed to liberate this area together, but the PMU appeared ignoring this agreement, and launched this operation," Lezgeen said.

He admitted that relations between the PMU and the Peshmergas exist, but that the PMU violated the agreement.

Moreover, he denied that Peshmergas joined the PMU. He said that ordinary Yezidis joined the PMU "for financial reasons".

"Some ordinary people in the area joined the PMU, those people joined for a salary," the Peshmerga commander told ARA News.

However, spokespersons of the PMU have denied any violation to the agreement and said they received orders from Baghdad to clear out the Iraqi-Syrian border from ISIS.

"We will fight Daesh [ISIS] wherever they are," PMU spokesman Ahmed Al-Assadi told ARA News. "We will take the border of Iraq and Syria." ♦

Kurds Finally Set Date for Independence Referendum

By Keith Johnson, Emily Tamkin
 June 7, 2017
<http://foreignpolicy.com>

Iraqi Kurds have finally set a date for their long-discussed referendum on independence from the rest of Iraq, with the Kurdistan Regional Government calling for a vote on Sept. 25.

The decision, announced by KRG president Masoud Barzani on Twitter, and picked up by local and international media, is sure to spark a showdown with Baghdad, which has for years sought to keep the restive Kurds inside a barely functioning Iraqi state. Tensions between the capital and the oil-rich northern region have grown in the wake of the 2014 offensive by the

Islamic State, in which Mosul — Iraq's second-largest city — fell and where only the intervention of Kurdish peshmerga fighters saved Kirkuk, home to some of Iraq's richest oil fields.

Kurdish officials said voting, on the straightforward question of "do you want an independent Kurdistan?" would take place in regions including three claimed by Baghdad and the fiercely disputed territory of Kirkuk.

"We see it as an opportunity and we do not want to miss it," said an official at the KRG delegation in Washington. The referendum, Kurdish officials insist, will be binding. "We are legally capable of holding the referendum without consulting Baghdad," the KRG official said.

Kurdish officials had told Reuters this spring that any referendum — which has been



mooted for years — would be legally non-binding, and would mostly serve to strengthen Erbil's hand when it comes to direct talks with Baghdad on greater autonomy or a path to eventual independence.

An Iraqi government source told Foreign Policy that what was concerning was that the Kurds intend to have the referendum extend to Kirkuk, Makhmour, Shingal, and Khanaqin — all of which are disputed under the constitution.

In April, Ammar al-Hakim, president of Iraq's ruling coalition, warned the Kurds in →

particular about trying to separate Kirkuk, home to big oil deposits, from Iraq. The city has long been a fault line between Arabs and Kurds inside Iraq, and became a target of opportunity during the chaos of the Islamic State onslaught three years ago.

Tensions between the Kurdish-speaking north and the Arab center and south of Iraq predate the creation of the country after World War I, when it was cobbled together from disparate Ottoman provinces. But the ouster of Iraqi strongman Saddam Hussein in 2003 cracked Baghdad's stranglehold on the country — he'd

used gas to suppress Kurds shortly after the 1991 war with the United States — and Kurdish aspirations for independence picked up steam.

Beyond cultural and linguistic disaffections, money has been a sore spot between Erbil and Baghdad. Under the Iraqi constitution, the Kurdish region is meant to receive a proportional amount — roughly 17 percent — of federal proceeds from oil exports. But Kurdish officials for years said Baghdad shortchanged the region.

That's why starting in 2014, Erbil began directly exporting crude oil itself. Despite being

landlocked, which meant initially shipping oil out by truck, Iraqi Kurdistan struck a deal with Turkey to pipe crude oil to an export terminal on the Mediterranean coast. For the first time, that gave the KRG access to global oil markets and a way to ease its own budget shortfalls, though legal uncertainties over just who owned the stuff still plagued the marketing of crude oil.

Though Baghdad and Erbil tried to make peace over the oil exports, tensions persisted, with mysterious explosions shuttering Kurdish pipelines and crimping its finances last year. ●

REUTERS

U.S. concerned Iraqi Kurdish referendum will distract from war: State Department

JUNE 8, 2017 | REUTER

The U.S. State Department said on Thursday it was concerned that a non-binding independence referendum planned this year in Iraq's autonomous Kurdish region will distract from "more urgent priorities" such as the defeat of Islamic State militants.

While saying it appreciated the "legitimate aspirations" of the people of Iraqi Kurdistan, the State Department said in a statement it supports a "unified,

federal, stable and democratic Iraq" and had voiced concerns about the planned September referendum to Kurdish authorities.

"We ... encourage the regional authorities to engage with the government of Iraq on the full range of important issues, including the future of relations between Baghdad and Erbil, on the bases of the Iraqi constitution," the department said. ●



Rosneft.com / 9 June, 2017

Rosneft and Iraqi Kurdistan Government Agree to Expand Strategic Cooperation

Rosneft and the Kurdistan Regional Government, as part of the XXI St. Petersburg International Economic Forum, signed a series of agreements on widening their cooperation in exploration and production of hydrocarbons, commerce and logistics.

The documents were signed ahead of the meeting between the President of the Russian Federation Vladimir Putin and the Prime Minister of Iraqi Kurdistan Nechirvan Barzani by Igor Sechin, Rosneft Chief Executive Officer, and Dr. Ashti Hawrami, Minister of Natural Resources for the Kurdistan Regional Government.

The Parties signed an investment agreement under which they committed to develop cooperation in exploration and production, agreed on monetization of the export oil pipeline in Iraqi Kurdistan, as well as entered into a number of production sharing agreements.

The agreement outlines the main terms of the project which provides for the establishment of a joint venture for implementation of the long-term contract related to infrastructure systems in Iraqi Kurdistan. Rosneft will get access to the major regional transportation system with the throughput capacity of 700 thousand bbl per day, which is planned to be expanded up to 1 mln bbl per day by the end of 2017.

Also, the Parties committed to enter into effect of the PSAs signed as part of the Forum with respect to five blocks with substantial geological potential and outlines other perspective areas of cooperation in exploration and production, including the gas sphere.

The signed documents strengthen cooperation between Rosneft and Iraqi Kurdistan, which started in February 2017 from signing a contract on purchase and sale of crude in 2017-2019. The new agreements will allow to talk about full entry of the Company in one of the most promising regions of the developing global energy market with the expected recoverable reserves in the order of 45 billion bbl of oil and 5.66 trillion m3 of gas (according to the estimate of the Ministry of Natural Resources



of Kurdistan Region). The agreements provide for further phased investments of Rosneft in Kurdistan Region

Upon the signing ceremony Rosneft CEO Igor Sechin said: "The Company is widening its cooperation with Iraqi Kurdistan across the whole production chain. The crude is being delivered to the German refineries of Rosneft, which is indicative of our successful business diversification strategy. The Agreements are signed under the conditions profitable for the Company and set an example of well-weighted investments in one of the key Middle East regions, which will make it possible for the Company to expand its exploration and production geography, provide feedstock for Rosneft's growing refining network and to raise profitability of our international assets". ♦

Saudi Arabia becomes pro-Kurdish after Turkey sides with Qatar

Adam Garrie / June 12, 2017
http://theduran.com

This could be the beginning of a new alignment that will elevate the Russian position in the region while diminishing the influence of the United States.

The new and seemingly prolonged row between Saudi Arabia and Qatar is having some curious and almost shocking knock-on effects. The most interesting is that Syrian media has been reporting that attacks and even mobilisations from many Gulf funded terrorists in Syria have declined.

Likewise, state-run Qatari broadcaster Al Jazeera has suddenly discovered the extent of Saudi war crimes in Yemen after ignoring the story until last week when Qatar's exit from the Saudi coalition was formalised.

But by far the most strange development thus far is the newfound Saudi love for the cause of Kurdish nationalism.

Like most things coming from Saudi, this is a totally disingenuous move, designed to punish Turkey for its support of Qatar. Tightly monitored and in effect state-run Saudi social media has been filling up with words of support for Kurds in Syria and Iraq. These Kurds are of course the sworn enemy of Turkey. The Turkish based Kurdish Workers Party (PKK) has long been a thorn in the side of successive Turkish governments. Now it seems they have a new and highly wealthy ally in Saudi Arabia, at least for the time being.

Under Donald Trump, the United States has thrown its weight behind Kurds in Syria with many suspecting that the US will attempt to shape what little of the Syrian peace that it can, by agitating for Kurdish autonomy or even Kurdish independence. Such calls have been amplified due to Kurdish Iraqis who are set to hold a referendum on independence in September of 2017. Such moves have been widely condemned by the Iraqi government as well as the Turkish government, although America has remained largely silent on the issue.

Turkey's continued isolation from the United States will be magnified by this latest development. Not only has Turkey taken a staunchly pro-Qatari line while Donald Trump's apparent sympathies are with Saudi, but now that the American ally in Riyadh is aligning itself with the US supported Kurds, Turkey's anger will be all the more apparent, not least because some Kurds have spoken positively about the new Saudi position.

Furthermore, this could help solidify the creeping alliance between Israel and Saudi that Donald Trump is desirous to create. Israel has been a long time regional ally of Kurds, something which has been a long time strain on the usually good relations between Ankara and Tel Aviv, although one that has at times been strained under Erdogan.



While Saudi's sudden attempt to isolate Qatar appeared to be the product of short-term thinking, its repercussions could be sustained for a considerable period.

First of all, Turkey is moving far from the American orbit in spite of still being in NATO. Turkey is participating in the Russian led Astana Peace Process along with Iran and furthermore, Turkey and Iran are now both standing against Saudi in respect of the Qatar crisis.

If Turkey continues to move further towards Russia and finds itself as part of similar alliances as Iran, Turkey's journey from willing western aggressor to tentative eastern partner could be complete. That being said, there is still a great distrust for Turkey not only in the Arab world but also in Iran. Privately, many in Russia remain anti-Turkish although under Vladimir Putin the Russian government has been able to draw Turkey closer into an economic partnership that benefits Turkey immensely. This is all the more reason for Turkey not to upset this new alignment.

If both Saudi and the US are now pro-Kurdish, it could see the main conflict in Syria become one fought between a Syrian Arab Republic on the verge of winning the war against Salafist terrorists and pro-Kurdish actors including the US, Israel and now possibly also Saudi.

One of the reasons that Syria opposes Kurdish Independence is because it doesn't want a state friendly to Israel and the US growing out of its legal territory. If Saudi joins the anti-Ba'athist alliance on the side of the Kurds (where before they were only on the side of jihadists like ISIS), this will make Syria all the more determined to fight against such moves.

As for Iraq, relations with Saudi, a country all ready suspicious of the pro-Iranian Shi'a leadership of Iraq, will deteriorate even further if Saudi backs an Iraqi Kurdistan.

It is still far too early to say that a new alignment has emerged but as the United States continues to lose control over its allies, it is increasingly likely that events could take charge of themselves. If this is the case, Russia which is the only major power to maintain good relations with all states in the Middle East, could come out as the clear winner. ♦



Turquie: le PKK dit avoir abattu un hélicoptère militaire qui s'est écrasé

Istanbul, 2 juin 2017 (AFP)

LES SÉPARATISTES du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont affirmé vendredi avoir abattu un hélicoptère militaire turc qui s'est écrasé mercredi avec 13 soldats à bord, a rapporté l'agence de presse prokurde Firat.

L'appareil "a été pris sous le feu d'une de nos unités qui se trouvait dans la zone. L'hélicoptère, qui a été touché, s'est écrasé en voulant s'éloigner", a affirmé la branche armée du PKK, citée par l'agence Firat.

Il était impossible de vérifier ces allégations de façon indépendante dans l'imédiat.

L'état-major turc avait affirmé mercredi que l'appareil s'était écrasé après avoir "accidentellement" heurté une ligne à haute tension dans la province de Sînak, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ajoutant qu'une enquête avait été ouverte.

Le sud-est de la Turquie est en proie à de sanglants combats entre les forces de sécurité turques et le PKK, une organisation classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le crash de l'hélicoptère a suscité une vive émotion en Turquie, où les funérailles des militaires tués ont été retransmises en direct par les principales chaînes de télévision.

Plusieurs ministres, ainsi que le chef d'état-major des armées, se sont rendus à Sînak, l'un des principaux théâtres des affrontements contre le PKK.

Parmi les victimes figure notamment Aydoğan Aydın, un général chargé de coordonner les opérations des forces de sécurité contre les séparatistes kurdes dans la zone. ●

Iran : la guerre annoncée entre Rohani et les pasdarans

Le président réélu compte rogner les ailes des puissants gardiens de la révolution.



Le président Rohani, en septembre 2015 à Téhéran, lors d'une parade à la gloire des gardiens de la révolution. POOL/IRANIAN PRESIDENCY PRESS OF/ANADOLU AGENCY

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

MOYEN-ORIENT A la fin de l'entretien, Kanani Moghadam exhume son album photos. On voit ce gardien de la révolution au côté du mollah Omar au temps de l'occupation soviétique de l'Afghanistan, infiltré secrètement en Irak avec des opposants chiïtes à Saddam Hussein, avant la chute du dictateur en 2003. Et en réunion avec l'ayatollah Khomeyni, aux premières heures de la révolution qui renversa le chah en 1979. « C'est de l'histoire, sourit-il en refermant l'album, maintenant, c'est le temps de la paix. » Et pour cet ancien combattant, paix rime avec affaires. À 59 ans, Kanani Moghadam représente des intérêts suisses dans des projets industriels liés au métro de Téhéran. Comme tant d'autres gardiens de la révolution, cette unité d'élite en charge de la défense du régime, il est devenu, grâce à son passé et à ses réseaux, un homme d'affaires prospère.

Les sanctions internationales longtemps imposées à l'Iran ont permis au corps des gardiens - les pasdarans - de considérablement renforcer leur emprise sur l'économie. Une présence étouffante, qui pénalise l'ouverture économique, la priorité du président Hassan Rohani depuis la signature de l'accord nucléaire en 2015 avec les grandes puissances.

Les gardiens visent le pétrole

Fort de sa confortable réélection, le 19 mai, Hassan Rohani veut leur rogner les ailes. Mais les gardiens, soutenus par leur chef, le guide suprême l'ayatollah Ali Khamenei, résistent. Au sommet du pouvoir, les luttes sont rudes. Les gardiens lorgnent désormais le pétrole, un secteur dont ils étaient jusque-là largement exclus. Signe des tensions entre les différents pôles du pouvoir : deux

ans après la signature de l'accord nucléaire, la rédaction d'un contrat pétrolier type n'est toujours pas finalisée. « Le texte n'est pas accepté par le Conseil suprême national de sécurité, confie un diplomate. C'est la bataille autour de la poule aux œufs d'or. »

« Rohani a envoyé un projet de contrat à l'entourage du guide, révèle son conseiller économique, Saeed Leylaz. Le sommet du pouvoir a répertorié quinze problèmes, dont Rohani et son équipe ont tenu compte dans un nouveau projet de contrat qu'ils ont retourné à l'équipe du guide. Mais celle-ci leur a renvoyé avec cette fois plus d'une centaine de points à revoir. » Autrement dit, les gardiens et leurs soutiens bloquent. Cette obstruction a fini par exaspérer Rohani qui les a attaqués comme rarement durant sa campagne électorale. « Ne vous mêlez pas de politique, comme l'ayatollah Khomeyni l'avait demandé dans son testament », s'est exclamé le président dans un meeting.

Pour lui, les pasdarans doivent se concentrer sur leur mission originelle de protection du régime et de ses frontières. Les gardiens, qui soutenaient le conservateur Ebrahim Raïssi, « ont beaucoup interféré dans la campagne », regrette Saeed Leylaz. Dans son bras de fer attendu avec les gardiens, ceux-ci ne lui feront aucun cadeau. Qassem Soleimani, le chef de la Force al-Qods, le bras armé des gardiens hors d'Iran, n'a pas félicité Rohani, après sa victoire.

Entre le président et les pasdarans, l'animosité est ancienne. « Après la guerre contre l'Irak à la fin des années 1980, Rohani militait déjà pour que l'État donne plus de moyens à l'armée régulière et non pas aux gardiens », se souvient un ancien cadre des gardiens. De tous les centres du pouvoir, les pasdarans ont le plus à perdre avec l'ouverture prônée par Rohani. « Au cours de son

premier mandat, le président a déjà essayé de réduire leur budget, se souvient un banquier. Mais le guide a refusé. Les pasdarans sont incontournables. Aujourd'hui, ils veulent entrer à la NIOC, la société qui gère le pétrole. S'ils réussissent, ils seront parvenus à capter la majeure partie des ressources de l'État. » Mais les gardiens sont également vigilants sur la question de la succession du guide, âgé de 77 ans, que lorgnerait Hassan Rohani. Et ils rejettent une ouverture, qui braderait des pans entiers de l'économie aux firmes étrangères.

La place des gardiens dans l'Iran de demain est une des principales contradictions que devront trancher, tôt ou tard, ses dirigeants. À l'intérieur, les pasdarans sont un frein à l'ouverture. Mais à l'extérieur, grâce à la force al-Qods, l'Iran a renforcé ses positions en Irak, en Syrie et au Yémen. « Son chef Soleimani et ses gars veulent une récompense, prévient le banquier. Pas plus d'hommes, ni plus d'argent, mais plus d'influence au sein du pouvoir, et c'est cela qui va tendre le système. » Pas sûr que Hassan Rohani réussisse là où il a jusqu'à maintenant échoué. ■

La discrète bataille pour la frontière irako-syrienne

La bataille de Mossoul en Irak n'est pas terminée et celle de Rakka en Syrie tout juste lancée, que déjà se joue une autre bataille, cruciale pour l'avenir de la région : une course à travers le désert pour le contrôle de la frontière syro-irakienne et des provinces sunnites qui la jouxtent. Inquiets de voir les Etats-Unis et leurs alliés locaux y étendre leur influence au fur et à mesure qu'ils en chassent l'organisation Etat islamique (EI), l'Iran et ses alliés chiites régionaux entendent contenir leur avancée et contester le pré carré que Washington pourrait vouloir s'y réserver.

Côté syrien, l'offensive a été lancée, mi-mai, par les forces du président Bachar Al-Assad et ses alliés chiites – le Hezbollah libanais et des milices en majorité irakiennes –, avec l'appui de conseillers iraniens et de l'aviation russe. Après avoir repris Alep et des faubourgs de Damas, le régime a profité du calme instauré à l'ouest du pays, au profit des « zones de désescalade », pour lancer des milliers d'hommes à la conquête de l'Est. Ils ciblent trois axes : à l'est d'Alep, à l'est de Palmyre dans la direction de Deir ez-Zor, et vers le sud du pays. Au même moment en Irak, des milices chiites alliées à l'Iran laissaient Mossoul et Tal Afar derrière elles pour foncer vers la frontière, atteinte à hauteur de Sinjar le 29 mai, avec la volonté affichée de poursuivre jusqu'à Al-Qaïm, à 300 kilomètres au sud, et de faire la jonction avec l'avancée du régime Assad côté syrien.

« Ce sont clairement les Iraniens qui ont décidé de cette poussée pour empêcher les Américains de rester dans cette zone, estime Fabrice Balanche, chercheur associé au Washington Institute for Near East Policy. Ils ont senti l'inflexion politique anti-iranienne de [Donald] Trump, confirmée lors de sa visite en Arabie saoudite [le 21 mai], et des mouvements de troupes dans le désert syrien vers Damas et la vallée de l'Euphrate. » Une présence permanente des Etats-Unis sur une zone tampon sunnite, le long de cette frontière du nord au sud, pourrait contredire le projet iranien de s'assurer un corridor terrestre d'est en ouest, allant jus-



qu'au Liban. Cette crainte de Téhéran rejoint la volonté de Bachar Al-Assad de reprendre le contrôle de la plaine de la Badia (dans le centre et le sud de la Syrie) et de la vallée de l'Euphrate, riches en hydrocarbures et en ressources agricoles, ainsi que la frontière avec l'Irak, pour restaurer sa légitimité sur tout le pays.

« Une sorte de Yalta »

La Russie et ses alliés chiites ont laissé à la coalition internationale anti-EI emmenée par les Etats-Unis et aux Forces démocratiques syriennes, une alliance de combattants kurdes et arabes qu'elle appuie au sol, la reconquête de Rakka, dans le Nord-Est syrien. Ils affichent en revanche leur détermination à reprendre eux-mêmes Deir ez-Zor, une ville stratégique où résiste encore une garnison de forces loyalistes, et la frontière. Mais les Etats-Unis ont, eux aussi, renforcé leur présence dans le nord et le sud-est de la Syrie et formé des combattants locaux avec l'intention de reprendre à l'EI ses derniers bastions de la vallée de l'Euphrate. La prise d'Al-Boukamal, à la frontière, doit lancer cette offensive et empêcher l'EI d'envoyer des renforts côté irakien, où les forces gouvernementales irakiennes, soutenues par la coali-

tion internationale, planifient un assaut sur les derniers bastions djihadistes de la province sunnite de l'Anbar jusqu'à Al-Qaïm, après la reconquête de Mossoul.

Cette course à la frontière a connu son premier accroc, le 18 mai, en Syrie. Des avions américains ont bombardé un convoi de milices pro-iraniennes, qui s'approchait dangereusement de la base d'Al-Tanf, stratégiquement située sur la route entre Damas et Bagdad, à la frontière entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie. Le secrétaire à la défense américain, James Mattis, a justifié « des frappes défensives » pour protéger les forces de la coalition – notamment américaines et britanniques – qui forment et encadrent depuis mars 2016 des rebelles syriens sur cette base couverte par l'accord de « déconfliction » passé entre Washington et Moscou. En dépit de l'injonction qui leur a été faite de se tenir à une distance de 55 kilomètres, des milices pro-iraniennes ont continué de se masser dans la zone bombardée. L'aviation russe a à son tour visé, le 31 mai, des rebelles syriens soutenus par les Américains qui faisaient route vers leurs positions, au point de passage de Zaza.

Sans écarter le risque d'une escalade, les observateurs excluent un

LE CONTEXTE

LA COALITION INTERNATIONALE

A l'initiative des Etats-Unis, une soixantaine de pays ont mis en place, en septembre 2014, une coalition militaire contre l'organisation Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie. Une dizaine participe activement aux frappes aériennes et aux opérations au sol, les autres se limitant à un soutien logistique, financier ou humanitaire.

LES MILICES CHIITES

Des milices chiites soutenues et encadrées par l'Iran, dont le Hezbollah libanais ainsi que des milices irakiennes et afghanes, prêtent depuis 2013 main-forte aux troupes du président Bachar Al-Assad pour reconquérir et contrôler les territoires tombés aux mains de rebelles de l'opposition syrienne et de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'EI. Elles ont été notamment actives dans la reconquête d'Alep-Est.

Une présence permanente des Etats-Unis le long de la frontière contredirait le projet iranien de s'assurer un corridor terrestre jusqu'au Liban

conflit ouvert. « La progression [des milices alliées au régime syrien et à l'Iran] vers Al-Tanf est surtout une façon de dire aux Américains : "Vous êtes chez nous et, à un moment donné, il faudra partir." Je ne crois pas qu'elles iront plus loin », estime une source diplomatique. Leurs provocations prennent toutefois de court, toujours selon

cette source, l'état-major américain, qui a perdu l'initiative en l'absence d'une vision claire à la Maison Blanche sur l'avenir de la Syrie après l'EI. La question de savoir si la coalition internationale anti-EI, emmenée par les Etats-Unis, se retirera au profit du régime syrien ou restera pour transformer ses gains tactiques sur le terrain en victoire politique contre Assad et l'Iran n'est pas tranchée. «Le logiciel anti-iranien est ancré dans la boîte noire de la Maison Blanche, mais ça ne va pas les pousser à des aventures hasardeuses, estime cette source. Le projet américain de containment [«endiguement»] de l'Iran n'est pas réaliste, notamment en Syrie, en l'absence de volonté de Washington de changer le régime.»

Après la rencontre entre le président américain, Donald Trump, et le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, le 10 mai à Washington, la Maison Blanche a réitéré son désir de travailler avec la Russie, mais aussi avec l'Iran, à une solution en Syrie. Le chef d'état-major des armées américaines, le général Joseph Dunford, a évoqué une proposition faite à la Russie pour une division du travail sur le terrain et indiqué que les échanges dans le cadre du mécanisme de «déconfliction» se tenaient désormais entre états-ma-

jors. «Une sorte de Yalta se dessine avec les Russes: la coalition s'occuperait de Mayadin et de la frontière, et les Russes de Deir ez-Zor avec l'aide de Kurdes du Nord», précise la source diplomatique. Le 4 juin, le groupe rebelle syrien Maghaouir Al-Thoura a annoncé l'installation, avec les forces américaines, d'un nouveau camp, à 70 kilomètres au nord d'Al-Tanf, confirmant leurs visées sur Al-Boukamal.

En parallèle, des discussions – qui pourraient avoir valeur de test – ont été engagées entre Washington et Moscou sur le sort du Sud syrien, où des milliers de rebelles soutenus par les pays occidentaux et leurs parrains sunnites régionaux tiennent de vastes territoires à la frontière avec la Jordanie et Israël. Selon la source diplomatique, les deux puissances se seraient entendues pour faire de cette région une zone de désescalade et négocieraient sa reprise en main par le régime en échange de la garantie donnée par les Russes que l'Iran et le Hezbollah libanais n'y prennent pas pied, sur l'insistance des deux voisins jordanien et israélien.

Avantage américain

Sans même préjuger des chances d'un accord entre Washington et Moscou, les réserves sont déjà nombreuses sur sa mise en

œuvre. Parmi les alliés des Américains au sein de la coalition, on souligne «l'angélisme» et la «naveté» de Washington, consistant à penser que les Russes pourront peser sur l'Iran. «Chaque fois que l'on a parié sur le rôle d'intermédiaire des Russes, on n'a jamais été satisfait», déclare cette source. Pour les observateurs, la livraison, fin mai, de nouveaux armements aux rebelles du front du Sud par les Américains et leurs alliés occidentaux et régionaux, réunis au sein du Centre des opérations militaires en Jordanie, pour contrer l'offensive des loyalistes, pourrait être destinée à tester un éventuel rôle modérateur de Moscou. «Le régime syrien et les Iraniens, qui ont une tendance à la paranoïa et ne font pas confiance aux Américains, vont continuer à pousser leur avantage à l'est, même en cas d'accord avec les Russes», estime, pour sa part, Fabrice Balanche.

La réalité du terrain pourrait tou-

tefois être à l'avantage des Américains. Malgré l'apport de milliers de miliciens étrangers, le régime syrien n'a plus les ressources pour mener de front plusieurs batailles. Celle de Deir ez-Zor pourrait être hors de sa portée. En Irak, les milices chiites n'ont pas davantage les moyens de leurs ambitions. «Les milices chiites et l'Iran n'ont ni la volonté de tenir la frontière ni les capacités de nettoyer des villes sunnites comme Al-Qaïm. Elles veulent juste un accès terrestre entre la Syrie et l'Irak pour interférer dans les actions américaines», estime Patrick Martin, de l'Institute for the Study of War. Elles pourraient harceler les troupes américaines qui resteront en Irak après la défaite de l'EI, avec l'accord de Bagdad. Imposer un contrôle réel sur des provinces sunnites foncièrement hostiles semble, en revanche, un défi difficile à relever à long terme tant pour le régime Assad en Syrie que pour les milices chiites en Irak. ■

HÉLÈNE SALLON

Syrie: nouvel accrochage à Al-Tanf

La coalition internationale contre l'organisation Etat islamique menée par les Etats-Unis a annoncé avoir de nouveau frappé en Syrie des forces prorégime près d'Al-Tanf, non loin des frontières irakienne et jordanienne. La coalition a indiqué avoir bombardé, mardi 6 juin, un groupe «de plus de 60 soldats», avec notamment «un char» et «de l'artillerie», qui représentait «une menace» pour les forces de la coalition. La frappe a été confirmée par l'agence officielle syrienne Sana.

BUSINESS INSIDER

June 9, 2017

Iraq's Kurds will vote on independence, and there's 'no turning back'

Maher Chmaytelli - Jun 9, 2017
www.businessinsider.com.au

Iraq's Kurds said on Friday a referendum on independence will go ahead despite warnings internationally that a vote in favour of secession could trigger conflict with Baghdad at a time when the fight against Islamic State is not yet won.

The Kurds have played a major role in the eight-month-old U.S.-backed campaign to defeat the hardline Sunni insurgents in the Nineveh province around their de-facto capital Mosul.

Baghdad's Shi'ite-led government has rejected any move by the mostly Sunni Muslim Kurds to press unilaterally for independence, insisting that any decision about the future of the country should involve all its other parts.

But Hoshiyar Zebari, a former Iraqi foreign and finance minister and now a senior adviser to Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani, said the decision to hold the vote on Sept. 25 was irreversible.

"We crossed the Rubicon with that decision, there is no going back," he told Reuters in a telephone interview.

However, the expected "yes" vote would simply strengthen the Kurds' hand in talks with Baghdad rather than leading automatically to a break from Iraq, nor would an independent Kurdistan annex the oil-rich region of Kirkuk and three other disputed regions in Kurdish-controlled territory, he said.

"You will hear people saying we are for Iraq's unity, territorial integrity, we want dialogue between Baghdad and Erbil, we understand all this," he said.

"A referendum is a democratic process, no democratic country can oppose having a referendum; we are not talking about independence, we are talking about the referendum."

The KRG's announcement on Wednesday sparked concern in the United States and Germany, two of the region's most important partners in the fight against Islamic State, which still controls a small part of Iraq's northern city of Mosul as well as swathes of terri-

tory in Iraq and Syria.

Neighbouring Iran, Turkey and Syria all oppose secession, fearing separatism will spread to their own Kurdish populations.

Turkey's foreign ministry called the plan a "terrible mistake" on Friday and said that Iraq's territorial integrity and political unity was a fundamental principle for Ankara.

Iraq has been led by Shi'ites since the overthrow of Saddam Hussein, a Sunni, by the U.S.-led invasion of 2003. The country's majority Shi'ite community mainly lives in the south while the Kurds and Sunni Arabs inhabit two corners of the north. The center around Baghdad is mixed.

The Kurds have their own armed force, the Peshmerga, which in 2014 prevented Islamic State from capturing Kirkuk after the Iraqi army fled in the face of the militants.

They are effectively running the region, also claimed by Turkmen and Arabs. Hardline Iran-backed Iraqi Shi'ite militias have threatened to expel the Kurds by force from this region and three other disputed areas – Sinjar, Makhmour and Khanaqin.

The Sinjar region is populated by Yazidis, the followers of an ancient religion who speak a Kurdish language and the group most persecuted by Islamic State. Makhmour is south of the Kurdish capital Erbil and Khanaqin is near the border with Iran.

Zebari said the vote will only be held in these disputed territories if local elected councils want to join the process. ■

Public fuss over KRG referendum gives way to private nods

The regional players are buzzing after the Kurdistan Regional Government announced it will hold a referendum on independence, and signs point to tacit support from the United States and Turkey.



Author Amberin Zaman
June 12, 2017
www.al-monitor.com

Last week's historic decision by the Kurdistan Regional Government to hold a long heralded referendum on Kurdish independence from Iraq has elicited a flurry of international reactions. The vote, to be held Sept. 25, will cover disputed territories claimed by the Kurds and Baghdad alike, most notably the oil-rich province of Kirkuk.

It's always been a given that the blessings of one regional neighbor — Turkey, Iran or potential future neighbor Iraq — and that of the United States are necessary for an independent Kurdistan to be politically and economically viable. Deciphering these country's respective responses may help shed light on where the Iraqi Kurds' bid to redraw borders stands. But reading between the lines is not always easy because often Baghdad will look to Tehran, as Washington will to Baghdad, and Ankara to all three and vice versa, as they calibrate their own positions.

As ever, the US reaction was mixed. The State Department repeated the standard line that the United States supports "a unified, stable, democratic and a federal Iraq." But it also said that it recognized the "legitimate aspirations" of the Kurdish people. Its main quibble seemed to be over the timing of the referendum, which might "distract" from the fight against the Islamic State. Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi could decide, for instance, to withhold future US funds used to pay Kurdish fighters' salaries. The other big worry is how this will affect Washington's efforts to shore up Abadi internally ahead of critical parliamentary elections in 2018.

In private conversations, a growing number of administration officials concede that Kurdish independence from Iraq is inevitable and there is little they can do to delay the referendum. All signs suggest that Washington will likely do nothing to actively oppose Iraqi Kurdish independence, nor will it overtly encourage it, and hope that the sides will sort things out among themselves.

Unsurprisingly, the central government in Baghdad sounded far more unhappy with the KRG's announcement. Abadi also appeared to take issue with the timing rather than with the referendum itself, a possible indication that he hopes to sustain Kurdish support for his own political calculations. Abadi said in April, "The desire of our Kurdish brothers to create a country of their own is theirs. ... But holding a referendum at this time is not right as the IS war still rages, the region's situation is not suitable and some neighboring countries believes this move poses a threat to the nation's security themselves."

Abadi was referring to Iran and Turkey, which have their own large and restive Kurdish minorities. Iran's reaction, however, was unusually muted and gave little away. The Iranian Foreign Ministry said in a statement, "The Kurdistan Region is part of the Iraqi republic and unilateral decisions outside the national and legal framework, especially the Iraqi constitution ... can only lead to new problems."

Iraqi Kurdish leaders often privately claim that they can survive without Iran's support, provided they have that of the United States and Turkey. And the United States is even more unlikely to oppose Kurdish independence if its NATO ally Turkey doesn't.

It is undisputed that as things stand, Turkey holds the key, or rather the



Iraqi Kurdish demonstrators wave the Kurdish flag during a protest demanding the independence of Kurdistan outside the United Nations offices in Erbil, Iraq, Aug. 23, 2014. (photo by SAFIN HAMED/AFP/Getty Images)

spigot, to Iraqi Kurdistan's economic survival. In May 2014, the KRG began exporting oil, its main source of revenue, independently via a newly built pipeline to Turkey. That Ankara agreed to allow the Iraqi Kurds to use Turkish export terminals to sell their oil was seen as the surest sign yet of Turkey's tacit acceptance if not outright encouragement of eventual Kurdish statehood. At the same time, several thousand Turkish troops deployed in Kurdish-controlled areas of Iraq are viewed, at least for the moment, as insurance against Iran-backed Shiite militias and the Kurdistan Workers Party, a rival armed Kurdish group that is seeking to deepen its influence in northern Iraq.

Many may be left wondering why Turkey's reaction to the referendum announcement was so harsh. Turkish Prime Minister Binali Yildirim called it "irresponsible" and the Foreign Ministry said it was a "grave mistake." Today, government spokesman Numan Kurtulmus declared that Turkey is "in favor of Iraq's territorial integrity."

Aydin Selcen, Turkey's first ever consul general to Erbil, whose appointment in 2010 formalized the dramatic turnaround in Turkey's ties with the Iraqi Kurds, told Al-Monitor, "In Turkey's prevailing system, the sole [reaction] worthy of attention is what the president does, not even what he says." So far, Recep Tayyip Erdogan has not uttered a peep.

Bilal Wahab, a Sorel fellow at the Washington Institute for Near East Policy, agrees. He told Al-Monitor, "I don't think President [Massoud] Barzani would have moved ahead with setting a date for the referendum if a Turkish red light was in place." He went on, "That may not mean a green light, either. Turkish rhetoric — calling the referendum a 'grave mistake' — is to be expected given Turkish internal politics."

Turkey will hold three elections in 2019 — municipals in March and presidential and parliamentary ones in November. Thus, Erdogan needs to strike a careful balance between his nationalist and Kurdish conservative base. But his silence strongly suggests that, as both Selcen and Wahab say, Turkey's single most powerful figure is on board. And that may be assurance enough for Barzani. As Selcen noted, after all, "Holding a referendum and declaring independence are not the same things." In the meantime, there is plenty of mischief that can be done by those who oppose an independent Kurdistan and above all by the perpetually squabbling Kurds themselves. ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America.

JPost Editorial: Kurdish referendum

By JPost Editorial June 12, 2017
<http://www.jpost.com>

A unilateral decision by the Kurds to take control of Kirkuk could lead to conflict. The area is home to rich oil reserves.

Iraqi Kurds' have finally set a date for a long-discussed referendum on independence. The time of the move, announced last week by Kurdistan Regional Government President Masoud Barzani, gives Israel a unique opportunity to openly support democratic self-determination for the Kurds. The Jerusalem Post has supported full Kurdish political sovereignty for both moral and geopolitical reasons. In 2014 Prime Minister Benjamin Netanyahu gave his support, as have Justice Minister Ayelet Shaked and Defense Minister Avigdor Liberman. But the timing of the referendum, slated to take place in September in provinces controlled by the Kurds in northern Iraq, is particularly auspicious.

The conflict between Qatar and a coalition of Sunni nations that includes Saudi Arabia, Egypt, United Arab Emirates and Bahrain, has opened the way for broader Sunni support for Kurdish self-determination. Israel would not be alone in calling for the Kurds to be given the right to decide if they want independence. The US - which under the Obama administration refrained from supporting Kurdish independence in deference to Turkey - might now change course under US President Donald Trump due to the new geopolitical situation.

Shortly after Barzani announced the referendum, Saudi Arabia came out in support. Other Sunni states in the Saudi-led coalition will likely follow. The reason for Saudi support is not a new-found affinity with the Kurds but the conflict with Qatar. Turkey has sided with Qatar in its clash with the Saudi-led coalition. And one way the Saudis can

punish Turkey is by coming out in favor of Barzani's referendum initiative.

Egypt under Abdel Fatah al-Sisi has tense relations with Turkey, after Turkey and Qatar supported the Muslim Brotherhood government in Egypt and opposed the military coup launched by Sisi. Turkey also supports Hamas, which Egypt views as a destabilizing force in Sinai.

Open Israeli support for the referendum will undoubtedly antagonize the Turks. However, while there have been improved relations with Ankara after years of tension in the wake of the Mavi Marmara incident, ties between the countries will never be as they were with Turkey's Kemalist political leadership. Turkey is openly hostile toward Israel and openly supports its enemies. At the beginning of June, Turkey's ambassador in Tel Aviv invited Sheikh Raed Salah, head of the Northern Branch of the Islamic Movement in Israel - which was outlawed by Israel - to break his Ramadan fast at an Iftar function at the ambassador's home.

Support for Kurdish self-determination will also anger Iraq. However, the Baghdad government has repeatedly rejected forming an inclusive government and has instead established a government for the Shi'a by the Shi'a under growing Iranian influence. Iraq is the product of a century-old artificial and anachronistic colonial carve-up under the Sykes-Picot Agreement that ignored cultural, ethnic and sectarian identities.

Still, the creation of an autonomous Kurdish nation in northern Iraq would bring many challenges. Kurds themselves are split. The more conservative Kurdish Democratic Party (KDP), which has relatively good ties with Turkey, is at odds with the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The two fought a civil war between 1994 and 1998 and control different parts of northern Iraq. Barzani, who heads the KDP, is not a unifying figure in Kurdistan. And his democratic mandate ran out four years ago. It was grudgingly extended twice but will run out again at the end of the year. Also, it is not at all clear that northern Iraqi



KURDISTAN REGIONAL Government President Masoud Barzani gestures during a news conference in Erbil, Iraq, in April.
 (photo credit: AZAD LASHKARI / REUTERS)

Kurdistan is capable of becoming a viable state. It has no access to the sea and is trapped between Iraq, Turkey and Iran, three nations that oppose its creation and are united in their opposition.

Also, many Kurds living in Turkey are seeking equality and recognition as an ethnic minority and see the creation of an independent Kurdish state as a potential danger to that quest.

A unilateral decision by the Kurds to take control of Kirkuk could lead to conflict. The area is home to rich oil reserves.

Nevertheless, Israel has been presented with a unique opportunity to support the right of Kurds to decide for themselves if they are interested in embarking on the establishment of an independent state in northern Iraq.

The fallout in relations with Turkey that will likely result is a price worth paying. ●

Iraqi Kurdistan's Path to Independence

-David L. Phillips - 06/14/2017
<http://www.huffingtonpost.com>

Masoud Barzani, President of the Kurdistan Regional Government (KRG), announced a referendum on Iraqi Kurdistan's independence for September 25, 2017. The referendum will be held in all territory controlled by the KRG, as well as historically Kurdish lands claimed by the Iraqi government.

The overwhelming majority of Kurds want independence. In July 2003, a group of Kurdish intellectuals in Suleimani launched the Kurdistan Referendum Movement. Voters were given two options in an unofficial tally on January 30, 2005: (1) to stay a part of Iraq, or

(2) to be independent. A total of 1,998,061 people participated in the referendum. The pro-independence vote garnered 98.8 percent support.

Kurds moderated their national aspirations, deferring their demand for independence. They supported Iraq's 2005 constitution, which declared Iraq as a federal, democratic republic.

Despite fraternal talk about "Iraqi brothers," Kurds are deeply distrustful of Baghdad.

Article 140 of Iraq's constitution envisioned a referendum on the status of Kirkuk by the end of 2007. However, Baghdad repeatedly missed the deadline. Failure to address Kirkuk's status

has exacerbated other core Kurdish concerns such as the ownership of natural resources, control of oil revenues, and the role of Kurdish militia called "Peshmerga."

Today Iraq exists in name only. Iraqi Kurdistan exercises all the elements of statehood, except it lacks an international legal personality.

A declaration of independence is meaningless unless other countries are on board. Front-line states predictably disapprove of Barzani's referendum. However, their objections are less shrill than they might have been.

The Government of Iraq (GoI) objects primarily to the timing of the referendum. It also objects to holding the vote in Kirkuk and other disputed territories.

The GoI needs support from Kurds. It is counting on Kurdish participation in Iraqi provincial elections later this year and parliamentary elections in 2018.

Tehran opposes the referendum. However,

its opposition was less strident than expected after the recent terror attack by ISIS. When Iranian officials admonished the Kurds for standing against "the unity" of Iraq, the KRG told them to stop "meddling."

While Turkey's Prime Minister Binali Yıldırım called the referendum "irresponsible," President Tayyip Erdogan was silent. Erdogan's view is only one that matters in Turkey. There is more money to be made by Erdogan and his cronies by controlling the transport of oil and gas from Iraqi Kurdistan to the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean.

Syria is too destroyed to pay more than lip service to events in Iraqi Kurdistan. Though Iraqi Kurds and Syrian Kurds do not get along, Damascus fears that Syrian Kurds in Rojava (Afrin, Kobani, and Jazera provinces) will also seek independence. Syrian Kurds already exercise a high degree of democratic autonomy.

America's position is critical. The US and KRG enjoy a strategic partnership. Not only do Iraqi Kurds and Americans share values, there is extensive security cooperation. Peshmerga turned the tide against ISIS. Peshmerga liberated large swaths of territory in Northern Iraq and fought bravely in Mosul.

The Trump administration is trying to be even-handed. It is committed to "a unified, stable, democratic, and a federal Iraq." At the same time, the State Department expressed understanding for the "legitimate aspirations of the people of Iraqi Kurdistan."

America's top priority is destroying ISIS. For now, the Trump administration is nominally opposed to independence because it fears that independence will distract from the urgent priority to defeat ISIS.

US officials know that Iraqi Kurdistan will be the next newest nation. They do not question whether Iraqi Kurdistan will become independent, but rather when and how.

The KRG needs a plan for the day after its referendum.

KRG officials must not to move precipitously to declare independence. They should negotiate the details of a friendly divorce with Baghdad and work cooperatively on shared problems – the ISIS threat, the return of displaced people, and managing the region's economic crisis.

I directed Columbia University's task force on "State-Building in Iraqi Kurdistan." Iraqi Kurdistan faced a perfect storm of problems in 2015. It was attacked by ISIS. It managed a humanitarian emergency, providing for more than two million internally displaced persons. World oil prices collapsed, and the KRG's budget shortfall was exacerbated by Baghdad's pernicious decision to cancel revenue sharing from the sale of existing energy resources.

Today, the situation is more stable.

Announcing a date for the referendum is a big step on the path to independence. Going forward, the KRG should patiently negotiate with Baghdad. However, negotiations must not be open-ended. Twelve months, after the referen-

dum (September 2018), the KRG should declare independence with or without Baghdad's agreement.

It is never the perfect time to assert one's right to self-determination. Faced with an inevitable outcome, Baghdad will come around.

Meanwhile, the KRG must get its house in order. It must consolidate democracy, strengthen democratic institutions, and overcome internal divisions. It must recommit itself to minority rights and women's rights. Ezidis need special privileges and protection. Independence of Iraqi Kurdistan will be a unifying event, helping to overcome factionalism among northerners. Independence will also be an inspirational event, enabling interests solidarity among Kurds across the region.

The US cannot stand on the sideline. There is a Kurdish adage: "Kurds have no friend but the mountains." In the Arab Middle East, the US has no better friend than the Kurds. ♦

David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He worked as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the State Department's Near Eastern Affairs Bureau where he worked on the Future of Iraq Project. He has authored many books on Kurdish issues such as Losing Iraq: Inside the Postwar Reconstruction Fiasco, The Kurdish Spring: A New Map for the Middle East, and An Uncertain Ally: Turkey Under Erdogan's Dictatorship.

'US-Turkish relations deteriorating rapidly'

16 Jun, 2017 <https://www.rt.com/>

Turkey is upset over US collaboration with the Kurds in Syria as it feels it will empower the minority, says author/historian Gerald Horne. There's also the question of Qatar, which Turkey has supported and President Trump has been attacking furiously.

Recep Tayyip Erdogan issued a furious response to Washington after members of his security team were charged with assaulting protesters in the US capital during his official visit there last month.

RT: Erdogan has said he will "fight politically and judicially" against the arrest warrants. Do you think he would have any chance of winning that battle in the American courts?

Gerald Horne: I don't think so, because you have to realize that US-Turkish relations are deteriorating rapidly. First of all, there is the Kurdish question. As you well know, the US is collaborating with the Kurdish population in Syria, supposedly to attack the [Islamic State or IS, formerly] ISIS forces in Raqqa. Turkey is upset because it feels it will empower simultaneously its Kurdish minority.

Secondly there is a question of Qatar, the small

Persian Gulf monarchy which has been subjected to air, sea and land embargo by Saudi Arabia and Egypt, not least. Turkey has moved to support Qatar and has sent 3,000 troops, Turkish troops, to that monarchy to stave off in the wild actions by the Saudis and their Egyptian comrades. At the same time President Donald Trump has been attacking Qatar furiously.

But as a footnote I should mention that Qatar has just arranged to buy \$12 billion in US fighter jets, and that is a kind of bribe to Washington that may stay the hand of Trump, but I don't think it will keep Turkish-US relations from deteriorating ever more rapidly.

RT: The Turkish embassy insists that the guards were acting in self-defense against the protesters. Judging by the videos of the incident, does that sound convincing to you?

GH: I must say that the Turkish security seemed to be rather aggressive in attacking the demonstrators. At the same time, keep in mind that it was in July, 2016, that President Erdogan was subjected to a military coup. He is very skittish right now about his security, because apparently the coup plotters planned to assassinate him. Apparently the Turkish authorities have reason to believe that the demonstrators in Washington, DC, were somehow connected to the



Erdogan's body guards fight with protesters in Washington DC

coup plotters, and that may help to shed light to their excessive approach in response to these demonstrators.

RT: The dispute has already derailed a \$1.2 million small-arms sale to Turkish security forces, which was expected to be approved by the US State Department last month. Could there be further repercussions?

GH: I'm afraid so. First of all, there is the US airbase that's in Turkey that is used for actions in both Iraq and Syria. It may be up for negotiations. Keep in mind that already German troops that have been stationed at that same airbase in Turkey have come to a kind of road block in terms of getting access. That is to say, German politicians getting access to German troops at this base. That helps to suggest that probably US-Turkish relations would deteriorate ever more rapidly. ♦

L'offensive de Rakka est lancée

Une force à dominante kurde, appuyée par la coalition internationale, est entrée dans le fief syrien de l'EI

REPORTAGE

CHANINA (SYRIE) - envoyé spécial

Le soir tombait sur les villages abandonnés du nord de Rakka et leurs oliveraies ensablées lorsque les premiers tirs de mortier ont tonné. Une volée d'obus expédiée vers les positions de l'organisation Etat islamique (EI), isolées dans sa « capitale » syrienne. Puis une deuxième, suivie de nouveaux tirs plus ponctuels. Sur les chemins qui passent entre les jardins du village de Chanina dont les arbres fruitiers poussent en vain, les pick-up des Forces démocratiques syriennes (FDS) soulèvent des nuées de fine poussière blanche.

Des dizaines de jeunes hommes, accrochés aux plates-formes arrière, quittent avec arme et paquetage ce village de l'arrière où ils se sont regroupés au cours des derniers jours. Ils descendent vers le front. Sur leurs visages se lit une tension mêlant l'enthousiasme de ce départ en trombe et l'angoisse suscitée par le lot d'incertitudes que les jours prochains leur réservent. Rakka est à moins de 10 kilomètres au sud-ouest et la bataille de la ville vient seulement de commencer.

Les FDS, une alliance militaire dominée par les forces kurdes syriennes qui opère en coordination avec la coalition internationale contre l'EI, ont déclaré, mardi 6 juin, que leur offensive menée depuis novembre 2016 contre le fief djihadiste et ses environs était entrée dans sa phase finale.

À la mi-journée, c'est devant les ruines criblées d'impacts de balles d'une ferme située à 15 kilomètres au nord de la ville, et dans le fracas lointain mais régulier des frappes aériennes de la coalition, que le porte-parole des FDS, Talal Silo, a annoncé le début des opérations. Après avoir avancé progressivement autour de Rakka au cours des derniers mois, les FDS avaient resserré leur étau début juin sur les côtés est, nord et ouest la ville. L'offensive qui vient d'être déclenchée n'a, à présent, d'autre objectif que de chasser les djihadistes de la ville dont ils avaient fait leur capitale après en avoir pris le contrôle



Des membres des Forces démocratiques syriennes à Hazima, dans la banlieue nord de Rakka, le 6 juin. (DÉLÉGATION FRANÇAISE)

à l'été 2013. Au-delà de l'Euphrate, qui marque la limite méridionale de la ville, les campagnes sont toujours aux mains de l'EI.

Coordonnées par radio

Les silhouettes anguleuses de deux hélicoptères de combat se découpent à présent sur le ciel qui pâlit à l'approche du crépuscule. Sur le toit-terrasse d'une villa où les FDS ont établi un de leurs quartiers généraux, une commandante kurde observe avec ses aides les appareils qui prennent pour cible, à la mitrailleuse, des positions djihadistes situées à l'est de Rakka, quelque part après les champs jaunis qui s'étendent jusqu'aux faubourgs de la ville, visibles au loin. On l'appelle « camarade Klara », un pseudonyme qu'elle a choisi en hommage à la révolutionnaire et féministe allemande du début du XX^e siècle Clara Zetkin. Depuis le début de l'opération, elle a choisi d'accompagner son nom de guerre d'un nouveau patronyme : « Rakka ».

Un talkie-walkie à la main, Klara Rakka, 30 ans, reçoit des coordonnées par radio : « Nos camarades sont entrés dans les premiers quartiers de l'est de la ville. » Sur la carte satellitaire qu'elle utilise, un combattant a marqué plusieurs points qui figurent les positions actuelles des FDS, transmis pas les commandants déployés sur le champ de bataille. Klara transmet leurs coordonnées à la chambre d'opération, où de plus hauts gradés des FDS se coordonnent avec les représentants de la coalition. A l'appro-

plusieurs fermes du village. Certains sont aguerris, d'autres beaucoup plus jeunes. Hommes et femmes vêtus d'uniformes semblables, portant les mêmes foulards fleuris. La plupart sont kurdes, de Syrie et d'ailleurs, d'autres arabes, originaires des régions passées sous le contrôle des FDS.

« C'est leur capitale »

Les forces lancées à l'assaut de Rakka sont structurées autour d'un noyau de combattants kurdes syriens ayant pris le contrôle, en 2012, des enclaves où la population dont ils sont issus est majoritaire. Forcée lors de la bataille contre l'EI à Kobané, sur la frontière turco-syrienne, fin 2014, leur alliance avec la coalition internationale leur a permis de faire reculer les djihadistes dans tout le nord de la Syrie et d'y étendre ensuite leur contrôle.

Cette expansion territoriale s'est doublée d'un recrutement croissant de combattants non kurdes et du ralliement de groupes armés majoritairement arabes, dont plusieurs brigades intègrent des combattants originaires de Rakka. Mais la chaîne de commandement reste dominée par des cadres kurdes, eux-mêmes issus du PKK, un mouvement armé régional originaire de Turquie et influent dans les zones kurdes des autres pays de la région.

La bataille engagée mardi sera la plus importante que les Kurdes syriens et les FDS auront eu à mener. « Le combat sera très difficile », prévient la camarade Klara : « C'est leur capitale. Les djihadistes ont eu le temps de la protéger et de se préparer. » Entre-temps, la nuit est tombée sur Rakka. Sous une lune presque pleine roule le grondement sourd des bombardements, tandis qu'au loin tremble la lueur mouvante d'un incendie. ■

ALLAN KAVAL

« Daech résiste avec ses tireurs d'élite, mais le principal obstacle, ce sont les pièges explosifs »

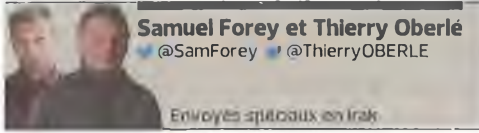
COMMANDANTE KLARA
des Forces démocratiques
syriennes

che de Rakka, deux roquettes stridentes, tirées par les hélicoptères américains, fendent l'atmosphère.

« Les combats de rue ont commencé », indique la commandante. Les hélicoptères sont chargés de neutraliser les positions ennemies que nos camarades vont prendre. » Elle approchera dans les prochaines heures des premières lignes, avec les militaires de la coalition chargés de soutenir au sol les mouvements des FDS au moyen de mortiers, de roquettes et de drones d'observation. Des forces spéciales américaines mais également françaises et britanniques sont présentes autour de Rakka. « Daech résiste à nos avancées avec ses tireurs d'élite pour l'instant, mais le principal obstacle ce sont les pièges explosifs qu'ils laissent derrière eux. On a déjà perdu des camarades aujourd'hui à cause de ça », explique la commandante kurde.

Plus tôt dans la journée, la villa où les FDS se sont établis pour ce secteur de l'arrière avait accueilli les combattants stationnés dans

À Mossoul, l'enfer selon Daech



Samuel Forey et Thierry Oberlé
@SamForey @ThierryOBERLE

Envoyés spéciaux en Irak

L'épave progresse tant bien que mal sur la quatre-voies au revêtement lunaire ceinturant Mossoul-Ouest. À l'intérieur du véhicule au toit aplati, aux portières arrachées et à la carrosserie couverte d'un mélange de terre et de poussière, un couple, deux enfants et des baluchons. À l'extérieur, un paysage à la Mad Max qui semble revisité par un scénario de Quentin Tarantino. Les bombes et les missiles ont disloqué un toboggan routier, écrasé les usines et les entrepôts, transformé la chaussée en cimetière de poids lourds gisant sur le flanc.

La circulation se densifie au son des klaxons et de lointains échanges de tirs dans les quartiers libérés où la vie reprend cahin-caha. Elle devient inexistant à la lisière de la zone des combats. Parfois, une puissante explosion déchire le silence. Si la fumée est blanchâtre, c'est un kamikaze qui vient de se faire exploser devant les soldats irakiens. Elle se transforme alors en champignon puis obscurcit le ciel durant des dizaines de minutes. Il est midi et le soleil commence à cogner. Des marcheurs portent un morceau de carton sur la tête en guise d'ombrelle. Ils viennent récupérer quelques effets personnels dans leur domicile à l'abandon ou chaparder.

Le quartier aisé al-Rifay est en vrac. Le front avance, un peu plus loin, dans les rues plus étroites et plus populaires de Zinjili, dernier rempart de Daech avant la vieille ville ottomane. La division de réaction d'urgence (ERD), l'unité d'élite du ministère irakien de l'Intérieur, est à la manœuvre. Les combattants de l'État islamique (EI) résistent. Ils ne reculent qu'en désespoir de cause en se faufilant d'une maison à l'autre par les passages creusés dans les murs des façades et des cours intérieures. Leur retrait de plusieurs pâtés de pavillons permet aux habitants coincés, depuis des jours, au rez-de-chaussée des maisons ou aux châteaux terrés dans un sous-sol de déguerpir. Une centaine de civils parviennent à s'extraire de là nasse par un « couloir sécurisé » sans trop de casse.

Tenter de fuir, c'est se condamner à mort

Les blessés sont transportés jusqu'à une mosquée d'al-Rifay reconvertie en centre de premiers soins. Un homme aux pieds et au torse ensanglantés et sa fille hurlant de douleur sont évacués dans des ambulances. Le reste de la famille poursuit son chemin à pied pour rejoindre des bus militaires. « Nous avons entendu les mégaphones qui disaient que nous étions libres mais Daech tirait des obus dans notre direction. Mon mari et ma fille ont été touchés par des éclats », dit Zainab, flanquée de son fils qui a emporté avec lui des pigeons en cage. « C'est par où les bus ? » demande un homme encore très barbu accompagné d'une femme vêtue de noir. « On a des proches qui sont toujours bloqués de l'autre côté. Un voisin est mort dans un bombardement. Son fils l'a enterré dans son jardin. Nous étions prisonniers. Ils nous tuaient si on essayait de partir. Les djihadistes ont abattu mon oncle voici quelques jours. Ils vous exécutent comme on fume une cigarette. Facilement. »

Deux cent mille civils, dont près de la moitié seraient des enfants, sont pris au piège à Mossoul-Ouest sous l'emprise des djihadistes de l'État islamique, selon l'ONU. Sans réserves pour survivre, sans médicaments ni hôpital, la population se nourrit de chats, de cartons mouillés et d'herbes.



Infographie LE FIGARO

D'après les Nations unies, il resterait dans les secteurs de Mossoul-Ouest encore sous l'emprise de l'EI environ 200 000 civils dont près de la moitié seraient des enfants. La grande majorité est piégée dans la médina, un entrelacs de ruelles d'ordinaire grouillantes, construite à l'époque ottomane dont la reprise s'annonce particulièrement ardue. Les habitants les plus démunis n'ont pas eu les moyens d'entreposer des réserves pour survivre. Il n'y a pas de médicaments, plus d'hôpital ; le dernier étant occupé par l'EI. Joint par téléphone, un habitant décrit une situation apocalyptique. « On meurt de faim. Les gens se nourrissent de chats, de carton mouillé et d'herbes. Les enfants sont des squelettes. L'eau est saumâtre, elle n'est pas potable. Dans mon quartier de Bab Lakash, à l'entrée de la vieille ville, c'est encore pire qu'ailleurs. C'est comme le jour du Jugement dernier. Les gens errent hagards et terrifiés sans savoir où aller. Ils cherchent de la nourriture. » Selon lui, « des cadavres sont à l'abandon dans les rues près du front ». « Essayer de partir, c'est se condamner à mort. Ils abattent même les femmes et les enfants », dit-il.

« Les apostats arrivent ! »

S'échapper est impossible. Les djihadistes prennent les devants en commandant le reflux de la population avant leur propre retrait. « Nous avons reçu l'ordre de nous enfoncer à l'intérieur de la ville trois jours avant la confrontation directe entre Daech et l'armée irakienne » raconte Tosay un rescapé d'al-Rifay. « Ils hurlaient "les apostats arrivent ! Reculez ! Vous avez trente minutes pour décamper !" On a désobéi. J'ai emmené les miens dans une maison où il y avait déjà 60 personnes. On s'est bientôt retrouvé à 180. Les femmes et les enfants se sont cachées dans des pièces, les hommes dans d'autres. On donnait des somnifères aux petits pour les empêcher de pleurer. Trois heures avant notre libération, un Tchétchène a cassé la porte d'entrée. Il était accompagné d'un gamin irakien de 12 ans qui portait une ceinture d'explosifs. Il hurlait : "Vous êtes des apostats". Nous étions tétrinisés. Par miracle, grâce à Dieu, il est parti sans rien dire. À la fin un voisin est venu en passant par le trou percé dans le mur en demandant de l'aide pour soigner un blessé. Je l'ai suivi et je suis tombé nez à nez sur les soldats. C'était une ruse. Ils voulaient savoir s'il y avait des djihadistes parmi nous. Je l'ai rassuré et nous avons été libérés. »

Parfois, ces libérations arrivent par hasard. Une unité de la 16^e division de l'armée irakienne investit lentement un bloc de maisons du quartier de Zinjili. Les djihadistes les ont converties en immenses labyrinthes. Ils y ont enfermé les familles en scellant les issues pour ralentir la progression des troupes. Des centaines de civils ont été exécutés par les djihadistes en tentant de fuir - plus de 200 en deux semaines, selon les Nations unies. Les cadavres sont accrochés aux réverbères, exhibés en place publique, pour montrer le sort réservé aux fuyards. L'unité de la 16^e prend position devant une ouverture. Ils sont silen-

« Nous étions prisonniers. Ils nous tuaient si on essayait de partir. Les djihadistes ont abattu mon oncle. Ils vous exécutent comme on fume une cigarette. Facilement »

UN HABITANT D'AL-RIFAY, UN FAUBOURG DE MOSSOUL

cieux. Des voix d'enfants résonnent au loin, dans ce labyrinthe étouffant. Le commandant de l'unité, le sergent Rassoul, communique les informations au talkie-walkie : « *Devant nous, à deux maisons peut-être. On entend des civils.* » Les autres unités se positionnent lentement dans le bloc de maisons. Acculent lentement les djihadistes. Le silence est régulièrement rompu par des coups sourds, qui font vibrer l'air : des frappes aériennes.

Libération et fracas des combats

Soudain, les soldats se figent. « *Quelqu'un* », ehuchote le mitrailleur. Le sergent Rassoul se penche pour regarder dans l'ouverture. « *C'est un civil.* » « *Approche ! N'aie pas peur !* », dit-il à un homme, qui porte un maillot jaune et noir. Il s'appelle Ali Majid. La semaine dernière, il avait vendu ses derniers grammes d'or pour acheter six jerrycans d'eau. Depuis hier, son clan — trois familles, une trentaine de personnes — est arrivé à court. Il s'est alors aventuré dans le labyrinthe, pour chercher des vivres. Ali s'approche des soldats, rempli de peur, de soulagement, d'espoir, d'inquiétude. « *Où sont les djihadistes ? Où sont les civils ?* », chuchote le sergent Rassoul. « *Pas plus d'un ou deux djihadistes. J'ai ma famille avec moi. Une trentaine de personnes* », souffle Ali. « *Va les chercher. En silence* », dit Rassoul.

Ali repart dans le labyrinthe. L'unité de Rassoul progresse d'une maison et se retrouve dans une cour intérieure où roucoulent des tourterelles. Puis, d'une petite ouverture, d'un simple trou dans la muraille de parpaings, les civils sortent. Les enfants, les femmes, les hommes, les vieux, sortent en silence, en pleurant, en gémissant, en riant, remerciant Allah. Hammoud, un jeune soldat arabe sunnite, tente de les faire taire. Il rassure ces familles, sunnites elles aussi, effrayées par les militaires chiïtes que la propagande de l'État islamique présente comme des bouchers. Les hommes se jettent au cou des soldats pour les embrasser. Les jeunes bondissent, hilares.



Des civils fuient, samedi dernier, le quartier de Zinjili dans la partie ouest de Mossoul, où les combats entre les Forces syriennes et les islamistes de l'EI continuent de faire rage. ANDREA RICENZI/ARABICPRESS.COM

Les femmes relèvent leur niqab et clignent des yeux au soleil de juin. Un militaire donne un drapeau irakien rapiécé à un enfant. Il le met sur ses épaules et parade avec, comme un jour de fête nationale. L'évacuation ne prend que quelques minutes. L'unité du sergent Rassoul prend position dans la nouvelle maison. Le silence retombe. La lente traque reprend.

Le lendemain, la zone des affrontements se drape d'un voile opaque dès l'aube. Les explosions succèdent aux explosions. La coalition et les forces irakiennes ciblent leurs objectifs par avion et hélicoptère, le canon tonne, les obus sifflent à un rythme d'enfer pendant près de trois heures. Le fracas des combats couvre la ville, mais les forces irakiennes piétinent. Il n'y aura pas d'évacuation de civils ce jour mais peut-être des victimes des frappes. D'après

l'ONU plus de 200 personnes sont mortes dans un raid aérien le 17 mars et entre 50 et 80 dans un bombardement le 31 mai.

Les habitants sont l'ultime trésor de guerre des djihadistes qui mènent à la manière d'une guérilla le combat urbain au milieu de la population prise en otage. Leurs chefs suivent le mouvement de repli. Un ancien patron d'usine, Abdallah, un bourgeois cultivé, raconte : « *Il y a un mois, un leader de Daech, le docteur Nafar, a réquisitionné ma maison à al-Rifay. Ce médecin originaire de Bagdad logeait du temps de la toute-puissance de l'EI à Mossoul-Est. Depuis la chute de la ville orientale, il recule avec sa femme et ses sept filles. Il m'a même proposé de me payer un loyer. J'ai refusé.* » ■

Le Point

10 JUIN 2017

Syrie : des forces anti-EI entrent dans l'ouest de Raqqa

Source AFP 10/06/2017
<http://www.lepoint.fr>

Des forces à majorité kurde soutenues par les États-Unis ont pénétré samedi dans l'ouest de Raqqa, ouvrant un second front dans le principal fief syrien du groupe État islamique (EI), selon leurs combattants et une ONG. Sept mois après avoir lancé une vaste offensive visant à chasser les djihadistes de leur « capitale » de facto en Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont pénétré cette semaine pour la première fois à Raqqa, par un quartier de l'est de la ville. Samedi, elles sont entrées dans l'ouest, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

« Les FDS ont capturé la partie ouest du quartier d'Al-Sabahiya et y renforcent leurs positions », a indiqué à l'AFP le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane. « Elles ont ensuite avancé vers le quartier adjacent d'Al-Roumaniya qu'elles ont en partie pris dans l'après-midi. » Les FDS ont de leur côté indiqué dans un communiqué qu'elles avaient attaqué samedi Al-Roumaniya et que « des combats violents avaient lieu dans ce quartier ». Prise par l'EI en 2014, Raqqa est devenue le symbole des atrocités des djihadistes ainsi qu'une base pour la planification d'attentats commis à l'étranger. Les FDS,

qui reçoivent de la coalition internationale dirigée par Washington un appui aérien et au sol, sont positionnées à l'est, au nord et à l'ouest de Raqqa, les territoires au sud de la ville et de l'Euphrate restant sous contrôle de l'EI.

47 CIVILS TUÉS DEPUIS

LE DÉBUT DE L'ASSAUT

Dans Raqqa, outre une partie d'Al-Sabahiya et d'Al-Roumaniya, les FDS contrôlent le quartier de Mechleb, dans l'est. Mais elles avancent plus difficilement par le nord, où les djihadistes tiennent une ex-base militaire du régime syrien dénommée Division 17. « L'EI a bien plus renforcé l'accès nord de Raqqa, car il pensait que les FDS arriveraient par là », a déclaré Rami Abdel Rahmane. « Les entrées ouest et est de la ville étaient bien moins fortifiées. » En appui à l'offensive, les avions de la coalition internationale antidjihadiste conduite par les États-Unis ont mené des raids sur la ville tout au long de la journée de samedi, tuant au moins 13 civils, selon l'OSDH. Selon Rami Abdel Rahmane, au total 47 civils ont été tués depuis le début de l'assaut sur la ville le 6 juin.

Des rapports ont fait état d'une nette augmentation ces dernières semaines du nombre de victimes civiles en raison des raids, mais la coalition a assuré prendre toutes les mesures pour éviter de frapper les non-combattants. La ville



Des combattants des Forces démocratiques syriennes avancent vers Raqa, le 7 juin 2017
 © AFP, DELIL SOULEIMAN

comptait 300 000 habitants sous le règne de l'EI, dont 80 000 déplacés d'autres parties de la Syrie. Des milliers ont fui ces derniers mois et l'ONU estime qu'il reste 160 000 personnes dans la ville. Samedi, des familles de déplacés arrivaient au camp de Ain Issa, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Raqqa. Des enfants s'aspergeaient d'eau pour tenter de se rafraîchir face aux rayons brûlants du soleil. La bataille de Raqqa constitue l'un des principaux fronts de la guerre aux multiples belligérants en Syrie qui a fait plus de 320 000 morts depuis 2011. ●

Raqqa: Daech résiste en minant la ville

Les combattants arabo-kurdes ont conquis un premier quartier du bastion djihadiste.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

SYRIE Au lendemain de l'entrée des combattants kurdes et arabes dans Mechleb, un quartier dans l'est de Raqqa, les djihadistes, retranchés dans la « capitale » de Daech en Syrie, résistent. Les rues ont été truffées de mines, et les fondamentalistes envoient des drones pour bombarder les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde qui bénéficie du soutien aérien et logistique de la coalition internationale anti-Daech.

La bataille « sera difficile, mais pas très longue », estime Khaled Issa, le représentant des Kurdes syriens à Paris. « Cela dépendra de l'arrivée du matériel » que les Américains ont promis de livrer à leurs alliés. Entamées il y a quelques semaines, les livraisons se poursuivraient actuellement. Mais l'optimisme de cet officiel kurde n'est pas partagé par l'armée française, dont des éléments des forces spéciales épaulent les FDS dans le nord de la Syrie. « Les combats seront sans doute longs et difficiles », a déclaré jeudi un porte-parole de l'état-major des armées à Paris. Daech a piégé cette ville



que les djihadistes contrôlent depuis 2014, y commettant les pires atrocités. Une ville où ont été commandités certains des attentats qui ont ensanglanté l'Europe depuis deux ans.

Selon les Nations unies, environ 160 000 personnes vivent encore à Raqqa, contre 300 000 avant le début de la guerre civile en 2011. Ces dernières semaines, de nombreux civils ont fui le fief djihadiste. « La ville n'est pas

complètement encerclée, explique Khaled Issa. Nos forces à l'est, au nord et à l'ouest laissent sortir les civils qui sont recueillis ensuite par des ONG. » Mais depuis que les FDS ont lancé leur offensive, le nombre de civils tués par les raids de la coalition internationale est en nette hausse. Vingt et un ont été tués lundi alors qu'ils tentaient de fuir Raqqa. De quoi freiner les ardeurs de nombreux autres. Ces deux derniers jours, les bombardements aériens sont quasiment incessants, affirment des habitants sur les réseaux sociaux.

L'armée syrienne s'approche

Selon Khaled Issa, « ce sont en majorité des combattants arabes qui sont entrés dans Raqqa », ville arabe qui abrite une minorité kurde. Pour éviter que la reprise de Raqqa ne soit vue comme une offensive exclusivement kurde, les Américains ont recruté parmi les tribus arabes locales. « Les notables ont encouragé leurs jeunes à s'enrôler dans les FDS, confirme Khaled Issa.

L'armée syrienne, de son côté, est entrée mardi pour la première fois depuis un an dans l'ouest de la province de Raqqa. Elle a pris le contrôle de deux villages et se trouve désormais à 70 km de Raqqa. Les frappes ont visé des positions et des véhicules blindés de Daech, mais cette avancée n'indique pas que Damas et ses alliés veulent participer à la bataille de Raqqa. Un objectif « légitime pour les Kurdes », a reconnu le mois dernier le régime syrien, dont la priorité dans l'Est syrien concerne plutôt Deir ez-Zor, ville aux deux tiers tenue par Daech à 120 km à l'est de Raqqa sur l'Euphrate, et plus loin le contrôle de la frontière avec l'Irak. « Il n'y a pas de coordination entre nous et le régime syrien », prévient Khaled Issa.

Un incident a d'ailleurs éclaté la nuit de mercredi à jeudi lorsque des combattants FDS ont été frappés par l'aviation de Damas dans la province de Raqqa. S'agit-il de représailles après le bombardement, mardi, par la coalition internationale d'un groupe de 60 soldats syriens qui s'approchaient d'al-Tanf, cette base militaire dans le désert au sud de Raqqa où des commandos américains forment des rebelles anti-Assad ? Anticipant l'offensive, les djihadistes ont emmené leurs familles hors de Raqqa. Il ne resterait plus que 2 500 à 3 000 combattants de Daech à l'intérieur de la ville, selon une note de la Direction des renseignements militaires, et 2 000 dans les localités plus à l'est encore tenues par l'EI. Les cadres dirigeants ont eux aussi quitté Raqqa. ■



Les combattants kurdes et arabes ont commencé, mercredi, leur offensive sur Raqqa en bombardant Mechleb, un quartier dans l'est de la métropole syrienne, où sont retranchés les djihadistes. RODI SAID/REUTERS

Le Monde 9 JUIN 2017

Téhéran sous le choc d'une double attaque djihadiste

Pour la première fois, l'EI a revendiqué des attentats en Iran, visant des cibles hautement symboliques

TÉHÉRAN - correspondance

Jusqu'au mercredi 7 mai, Téhéran était restée l'une des rares capitales du Moyen-Orient épargnée par le terrorisme. Ce sentiment de sécurité, fragile, a volé en éclats lorsque deux attaques quasi simultanées, les premières revendiquées par l'organisation Etat islamique (l'EI) en Iran, ont visé le Parlement, au centre-ville, et le mausolée du fondateur de la République islamique, l'ayatollah Khomeyni, dans la banlieue sud. Treize personnes ont été tuées et au moins 46 blessées, selon un bilan de l'agence officielle ISNA. Les cinq assaillants ont été abattus. Cinq personnes liées à cette cellule auraient été arrêtées.

Ces derniers mois, l'EI avait multiplié les menaces contre la République islamique, majoritairement chiite. Le groupe djihadiste sunnite considère les chiites comme des apostats. Il lutte par ailleurs en Irak et en Syrie contre des gouvernements alliés à l'Iran, et soutenus militairement par lui.

Mercredi 7 juin, vers 10 h 30, alors que le Parlement était en session publique, trois assaillants déguisés en femme se sont glissés dans une petite foule de manifestants réunie devant le bâtiment pour demander aux députés de se pencher sur une affaire d'escroquerie. Face au poste de contrôle de l'entrée réservée aux visiteurs, les terroristes ont ouvert le feu sur des gardes, touchant également plusieurs visiteurs, dont deux femmes. L'un d'eux y a fait exploser sa ceinture explosive.

Les deux autres se sont réfugiés dans les étages supérieurs, dans les bureaux des députés, avant d'être neutralisés, vers 15 heures,

par les forces de sécurité. Une vidéo, publiée par l'agence de propagande de l'EI, Aamaq, et attribuée à l'un des assaillants, les montre passant d'un bureau à un autre et s'exprimant en arabe, alors qu'un blessé gémit à terre. Les députés ont poursuivi un temps au moins leur session durant l'attaque, dans l'hémicycle central.

L'assaut contre le mausolée de l'ayatollah Khomeyni a été bref. L'un des assaillants a fait exploser sa ceinture explosive, le deuxième a été abattu lors d'un échange de tirs avec les forces de sécurité, dans lequel un jardinier a été tué.

Dans l'après-midi, le ministère de l'intérieur a eu beau marteler que la situation était de retour à la normale, très peu de Téhéranais osaient encore prendre le métro en ville. Le président du Parlement, Ali Larjani, a évoqué un « incident mineur ». Sur l'une des lignes menant au Parlement, les passagers se cherchaient du regard, échangeant les dernières informations. « Regardez la photo de cet abruti de terroriste. Il a été tué au Parlement », dit une jeune femme en tendant son portable vers sa voisine.

Sur l'avenue Ebné-Sina, à 16 h 30, le faible nombre de forces de l'ordre en uniforme atténue le sentiment de panique. Le seul signe qui témoigne du drame est une moto tachée de sang, garée sur le trottoir devant la façade du Parlement. « J'ai peur, glisse Mohsen Nikbakhsh, 34 ans, un commerçant des environs, alors que les boutiques ouvraient à nouveau. Jusqu'à ce matin, je pensais qu'on était en sécurité en Iran. Les officiels disaient qu'aucun terroriste ne pouvait approcher de nos frontiè-



En haut : un enfant est évacué du Parlement par des policiers, mercredi 7 juin. Ci-contre : un hélicoptère de la police survole le mausolée de l'ayatollah Khomeyni, à Téhéran.

O. VAHABZADEH/AFP, HASAN SHIRVANI/AFP



res. Et voilà qu'ils nous touchent au cœur de Téhéran, à quelques centaines de mètres de mon travail. »

« Nous sommes tous ensemble » Ce sentiment de stupéfaction et de choc est partagé par beaucoup d'Iraniens qui, jusqu'au 7 juin, ne cessaient de répéter, non sans fierté, que l'Iran était « un îlot de sécurité » dans une région tourmentée. Depuis trois ans et la proclamation du « califat » de l'EI dans l'Irak voisin, en juin 2014, les forces de sécurité iraniennes annoncent régulièrement avoir démantelé des cellules terroristes ou déjoué des attentats. Des succès qui ont offert un regain de popularité aux services de renseignement, mais aussi aux gardiens de la révolution, la principale force armée du pays.

Les Téhéranais sont nombreux à voir dans ces attaques la main de l'Arabie saoudite, rivale sunnite de l'Iran, perçue comme l'inspiratrice et le financier des mouvements djihadistes au Moyen-Orient. On répète à l'envi que le ministre des affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, avait déclaré, peu avant les attaques de Téhéran, que l'Iran

« Je pensais qu'on était en sécurité en Iran. Et voilà qu'ils nous touchent au cœur de Téhéran »

MOHSEN NIKBAKSHSH
commerçant

« devrait payer pour ses ingérences dans la région ». Pour Ahmad, croisé près du Parlement, « il n'y a pas de doute » sur le rôle de Riyad. « Les Saoudiens ont commencé à mettre au ban le Qatar [accusé de ne pas se ranger derrière Riyad dans le front anti-iranien]. Tout ça après la visite du président Trump en Arabie saoudite. Ne me dites pas qu'il n'y a pas de lien ! » Mohsen Nikbakhsh, lui, va plus loin et voit venir une confrontation directe dans le golfe Arabo-Persique entre Riyad, encouragé par son allié américain, et Téhéran.

Mercredi soir, le chef adjoint du Conseil suprême de sécurité nationale, Reza Seifollahi, a annoncé

que les assaillants étaient des citoyens iraniens. Originaires de « différentes régions » du pays, ils auraient prêté allégeance à l'EI et formé une cellule « collaborant » avec l'organisation. Jeudi matin, le chef de la commission de sécurité nationale et des affaires étrangères au Parlement, Alaeddin Borou-

jerdi, a annoncé l'arrestation d'une femme terroriste « en vie ». Bien que les autorités n'aient pas prononcé un mot sur la confession sunnite des terroristes ni sur leurs origines ethniques, des sunnites iraniens (Baloutches, Kurdes, Turkmènes, environ 15 % de la population) ont jugé

bon de faire savoir leur attachement à la patrie sur les réseaux sociaux. « Nous, les Arabes du Khouzistan [province du sud-ouest de l'Iran, en partie peuplée de sunnites] défendons le sol de notre patrie, l'Iran, peu importe le gouvernement central. Nous ne renonçons pas à un mètre de nos terres »,

écrit Reza sur Twitter. Sur ce réseau, le mot-clé « Nous sommes tous ensemble » est devenu le plus populaire mercredi. Cette phrase s'affichait à la « une » de plusieurs quotidiens iraniens jeudi. ■

GHAZAL GOLSHIRI

Le Monde 9 JUIN 2017

L'Iran se sent acculé par l'agressivité américaine et saoudienne

La République islamique accuse Riyad, en pleine offensive diplomatique anti-iranienne, d'inciter à la violence contre elle

Quelques heures après la fin des attaques terroristes qui ont visé Téhéran, mercredi 7 juin – les premières en Iran que l'organisation Etat islamique (EI) ait revendiquées –, les gardiens de la révolution, la principale force armée du pays, semblaient désigner des commanditaires que la rue, dans la capitale, blâme massivement : l'Arabie saoudite et son allié américain sont « impliqués » dans les attentats, estimaient-ils dans un communiqué.

« Cette action terroriste après la rencontre du président des Etats-Unis avec le chef d'un des gouvernements réactionnaires de la région [l'Arabie saoudite] qui a toujours soutenu les terroristes est lourde de sens », notent les gardiens. Lors du sommet de Riyad, le 21 mai, Donald Trump avait appelé de ses vœux une politique d'isolement de l'Iran, inscrivant le pays aux côtés de l'EI sur un nouvel « axe du Mal », source du terrorisme dans la région.

La ligne dure des gardiens était reprise dans la nuit par le ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif : « Des despotes soutenant le terrorisme menacent de porter le combat sur notre sol. Des relais attaquent ce que leurs maîtres méprisent le plus : le siège de la démocratie » – le Parlement

iranien –, écrivait-il sur Twitter.

« Ne pas surréagir »

Il se référait à des propos tenus à la télévision saoudienne par le vice-prince héritier et homme fort du royaume, Mohammed Ben Salmane, qui estimait que l'extension de l'influence de l'Iran dans la région ne serait plus tolérée : « Nous n'attendons pas que la bataille soit menée en Arabie saoudite. Au contraire, nous ferons en sorte qu'ils aient à mener bataille en Iran. »

Mercredi, le ministre des affaires étrangères saoudiens, Adel Al-Jubeir, a rejeté ces accusations et rappelé que son pays « condamne les attaques terroristes partout où elles ont lieu ».

Les gardiens ont promis de « venger » les victimes du 7 mai. « Personne n'a intérêt à une telle escalade », note Mohammad Ali Shabani, rédacteur en chef pour l'Iran du site Al-Monitor. Mais les gardiens ont leur propre agenda domestique et international : ils veulent envoyer un message. Je ne crois pas qu'une bombe explosera à Riyad demain, mais ce pourrait être le cas dans six mois ou dans un an. Entre-temps, c'est à l'administration civile iranienne de forger une coopération régionale qui puisse empêcher une telle escalade. »

Dès mercredi, les principales autorités iraniennes ont exprimé

un tel message d'apaisement. Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a minimisé la portée des attaques, qu'il qualifiait de « manipulation maladroite de feux d'artifice ». « Les terroristes sont trop faibles pour affecter la volonté du peuple iranien et des autorités », estimait-il. Ce discours devait rassurer la population quant à la stabilité de l'Etat. Il a été complété dans la soirée par le président Hassan Rohani, qui a appelé à « l'unité et à la coopération régionale et internationale » contre le « terrorisme ».

Un soutien franc a été exprimé à M. Rohani par la représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dès mercredi matin, suivie par la France – Emmanuel Macron s'est entretenu avec M. Rohani par téléphone –, l'Allemagne et le Royaume-Uni. « L'Europe s'efforce d'inciter l'Iran à ne pas surréagir aux provocations américaines », note Ellie Geranmayeh, du Conseil européen des relations internationales.

« Répugnant »

Mercredi, la Maison Blanche a bien exprimé ses condoléances « au peuple iranien », mais elle a paru blâmer la République islamique pour l'attaque qui l'a touchée. « Nous soulignons que les Etats qui soutiennent le terrorisme prennent

le risque de devenir les victimes du mal qu'ils encouragent », précisait-elle. M. Zarif a jugé ce message « répugnant », jeudi matin sur Twitter.

Ces attentats sont commis dans un moment de bouleversement des équilibres régionaux, alors que l'Arabie saoudite accroît sa pression sur le Qatar, afin d'affirmer son leadership sur les pays du Golfe et de forcer son voisin à se ranger dans un front anti-iranien. Riyad, suivi notamment par les Emirats arabes unis et l'Egypte, a rompu ses relations diplomatiques avec Doha, le 5 juin, et fermé les frontières terrestres du pays.

Mercredi, peu avant une rencontre de M. Zarif avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à Ankara, le Parlement turc a autorisé l'envoi de troupes sur une base militaire à Doha, dans le cadre d'un accord de défense signé fin 2014 entre le Qatar et la Turquie. Il s'agit pour l'heure d'un signal de soutien politique au Qatar : le nombre de troupes qui pourraient être déployées n'a pas été précisé et aucune date n'a été avancée. ■

LOUIS IMBERT

AFP

L'Iran opposé à un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien

Téhéran, 10 juin 2017 (AFP)

L'IRAN, qui compte une minorité kurde, a exprimé samedi son opposition à la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien annoncée cette semaine par les autorités de cette région autonome du nord de l'Irak.

« La position première de l'Iran est de soutenir l'intégrité territoriale de l'Irak », a indiqué le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Bahram Ghasemi.

« La région du Kurdistan fait partie de la République irakienne et toute décision unilatérale prise en dehors du cadre national et légal (...) peut seulement conduire à de nouveaux problèmes », a-t-il ajouté.

La présidence du Kurdistan irakien a annoncé cette semaine la tenue le 25 septembre d'un référendum sur son indépendance, malgré l'opposition de Bagdad.

Il était attendu que des pays de la région qui comptent d'importantes minorités kurdes ne voient pas d'un très bon oeil cette annonce.

Peuple d'origine indo-européenne, les Kurdes vivent principalement dans quatre pays : Turquie, Irak, Iran et Syrie. Ils ont longtemps souhaité avoir leur propre Etat mais ce rêve s'était brisé à la fin de la Première guerre mondiale.

La Turquie, opposée à toute forme d'indépendance kurde, a décrit comme une « grave erreur » la volonté du Kurdistan irakien d'organiser ce référendum.

L'Iran s'inquiète également du séparatisme qui habite sa propre minorité kurde. Des heurts épisodiques opposent effectivement ses forces de sécurité à des rebelles kurdes d'Iran dont les bases arrière sont en Irak.

« Aujourd'hui plus que jamais, l'Irak a besoin de paix et d'unité nationale et les différends entre Erbil (capitale du Kurdistan irakien, ndr) et Bagdad doivent être réglés dans le dialogue et conformément à la Constitution irakienne », a ajouté M. Ghasemi. ■

A Rakka, le soutien discret mais décisif des Occidentaux

La coalition internationale a envoyé des forces spéciales, de l'artillerie et des hélicoptères pour reprendre la « capitale » de l'EI en Syrie

REPORTAGE

RAKKA AL-SAMRA (SYRIE)
- envoyé spécial

Vous des dernières positions des Forces démocratiques syriennes (FDS) avant la ville, les quartiers de l'est de Rakka, la « capitale » syrienne de l'organisation Etat islamique (EI), dessinent une longue traînée grise de bâtiments bas, dont émerge, par endroits, le feuillage sombre de quelques arbres. La route qui y mène est tronquée. Un fossé, doublé d'un talus de terre fraîchement retournée, a été creusé afin d'empêcher d'éventuelles voitures piégées de traverser les lignes de front.

La présence des FDS dans Rakka consiste, d'après leurs chefs, en une série de points disséminés dans le tissu de cette partie périphérique de la ville. A la mi-journée, mercredi 7 juin, le calme règne encore. La ville assiégée attend que la guerre s'imisce dans les brèches déjà pratiquées en son sein par les forces arabo-kurdes. La veille, les tirs de mortier et le feu des hélicoptères de la coalition avaient accompagné leur progression dans les premières approches du quartier de Mechlab.

Armes fournies par Washington

Les postes avancés du commandement des FDS se trouvent à Rakka Al-Samra, une localité située à 3 kilomètres à l'est. Les façades de ses rues désertes portent la marque des affrontements récents qui ont précédé le déclenchement de l'offensive sur Rakka. Des combattants au repos et des véhicules militaires y stationnent.

Une riche maison de la ville a été investie par les FDS. Les enfants de la famille qui l'habitait ont laissé derrière eux leurs fusils de bois dans le jardin. Les combattants qui l'occupent ont posé contre les murs leurs armes chargées. Dans un coin de la terrasse, quelques combattantes kurdes fument leur ration de cigarettes Arden, dont on trouve des cartouches sur tous les fronts du nord de la Syrie.

Plus loin, un groupe de combattants se distingue par ses uniformes et ses manières plus détachées. Provenant de brigades



rebelles originaires de Homs et de Hama, ralliées aux FDS, ils ont rejoint Rakka avec des combattants kurdes de l'enclave d'Afrin, située loin dans le nord-ouest du pays, dans la région d'Alep.

Malgré leur aspect composite, les FDS sont structurées par une chaîne de commandement unique, contrôlée par les forces kurdes syriennes. Dans leur combat contre l'EI au-delà des régions majoritairement kurdes, elles ont rallié des groupes issus de la rébellion et recruté de manière croissante au sein des populations arabes des régions qu'elles ont prises.

En s'adressant à ces combattants placés sous ses ordres, le « camarade » Loqman Khalil, l'un des commandants chargés de cette partie du front, passe du kurde à un arabe parfois hésitant. Le commandant Khalil a passé plusieurs années dans les maquis montagneux des régions kurdes de Turquie. Il arbore sur la manche droite de son uniforme un écusson brodé à l'effigie d'Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation armée en guerre contre l'Etat turc, dont l'encadrement des forces kurdes en Syrie est issu. Le visage de son chef, détenu dans une île-prison au large d'Istanbul,

est accompagné d'un des slogans du mouvement kurde : « Sans le président, pas de vie. »

« Nous nous attendons à une forte résistance de Daech [acronyme arabe de l'EI] dans Rakka, explique le commandant Khalil. Au cours des batailles qu'on a gagnées contre eux dans les villes comme Manbij, on a fait l'expérience de leurs techniques de défense. Les pièges explosifs peuvent nous ralentir, mais il y a aussi les tunnels, les tireurs d'élite. » Dans les affrontements urbains qui se profilent, les FDS devraient pouvoir compter sur une aide décisive de la coalition internationale. Bien qu'invisibles sur cette partie du front, des armes lourdes et légères ainsi que des munitions ont été fournies par Washington. Un sujet que les dirigeants des FDS éludent volontiers. Le support opérationnel des forces de la coalition a cependant changé de nature. « Les militaires de la coalition nous assistent au sol avec des tirs d'artillerie et de roquettes, mais ce qui change vraiment avec Rakka, c'est l'intervention des hélicoptères de combat », dit le commandant Khalil.

« Préserver notre matériel »

Il considère l'usage de ces appareils comme plus adapté à la manière dont les FDS entendent progresser dans la ville : des mouvements limités de petits groupes de combattants chargés de prendre le contrôle de points précis à l'intérieur des quartiers avant d'en sécuriser les environs. En retournant vers l'arrière, le véhicule du commandant Khalil croise un blindé de fabrication canadienne équipé d'une tourelle mitrailleuse. Le blindé, déjà étreint de quelques impacts de balles et conçu pour résister aux pièges explosifs disposés le long des routes, appartient à

« Dans l'histoire des Kurdes, on n'a jamais vu une telle coordination avec une puissance étrangère »

REBER

officier de liaison kurde

un lot livré aux FDS à la fin de 2016 en prévision de l'offensive sur Rakka. « Nous ne comptons utiliser ces équipements qu'en cas de force majeure. Nous avons peu de moyens et nous voulons préserver notre matériel », dit-il.

Le commandant Khalil rejoint une ferme cossue de l'arrière-pays de Rakka. Plusieurs transports de troupes récents et autres blindés légers américains couleur sable sont stationnés dans les champs d'oliviers alentours, certains recouverts de filets de camouflage. Regards absents et gestes mécaniques, une dizaine d'hommes d'apparence occidentale s'affairent autour des véhicules.

Arrivés au milieu de la nuit précédente, ils semblent mettre peu à peu en branle les préparatifs de leur prochaine mission. Dans le bâtiment, d'autres militaires américains partagent le silence et l'ennui de quelques jeunes combattants kurdes et arabes, devant une piscine intérieure à moitié vide.

Le camarade Reber, un officier de liaison kurde, qui a veillé toute la nuit avec ces Américains chargés d'appuyer l'effort des FDS par des tirs de mortier et de roquettes, s'enthousiasme : « Dans toute l'histoire des Kurdes, on n'a jamais vu un tel soutien, une telle coordination avec une puissance étrangère ! » Une de ses camarades découvre pour la première fois la présence militaire américaine en territoire syrien. Elle vient de la région d'Afrin, où des relations existent entre les forces kurdes et les unités de l'armée russe : « Dans cette guerre nous n'avons pas d'amis, juste des intérêts. » ■

ALLAN KAVAL

17 civils tués par une frappe de la coalition

Au moins 17 civils ont été tués par des frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis visant Rakka, bastion en Syrie de l'organisation Etat islamique, et sa banlieue dans la nuit de jeudi 8 à vendredi 9 juin, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Le bilan pourrait encore s'alourdir, car des dizaines de personnes ont été blessées, a précisé à l'Agence France-Presse le chef de l'OSDH, Rami Abdel Rahman.

Les damnés de Mossoul

L'armée irakienne lutte pour reprendre les derniers quartiers tenus par l'EI, que des centaines de civils tentent de fuir

MOSSOUL (IRAK) - envoyés spéciaux

A la fin de leur longue journée en territoire ennemi, les sept hommes du commando des forces spéciales irakiennes sont épuisés à force de tension. Depuis un toit, un tir direct de roquette sur un Humvee de la tête de colonne les a forcés à sortir des blindés pour progresser à pied dans Al-Sahah, un des derniers quartiers contrôlés par les combattants du groupe Etat islamique (EI), à l'orée de la vieille ville de Mossoul. La poche où ils sont encerclés et les kilomètres de front se réduisant de jour en jour, la résistance des djihadistes est acharnée.

Les soldats traversent à pas lents les maisons obscurcies. Des passages ouverts à travers les murs par l'ennemi sont piégés. A chaque instant, le combattant qui vient de viser le convoi peut surprendre les assaillants, foncer, tirer en rafales, et déclencher sa ceinture d'explosifs, au contact. Tous les soldats irakiens ont perdu un compagnon de cette manière. Le démineur, en tête du groupe, lance une grenade dans la pièce suivante. S'il s'expose à cet instant en cherchant les fils tendus et les câbles électriques d'un piège, il prend aussi le risque de se faire tuer par balle.

AFFAIBLIS ET EN GUENILLES

Sa grenade déclenche l'explosion d'une mine artisanale, et, la poussière à peine retombée, les hommes s'engouffrent dans la fumée grise. La porte donne sur une arrière-cour et soudainement, le commando est paralysé par la scène qu'il découvre. Dans la confusion des combats, des tirs des snipers invisibles, des explosions de bombes et roquettes, ce ne sont pas des combattants de Daech

que] mais des civils qui apparaissent.

Ils sont paniqués. Ils hurlent, s'arrêtent, repartent. D'autres arrivent. Ils jaillissent des portes, des ruelles, de partout à la fois. C'est un flot, une marée montante de damnés sortis d'un cauchemar. Ils sont amaigris, le visage cireux. Il y a des vieux et des paralysés. Des enfants trébuchent et pleurent. Des hommes en portent d'autres, trop affaiblis. Des femmes poussent des chaises roulantes, tirent des petites filles. Beaucoup sont en guenilles. Certains sont blessés, déjà estropiés. Ils ont les yeux exorbités. Ils affichent les stigmates d'une longue souffrance physique et morale.

Les balles sifflent toujours. Les Mossouliotes courent, puis parfois s'arrêtent et embrassent leurs sauveurs, prenant leurs têtes entre leurs mains, dans un geste frénétique. Certains regards pourtant indiquent qu'ils les craignent presque tout autant que ceux qu'ils ont fuis. L'armée irakienne, sur cette terre sunnite, incarne pour eux le douloureux souvenir des années noires de guerre civile.

**LES CIVILS JAILLISSENT
DES PORTES,
DES RUELLES,
DE PARTOUT À LA FOIS.
ILS SONT AMAIGRIS,
LE VISAGE CIREUX.
CERTAINS SONT
BLESSÉS, ESTROPIÉS**

Le combat contre l'EI dure depuis trois ans, et la bataille de Mossoul depuis huit mois. L'issue du combat n'a jamais suscité le moindre doute, tant la disproportion des forces est à l'avantage de l'assaillant, cette armée irakienne de 100 000 hommes, appuyée par une puissante coalition internationale commandée par les Etats-Unis. Face à ces soldats aguerris et déterminés, l'ennemi n'en est pas moins, lui aussi, aguerri et déterminé. Et surtout, il lutte jusqu'à la mort. Il arrive parfois dans les batailles que les combattants du dernier carré ne se rendent pas. Cette fois, c'est depuis le premier jour que les bataillons djihadistes ont décidé de mourir à Mossoul, la capitale de leur « califat » autoproclamé. Cela change tout. Pour l'assaillant comme pour les civils.

A l'horizon, de plus en plus proche et, si lointain encore, la mosquée Al-Nouri, là où le « calife » Abou Bakr Al-Baghdadi a fait l'unique apparition publique de son règne, est l'objectif final symbolique. En attendant d'y parvenir, la bataille dure, implacable. Chacun en paye le prix. Les combattants djihadistes, qui meurent jusqu'au dernier. Les soldats irakiens, qui perdent des frères d'armes chaque jour. Et les habitants de Mossoul. Des milliers sont déjà morts. 200 000 autres seraient encore sur le territoire de l'EI, dans cette vieille ville où les raids aériens sont presque impossibles, où les blindés ne passent presque pas, où la lutte finale se fera à pied, dans la furie et le chaos.

DÉJÀ 750 000 RÉFUGIÉS

Lorsque viendra le jour de compter précisément les morts, le bilan risque fort de donner un goût amer à la victoire. Mossoul sera libérée. La

forte majorité des habitants, pris entre deux feux, aura survécu, sera parvenue à fuir (déjà 750 000 réfugiés), telle cette colonne des damnés d'Al-Sahah. Mais, pour ces survivants, combien de tombes seront découvertes? Combien de corps calcinés, dispersés dans les ruines? Combien de disparus, soufflés par les explosions?

Les djihadistes retiennent des « boucliers humains » et tirent parfois sur les fuyards – au moins 204 civils auraient encore, selon l'ONU, été assassinés par des snipers de l'EI, début juin, en tentant de quitter le quartier d'Al-Shira. Et plus les semaines passent, plus les forces irakiennes utilisent les hélicoptères de combat, l'artillerie et les mortiers, quand ce n'est pas, comme l'ennemi, des roquettes non guidées et dévastatrices, des drones auxquels on suspend une grenade artisanale, dérisoire et pourtant meurtrière.

Il faut vaincre l'Etat islamique: l'assaillant en est convaincu, et les habitants le disent aussi, après trois années de totalitarisme djihadiste, d'exécutions et de souffrances. A Al-Sahah, face à la colonne qui progresse encore sous les tirs, un homme se fraye un passage dans la rue, escalade la carcasse d'une voiture, y tire une vieille femme puis un enfant. Soudain seul, le bambin, éclairé par les flammes d'un camion encore en feu, la bouche ouverte, semble étouffé par la scène dantesque qui l'entoure. ■

RÉMY OURDAN
ET LAURENT VAN DER STOCKT



Le 2 juin, à Mossoul. Des centaines de civils fuient les derniers quartiers aux mains de Daech.

LAURENT VAN DER STOCKT POUR LE MONDE

EXCLUSIVE

Masoud Barzani: Why It's Time for Kurdish Independence

The president of Iraq's Kurdistan Region tells FP why, despite obstacles at home and abroad, he's determined to hold a referendum on independence later this year.

BY CAMPBELL MACDIARMID
JUNE 15, 2017
<http://foreignpolicy.com>

Earlier this month, Foreign Policy sat down with the leader of Iraqi Kurdistan, President Masoud Barzani. A transcript of the conversation follows. (FP's article about Barzani can be found [here](#).)

FP: The date for a referendum [on Kurdish independence] has been set, and I've read reports that you have spoken with [Iraqi] Prime Minister [Haider] Al-Abadi since then. What was his reaction to your announcement?

MB: It's true but we have also discussed this issue previously. I called his excellency Prime Minister Abadi on this specific issue and I explained to him that this referendum is a normal, legal right of our people, and that afterwards we want negotiate the results of the referendum in a peaceful way through dialogue. He had an understanding of that. We told him that we want to solve this issue with Baghdad through peace and not through violence. He was receptive and understanding. He was positive.

FP: You mentioned that any move towards independence would be done in a framework of negotiations with Baghdad. In those negotiations, would you settle for anything less than full sovereignty?

MB: The referendum is for independence. That question will be asked to the people and the people will decide.

FP: This referendum is taking place without a framework in place to trigger any response, either within the Kurdish political system or beyond. Can you tell me what the effect of this referendum will be?

MB: The referendum issue is about the destiny of a whole people. That's why this issue is bigger than any other political framework, or any political parties, or any political problems within the party system. I'm sure that the majority of the people in Kurdistan are with the referendum. The supporters of the political parties, the majority of them are also pro-referendum. We had a very positive meeting with all the political parties, and they were all supporting it.

FP: You speak of the aspirations of the Kurdish people for independence. But is there a risk that by holding this referendum without a formal process to bring independence into effect, you are [needlessly] raising those expectations?



MB: When we have a referendum, it is to have that mandate from the people, to show to the domestic and to the external players what the Kurdish people want. Once the people decide and vote, then as I said, the first place we are going to start serious, peaceful negotiations and dialogue with is with Baghdad, to achieve and fulfill the wishes of the people.

The referendum is for independence, and I want the others to understand this: Once we do the referendum and start dialogue, it doesn't mean that we give up on the wishes of the people. So the referendum is for independence and its result must be implemented.

FP: In 2005, there was a referendum in which an overwhelming majority, something like 98 percent, voted in favor of independence for Kurdistan. I'd like you to explain why this time this vote will be different.

MB: The referendum in 2005 was arranged and campaigned for by civil society organizations. This one is formal and held by the government and political parties. This one is binding and the other was not.

FP: Have you had assistance by international law experts on how you can structure this one to have greater effect this time?

MB: For years we have been working with some international experts, international law experts,

political experts, to help us structure this one. Definitely they have supported us and they have helped us a lot.

FP: If you've been talking with them for years, why is the referendum being held now?

MB: A long time ago I reached this conclusion that it was necessary to hold a referendum and let our people decide, and for a long time I have held the belief that Baghdad is not accepting real, meaningful partnership with us. We don't want to accept being their subordinate. This is in order to prevent a bigger problem, to prevent a bloody war, and the deterioration of the security of the whole region.

That's why we want to have this referendum — to ask our people what they want. This will help us prevent any possible future instability or bloody fighting that will follow if the situation continues. You know what the security situation in this area is like. When the people decide in this referendum, we expect all the other parties to respect the wishes and peaceful democratic decisions of the people of Kurdistan.

To answer your question why now, previously also at many stages we wanted to hold it. But because of the overall situation, the context in the area, because of other developments, we have been postponing it. But if we postpone this longer it's not going to be beneficial to our people, it will have a negative impact on the destiny of our people. So that's why the timing right now is the best for holding this referendum.

FP: Critics might say that the Kurdistan Regional Government is currently operating on the breadline economically. It's able to pay some salaries, but that's about all – there's low investor confidence, there's domestic criticism of the referendum being held before the reformation of parliament, and your presidential term expired two years ago. So why is a referendum a higher priority than all of these things?

MB: If we wait for the ideal situation to have a solution to every single problem, that's not going to happen. We want to have this referendum to have independence, and that will help us to solve many of the problems automatically.

If you look at case studies of other countries [which have pursued independence], they all faced their own internal issues. They didn't wait for solutions to all these internal issues and differences they had. We're not going to wait for solutions to every single problem before we decide. This is bigger than those problems and bigger than those issues. We'll do it and then we'll solve those other issues later.

FP: If I could come back to what this referendum will give the Kurds, in terms of a tool. Publicly at least, a number of powers have already started delegitimizing this referendum before it takes place. The Americans have said they are opposed to it, Turkey has come out quite vocally – at least in public – calling it “irresponsible” and “a grave mistake.” So what leverage does this referendum give you that you don't already have?

MB: We have worked a lot to keep the unity of Iraq. I can categorize our relationship with Baghdad into two major phases. The first one started with the creation of Iraq after the first World War and lasted until 2003. The second phase in the relationship between Baghdad and Erbil began then and lasted until now.

In the first stage, from 1920 until 2003, what was the share of the Kurds in the governance of Iraq? The Anfal campaign, chemical bombardment, the destruction of our villages, the mass graves, genocide – that was the lot of the Kurds from this time in its relations with Baghdad.

Post-2003, what was the share of the Kurds? They cut the budget of Kurdistan and they have not abided by the Iraqi constitution. So our question for international players like the United States and others is: What else should we do?

We have worked very hard to have a constitution in Iraq that can be a guarantor for the rights of duties of all of us. We voted for that constitution. But it was stipulated in the prelude of the constitution that the unity of Iraq is bound by the implementation of the constitution. So my question to them is: Has the Iraqi constitution been implemented? Of course not.

So that's why from the point of view and reactions of the international players, none of them said they are against the referendum. They are saying that maybe this is not a good time, or it may create problems, and I have my differences with them on these two points. It's not going to add to the problems. If this referendum doesn't



'I Want to Die in the Shadow of the Flag of an Independent Kurdistan'

Photo credit: Campbell MacDiarmid

happen, it will lead to more destabilization in the relationship, it will lead to more instability in the region. We want to have this referendum in order to prevent instability.

If these international players are against this referendum, that means that they are against their own values and principles – the peaceful, democratic right of people to express their own decisions about their destiny. If they stand against the referendum, it means that they are against democracy.

FP: Be that as it may, they have their own views and your economy is such that you are dependent on your neighbors. Do you have a plan for winning over your neighbors, like Turkey? We saw recently what happened in Qatar when its neighbors isolated it – 10 days later, Iran is flying in food. Do you have a plan for how you will win over your allies or how you will continue if you are isolated?

MB: Unfortunately now, interests have the upper hand over values, morals, and humanity in these relationships.

For example, the issue of Qatar that you mentioned, they were accusing them of sponsoring terror, now you see how they get support. This issue is different. One of the reasons given for isolating Qatar is that they are sponsoring terror. But for us, we broke the myth of terror. We gave blood to break the myth of terror and defeat terror.

Here is an important opportunity to make this statement to you and the world: We would prefer to die of starvation than to live under the oppression and occupation of others. If this decision is made by referendum and the reaction is to isolate us, let our people die. That will be a “glory” for the world that they have killed our people by starvation just because those people wanted to express their destiny through democratic means.

FP: Do you think people would accept isolation again? Society here has changed so much since the 1990s: You've connected the Kurds to the world, you've built international airports, you've raised their standard of living, you've built them shopping malls. Do you think they would be willing to suffer under the conditions that

you suffered under during the 1990s?

We have taken everything into consideration. This is about the will of the people, the people's vote, the people's voice. The people understand very well what they are going to decide. Maybe the people will decide that they are not voting for the independence of Kurdistan, then it will not be our historical responsibility. But when people decide yes, it means that people are ready to go for it and accept every risk.

You mentioned the airport. Even now, the Iraqi Civil Aviation Authority – because they don't believe in federalism or sharing the airspace – when a plane comes from Europe, or any other country, they can prevent them from landing. What kind of a state, what kind of authority is that to have that kind of power?

FP: If I've understood correctly, this referendum will be held and you'll treat this as a mandate to take to Baghdad to commence negotiations for secession. How realistic do you think it is that a parliament in Baghdad would sign off on a deal to approve a fundamental change to its relationship with the Kurdistan Region?

MB: We will start negotiations with them, but it's their own problem whether to reach an agreement or not. But we will continue our cooperation on counter-terrorism. We will continue cooperating with Baghdad by all means in this regard. We will increase the coordination between the Peshmerga forces and the Iraqi army. We will do whatever is necessary to support Prime Minister Abadi to make him successful in his premiership.

FP: What will your approach be if you cannot convince him to reach an agreement with you on independence?

MB: It's too early to say that. We have not yet done the referendum, we have not yet started negotiations. It's not my personal, individual decision. We have our people, there are other political parties and leaders we have to consult. It's not my decision alone.

FP: But are you worried that Baghdad could try and turn the screws again, like it did in 2014 when the issue of independent export of oil arose? ☺

What haven't they already done? They have done everything. They have cut the budget, meaning they have taken the bread from our people. We receive nothing from Baghdad. Maybe they only thing they can do is close the airspace. If they do those kind of things, there will also be a reaction. We will not stand with our hands tied. We really want to pursue peaceful means, negotiation, and understanding. We want to avoid bloodshed and violence. Then we'll see, if they take other actions, definitely we will have our own reactions.

FP: What sort of reactions?

MB: I think that's enough on that.

FP: This referendum, do you think it will set a precedent for self-determination for other minorities in Iraq?

MB: The other minorities in Iraq, we are with them, whatever road they choose in pursuing their destinies. If they want to be in the Kurdistan Region, if they want to have relations with Baghdad, if they want to choose some other way, so be it.

FP: You have the ability now in the territories you control to implement Article 140 of the constitution [allowing people in the disputed territories to vote on joining the Kurdistan Region or federal Iraq]. Will people in the disputed territories be asked – in addition to whether Kurdistan should be independent – whether they want to be part of Kurdistan?

MB: Definitely, there will be the same questions in these areas.

FP: So when the referendum takes place, people in disputed territories will be able to say whether or not they want to be part of Kurdistan?

MB: No. That will not be the question. They have the option not to vote. If they need another referendum, then maybe after that.

For example, some Arabs, Turkmen and Christians, if they don't want to be part of it, their destiny should be decided by themselves in another referendum.

FP: But why not ask them whether they want to be [part of Kurdistan]?

MB: This is a technical issue. We have a referendum committee and the election commission, it's up to them. There will be one question in the referendum.

FP: Can I ask you about the Popular Mobilization Units? There's talk currently of a [putative] Shi'a corridor through Iraq and Syria. We've seen PMUs taking big parts of Ninewa, areas around Sinjar. How do you view this and the intentions of the PMUs? How are these developments affecting the Kurds?

MB: We don't look at them as one package. There are two types of Popular Mobilization Units. Part of them are those who really made heavy sacrifices fighting ISIS. They gave blood, and we have a lot of appreciation for those sacri-

fications of those PMU who fought ISIS. There are also elements who are using the PMU as a cover for committing a lot of wrongdoings.

It's the duty of the Iraqi army and the Iraqi police to stabilize and secure the border areas. If PMU insist on staying in that area and exercising governance, definitely it's going to create a lot of problems.

FP: What is your view of the PMU around Sinjar?

MB: The presence of the PMUs south of Sinjar was a big violation of an agreement we made with the Americans and the Iraqis. We had agreed that a unit of the Peshmerga forces, with a unit of the Iraqi army, would be deployed in that area where the PMU is now. For a long time that area has been cleared, but it needed the presence of a force. But the Iraqi army's pretext was that they were much too busy with Mosul operations, that's why the PMU didn't abide by that agreement and they created a presence in that area.

I repeat myself: If the PMU is going to stay in that area and exercise governance, they are going to create a lot of problems.

As far as the fight against ISIS is concerned, whoever fights ISIS is our ally. But, in the future, it must be for the people of an area to decide their own destiny, and for the elected provincial councils, district and subdistrict councils to practice governance in these areas. They should have their own local police in these areas to protect their own. There must be no room for either PMU or any other forces to remain in that area.

FP: Should the Yezidi people in the Sinjar area have the ability to decide their relationship with these actors?

MB: The Yezidis must be free to decide how they want to act with these players. Because we gave our blood of our Peshmerga to give them this freedom to decide on their own destiny. Not only the Yezidis, but all people in these areas must be free to choose what they want and who they support.

FP: This is coming back to the question of the disputed territories. You said this won't be a separate part of any referendum [in those areas]. What mechanism can they use to pursue their self-determination then?

MB: If they don't want to be part of the Kurdistan Region, that means they want to be with Baghdad, that's the mechanism. In these areas, if they say no in the referendum, that means they want to stay with Baghdad and we don't have any problem with that.

FP: So you wouldn't be opposed if some of these groups organized their own referendum and said, 'We don't want to be part of Kurdistan'?

MB: Definitely. If the people of these areas want to organize and the majority say, 'We don't want to be with Kurdistan,' we have full respect for the decision of that people in that area.

FP: You have elections scheduled for later in the

year after the referendum. What will your position be? Will you be standing down?

MB: I will not stand for election.

FP: How important is Kurdish independence to your legacy?

MB: I was born for the independence of Kurdistan. When I was born, my father and our family had left the Barzan area to go to the Mahabad region of Iran to support the first republic of Kurdistan. I was born there. I took arms when I was 16 years old. Imagine what this means for my legacy, all of my life has been for the independence of Kurdistan.

For the first time in Kurdish history, the first republic was the republic of Kurdistan in Mahabad. When they raised the Kurdish flag, I was born in the shadow of that flag. I want to die in the shadow of the that flag of an independent Kurdistan.

FP: So your legacy is inextricably linked to achieving Kurdish independence?

MB: Whatever I have done, it has been for the independence of Kurdistan.

FP: As you said, you were born in a Kurdish republic, you spent your life fighting for Kurdish independence, how likely do you think it is now that you will die in a Kurdish republic?

MB: I will be pleased when I die, to die in an independent Kurdistan.

FP: Do you think this will happen?

MB: We are trying our best for this independent Kurdistan. All of these steps are for an independent Kurdistan.

But this is important: We are against violent means. We want to do it through peaceful negotiations and dialogue. Mutual understanding and mutual benefit. We will continue and we will further increase the cooperation and coordination with Prime Minister Abadi between the Peshmerga forces and the Iraqi army against terrorism. We will cooperate more on counter-terrorism.

My plea to the free world is to not stand against their own values and principles by standing against the self-determination and peaceful democratic rights of our nation.

For those who are saying that if this happens it will increase instability in the region, I say, on the contrary, what we want to do is prevent further instability and bloodshed in the region. ●

This transcript has been lightly edited for clarity. Translation provided by the president's senior advisor, Hemin Hawrami.

La Turquie prend le parti du Qatar, mis au ban par Riyad et ses alliés

Le soutien inconditionnel envers l'émirat pourrait accroître l'isolement d'Ankara

ISTANBUL - correspondante

Allié inconditionnel du Qatar, le président turc Recep Tayyip Erdogan a pris fait et cause pour l'émirat gazier, mis au ban par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et leurs alliés arabes, qui l'accusent de complaisance envers des groupes islamistes radicaux et envers l'Iran.

Mercredi 7 juin, le Parlement turc a approuvé le déploiement de troupes sur une base au Qatar. Signé en 2014, l'accord pour l'établissement d'une base militaire turque et pour l'entraînement et la formation des soldats qatariens a été mis sur les rails plus tôt que prévu. Mais le nombre de soldats turcs présents sur place est pour l'instant très limité – environ 600 hommes. Ce vote avait avant tout valeur de symbole.

« Nous ne trouvons pas bonnes les sanctions prises contre le Qatar », avait déclaré le chef de l'État turc, mardi 6 juin à Ankara, à l'occasion d'une réception des ambassadeurs étrangers, assurant vouloir « poursuivre et développer » les

relations avec ce pays, un « ami qui nous a soutenus dans les moments difficiles, notamment pendant le putsch du 15 juillet ». Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani, l'émir du Qatar, fut l'un des premiers dirigeants, avec Vladimir Poutine, à apporter son soutien au numéro un turc au moment du putsch raté.

Théorie du complot

Les compagnies turques sont très présentes au Qatar, avec des contrats de construction d'une valeur de plus de 13 milliards de dollars (11,6 milliards d'euros). La perspective de devoir se porter au secours de l'émirat sous embargo réjouit fortement les exportateurs turcs.

Le fait que le blocus arabe du Qatar ait été annoncé peu après la visite du président américain Donald Trump en Arabie saoudite a conforté une partie de l'opinion et des responsables politiques turcs dans la théorie du complot et l'antiaméricanisme en vogue dans le pays. Les images de la visite à Riyad, le 21 mai, du président américain, notamment celle où il pose la main sur un globe terrestre de concert avec le roi Salman d'Arabie

saoudite et avec le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, ont suscité nombre de commentaires. « Ils ont prêté serment sur un globe lumineux semblable à la balle magique du Seigneur des anneaux », s'est offusqué le chroniqueur Kemal Öztürk du quotidien progouvernemental *Yeni Safak*.

Ankara partage l'approche idéologique du Qatar vis-à-vis des Frères musulmans

« Certains manigancent quelque chose, mais nous n'avons pas encore réussi à identifier qui est derrière ce jeu », a ajouté M. Erdogan mardi, au moment du repas de rupture de jeûne offert aux ambassadeurs en ce mois de ramadan. Comme le pouvoir islamocconservateur turc partage la même approche idéologique que le Qatar envers certains groupuscules islamistes, tels les Frères musulmans ou le Hamas, il craint d'être soumis un jour au même traitement. « On ne sait pas ce que les États-Unis ont promis, mais il y aura une guerre régionale, c'est certain. Les Occidentaux rêvent d'une guerre confessionnelle depuis longtemps », assurait le chroniqueur Ibrahim Karagül, le 8 juin, dans les colonnes de *Yeni Safak*.

Certains des Frères musulmans qui ont dû fuir l'Égypte après le

renversement du président islamiste Mohamed Morsi par l'armée, en 2013, ont pu trouver refuge à Doha, à Istanbul et Ankara. L'empathie du président Erdogan envers les Frères est telle qu'il a récemment imposé à son Parti de la justice et du développement (AKP, islamocconservateur) le symbole de la « Rabia », soit une main au pouce replié vers la paume et aux quatre doigts dressés, qui fut le signe de ralliement des Frères égyptiens après le putsch contre Mohamed Morsi.

Prenant le contre-pied du point de vue officiel, des analystes ont mis en garde sur les risques pris par la Turquie à mener une diplomatie trop partisane. Les relations apaisées avec l'Arabie saoudite, en effet, pourraient en souffrir. L'ancien ministre des affaires étrangères du premier gouvernement islamocconservateur, Yasar Yakis, a déclaré à *Hürriyet*, le 6 juin, que le soutien inconditionnel au Qatar pourrait accroître l'isolement du pays dans la région. Un point de vue que partage Uluç Özülker, un ancien diplomate, convaincu que la Turquie « aura à souffrir si elle prend parti » dans ce qui n'est d'autre qu'un conflit « confessionnel » entre l'Arabie saoudite et l'Iran. ■

MARIE JÉGO

REUTERS

Kurdish YPG says 'major operation' on Syria's Raqqa to start in days

June 3, 2017 By Tom Perry | BEIRUT REUTERS

A U.S.-backed operation by Syrian forces to capture Islamic State's Syrian "capital" of Raqqa will start in the next "few days", the spokesman for the Syrian Kurdish YPG militia said on Saturday.

The Syrian Democratic Forces (SDF), an alliance of Kurdish and Arab militias backed by the U.S.-led coalition, has been encircling Raqqa since November in a multi-phased campaign to drive Islamic State from the city where it has planned attacks on the West.

The assault on Raqqa will pile more pressure on Islamic State's self-declared "caliphate" with the group facing defeat in the Iraqi city of Mosul and being forced into retreat across much of Syria, where Deir al-Zor is its last major foothold.

"The forces reached the outskirts of the city, and the major operation will start ... in the coming few days," YPG spokesman Nouri Mahmoud told Reuters by phone.

He was confirming a report citing the spokeswoman for the Raqqa campaign, Jihan Sheikh Ahmed, as indicating a new phase to storm Raqqa would start in the "coming few days". The remarks made in an interview with a local media outlet were circulated by an SDF-run Whatsapp group.

A spokesman for the U.S.-led coalition against Islamic State said it would not comment on the timeline for the next phase of operations to retake the Syrian city, located on the River Euphrates some 90 km (56 miles) from the Turkish border.

The spokesman, Colonel Ryan Dillon, said the SDF were "advancing closer and closer every day", having moved to within 3 km (less than two miles) of Raqqa to the north and east.

To the west, the SDF were less than 10 km (six miles) away, he said in an email interview.

The United States said on Tuesday it had started distributing arms to the YPG to help take Raqqa, part of a plan that has angered NATO-ally Turkey, which is worried by growing Kurdish influence in northern Syria.

Turkey views the YPG as the Syrian extension of the outlawed Kurdistan Workers Party, or PKK, which has fought an insurgency in southeast Turkey since 1984 and is considered a terrorist group by the United States, Turkey and Europe.

The U.S.-led coalition has said some 3,000 to 4,000 Islamic State fighters are thought to be holed up in Raqqa city, where they have erected defenses against the anticipated assault.

The U.S.-led coalition has provided air support and special forces to help the SDF operations near Raqqa.

"The battle will not be easy," Mahmoud said. "Of course (IS) has tunnels, mines, car bombs, suicide bombers, and at the same time it is using civilians as human shields."

Once Raqqa falls, Deir al-Zor province in eastern Syria will be Islamic State's last major foothold in Syria and Iraq.

"Daesh will resist because Raqqa is its capital and if Raqqa goes that means the entire caliphate is gone," Mahmoud said. ■

Pour les Kurdes d'Irak, la route vers l'indépendance s'annonce ardue

Bagdad (AFP) 13/06/2017
<http://www.lepoint.fr>

De nombreux Kurdes d'Irak ont salué comme historique l'annonce d'un référendum sur leur indépendance mais le chemin de l'autodétermination sera long même si le "oui" devrait largement l'emporter en septembre.

La présidence du Kurdistan irakien a "franchi le Rubicon" en fixant la semaine dernière la tenue le 25 septembre de ce référendum malgré l'opposition de Bagdad, estime Hoshiyar Zebari, un ancien ministre des Affaires étrangères.

Cette annonce survient dans un contexte délicat pour la région autonome du nord de l'Irak avec la poursuite de la guerre contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), l'accueil de plus d'un million de déplacés et le marasme économique lié notamment à la chute des prix du brut.

Peuple d'origine indo-européenne réparti principalement dans quatre pays (Turquie, Irak, Iran et Syrie), les Kurdes ont longtemps souhaité avoir leur propre Etat mais ce rêve s'est éteint à la fin de la Première Guerre mondiale.

Le référendum du 25 septembre ne sera pas contraignant mais il déclenche le processus d'indépendance.

Toutefois, pour que le projet d'Etat soit viable, les Kurdes devront surmonter une série de défis économiques et sécuritaires mais aussi mettre un terme à leurs divisions internes et obtenir la reconnaissance à l'étranger.

OBSTACLES

Ce projet suscite déjà l'opposition de Bagdad et des pays voisins comme la Turquie et l'Iran, qui craignent qu'il ne fasse tache d'huile chez leur propre minorité kurde.

"Les deux plus gros obstacles à un Kurdistan indépendant sont la question des frontières avec l'Irak et la reconnaissance internationale", souligne l'expert Nathaniel Ribkin.

"Si un accord n'est pas trouvé avec Bagdad sur les frontières, de nombreux pays hésiteront à reconnaître une déclaration unilatérale d'indépendance", explique M. Ribkin, rédacteur en chef du bulletin spécialisé Inside Iraqi Politics.



A Bagdad, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a expliqué mardi qu'il comprenait le désir des Kurdes mais a souligné la nécessité de respecter la Constitution.

"Chaque partie de l'Irak a ses aspirations et nous respectons cela, même si ne nous sommes pas d'accord", a-t-il dit lors d'une conférence de presse. "Nous vivons dans la même patrie et ils (les Kurdes) sont nos partenaires".

Mais ce "référendum n'est pas opportun", a-t-il ajouté.

Le puissant voisin turc a quant à lui qualifié le projet de "grave erreur" et son opposition est susceptible de mettre en péril la viabilité d'un éventuel Etat kurde.

Le Kurdistan irakien tire en effet ses principales recettes de l'exportation du pétrole et celle-ci se fait via un oléoduc arrivant au port turc de Ceyhan.

L'Iran a lui estimé que le référendum "pouvait seulement conduire à de nouveaux problèmes", alors que des heurts épisodiques opposent ses forces de sécurité à des rebelles kurdes dont les bases arrière sont en Irak.

Pour sa part, Washington, à la fois allié de Bagdad et des Kurdes, a exprimé son opposition au timing du référendum tout en ayant à plusieurs reprises affirmé son soutien au principe d'autodétermination.

"Sans des garanties de sécurité solides de la part des Etats-Unis, un Kurdistan indépendant ne pourrait survivre", prévient Amberin Zaman,

du Wilson Center.

DIVISIONS

Mais les quelque cinq millions de Kurdes irakiens divergent aussi sur l'opportunité du référendum alors que la région est dans une impasse politique.

Massoud Barzani, élu président du Kurdistan en 2005, a vu son mandat arriver à échéance en août 2015 mais est resté au pouvoir malgré les critiques de l'opposition. Le Parlement de la région a été suspendu en 2015.

L'administration de M. Barzani peine à payer les fonctionnaires et est confrontée à une forte opposition, notamment de deux partis pour lesquels un référendum ne peut avoir lieu avant des élections parlementaires et présidentielle.

"Le référendum pourrait constituer une bouée de sauvetage pour les partis au pouvoir", souligne Yerevan Saeed, expert à l'Arab Gulf Institute. Mais "sans l'unité des Kurdes, il ne peut y avoir de chemin viable vers l'indépendance", avertit-il.

Face à de tels défis externes et internes, des observateurs estiment que les perspectives d'indépendance pourraient favoriser le rapprochement entre les différents acteurs kurdes.

"Ils devront enterrer la hache de guerre" pour "faire en sorte que ce rêve d'un grand nombre de Kurdes devienne réalité", souligne Amberin Zaman. ●

AFP

Erdogan fustige le projet de référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien

Ankara, 13 juin 2017 (AFP)

LE RÉFÉRENDUM sur l'indépendance du Kurdistan irakien est une "erreur" et une "menace" pour l'intégrité territoriale de l'Irak, a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"Faire un pas vers l'indépendance du nord de l'Irak est une erreur et une menace pour l'intégrité territoriale de l'Irak", a déclaré M. Erdogan, lors d'un discours retransmis à la télévision.

La présidence du Kurdistan irakien a annoncé la semaine dernière la tenue le 25 septembre d'un référendum sur son indépendance, malgré l'opposition de Bagdad.

Mais la Turquie, elle-même en proie sur son territoire à un conflit avec des séparatistes kurdes qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984, est fermement opposée à toute constitution d'un Etat kurde à sa frontière, malgré de bonnes relations entretenues avec le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani.

Elle a déclenché en août dernier une opération militaire dans le nord de la Syrie pour en chasser les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), mais également pour empêcher aux Kurdes syriens de faire la jonction entre les cantons qu'ils contrôlent dans cette région en proie à une guerre civile.

"Nous avons toujours défendu l'intégrité de l'Irak et nous continuerons à la défendre", a poursuivi M. Erdogan, ajoutant qu'un tel référendum "n'est dans l'intérêt de personne". ●

Au Kurdistan irakien, un référendum à haut risque

Analyse

HÉLÈNE SALLON
Service International

Il a fallu attendre plusieurs jours pour qu'affluent les réactions à l'annonce, mercredi 7 juin, par le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, de la tenue d'un référendum d'autodétermination, le 25 septembre. Leitmotiv de celui qui préside le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) depuis sa création en 2005, le principe d'une indépendance du Kurdistan remporte une large adhésion populaire. Mais, face aux nombreuses résistances qu'elle suscite ailleurs, la tenue à si brève échéance d'un scrutin potentiellement explosif, en Irak comme à l'échelle régionale, pourrait se heurter à de nombreux obstacles.

Les autorités du GRK ont multiplié les contacts avec le gouvernement fédéral, à Bagdad, et les chancelleries étrangères sur le dossier, sans qu'un accord ait été acté. L'annonce a été précipitée par l'entente scellée entre les deux partis rivaux kurdes – le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. Les autres partis politiques, à l'instar de Goran (« changement »), exigent qu'une législation encadre ce scrutin, ce qui suppose au préalable la convocation du Parlement, suspendu depuis deux ans.

**« UNE
CONFRONTATION
EST INÉVITABLE
SI LES TERRITOIRES
[DISPUTÉS
AVEC BAGDAD]
SONT INCLUS DANS
LE RÉFÉRENDUM »**

LOULOUWA AL-RACHID
chercheuse
au CERI-Sciences Po

Les réactions ont été sans surprise. A Bagdad, le gouvernement fédéral s'est dit opposé à toute déclaration unilatérale d'indépendance hors du cadre prévu par la Constitution. La Turquie, parrain régional du PDK, inquiète d'un effet boule de neige parmi sa population kurde, a dénoncé une « terrible erreur » et réitéré son soutien à « l'intégrité territoriale de l'Irak ». Une position qu'elle partage avec l'Iran, qui compte aussi une minorité kurde. En revanche, selon le think tank américain Stratfor, d'autres pays comme les Emirats arabes unis, opposés à l'Iran et à son allié irakien, pourraient soutenir, voire financer, le scrutin.

Parmi les chancelleries occidentales, seuls l'Allemagne et les Etats-Unis ont réagi, mais en demi-teinte. Principal soutien étranger du GRK, Washington a salué « les aspirations légitimes » du peuple du Kurdistan irakien, tout en disant favoriser « un Irak uni, fédéral, stable et démocratique ». Les Etats-Unis ont appelé Erbil à ne pas détourner l'attention de « priorités plus urgentes », comme la victoire contre l'organisation Etat islamique (EI). En France, où le président Barzani comptait en la personne de François Hollande un « ami de longue date », aucune réaction officielle n'a encore été publiée.

En l'absence de consentement de Bagdad et de ses voisins, et sans le soutien des partenaires occidentaux, l'indépendance du Kurdistan irakien risque de rester un vœu pieux. « On a du mal à imaginer comment il est possible d'organiser un référendum dans le contexte actuel du nord de l'Irak, qui est une zone de guerre, et alors que le Kurdistan accueille des dizaines de milliers de réfugiés », relève Loulouwa Al-Rachid, chercheuse au CERI-Sciences Po.

L'entité kurde irakienne, « en situation d'asphyxie économique », enclavée entre l'Irak, la Turquie et l'Iran, ne peut survivre sans « parapluie sécuritaire occidental », poursuit M^{me} Al-Rachid. Miné par la corruption, le gouvernement vit sous perfusion de l'aide internationale et fait face à la montée de la grogne sociale. « On n'a par ailleurs jamais connu un tel niveau de dissensions internes intrakurdes », ajoute la chercheuse, qui n'écarter pas le risque d'une guerre civile pour le contrôle de cette entité, à l'image de celle qui ravage le Soudan du Sud depuis son indépendance, en 2011.

« NÉGOCIER UN STATUT INTERMÉDIAIRE »
Pour M. Barzani, dont le mandat est arrivé à

échéance depuis 2015, un référendum sur l'autodétermination pourrait lui permettre de s'imposer à ses rivaux. « L'idée chatouille le président Barzani de s'ériger en guide de la nation kurde, en bâtisseur de l'Etat du Kurdistan. Il prend les devants et fait le pari que le Kurdistan a une chance historique, qui ne se représentera plus », estime Hosham Dawood, chercheur à l'EHESS. M. Barzani veut tirer parti de l'image acquise auprès des Occidentaux comme partenaire de premier rang dans la lutte contre l'EI. Il a aussi trouvé dans le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, un interlocuteur mieux disposé à Bagdad, avec qui il a scellé une coordination militaire pendant la bataille de Mossoul. Malgré l'hostilité du gouvernement fédéral à une déclaration d'indépendance unilatérale, des discussions ont été ouvertes sur les relations futures entre Bagdad et Erbil à révéler, le 10 juin, le chef de cabinet de M. Barzani, Fouad Hussein, à la télévision kurde Rudaw.

« Le référendum est un moyen de faire pression sur Bagdad pour négocier un statut intermédiaire, comme une confédération, et le pétrole », ajoute M. Dawood. Cela reviendrait à institutionnaliser une situation qui existe de fait. Toutefois, les discussions pourraient dérailler sur la question des territoires disputés avec Bagdad. La présidence du GRK veut inclure dans le référendum le statut de ces territoires à cheval sur les provinces irakiennes de Sinjar, Ninive et Kirkouk, que les combattants kurdes peshmergas ont repris à l'EI. Les autorités d'Erbil mettent en avant la composante majoritairement kurde – entre 50 % et 60 % – de ces régions riches en pétrole et en ressources agricoles pour les réclamer. Les minorités ethniques et religieuses qui y vivent sont divisées sur la question.

Cette perspective attire les foudres des faucons de l'échiquier politique chiite et de leurs milices, qui multiplient les discours antikurdes et les menaces contre M. Barzani. « Une confrontation est inévitable si ces territoires sont inclus dans le référendum », prévient M^{me} Al-Rachid, alors que plusieurs entités armées sont massées dans le nord de l'Irak à la faveur de la guerre contre l'Etat islamique. ●

sallon@lemonde.fr

ANALYSIS : Threat of war hangs over Kurdish independence vote

Iraqi Kurdistan's referendum will include disputed areas such as Sinjar and Kirkuk, and betray divisions between Kurdish groups

Alex MacDonald Monday 19 June 2017

<http://www.middleeasteye.net>

In a region already mired in a complex web of crises and conflicts, the prospect of independence for Iraqi Kurdistan looks set to add another layer of complication, following the recent announcement that a referendum will be held in September.

Though the announcement has provoked scorn from the expected sources, the primary fear among observers of the region is that contested Kurdish areas of Iraq could explode into violence, including intra-Kurdish fighting.

Interviewed in Foreign Policy last week, Massoud Barzani - president of the Kurdistan Regional Government (KRG) and leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) - outlined his rationale behind calling the referendum.

"A long time ago I reached this conclusion that it was necessary to hold a referendum and let our people decide, and for a long time I have held the belief that Baghdad is not accepting real, meaningful partnership with us," he said.

"We don't want to accept being their subordinate. This is in order to prevent a bigger problem, to prevent a bloody war, and the deterioration of the security of the whole region.

"That's why we want to have this referendum - to ask our people what they want."

He added that the new referendum, unlike one held in 2005 following the formal recognition of the KRG by the Iraqi government, would be binding.

"The referendum in 2005 was arranged and campaigned for by civil society organizations," he explained. "This one is formal and held by the government and political parties.

"This one is binding and the other was not."

But the inclusion of a number of highly disputed territories in the referendum - particularly Sinjar and Kirkuk - has raised fears of further conflict even after the expected imminent defeat of the Islamic State group in Mosul.

"They [KRG] would fight for Kirkuk certainly, and probably Sinjar as well," David M Witty, analyst and former US Army Special Forces Colonel, told Middle East Eye.

"But let's hope not. Then again, if KRG leaves and takes Kirkuk, we have all these Popular Mobilisation Unit (PMU) guys who say they are not disbanding," he added, referring to controversial Shia paramilitaries stationed across areas of Iraq liberated from IS.

If it came to military conflict in either Sinjar, Kirkuk or the other contested areas of Makhmour and Khanaqin, the outcome is far from certain.

In military terms, the Iraqi army has been severely depleted by the fight against IS. Should it come to violence between the KRG and the Iraqi government, the army will face difficulties.

"I think the Peshmerga would probably prevail," said Witty. "The Iraqi forces are just worn out - on paper they should win, but in reality, probably not."

'ILLEGAL' REFERENDUM

The referendum was contentious from the beginning - the second largest party in the KRG parliament, the Gorran movement, described it as "illegal" and, during talks held to determine the process of holding it, Gorran and the smaller Kurdistan Islamic Group refused to take part.

"Gorran considers the independence referendum illegal because we believe this issue is a sensitive and important issue and affects everyone in the region and the new generation," said Shorsh Haji, the spokesperson for Gorran, speaking to Middle East Eye.

"Therefore it must be conducted as part of a law, decision or directive by the Kurdistan Parliament and not by some political parties and the KRG president whose position and the legality of his term is under question."

The Kurdistan parliament has not met since 2015 when the speaker Yusuf Mohammed Sadiq (a Gorran member) was prevented from entering Erbil by



An Iraqi man prints a flag of Kurdistan, in Erbil, on 8 June 2017 (AFP)

Barzani's forces - a move that came in response to accusations by the KDP that Gorran had fomented riots against its party offices.

On Tuesday, the KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) - the third largest KRG party from which Gorran split in 2009 - attempted to reach a settlement which would see the parliament reactivated. But Gorran rejected the deal, as it would see Sadiq ejected from his position as speaker after only one session.

Haji said that his party was concerned that Barzani was using the referendum as a means for him to maintain his hold on power in the country, despite his mandate having expired in 2015.

He suggested that Barzani would use the referendum as a "negotiation card to gain personal and party benefits from Baghdad" and that he would use it to "portray himself as a national hero.

"His party supporters may be asked to demonstrate on the streets and call for him to run for presidency again despite the fact that according to presidential law he is not allowed to run for third or fourth run."

The date of the referendum is also set to take place shortly before scheduled parliamentary elections in November, a move analysts have suggested was intentional.

"I think holding the referendum a few months before the parliamentary elections is a way of changing the subject and building support among the nationalist base of the KDP," said Nate Rabkin, managing editor of Inside Iraqi Politics.

The likely focus on the referendum would deflect from "these questions about governance and reform which Gorran would like to see at the forefront of the election campaign."

Since 2014, Kurdish politics has been heavily focused on the threat of IS, whose advance has seen a region once hailed as the "new Dubai" plunged into economic insecurity and the emergence of new social tensions.

But the image of a relatively secular, mixed-gender fighting force clashing with IS and holding it back from Iraq's borders has also built up the image of Iraqi Kurdistan in much of the world.

Kurdish civil war

In the mid- to late 1990s, clashes between various Kurdish groups claimed thousands of lives. The fighting - which saw external powers back different groups - mainly pitted Barzani's KDP party against Jalal Talabani's PUK party.

"There's this sense among people in Iraqi Kurdistan and especially among people close to Barzani that the time is right to capitalise on the goodwill the Iraqi Kurds have built up by their participation in the fight against IS," explained Rabkin, speaking to MEE.

"This is a moment when there's a lot of international sympathy for Kurds ➤

► and where for the first time maybe ever it seems like Kurdistan is a more valuable friend for outside powers than Baghdad."

CONTESTED AREAS

The major difficulty, however, apart from the logistics of detaching oil-rich Kurdistan from Baghdad's already somewhat limited control - a move Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi has dismissed as "illegal" - is determining the borders of the future state.

A tweet from Hemim Hawrami, assistant to Barzani, confirmed that a number of highly controversial regions would be included in the vote:

Gaining control of any of these areas is likely to be fraught with difficulty.

Kirkuk, which has been heavily dominated by KRG Peshmerga forces since they drove out the Islamic State group in 2014, is regarded as the cultural capital of a future Kurdistan by Kurdish nationalists - but its ethnic make-up is a mixture of Turkmen, Kurds and Arabs, all of whom contest its status.

Attempts to raise the flag of Kurdistan on government buildings have sparked angry demonstrations, while Peshmerga forces loyal to the PUK, the third biggest party in the KRG parliament, have entered oil-processing plants with the symbolic aim of wresting power away from the Baghdad government.

SINJAR FLASHPOINT

Sinjar is potentially even more volatile - an affiliate of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is ideologically opposed to the KRG, currently dominates much of the province. The Sinjar Resistance Units (YBS) have repeatedly clashed with Peshmerga forces loyal to the KRG and have warned against attempts by the KRG to assert its control.

To make matters even more complicated, Turkey has repeatedly threatened a ground incursion against the pro-PKK forces in Sinjar, while the Baghdad and Iran-backed Popular Mobilisation Units (PMUs) have promised to come to the aid of the YBS against the KRG and have sent forces into south Sinjar.

Another Kurdish majority region, Khanaqin, is currently part of Diyala governorate and not under the aegis of the KRG, while Makhmour has a large presence of pro-PKK forces.

With all this considered, there is unlikely to be any kind of smooth transfer of power should the referendum be in favour of independence - which it is expected to be.

Rabkin said he suspected the phrasing of the referendum question was intended to maximize the potential demands for the new state.

"Because of the way it's phrased the question is 'do you want', and I think that actually leaves a certain amount of wiggle room for Kurdish authorities to negotiate another agreement short of taking all the disputed territories," he explained.

But any concessions are also likely to risk undermining both the integrity of the historically accepted notion of Kurdistan and Barzani's stature, at a time when his authority has already been under serious scrutiny.

As such, conflict between Baghdad and Erbil - not to mention the numerous other factions with their own competing interests - starts to look increasingly likely.

"I think it definitely raises the risk of violence in the disputed territories but I don't think it necessarily means that things have to go in a violent way," said Rabkin.

"I think that both the KRG and Baghdad and many of the Shia PMU leaders would much prefer to avoid any violent clashes there."

"But given the past rhetoric on both sides and the passions this enflames and of course just how many different armed groups you have acting there, especially on the pro-government side, I think there's a real potential for a miscalculation or a misunderstanding, leading to ugly violence in one or more of these areas." ●

AFP Syrie: combats inédits entre troupes du régime et alliance soutenue par Washington

Beyrouth, 18 juin 2017 (AFP)

DES COMBATS ont éclaté dimanche pour la première fois en Syrie entre les troupes du régime et l'alliance arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis dans la province de Raqa (nord) où les deux forces rivales se sont rapprochées géographiquement, rapporte une ONG.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), des affrontements se déroulaient tard en soirée dans deux villages à une quarantaine de km au sud de la ville de Raqa, peu après que la coalition internationale dirigée par

Washington a abattu un avion du régime syrien dans la zone.

"C'est la première fois qu'il y a de vrais combats entre les deux bords en Syrie", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire, qui dispose d'un large réseau de sources à travers le pays en guerre.

D'après l'OSDH, les combats se déroulaient dans les villages de Chouwayhane et Jaaydine, d'où le régime a chassé ces dernières heures le groupe ultraradical Etat islamique.

Peu avant l'éclatement des combats, l'armée syrienne avait accusé la coalition internationale d'avoir abattu un de ses avions dans la région de Resafa, proche de ces deux villages.

L'incident, confirmé par la coalition, et les affrontements qui ont suivi, sont une escalade au moment où les troupes syriennes sont à la lisière de zones de contrôle de forces soutenues par les Américains dans le nord et le sud de la Syrie en guerre. ●

Challenge 19 juin 2017

Les FDS menacent Damas après des bombardements près de Rakka

BEYROUTH (Reuters) - Le 19.06.2017
www.challenges.fr

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), des rebelles arabo-kurdes soutenus par les Etats-Unis, ont accusé lundi le gouvernement syrien d'avoir bombardé leurs positions au sud-ouest de Rakka ces derniers jours et menacé Damas de représailles.

"Les forces du régime (...) ont conduit des attaques de grande ampleur, utilisant des avions, de l'artillerie et des chars", a déclaré Talal Selo, porte-parole des FDS, accusant le gouvernement de Damas et ses alliés de vouloir bloquer l'offensive sur Rakka.

"Si le régime continue d'attaquer nos positions dans la province de Rakka, nous serons dans

l'obligation de nous défendre et de riposter", a-t-il poursuivi.

Dimanche, un avion de l'armée de l'air gouvernemental a été abattu par la chasse américaine au sud-est de Rakka, où les Etats-Unis appuient l'offensive menées par les Forces démocratiques syriennes contre l'Etat islamique (EI).

Selon les Etats-Unis, l'avion syrien abattu dimanche avait largué des bombes à proximité de positions tenues par les FDS, Damas soutenant pour sa part qu'il effectuait une mission contre l'EI.

Le porte-parole de la Maison blanche, Sean Spicer, a prévenu lundi que Washington continuerait à exercer son "droit à la légitime défense" en Syrie, tout en disant vouloir "maintenir ouverts

les canaux de communication avec la Russie".

Interrogé sur la décision de Moscou de fermer ces canaux de communication après l'incident de dimanche, le général Joseph Dunford, chef d'état-major des Armées des Etats-Unis, a déclaré pour sa part que Washington travaillait "au niveau diplomatique et militaire" à leur rétablissement.

L'armée américaine a annoncé lundi le "repositionnement" de ses avions dans le ciel syrien pour assurer la sécurité de ses équipages, la Russie ayant menacé d'abattre tout appareil qui s'aventurerait à l'ouest de l'Euphrate.

"En conséquence des récentes confrontations impliquant des forces pro-régime syrien et russes, nous avons pris des mesures de précaution en repositionnant nos avions au-dessus de la Syrie pour continuer à cibler l'EI tout en assurant la sécurité de nos équipages", a déclaré un porte-parole de l'US Air Force, le lieutenant-colonel Damien Pickart.

(Ellen Francis, avec Phil Stewart à Washington; Arthur Connan, Nicolas Delame et Tangi Salaün pour le service français) ●

The case for Kurdish independence

The U.S. should endorse an upcoming nationhood referendum

By Rachel Avraham - June 20, 2017
<http://www.washingtontimes.com>

ANALYSIS/OPINION:

On Sept. 25, Kurdistan will hold a referendum for independence. For a number of reasons, the United States should welcome this development and support the referendum.

For starters, an independent Kurdistan is a good opportunity to advance women's rights, minority rights and democracy in the Middle East region. In Iraqi Kurdistan, there is no difference between the genders and the various religious and ethnic groups. Everyone is equal under the law.

Iraqi Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani has given all of the religious minorities the right to have a representative in the Cabinet. Eleven chairs in the Kurdish Parliament are reserved for minorities. In addition, Iraqi Kurdistan has a Religious Affairs Ministry, but each faith has its own department. This enables all of the religious minority groups in Iraqi Kurdistan to advance their own interests. Secondly, under Mr. Barzani, 25 percent of the Parliament must be female, and Kurdish law makes it easier for women to get elected to public office. Also, the female Peshmergas who have been fighting against ISIS have captured the hearts of the international community with their brave stance in favor of gender equality. An independent Kurdistan will be a beacon for democracy in the Middle East very much like the state of Israel.

Another reason why the United States should support an independent Kurdistan is that it will help to roll back the Shia Crescent. It is critical to note that the United States does not need to place boots on the grounds in order to confront Iranian aggression in the Middle East. Since a good portion of the population in the Islamic Republic of Iran consists of minorities like the Azeris, Balochis, Kurds and Ahwazi Arabs, these



Illustration on the virtues of Kurdish independence by Alexander Hunter/The Washington Times

groups can merely conduct an uprising and enable the Iranian regime to collapse from within as the Syrian and Iraqi Kurds unite in order to form their own independent state, which is ready to be an American base in the Middle East and to be of utmost assistance in America's struggle against international terrorism. Such a strategy can shrink Iran in half and significantly reduce Iranian hegemonic influence in the Middle East without putting the life of a single American soldier in jeopardy.

While it is true that Turkey might remain opposed to Kurdish independence, it can be argued that an independent Kurdish state headed by Mr. Barzani that is created with the vow not to seek Turkish territory poses less of a threat to Turkey than ISIS on its border does.

In addition, Mr. Barzani has developed a positive business relationship with Turkey. In fact, as a sign that relations between the two were improving, Turkey even recognized Kurdistan as a region and waved the Kurdish flag during Mr. Barzani's visit. Through trade and oil deals, Mr. Barzani made previous enemies into business partners. ●



June 12, 2017

Iraqi Kurdistan-Russia oil deal could have major implications for region

Kurdistan Regional Government quietly signed a major deal June 2 with Russian oil giant Rosneft, allowing Russia its first entry to the Kurdish oil market, which was dominated by the United States and Turkey.



Author Mahmut Bozarslan
 June 12, 2017
www.al-monitor.com

Iraq's central government for years has opposed the sale of Iraqi oil by the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq. The KRG's biggest oil sale was with Turkey in 2014, and at one time the dispute reached a crisis level with parties accusing each other of "misreading the [Iraqi] Constitution." However, as the oil argument was growing, the Islamic State (IS) invaded Mosul in northern Iraq. When IS began to threaten the nearby Kurdish region, oil squabbles were put on the back burner. Still, the KRG quietly continued its oil trade.

The KRG had serious problems coping simultaneously with the war with IS and its economic crisis. Now, with the IS threat diminishing, the oil trade is back on the agenda as the KRG energetically pursues more oil deals. The first major recent agreement was just made with geographically distant but politically near Russia.

The KRG's presence at the St. Petersburg International Economic Forum, held June 1-3, was seen as routine. But news of an oil accord focused attention on the Kurds. KRG Prime Minister Nechirvan Barzani signed a 20-year-long oil deal with Russia's Rosneft. According to the June 2 agreement, Russia will buy Kurdish oil and refine it in Germany. As a first step, Russia will invest \$3 billion in KRG territory.



Image by Ed Woodhouse / Al-Monitor

The deal continues and reinforces one signed in February on the purchase and sale of crude for 2017-19, according to Kurdish news website Rudaw. The deal gives Rosneft access to regional transport with a throughput capacity of 700,000 barrels per day (bpd), which will be expanded to as much as 1 million bpd by the end of this year, Rosneft said in a statement. ➤

Now Russia — along with the United States and Turkey — is also a key player in the Kurdish oil market. But does this new client signify more than just money for the region?

According to Jabbar Kadir, who had served as an adviser to former KRG Prime Minister Barham Salih, the Russians see the Kurds as key players in the future of the region.

"Russia believes Iraq will be divided, if not into three states, [then] at least into three federal regions. That is why [Russia] has slowed down working with the central government. If Baghdad opposes the deal, the KRG and Russians will tell them, 'You are making deals with Americans. They explore oil in the Kurdish region. We will do the same,'" Kadir told Al-Monitor.

"You cannot ignore the political ramifications of all this. Until now, Turkey used to manage the oil affairs of Kurdistan and impose its own conditions. It won't be able to do this with Rosneft. That is why this is a landmark deal for the future of Kurdistan. But there has to be transparency. People should be told what the deal is, how much the Russians will earn and how much the Kurds [will get]," he added.

And how will the United States and Turkey react to their shares of the pie getting smaller? Kadir believes the United States won't be all that happy with the deal. The Kurds must have consulted Ankara and Washington in advance so as not to upset the Americans too much, as they know the United States has strategic ties with Iraq.

Aydin Selcen, a former diplomat and Turkey's first consul general to Erbil, thinks Rosneft's purchase of KRG crude oil is a significant move. He told Al-Monitor that the key aspect of the deal will be Rosneft's use of the KRG pipeline and eventually increasing its capacity. Selcen doesn't think the deal will lead to major tensions among Ankara, Baghdad and Erbil, though some repercussions are likely.

"We don't know if Ankara had advance notice of the deal, but given Nechirvan Barzani's frequent visits to Turkey and his friendly relations with [Recep Tayyip] Erdogan, this was likely. Now a heavy player like Rosneft is going to buy Kurdish oil and refine it in its Germany facilities. There have to be political consequences. It is likely that some in Ankara are already thinking about how it will all affect Turkey," Selcen added.

The KRG doesn't care who its customers are; it doesn't want to be limited to a single buyer. The more diversified the customers, the better for the Kurdish economy. There is no doubt that the Russian oil deal strengthens the hands of the Kurdish administration. If the controversial Kurdish independence referendum scheduled for September ends with a "yes" vote, the oil deal could play a major role toward independence. The pact with Russia could actually encourage the Kurds to put aside their controversial goal of reaching the Mediterranean to market their natural resources, as the deal means their oil and natural gas will reach the sea regardless. ♦

Mahmut Bozarslan is based in Diyarbakir, the central city of Turkey's mainly Kurdish southeast. A journalist since 1996, he has worked for the mass-circulation daily Sabah, the NTV news channel, Al Jazeera Turk and Agence France-Presse (AFP).

RUDAW June 23, 2017

Iran and South Kurdistan's Referendum on Independence

By DAVID ROMANO 23/6/2017
rudaw.net



Since the announcement of the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq's intention to hold a referendum on independence on September 25th, Iran has come out as the most forceful opponent of the project. Although Turkey long held the questionable honor of being opposed to all things Kurdish, much has changed in Ankara and relations with the KRG remain strong. Many thus suspect that Turkish criticisms of the plan to hold a referendum in Iraqi Kurdistan hold more bark than bite these days. Turkey's leaders, at least behind closed doors, appear ready to accommodate the emergence of a South Kurdistan state.

Iran remains a different story. The obvious explanation for Iran's stance centers on the demonstration effect that Kurdish independence in Iraq may have for Iran's own oppressed Kurdish minority. As Arash Karami recently explained in Al Monitor, Iranian media outlets have openly discussed Teheran's fear of the demonstration effect:

A June 20 article in the conservative Mashregh News said the referendum is not just an Iraqi issue. "Some domestic issues for a neighbor, given its links to other areas, cannot be interpreted as solely a domestic issue," the article read. It said that while Iran has friendly relations with

the KRG, such a referendum "at this time will cause political and security instability ... because of the international nature of Kurdish issues." The process of independence for Iraqi Kurdistan, the article said, could impact the situation of Kurds in Turkey, Iran and Syria. This, it argued, could cause additional instability in the region.

In other words, Kurds in Iraq should not aspire to self-determination and freedom because this might cause Kurds elsewhere to dare to aspire to the same. Media outlets in Iran appear oblivious to the possibility that if Kurds there were not the poorest in the country, if they did not account for some fifty per cent of political prisoners in Iran (for a population that makes up only some 9% of the country), if they were not executed by the regime more than any other religious or ethnic minority, and if they were not denied rights that ethnic groups elsewhere enjoy, then there would be little risk of a demonstration effect. The Kurdish and Persian languages come from the same family, after all, giving the resultant ethnic identities a

good deal of affinity. It is poor governance and political repression in Iran that make Kurds there a restless group.

There exist other reasons for Iran's opposition to the referendum and independence of South Kurdistan, of course. Iran backs the Shiite-led government in Baghdad, and what weakens the client displeases the patron.

One of Tehran's most powerful reasons for opposing Iraqi Kurdish aspirations has to do with the Iraqi Kurds' sympathies for and ties with the West, the United States and Israel, however. Iraqi Kurdistan lies right on Iran's western border. It should therefore come as no surprise that the Ayatollahs react with alarm to the prospect of a pro-Western state arising right beside them. A South Kurdistan state could host American or other Western military bases and activities that could, in certain scenarios, harm Iranian interests.

Iranian Supreme Leader Ali Khamenei therefore stated this week, while meeting with Iraqi Prime Minister Haidar al Abadi, that "The Islamic Republic of Iran as a neighbor [to Iraq] is opposed to some murmurs to holding referendum to separate part Iraq and considers those who call for this issue as opposed to the independence and identity of Iraq." Ali Awni, a member of the Kurdistan Democratic Party of Iraq leadership, responded that "Since he

[Khamenei] considers himself entitled to express his opinion about the situation in Kurdistan, then they should also give the same right to other nations, that we, too in Kurdistan are [entitled] to talk about the fate of the eastern Kurdistan, meaning Iran." Awni added that "This referendum is taking place outside Iran, and therefore it is necessary for the officials of Iran and the Supreme Leader of the Islamic Republic to not interfere in the [internal] affairs of other countries, mind their business, and take care of their own country."

No one ever "minds their own business" if they have the power and motive to interfere in other's affairs, of course. Although Iran's power should not be overestimated (five of the seven much ballyhooed ground-to-ground missiles it launched into Syria last week completely missed their targets, for instance), the people of South Kurdistan should gird themselves for a fair bit of Iranian meddling during the next several months.

If Iran meddles too much, of course, Kurds in Iraq could take Ali Awni's comments to heart and increase their own meddling in Iran. Although weaker than Iran, South Kurdistanis retain a much stronger motive and will to see the referendum through than Iran has in preventing it. ■

David Romano has been a Rudaw columnist since 2010. He holds the Thomas G. Strong Professor of Middle East Politics at Missouri State University and is the author of numerous publications on the Kurds and the Middle East.

The views expressed in this article are those of the author and do not necessarily reflect the position of Rudaw.

The Kurdish region of Iraq is going to vote on independence. Here's what you need to know.

By Morgan L. Kaplan and Ramzy Mardini
June 21, 2017
<https://www.washingtonpost.com>

Amid the backdrop of a fight against the Islamic State, the Kurdistan region of Iraq plans to hold an important vote to determine its direction on statehood. Earlier this month, Kurdistan Regional Government President Masoud Barzani announced that a long-awaited referendum on independence would be held Sept. 25, 2017. Importantly, the vote will not only take place within the borders of the Kurdistan region, but also within disputed territories that are now under de facto Kurdish control since their liberation from the Islamic State.

Barzani has called for a referendum many times before, but this time an official date has been set and the vote will probably take place. An informal referendum passed overwhelmingly in the Kurdistan region in January 2005, and there is good reason to believe a positive result will be replicated in this year's official process.

A step toward independence

The referendum is not equivalent of a declaration of independence. Nor will it trigger any immediate change to the nature of Kurdish sovereignty in northern Iraq, as the vote has neither a legal framework to empower the referendum as a binding measure, nor support from the international community. The referendum will simply ask voters if they want an independent Kurdish state. However, the referendum is a way for Iraqi Kurds to signal their intention to pursue independence more aggressively in a post-Islamic State Iraq, and the vote will likely give Kurds more leverage in that process.

Why now? A strategy to solidify territorial gains.

The referendum is also viewed as a way for the Kurds to help legitimize their hold on newly gained territory from the fight against the Islamic State. After nearly three years of war, the Kurdistan Region has gained control over many of the disputed territories in contention with the central government in Baghdad, most importantly the oil-rich city of Kirkuk.

Knowing that their bargaining position vis-à-vis Baghdad (and Washington) will diminish once the fight against the Islamic State ends, and with the battle for Mosul reaching its final stages, the Kurds are acting fast to solidify their territorial gains before pressure is refocused to withdraw from those areas. A pro-independence vote in Kurdish-held disputed territories will undermine American and Iraqi efforts to have those territories returned to Iraqi control.

Creating future bargaining power

The referendum will be used as a mechanism to gain political leverage over Baghdad. Since the fall of Saddam Hussein in 2003, Iraq's divisive sectarian politics sometimes award a united Kurdish front a powerful brokerage role, especially in the high-stakes government formation processes that have followed a national election.

However, this influence is limited in the areas of sustainment and enforcement. For example, during the 2010 government formation stalemate, the Kurds backed Nouri al-Maliki for a second term as prime minister in exchange for his agreeing to enforce Kurdish interests. Maliki took the deal and sealed his premiership, but the Kurds could not keep him from renegeing on those agreements shortly thereafter.

By holding the referendum in September 2017, before the April 2018 Iraqi national elections, the Kurds are changing the way they leverage Iraqi national politics. In the past, the Kurds would wait until after the election to wield its influence. But now, Kurds view the pre-election period as a more favorable time to negotiate their terms of separation. By unilaterally moving ahead with its own referendum process, the Kurds may use the vote to bid for allies in Baghdad.

The shadow of intra-Kurdish politics

Another angle to interpret the referendum and its effects is through intra-Kurdish competition. While nearly all Kurds want independence, they disagree about the process, and the referendum has become a high-stakes venue for political jockeying.

The decision to hold the September vote is being pushed by Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), and has received only "conditional" support from the Patriotic Union of Kurdistan. Other parties, like Gorran and the Kurdistan Islamic Group, are in favor of independence in principle, but are against the procedure of the vote — namely, that the referendum will take place outside of a deadlocked Kurdistan Parliament, which has been out of session for nearly two years. Gorran has refused to join the KDP-led referendum committee, saying that the vote should be coordinated through a reactivated Kurdistan Parliament, where they insist on resuming the speakership.

The referendum vote itself will probably alter the balance of power between Kurdish political parties. Announced alongside with the referendum, parliamentary elections in the Kurdistan region are set to take place Nov. 6. Should the referendum pass without a hitch, those parties actively promoting the vote may use the referendum as an electoral strategy to convert nationalist fervor into additional votes.



President of the Iraqi Kurdistan region Masoud Barzani attends a joint news conference in Irbil, the capital of the Kurdish autonomous region of northern Iraq, on Jan. 8. (Gailan Hajil/European Pressphoto Agency)

A venue to gauge domestic and international reactions

Iraqi Kurds are using the referendum to gauge how regional and international actors will react to more concrete steps toward independence in the future. The referendum is serious enough to elicit real reactions from Baghdad and the international community, but the outcome is limited enough to avoid costly forms of prevention and backlash.

So far, Washington has responded with rhetorical support for the Kurdistan region's "legitimate aspirations," but overall disapproval over the vote itself.

Baghdad has complained about the timing of the vote — which it calls "illegal" — but is distinctly not in favor of northern Iraq breaking away. Turkey and Iran have offered a strongly negative reaction, fearing Iraqi Kurdish independence will trigger similar requests at home. However, Turkish anger may be more muted in private, given that the vote is happening at all.

The Kurdish referendum holds the possibility of affecting the balance of leverage between Irbil, Baghdad and regional powers, as well as shaking up internal Kurdish politics. With control over disputed territories and a referendum at hand, the Kurds are making a play for bargaining power on the road to independence. This does not represent a declaration of independence — but it is a strong indicator of where the focal point of Kurdish politics will lie in post-Islamic State Iraq. ♦

Morgan Kaplan is a postdoctoral research fellow in the International Security Program at the Harvard Kennedy School's Belfer Center.

Ramzy Mardini is a nonresident fellow at the Atlantic Council and PhD student at the University of Chicago.



June 22, 2017

Ankara sends reinforcements into northern Syria

Turkish troops have entered northern Syria, sparking fears of a coalition-undermining attack on Syrian Kurdish forces.



Author Amberin Zaman
June 22, 2017
www.al-monitor.com

Fears of a Turkish-backed Syrian rebel attack against Syrian Kurdish forces that could undermine the US-led campaign against the Islamic State are growing amid reports that Turkey sent new military reinforcements into northern Syria, including troops and supplies.

The Syrian Observatory for Human Rights, a London-based monitoring group, reported on Wednesday that Turkish forces had crossed the Syrian border and were headed toward the rebel-held border town of Azaz, one of the main logistical hubs for Turkish operations inside northern Syria.

Reuters quoted a rebel from a Turkish-backed group as confirming the deployment. "Turkish forces are now inside Syria. ... The forces are huge reinforcements that have been entering since last night," said Mustafa Sejari of Liwa al-Mutasim.

The moves were followed by the announcement by Turkish presidential spokesman Ibrahim Kalin that Turkey, Iran and Russia are working on de-escalation zones in Syria that will also involve the United States. Kalin said that Turkey and Russia could jointly deploy forces to Idlib province, which is dominated by the al-Qaeda-linked Hayat Tahrir al-Sham. The presence of Turkish troops in Idlib would add to pressure on Afrin, the mainly Kurdish enclave that has long been a target.

Turkey and its rebel proxies have stepped up attacks against the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) in and around Afrin in recent months, both from within Syria but also through sustained shelling from the Turkish side of the border.

Commanders from the Syrian Democratic Forces (SDF), the YPG-led umbrella group that is the United States' top ally in the fight against IS, told Al-Monitor that the Turkish-backed moves were focused on the town of Tell Rifaat, which lies 40 kilometers (25 miles) north of Aleppo and was seized from Turkish-backed rebels in February 2016. "They want to use Azaz as a springboard," an SDF official told Al-Monitor via WhatsApp. The official said that a Turkish-inspired attack on Afrin would disrupt the ongoing campaign to liberate Raqqa but declined to elaborate. The town is critical to the YPG's long-running efforts to connect the territories the group controls to the east of the Euphrates River with Afrin.

Turkey sent hundreds of troops into the northern Syrian town of Jarablus last August, mainly to disrupt these plans. The YPG has repelled several attempts by the Turkish-backed groups to reclaim Tell Rifaat but the shifting dynamics of the Syrian war may now be working against the YPG — at least in Afrin, where it has long relied on Russia for protection. The United States has made it clear that it will not intervene in the area, which lies outside its zone of influence, and has refused to help the YPG join its cantons, mainly out of deference to Turkey.

The YPG enjoys US protection to the east of the Euphrates, where the US-led coalition has been steadily rolling back the jihadis and have now embarked on a campaign to free Raqqa. The Russians have been operating chiefly to the west of the river to help the regime fight its rebel opponents.

A coalition spokesman responding via email to Al-Monitor's queries said, "The coalition is aware of skirmishes between Turkish-supported forces and the SDF in northern Syria. The coalition does not speak on behalf of our Turkish or SDF partners, though. The coalition's mission is to defeat



Turkish soldiers from the First Border Regiment Command run drills at a military outpost on the Turkey-Syria border in Kilis, Turkey, March 2, 2017. (photo by Chris McGrath/Getty Images)

[IS] in Iraq and Syria. We call on all parties in the region to remain focused on the fight to defeat [IS], which is the greatest threat to regional and worldwide peace and security."

However, the de facto partitioning of US and Russian zones of influence are coming unstuck as IS gets rolled back and both sides jockey for control over the strategic southeastern desert region bordering Iraq. The Syrian Kurds, who have cannily balanced relations with both, are stuck in the middle. Turkey and Iran, which are on opposing sides of the Syrian conflict but share fears about Kurdish gains, are seeking to exploit these divisions.

Syrian Kurdish officials have accused Russia of wielding the threat of Turkish aggression against Afrin to not only pressure them into letting the regime move back into the area but also to help advance the regime's interests in and around Deir ez-Zor.

Arzu Yilmaz, a researcher at the American University of Kurdistan in Dahuk, told Al-Monitor, "Turkey cannot move against the YPG in Afrin without Russia's consent, this is crystal clear." She added, "The clash of interests between Russia and the United States is obviously squeezing the YPG."

Tensions boiled over on Sunday, when the United States shot down a regime jet after it allegedly dropped bombs near SDF positions in the western Raqqa countryside. The action marked the first time the United States downed a Syrian aircraft since the start of the Syrian war.

The move provoked angry reactions from the regime and its top ally Russia, both of whom want to prevent the SDF from carrying their campaign to wrest Raqqa on to the regime-held city of Deir ez-Zor. The city, the administrative capital of Syria's oil-rich eastern desert, is under siege by IS. It is also of strategic value to Iran, which is seeking a permanent foothold in the region.

A Syrian Kurdish source with close links to the local officials who spoke to Al-Monitor on strict condition of anonymity insisted that the Syrian Kurds could reverse the situation in Afrin. The pro-YPG administration controls much of Qamishli, where the Syrian regime maintains a small presence. More critically, regime forces remain in charge of Qamishli's airport, a vital hub for its Iranian allies. The Iranians use the airport to ferry their troops and weapons to Deir ez-Zor.

The source said that the YPG could cut a deal with the Russians to take over the base, presumably in exchange for relieving Turkish pressure on Afrin. "The Russians are not so happy with Iran, either, because of its support for the regime," the source said. "Iranian support makes the regime even more uncompromising. It is provoking tensions with America and making deals with Turkey behind Russia's back, that is why." ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America.

De Mossoul à Raqqa, l'odyssée tragique des esclaves de Daech



Le témoignage glaçant des esclaves de Daech

Libérées des griffes de l'EI, d'anciennes captives yazidies racontent la folie psychopathe des djihadistes. D'autres restent prisonnières de l'enfer de Daech à Mossoul-Ouest.

Libérées des griffes de l'EI, d'anciennes captives yazidies racontent la folie psychopathe des djihadistes. D'autres restent prisonnières de l'enfer de Daech à Mossoul.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberlé
ENVOYÉ SPÉCIAL À ZAKHO (KURDISTAN IRAKIEN)

MOYEN-ORIENT La tragédie des yazidies est sans fin. Alors que des esclaves de Daech sont encore prisonnières dans l'enfer de Mossoul, des fillettes de moins de 10 ans violées durant leur captivité et les enfants soldats embrigadés dans les Lionceaux du califat éprouvent les pires difficultés à se remettre de leurs traumatismes. Libérés contre des rançons ou évadés, ils se morfondent dans des camps de déplacés au Kurdistan irakien. Nous les avons rencontrés dans le camp de Darkar, près de la frontière turque et syrienne, dans la clinique

d'EliseCare, une ONG française qui leur vient en aide (1).

Nassan, mon fils « lionceau du califat », mon « héros »

Nassan avait 14 ans quand il a été enlevé par Daech en août 2014 avec sa mère Gulay, 34 ans à l'époque, ses deux sœurs cadettes et ses trois petits frères. L'adolescent d'apparence fragile au menton couvert d'un duvet naissant est l'aîné de la fratrie. À son âge, on grandit vite quand on est un captif au destin tout tracé d'enfant-soldat, quand on vous déracine pour un périple en principe sans retour. Nassan avait le choix entre mourir en se révoltant ou se soumettre en trahissant les siens pour finir en chair à canon. Il a emprunté une voie étroite pour devenir, à sa manière, le héros de son clan.

Retenu dans une prison sans barreau dont il ne pouvait s'échapper, le jeune homme « appartenait » à un djihadiste irakien de Mossoul. Un maître presque ordinaire convaincu que les yazidies, ce peuple croyant en un Dieu unique et pratiquant des rites millénaires revisités par les religions du Livre, sont des adorateurs du diable. Une fable colportée

par l'islam dans une région où naître dans une minorité est un fardeau que l'on portera toute sa vie.

Nassan est né dans un petit village du fin fond de l'Irak non loin des lieux sacrés de sa secte : la montagne de Sinjar et la verdoyante vallée de Lalesh tapissée de temples blancs aux dômes coniques où repose au fond d'une grotte le tombeau de Cheikh Adi, le fondateur de l'ordre au XII^e siècle. Il vénère Taous Malek, l'Ange Paon, et respecte d'obscurs tabous comme l'interdiction de manger de la salade ou de porter du bleu.

Nassan rejoint la fabrique des enfants-soldats de Daech

Marginaux parmi les marginaux, les yazidies subissent des massacres depuis des siècles. Pour les Arabes sunnites de Daech et leurs recrues accourues des quatre coins du monde afin de combattre à leurs côtés en Irak et en Syrie, ils sont la lie de l'humanité. Ces mécréants doivent être convertis de force ou détruits. Venus de Mossoul, leur « capitale », les combattants au drapeau noir de l'État islamique (EI) déferlent en août 2014 dans la plaine de Ninive et dans le désert de Sinjar pour les rayer de la carte. Les hommes sont abattus, les femmes et les enfants kidnappés. Une hécatombe qualifiée de « génocide » par les Nations unies. Des centaines de milliers de fuyards trouvent refuge sur les pentes du mont Sinjar, où selon les légendes locales, Noé échoua son arche. Ils sont sauvés grâce à l'intervention des nationalistes kurdes du PKK accourus de Syrie et de Turquie et de l'aviation américaine.

Nassan n'a pas eu cette chance. Prisonnier à Mossoul, il est déporté avec sa famille en Syrie au bout de six mois. Son maître s'est lassé de violer sa mère. Il vend sa proie avec sa progéniture à un marchand d'esclaves qui affrète quatre bus de marchandise humaine. Direction Raqqa, le fief de l'EI situé de l'autre côté d'une frontière effacée par un califat alors en pleine expansion. Là, Nassan est séparé de ses proches. Il fait ses adieux à sa mère cédée à un nouveau propriétaire et rejoint les « Lionceaux du califat », la fabrique des enfants-soldats de Daech réservée aux moins de 16 ans. Une école à laver les cerveaux, à inculquer les bases doctrinai-

res de l'organisation et à dresser des chiens de guerre.

Nassan intègre près de Suluk, à la frontière tur-

☞ Dans un message posté sur un réseau social, Abou Hamad réclamait toujours 35 000 dollars contre sa libération.

☞ Nous n'avons pas les moyens de payer ☞

NASSAN QUI A PAYÉ UNE RANÇON POUR SA FEMME ET VEUT RACHETER SA FILLE

► que, un « institut de formation ». Il découvre vite le sort réservé aux « apostats » qui tentent de prendre la poudre d'escampette : au mieux l'emprisonnement dans des culs de basse-fosse avec pour nourriture trois dattes par jour, au pire l'exécution sommaire. La charia lui est enseignée à coups de trique. Les cours de théologie prônent une lecture ultra rigoureuse du Coran. Il apprend les rudiments du maniement des armes, la tactique et les techniques militaires. En médecine, quelques notions d'anatomie sont dispensées. Il s'agit de mieux connaître les parties sensibles du corps humain comme les muscles du cou, le plexus solaire ou les testicules. Le b.a.-ba pour traiter de futurs prisonniers. Nassan et ses camarades yazidis, enrôlés de force comme lui, sont les souffre-douleur de leurs camarades de promotion. La recrue se plie à la discipline de fer, en bon élève studieux. « On nous avait promis que nous serions des hommes libres après nos classes », dit-il.

Le maître condamné à restituer ses esclaves

Six mois plus tard, le « lionceau » est affranchi et incorporé dans une unité combattante. Nassan plaide auprès de ses supérieurs militaro-religieux une dispense en s'appuyant sur ses fraîches connaissances acquises en « sciences de la charia ». Il n'a qu'un rein et souffre des séquelles d'une jambe cassée dans son enfance. De quoi justifier une exemption au regard du « droit islamique ». Il est muté aux cuisines. Le cantinier assure l'intendance de sa brigade sur les fronts d'Alep à Tabqa. « J'étais un djihadiste parmi les djihadistes mais partout, je cherchais ma famille. C'était mon obsession. Ma mère me manquait », se souvient-il. Au début de l'année 2016, sa quête passe par Palmyre, où Daech est menacé par les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). Il arpente, l'arme en bandoulière, les rues de la cité antique, interroge les habitants jusqu'au jour où il croise, par hasard, l'un de ses frères sorti faire une course. La famille est dans les griffes d'un certain Abou Hamad, un djihadiste du cru. Sa mère, ses frères et sœurs occupent le rez-de-chaussée de la maison des maîtres. Abou Hamad est installé au premier avec sa femme et ses enfants. Le djihadiste viole et bat régulièrement sa bonne à tout faire. Sa femme la frappe à la moindre occasion. Les enfants du couple se chargent du tabassage des petits esclaves.

Nassan assiège Abou Hamad pour récupérer les siens. « J'allais le voir tous les jours. Il réclamait 35 000 dollars de rançon et je n'avais pas d'argent. Il ne voulait rien entendre. J'ai fini par le traîner devant un tribunal de la charia à Raqqa », raconte Nassan. Il s'appuie, une fois encore, sur le droit islamique pour prendre les djihadistes à leur propre jeu. « Je suis un musulman, membre de l'Etat islamique ! J'ai le droit de vivre avec ma

En août 2014, persécutés par les djihadistes de l'EI, les membres de la minorité yazidie, essentiellement des femmes et des enfants, avaient dû fuir la région de Sinjar dans le nord-ouest de l'Irak, à la frontière avec la Syrie.

RODI SAID/REUTERS



mère ! » argue-t-il. Un « magistrat » tranche le différend en sa faveur. Le jeune homme est un « homme libre » affilié à l'organisation, et peut donc, en vertu de la charia, récupérer ses proches. Le maître est condamné à restituer ses esclaves mais peut toutefois conserver l'aînée des filles, âgée de 12 ans. La gamine qui appartient à la femme d'Abou Hamad reste corvéable et, cela va sans dire, « violable » à merci.

Nassan obtient également du « bureau des maisons confisquées » un loison de Syrie. Contacté par portable via les filières du gouvernement du Kurdistan irakien, un passeur se charge des opérations. Le groupe quitte clandestinement Raqqa en décembre pour un périple qui s'achève à la porte de la liberté : le premier check point des Kurdes syriens de l'YPG, la branche syrienne du PKK turc. Quinze jours plus tard, il parvient, par la même filière, à sauver Saleh, l'un des amis djihadistes d'origine yazidie rencontré à l'école des Lionceaux du califat qui a pu, lui aussi, récupérer sa famille.

Aujourd'hui, les « frères jumeaux » se revoient régulièrement dans un camp de déplacés des environs de Zakhō, au Kurdistan irakien. Nassan a commencé à apprendre l'anglais dans un vieux dictionnaire. Saleh a appris la disparition de son père ainsi que le meurtre de son frère tué lors du massacre de Kocho commis par l'EI le 15 août 2014 (plus de 80 morts). Environ 10 000 hommes, femmes et enfants yazidis sont morts, ont été enlevés ou sont portés disparus dans la campagne de nettoyage ethnico-religieuse perpétrée par Daech.

Gulay, la mère de Nassan, a retrouvé son mari mais pleure sa fille toujours prisonnière à Raqqa. « Il y a un mois ce salaud d'Abou Hamad réclamait toujours 35 000 dollars contre sa libération, dans un

message audio posté sur un réseau social. Nous n'avons pas les moyens de payer. Son portable est fermé depuis le début de la bataille de Raqqa. » Assis à ses côtés, l'un de ses gamins s'agite. D'un mouvement brutal, il tend le bras vers sa mère et fait mine de lui tirer une balle dans la tête.

Le viol des fillettes de Koda, la femme en noir

Koda a 30 ans et en paraît 60. Elle est flanquée de Galia, 7 ans, et Marwa, 6 ans, silencieuses et prostrées. Les deux fillettes ont été violées encore et encore par des psychopathes de Daech durant des mois et des mois. Koda ne s'en cache pas. Elle n'a plus d'honneur à défendre. « On a vécu le pire du pire avec mes deux maîtres, un Saoudien et un Tunisien. Ils abusaient des petites et les frappaient avec une canne quand elles faisaient du bruit comme tous les enfants de leur âge. Je pensais à me suicider mais je ne pouvais

pas les abandonner. À Raqqa, nous étions nombreuses dans le même cas », témoigne-t-elle. Koda a été vendue par son maître de Mossoul pour quelques centaines de dollars. Elle a été revendue six fois en Syrie passant de main en main. Un djihadiste en mal d'argent a publié sa photo sur Whatsapp avec le montant de la rançon fixée à 23 000 dollars, enfants compris, une pratique courante. Son beau-frère a réuni la somme et l'a rachetée voici dix-sept mois. Depuis, elle erre dans le camp de Darkar Ajam, vêtue de noir de la tête aux pieds. « C'est la couleur de la tristesse et de l'intérieur de mon cœur » dit-elle. « Je ne possède qu'une carte de rationnement. Je n'ai rien et je ne suis rien. J'ai juste mon malheur. Mon mari a disparu avec le reste de ma famille en fuyant Daech voici bientôt trois ans. Je n'ai pas de présent, ni d'avenir. Juste trois filles brisées ».

Le sourire de Parwin ►

➤ Parwin, 23 ans, a connu deux délivrances. La première en septembre dernier quand Mohammed, un Mossouliote bienveillant, l'a subtilisée à l'émir Hamza, un cadre de Daech. La seconde à la fin de l'année lorsque la partie orientale de Mossoul a été libérée par l'armée irakienne. Le 30 décembre dernier, Parwin a pris sa fille Suriana, âgée de 3 ans, dans les bras et a traversé la ville défigurée par les bombardements et les combats. Elle a marché des heures sous la pluie jusqu'à un lieu de rendez-vous où l'attendait un cheikh arabe qui l'a conduite à Bartalla, la cité chrétienne contrôlée par les Unités de protection de Ninive (NPU), une milice assyrienne.

D'une beauté remarquable, Parwin devait être considérée comme une prise de choix par les prédateurs de Daech. Vendue et revendue, passant d'un émire à l'autre, elle a connu onze maîtres. « *Il n'y en avait pas un pour rattraper l'autre. Ils étaient tous ignobles et plus ou moins violents. J'ai été enchaînée, violée, tabassée, ma fille était battue* », dit-elle. Ceux qui auraient pu montrer des sentiments cachaient leur humanité par lâcheté. Elle se souvient de Khaled, une brute épaisse qui s'est emparé d'elle après son enlèvement. C'était un yazidi converti secrètement à l'islam avant l'arrivée de l'État islamique. Il est mort au combat au bout d'un an. Elle se souvient surtout de son dernier mari, l'émir Hamza, un caïd. À Mossoul, il l'offrait comme cadeau à ses hôtes.

D'une résistance remarquable, Parwin s'est embarquée dans moult tentatives d'évasion. Un jour, l'insoumise a fui à pied en compagnie d'une camarade d'infortune sans s'apercevoir que l'émir Hamza les filait en voiture. La vengeance est tombée sur sa fille. La gamine a été séquestrée sans soins, ni nourriture. L'émir voulait l'envoyer en Syrie pour la séparer définitivement de sa mère. L'intervention de Mohammed, le Mossouliote, a mis fin au drame. « *La bataille pour la libération de Mossoul avait commencé. Nous avions peur des frappes aériennes. Nous changions de cachette à la moindre alerte. Mohammed ne m'a rien demandé et n'a jamais cherché à abuser de moi. S'il avait été pris, il aurait été pendu* » raconte Parwin.

La jeune femme à l'élégance naturelle raconte patiemment son voyage au bout de la nuit djihadiste. Parwin est digne. Elle a connu des esclaves qui ont sauté sur un champ de mines en s'échappant. Elle a côtoyé une captive tuée en même temps que son maître, un haut responsable de l'État islamique, dans un véhicule ciblé par une frappe aérienne de la coalition. Elle a supporté l'abjection et l'avilissement, mais ses épreuves d'une insupportable cruauté n'ont pas altéré son joli sourire.

Assise sur ses genoux, sa fille tire de temps en temps la langue pour la tordre et la malaxer avec ses doigts. Parwin la retient. Pendant la conversation, Suriana tente aussi d'arracher le corsage de la



Nadla Murad en compagnie de pechmergas kurdes, lors d'une visite à Sinjar en juin. Cette jeune yazlide, victime d'esclavage sexuel en 2014, est devenue ambassadrice de bonne volonté de l'ONU. REUTERS



Avant de s'évader, Houda, 20 ans, ici avec son neveu de 8 mois, a passé plus de 40 jours aux mains des miliciens de l'État islamique. ÉMILIE URBANO POUR LE FIGARO

robe pourpre au col doré de sa maman. Un geste qu'elle a dû voir et revoir. Suriana va mal. Elle lance des pierres sur les passants dans les allées du camp Darkar Ajam. Il lui arrive de s'emparer d'un couteau et de crier « *je vais te violer* ». « *Je veux tout oublier pour recommencer à vivre* » dit Parwin. « *C'est difficile pour moi comme pour Suriana. Je l'entendais pleurer couchée derrière ma porte quand j'étais enfermée. Il n'y a pas longtemps, elle n'aurait pas tenu en place pendant l'entretien. Elle se serait levée et aurait saccagé le bureau.* »

“ Je n'ai rien et je ne suis rien. J'ai juste mon malheur. Mon mari a disparu avec le reste de ma famille en fuyant Daech voici bientôt trois ans. Je n'ai pas de présent, ni d'avenir. Juste trois filles brisées ”

KODA QUI A CONNU L'ESCLAVAGE EN COMPAGNIE DE SES ENFANTS

Le regard fou de la petite Asma

Ex-prisonnière, Nadira, 42 ans, a gardé les moutons de Daech dans un petit village chiite près de Tall Afar, un bastion de l'EI proche de la frontière syrienne. Elle a participé avec sa progéniture à une évasion de masse en avril 2015. Le groupe d'une quarantaine de personnes est parvenu à s'extraire de la nasse. Nadira avait coupé les cheveux de sa fille Asma, 8 ans à l'époque, et l'avait déguisée en garçon pour qu'elle échappe à un viol immédiat

en cas de capture. Deux ans plus tard, la fillette ne se remet pas des horreurs qu'elle a endurées. Asma a le regard inquiet des bêtes traquées. Ses yeux tournent comme des billes dans leurs orbites ou fixent un point invisible. Elle est mutique. « *Elle ne veut pas parler.* » ➤

Lutte contre Daech, la situation sur le front kurde en Syrie et en Irak

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) DÉBUT JUIN 2017

Etat Islamique (Daech) Rebelles syriens (dont islamistes) Gouvernements syrien et irakien et leur alliés respectifs Forces kurdes*

Les régions faiblement peuplées apparaissent en clair sur la carte



➤ *Elle s'installe souvent dans un coin et pleure en silence mais la nuit c'est la folie* », commente la mère. Nadira se ronge les sangs pour deux de ses filles toujours aux mains de Daech. Elle est sans nouvelle de l'une, âgée de 15 ans à sa disparition. La seconde, Eyam, 20 ans, est retenue par un djihadiste du nom d'Abou Khatab dans le réduit de Mossoul-Ouest toujours sous le contrôle de Daech. Des centaines de femmes yazidies sont ainsi toujours séquestrées à Mossoul, à Raqqa et dans les zones encore sous le joug de l'organisation.

Nadira, Koda, Parwin et Gulay ne

sont pas près de retrouver leurs villages du Sinjar. Le secteur est en grande partie libéré mais le fief djihadiste de Tall Afar, une ville stratégique sur la route entre Mossoul et la Syrie, n'est pas repris. L'instabilité est grande dans cette contrée du Nord de l'Irak, placée de par sa position géographique entre l'Irak, la Syrie et la Turquie au cœur d'un grand jeu entre puissances régionales. Les autorités du gouvernement fédéral du Kurdistan irakien et le pouvoir central de Bagdad se disputent le territoire. Les pechmergas kurdes irakiens se mesurent à leurs frères ennemis kurdes du

PKK turco-syrien tandis que les milices chiites liées à l'Iran se sont installées dans les parages. Des yazidies ont formé des groupes paramilitaires. Certains ont rejoint le PKK qui les a tant aidés en 2014. Ce cocktail explosif a toutes les chances de retarder le retour des déplacés. Il pourrait surtout entraîner la communauté dans un conflit dont elle serait la première victime. ■

(1) Fondée par l'acupunctrice Elise Boghossian, l'ONG EliseCare lance un appel aux dons. www.elisecare.org.



15 juin 2017

Violences à Washington : 12 gardes du président turc visés par un mandat d'arrêt

par FRANCE 24 15/06/2017 <http://www.20minutes.fr/>

Les autorités américaines ont annoncé jeudi avoir émis 12 mandats d'arrêt à l'encontre d'agents de sécurité du président turc Recep Tayyip Erdogan, suspectés d'avoir agressé le mois dernier à Washington des manifestants kurdes.

L'affaire avait fait grand bruit et n'est pas restée sans suite. Les autorités américaines ont annoncé, jeudi 15 juin, avoir émis 12 mandats d'arrêt à l'encontre d'agents de sécurité du président turc Recep Tayyip Erdogan, suspectés d'avoir agressé des manifestants kurdes pacifiques lors de la visite du chef d'État le mois

dernier à Washington.

Ces gardes du corps et policiers du président turc ont été identifiés sur des vidéos, a précisé le chef de la police de la capitale, Peter Newsham. Ils sont accusés d'être impliqués dans les violences qui s'étaient déroulées le 16 mai au soir, devant la résidence de l'ambassadeur de Turquie, où le chef de l'État turc s'était rendu après son entretien à la Maison Blanche avec le président américain Donald Trump.

Recep Tayyip Erdogan a violemment condamné jeudi l'émission de ces mandats d'arrêt. "Nous nous battons politiquement et juridiquement" contre cette décision, a-t-il



déclaré au cours d'un discours à Ankara, accusant la police américaine de n'avoir rien fait alors que des "terroristes" manifestaient contre lui.

"Attaque brutale visant des manifestants pacifiques"

Peter Newsham avait qualifié la rixe entre les partisans d'Erdogan et les protestataires kurdes d'"attaque brutale visant des manifestants pacifiques". Elle s'était soldée par un bilan de 12 personnes blessées, dont un policier.

La police de Washington avait

déjà engagé des poursuites à l'encontre d'au moins quatre suspects d'origine turque, dont deux Américains et deux Canadiens.

Selon les témoignages et vidéos, des agents de sécurité turcs, souvent en costume sombre, avaient agressé les protestataires pacifiques, les frappant même à terre.

Après ces faits, le sénateur américain John McCain avait réclamé l'expulsion de l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis. ♦

Kurdish President Barzani tells EU leaders referendum is 'irreversible'

By Rudaw.net 22/6/2017

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdish President Masoud Barzani reiterated his firm stance that a decision made to hold an independence referendum on September 25 is “irreversible” and urged the European Union and the international community not to be against what is the Kurdish nation’s “God given right.”

“The referendum decision by all means is irreversible,” said Barzani in a meeting on Thursday with the EU’s diplomatic missions in the Kurdistan Region and Iraq, according to a statement released by the Kurdistan Region Presidency.

Also in attendance were representatives of Kurdish parties including Barzani’s Kurdistan Democratic Party (KDP), Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Kurdistan Islamic Union (KIU), Kurdistan Socialist Democratic Party (KSDP), Kurdistan Toilers Party (KTP), Kurdistan Communist Party, along with Turkmen and Christian party representatives.

The Foreign Affairs Council of the European Union convened earlier this week, when it adopted several conclusions in regards to issues facing the Kurdistan Region including: “unilateral steps must be avoided” and to engage with the federal government “in a constructive dialogue on all issues across the political and economic spectrum, including the disputed internal boundaries.”

Barzani, the statement detailed, addressed the planned referendum, calling on EU state members through their envoys in Iraq, and additionally the international community not to “be against the natural, legal and God given right of the Kurdistan nation.”

The Kurdish president added the people of Kurdistan should express their opinion on their fate and future.

According to the statement, Barzani said the Kurdistan Region will enter talks with Baghdad and take all the peaceful and dialogue ways in resolving the problems and reaching an understanding which serves peace and security to develop both sides and the region.

Barzani also stressed the duty on the part of the Europeans to be assistive between Erbil and Baghdad in resolving their long-standing and impending issues through dialogue and peaceful understandings.

Barzani said in the meeting that Kurdistan had bitter experiences



Kurdish President Masoud Barzani (center) meets with European Union officials (left) and Kurdish officials (right) on Thursday. Photo: KRP

with the Iraqi state in the past and has tried by all means to preserve the unity of Iraq, as it sacrificed a lot in this way, but that all these attempts have been to no avail.

So long as the partnership cannot be maintained to prevent plights and war “let us live together as neighbors next to each other,” Barzani urged.

The Kurdish leader went on to explain after the fall of Saddam Hussein in 2003, the Kurdish leadership with full force helped rebuild Iraq on the basis of democracy, federalism, constitution and agreements in hopes to start a new life, but Baghdad neglected all of that.

Even it reached a point that Baghdad cut off the bread of the Kurdish people as a political punishment against the Kurdistan Regional Government (KRG), the Kurdish leader said.

Baghdad, officially during the leadership of former Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, withheld 17-percent of the Region’s budget share in early 2014

For their part the EU delegation which consisted of EU Envoy to Iraq Patrick Simon, the Belgian and Polish ambassadors to Iraq, the head of EU office in Erbil, Italy and Spain’s embassy representatives together, along with EU countries’ Consuls in Erbil, including Germany, France, Holland, Britain Czech and Romania, unanimously expressed their support for the Kurdistan Region in the face of challenges and issues, according to the statement from the presidency

The EU delegation also urged dialogue between Baghdad and Erbil to resolve the problem of disputed areas or Kurdistan areas outside the Region’s administration as it will be in the benefit of both sides.

They also thanked the region in hosting refugees who had fled for their lives and sought refuge in the region, and the Peshmerga in their fight against the extremist group.

In the meeting both sides had also talked about the ongoing battle against ISIS.

The Kurdish leader said what happened to the Yezidis at the hands of ISIS during their brutal march on Shingal city and surrounding areas in August 2014 was the result of Baghdad’s exclusive policies.

“The Kurdistan Region paid a very huge price in this war,” Barzani said, adding there was an agreement before stipulating that the Peshmerga were part of the Iraqi defense system, but even this agreement was not implemented.

He explained that due to several years’ arm sanctions on the Peshmerga, the Kurdish force did not have the needed weapons to fight off the terrorists who had the best kinds of weapons. And one of the underlying reasons of genocide against the Yezidis was the sanctions that Iraqi government had imposed. The Iraqi government, therefore, did not save Kurdistan and other Iraqi components from the threat of terror.

In spite of that Barzani said, the Peshmerga assisted the Iraqi army and defeated ISIS’s defending lines and paved the way for the Mosul operation.

He went on to say that military cooperation between the Peshmerga and Iraqi forces will remain the Region’s top priority in defeating terror.

Commenting on refugees recently residing in the Kurdistan Region, Barzani accused the central government of being “neglectful” in

meeting Erbil’s demands to supply the refugees.

The Foreign Affairs Council of the European Union had met in Luxembourg on Monday and adopted several conclusions regarding the Kurdistan Region.

“The EU calls on the Federal Government of Iraq and the Kurdistan Regional Government to build on their successful security cooperation in the campaign to liberate Mosul and to engage in a constructive dialogue on all issues across the political and economic spectrum, including the disputed internal boundaries,” read the EU’s outcome of proceedings.

The EU also is encouraging the restoration of institutions like the Kurdistan Region’s parliament which has not convened since 2015 and some parties would like to tie to the independence referendum.

“The EU also urges all parties in the Kurdistan Region of Iraq to seek common ground and restore the functioning of its democratic institutions, including by holding regional elections,” they added.

It does not see unilateral action as the best choice for Kurdistan, while urging continued dialogue.

“The EU believes that the general interest of Iraqi people is best served through dialogue and cooperation, that unilateral steps must be avoided, and that all open questions must be resolved through consensual positions based on the full application of the provisions of the Iraqi Constitution,” reads the outcome of proceedings,” the proceedings read.■

Coming Kurdish Vote Could Change The Mid East & Oil Markets As We Know It

Ellen R. Wald 6/15/2017
<https://www.forbes.com>

The Kurds are a distinct ethnic group of people living in parts of Iraq, Turkey, Iran and Syria. Over the past thirty-five years they have been persecuted by Saddam Hussein and the Turkish government – who saw the Kurds as threats to Arab and Turkish nationalism – and have more recently fought against Islamic State and Assad’s Syria. The Kurds have long sought independence, but their more powerful neighbors, especially Turkey, fear that the establishment of a Kurdish state in northern Iraq will encourage their own Kurdish population (15-20%) to formally separate.

Since 2005, the Kurds in northern Iraq have governed themselves in a semi-autonomous fashion, run by the Kurdistan Regional Government (KRG). In a bold step, the KRG recently announced on that September 25, 2017 the government will hold a referendum on Kurdish independence, essentially taking for itself the opportunity to create its own declaration of independence. Right now, the KRG has autonomy in the northern areas of Iraq where the population of Iraqi Kurds is greatest, even though that area is technically part of Iraq.

The potential future Kurdish state, however, would include some areas claimed by the Iraqi government in Baghdad, in addition to the territory regularly considered under the control of the Kurdish government in

Erbil. Some of the cities that would be in a new Kurdish state include Kirkuk, Khanqin, Sinjar and Makhmor – all of which are currently occupied by Kurdish Peshmerga forces in the ongoing fight against Islamic State.

This vote could redraw the map of the Middle East, which, despite decades of conflict, has basically remained unchanged since it was confirmed by the League of Nations in 1922. The U.N. will not be involved in this referendum in any way. It would bring a host of political and diplomatic issues, especially with neighboring Turkey and Syria. A Kurdish state could also significantly alter the shape of the global oil market.

The KRG is supposed to control only 6% of Iraq’s oil resources, according to its formal agreement with Baghdad. However, since the KRG currently holds Kirkuk and the surrounding oil fields, it has expanded to 20% of Iraq’s oil resources. According to OPEC data, Iraq’s oil reserves total 142.5 billion barrels. An independent Kurdistan, within the borders specified by the referendum, would own approximately 28.5 billion barrels of oil, putting it among the top oil producers in the world – just above Nigeria.

Petroleum resources of this magnitude could also help the Kurdish people in their pursuit of national self-determination. With experienced troops holding the line against Islamic State, impressive oil



Masked Kurdish forces stand guard at the North Oil Company headquarters in the northern Kurdish-controlled city of Kirkuk on March 2, 2017. (MARWAN IBRAHIM/AFP/Getty Images)

resources and a potentially vibrant democratic government, the Kurdish claim for independence could be difficult for the world to ignore, even if neighbors like Turkey, Iran and Syria object. OPEC could very well offer early recognition to an independent Kurdistan, because OPEC would not want to lose control over that amount of oil. Control by the Kurdish government would also be preferable to allowing paramilitary organizations like the Badr Organization or Islamic State to smuggle oil out of Iraq. This would enhance the Kurds’ claim for national self-determination. It would also be the least disruptive option for the global oil market.

On the other hand, an independent Kurdistan could become a rogue player in an already volatile oil market. The KRG has been creative in its exploitation of Iraqi oil resources, employing multiple different trading organizations to sell oil that Iraq believes it owns. It has furtively shipped that oil out of ports in Israel (which Arab countries will not do) and transferred it to tankers in Malta

to avoid tracking by Iraq’s central government. If a young, capital hungry Kurdish state decides to produce more oil, use unconventional sales avenues, and sell at below-market prices, the global oil market could face further destabilization.

The Kurdish people have much difficult work before they have a viable, defensible and independent state. They will have to convince their neighbors—through arms or diplomacy—to accept them. They will need to transition from a people constantly fighting for their own defense and liberty to a people building a new state. They will need to consolidate their currently fragmented political system to create a sustainable governmental. They will need an economy, and oil will play a very large role in that. ●

Ellen R. Wald, Ph.D. is a historian & scholar of the energy industry. She consults on geopolitics & energy. Her book, Saudi, Inc., will be published in 2018 by Pegasus Books.

Kurdistan representative: Iranian-backed Shia militias undermine Kurdish region

By Laura Kelly - Monday, June 19, 2017
<http://www.washingtontimes.com>

The top Iraqi-Kurdish representative to the U.S. said Iranian-backed Shia militias could undermine the security and stability of the Kurdish region once the Islamic State threat to the country is defeated.

The Iranian-backed Hajd Al-Shaabi militias have been an integral fighting force in operation to liberate Mosul — a battle largely seen as winding down since the offensive was launched in February — and other areas under the control of the Islamic State, yet Kurdistan Regional Government Representative to the U.S. Bayan Sami Abdul Rahman said it’s not guaranteed that the militia forces would work under the Iraqi



Kurdistan Regional Government Representative to the U.S. Bayan Sami Abdul Rahman speaks from the KRG representative offices in Washington D.C. on Monday. (Laura Kelly/The Washington Times)

forces and would more likely support their own interests in the region.

Baghdad federalized the Iranian-backed militias,

also known as the Popular Mobilization Units, or PMU, in November, but they are largely seen as a future foe of the Kurdish people, having fought in the past with the Kurdish peshmerga fighters ➔

in Kurdish areas. They are also accused of human rights abuses in areas they've liberated and charged with expanding Iranian influence in the region.

Speaking to a roundtable group of journalists in Washington, D.C., Monday, Ms. Abdul Rahman hesitated to condemn all PMU forces, but said there were deep concerns that the group answers to a different power.

"There are some that we are concerned about because we're not sure that they would necessarily obey the orders of the commander in chief or Prime Minister [Haider Al-Abadi]," Ms. Abdul Rahman said. "Those are the elements we're concerned about."

Ms. Abdul Rahman said the PMU's integration into the Iraqi forces does little to assure the KRG that they would be held accountable for any actions against the people of Iraq.

She also addressed the KRG's proposed Sept. 25 referendum on independence, announced by KRG President Masoud Barzani less than two weeks ago.

Global reactions to the announcement have been mixed, with European leaders stressing a unified Iraq but acknowledging the right to national aspirations by the Kurdish people. At the time, U.S. Department of State spokeswoman Heather Nauert said all parties in Iraq should be focused on fighting Islamic State and resolving internal issues.

Ms. Abdul Rahman dismissed the charge that the referendum serves as a unilateral step or that it distracts from the issues plaguing the country.

"If we don't do it now, when should we do it?" she asked, adding that a sense of optimism after the 2003 passing of the Iraqi constitution brought a sense of optimism to the Kurdish people for a federal and democratic Iraq that would put cooperation between Kurds and Arabs over majority rules. "After a reasonable start, unfortunately, all of that began to unravel," she said.

"If we delay, when should we delay to? When things get worse? So this is as good — or as bad — a time as any, and whenever we hold it, there will be problems," she concluded.

Explaining that the KRG is not planning on declaring independence after the results of the vote, instead, she said, the quantitative support would be used to better position the KRG in negotiations with Baghdad.

"Our ultimate aim is to have a negotiated settlement with the government of Iraq, and so the referendum gives our leadership the mandate to go and negotiate with Baghdad," she said.

While world bodies have urged that the Iraqi Kurds first hold regional elections and wait until Iraqi elections in 2018 before pursuing talks on independence, Ms. Abdul Rahman said Iraq's unstable national politics — and the Kurds' often tragic history as a stateless people — are not encouraging the Kurdish people to delay.

"We don't want the next generation to face another genocide," she said. "We want protection for our people and we believe that sovereignty is the biggest protection." ●



June 22, 2017

Barzani tells Mosul tribes that referendum is to prevent new cycle of killing

By Rudaw.net 22/6/2017

ERBIL, Kurdistan Region — President Masoud Barzani has told some members of the Arab tribes of Nineveh and Makhmur that he is "concerned" that what is to come after the defeat of ISIS in Mosul compared to the current bloodshed would be far more "catastrophic" and that the Kurdish referendum later this year is to "prevent a new cycle of killing."

"After the outcome of the referendum, we will enter serious talks with Baghdad and the political parties, so that we will reach a mutual understanding because the current situation is not sustainable, and would take us to a catastrophe," Barzani told the tribal leaders in Erbil on Wednesday, "The catastrophe will be so great and to an extent that things you call catastrophe now compared to what will come look trivial. I swear to God my main objective is to prevent a new cycle of killing."

"I will not hide it from you that I am concerned about the forthcoming events and forthcoming developments," Barzani said as he addressed the attendees.

A spokesperson for the Kurdish-backed tribal forces of Nineveh released a statement following the

meeting in which he said that they live in the "so-called disputed areas" and that want to be included in the Kurdistan referendum for independence.

Sheikh Muzaam Ahmed Al-Uwet also said that they do not want any armed force other than the Peshmerga to be stationed in their areas.

A tribal leader who has been living with Kurds in those areas voiced their unconditional support for the referendum.

"The right to self-determination for Kurdistan is the only [solution]," Sheikh Hasan Fars, Sheikh of al-Tay tribe told Rudaw after the meeting, "We hope that it would end sectarianism and its fallouts. The referendum would maintain the relationship between Arabs and Kurds just as strong as they are. Like President Barzani too highlighted it in the meeting. We support the right to self-determination. We would be a loyal soldier to execute an orders that will tasked to us."

President of Mosul University who also attended the meeting with some other academics hoped that the referendum would create a positive atmosphere between the Kurds and Arabs.

"Every society strives to achieve their rights in a proper and sound way," Dr. Obay Saeed al-Dewachi



said, "We hope that this process would go in a proper way in a way that keeps the love between Arabs and Kurds both before and after the referendum."

President Barzani said that the military defeat of ISIS in Mosul is "within days, give or take," but added that this does not mean the end of the extremist organization.

Barzani told France 24 in an interview published on Wednesday that they do not want to "impose their desires" upon the Arab people in the outlying areas of the Kurdistan Region, claimed both by Baghdad and Erbil, and expect that the Arabs

do not try to impose theirs on the Kurds either.

The Kurdistan Region has already recruited and trained some Arab Peshmergas from Nineveh to be tasked with security missions around Mosul.

Barzani added that the new Iraq that came to existence after the US-led invasion in 2003 with the help of Kurds resulted in the budget cut by Baghdad since early 2014, something he said was no less sinister than genocide and chemical attacks of the previous regime. ■

U.S. Military Weapons Are Being Used by Kurdish Militants to Fight ISIS

By Tom O'Connor On 6/23/17 <http://www.newsweek.com>

Defense Secretary James Mattis has reassured his Turkish counterpart that the U.S. would reclaim weapons supplied to Kurdish militants after defeating the Islamic State militant group (ISIS) in its de facto capital of Raqqa in Syria, according to Turkey's defense ministry.

In a letter received last week, Turkish defense ministry officials quoted Mattis as saying the U.S. was in a "forced cooperation" with Kurdish militant groups, such as the People's Protection Units (YPG), in order to defeat ISIS. Hurriyet Daily News reported Wednesday. While the U.S. has yet to comment on the correspondence, it would be the strongest commitment yet Mattis has made toward distancing the U.S. from Kurdish militant groups that comprise the Syrian Democratic Forces, a majority-Kurd coalition of Arabs and ethnic minorities fighting ISIS. Turkey opposes the coalition over its affiliation to the YPG, which Turkey accuses of harboring links to Kurdish nationalists at home.

President Donald Trump made the decision last month to provide heavy arms to the YPG and other groups in the Syrian Democratic Forces as they prepared for the final phase of the U.S.-led offensive against Raqqa. The decision was met with harsh condemnation by Turkey, which has gone so far as to launch airstrikes against U.S.-partnered Kurdish forces in Syria and neighboring Iraq. Turkey fears Kurdish militant groups such as the YPG will utilize U.S. arms and training to bolster the Kurdish nationalist insurgency that has been waged for over three decades against the Turkish state.

Elsewhere in Syria, U.S. Special Forces have further angered the Syrian government, Russia and Iran by unilaterally declaring a "deconfliction zone" restricted only for use by anti-government groups battling ISIS. Despite the U.S. striking a nearby pro-government advance three times in recent weeks, fighters supportive of Assad recently managed to reach the Iraqi border.

"[The U.S.] will not defend the Kurds against Assad's forces," former U.S. ambassador to Syria Robert Ford told U.K.-based Arabic-language newspaper Asharq Al-Awsat Monday, later added. "What we're doing with the Kurds is not only politically stupid, but immoral."

Ford said that pro-government forces, especially with Iranian help, were bound to foil any long-term U.S. plans to stay in the region. As a result, he said it was the Kurds' "biggest mistake" to trust the U.S., which would ultimately abandon them as it did a number of Syrian rebel groups once trained and armed by Washington. Many of these groups were ultimately either overtaken or absorbed into ISIS and other jihadist groups, bringing U.S. weaponry with them.

"If Raqqa is liberated from ISIS, we'll see other jihadists fill the gap," Yerevan Saeed, a political analyst specializing in regional affairs, told Newsweek. "It is in the strategic interests of the U.S. to back the Kurds, unless the U.S. was completely willing to disengage from Syria and the Middle East in general." ♦



Fighters of the majority-Kurd Syrian Democratic Forces unload boxes of ammunition near Raqqa city, Syria June 7, 2017. President Donald Trump expanded U.S. military support for Kurdish militants fighting the Islamic State militant group (ISIS), but the move has been met staunch opposition from Turkey, which sponsors a separate faction of rebels in northern Syria. Rodi Said/Reuters

Area controlled by: ■ Assad regime ■ Islamic State
■ Armed opposition groups ■ Kurdish groups



At least 20 Turkish soldiers killed in PKK attack in Hakkari

Reporting by: Jan Nasro June 23, 2017
<http://aranews.net>

Rebel fighters of the Kurdistan Workers Party (PKK) attacked a convoy of the Turkish Army in the southeastern Hakkari province, military sources reported on Thursday.

At least 20 Turkish soldiers were killed and several others were wounded

in the attack, where the PKK used mortar fire and heavy machine guns.

"Our fighters ambushed the Turkish army on the road of Cile Çola Mirek in Hakkari province," a PKK spokesman told ARA News.

"The operation resulted in the death of more than 20 soldiers, the injury of dozens more, and the destruction of three military vehicles," the official said, speaking on condition of anonymity.

He said that the PKK-led operation came in response to the recent Turkish bombardment of Kurdish villages in Hakkari.

"We won't remain calm while Turkey destroys our villages and kills our people," the PKK spokesman told ARA News.

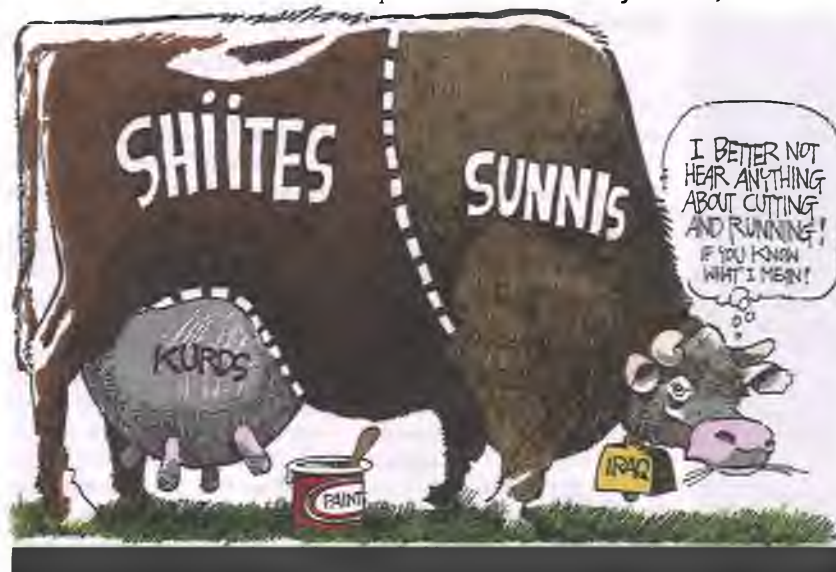
Since the break down of the two-and-a-half-year ceasefire between Turkey and the Kurdistan Workers Party (PKK) in July 2015, clashes intensified between both sides, causing the death of thousands of civilians, the displacement of more than 400,000 people and massive urban destruction in some south-eastern districts populated by Kurds. ●

KURDISTAN IRAKIEN

Gagnons l'indépendance, maintenant ou jamais !

Le gouvernement autonome kurde organise le 25 septembre un référendum sur l'indépendance. Un geste osé qui pourrait bien s'avérer concluant, assure un écrivain kurde syrien.

« Je ne veux pas entendre parler de filer (ou de filet), si vous voyez ce que je veux dire ! » Dessin de John Darkow paru dans *Columbia Daily Tribune, Missouri*.



—Al-Hayat Londres

Depuis le démantèlement de la province kurde de l'Empire ottoman [du fait de l'occupation britannique, à la suite de la Première Guerre mondiale], les Kurdes [rattachés à l'Irak] se démènent pour obtenir leur autonomie sous une forme ou une autre. Dans un premier temps [au début des années 1920], des nationalistes inspirés des Lumières européennes, sous la houlette du "roi du Kurdistan" Mahmoud Al-Hafid [Barzanji], se sont adressés aux gouverneurs anglais de l'Irak mandataire, avec lesquels les relations passaient par des phases de conflit et d'entente, pour qu'ils les inscrivent sur la "liste des peuples à libérer" et d'éviter ainsi de repasser sous domination turque.

L'indépendance de l'Irak, incluant la province kurde, proclamée en 1932 va pousser le mouvement nationaliste kurde à croiser le fer avec les gouvernements successifs de Bagdad. Avec la dynastie des Hachémites [1932-1958], puis le leader [nationaliste irakien] Abdelkarim Al-Qassem [1958-1963], qui avait qualifié l'Irak de "république éternelle", et la série de régimes baasistes, des frères Abdelsalam et Abderrahman Aref

[1963-1968] au couple formé par Ahmed Hassan Al-Bakr [1968-1979] et son "second" Saddam Hussein [1979-2003], les Kurdes vont mener de nombreux combats.

La chute de Saddam Hussein, du fait de l'occupation américaine [en 2003], a permis aux Kurdes de ne plus vivre dans la peur de voir se rétablir la tyrannie de Bagdad. Ils avaient déjà établi une région autonome au nord de l'Irak, et cela [dès la première guerre américaine dans le pays] en 1991.

Et voilà qu'aujourd'hui le gouvernement du Kurdistan irakien est décidé à aller au bout des aspirations nationalistes, en fixant la date du 25 septembre pour un référendum sur l'indépendance. En effet, aujourd'hui on n'hésite plus à parler de "sécession", alors que jusque-là ce mot sentait le soufre. Il était en effet utilisé surtout par les adversaires des Kurdes, qui s'en servaient pour discréditer leur autonomie.

Pragmatisme. On ne peut pas dire que la situation régionale soit bonne. Or cela n'est pas pour déplaire aux Kurdes, qui sont suffisamment aguerris pour savoir que leur propre situation s'améliore à mesure que les difficultés augmentent pour les pouvoirs centraux des quatre pays dans

lesquels ils sont répartis [Irak, Turquie, Syrie et Iran]. Toutes les tensions entre ces derniers sont autant de brèches dans lesquelles ils peuvent s'engouffrer.

Depuis que le Kurdistan bénéficie du fédéralisme irakien [2006], les autorités locales d'Erbil ont tissé des liens économiques et politiques avec les pays voisins, et plus particulièrement avec l'Iran et la Turquie, ce qui montre qu'elles sont intrinsèquement pragmatiques, très loin de la radicalité de leur discours nationaliste. Ankara et Téhéran ont préféré rester discrets sur leurs relations avec les Kurdes d'Irak. Or, désormais, les Kurdes commencent à donner des signes selon lesquels ils pourraient se ranger d'un côté plutôt que de l'autre, en fonction de l'attitude plus ou moins conforme à leurs intérêts des Turcs et des Iraniens. C'est pourquoi aussi bien Ankara que Téhéran hésitent à s'opposer frontalement aux Kurdes irakiens. Car cela risque de les pousser dans les bras de l'autre, avec un coût économique et politique considérable pour le perdant.

Toutefois, la situation du pouvoir central de Bagdad est encore plus difficile. Il est miné par les divisions confessionnelles, la dégradation de la situation économique et des difficultés quotidiennes d'accès à l'eau, à l'électricité, etc. En se repliant sur soi, Bagdad [avec un gouvernement dominé par les chiites] se coupe du monde arabe. Cela affaiblit encore plus ses capacités à résister au projet d'indépendance des Kurdes. Aujourd'hui, le pouvoir central irakien n'est pas en mesure de leur dicter sa volonté. Il serait incapable de mener une guerre contre eux, et serait réduit à s'agiter verbalement au milieu des troupes de plus en plus clairsemées d'un Irak supposé uni.

Le Kurdistan irakien a lui aussi ses problèmes, mais ils sont moindres. Selon une vision optimiste, le référendum, puis éventuellement l'indépendance, pourrait même faire partie de la solution. Par exemple pour débloquer le versement des salaires, ou surmonter l'antagonisme entre le Parti démocratique du Kurdistan [PDK, au pouvoir au Kurdistan irakien] et les mouvements de l'opposition, sans parler des questions liées à la transparence de la gestion de l'argent public et à la justice sociale. Les pessimistes au contraire craignent que l'indépendance serve au maintien de la classe politique actuelle et que le Kurdistan nouveau ressemble plus au Soudan qu'à un État de droit et à un lieu d'épanouissement démocratique, le référendum n'étant qu'une manière d'attiser le sentiment nationaliste pour masquer les problèmes.

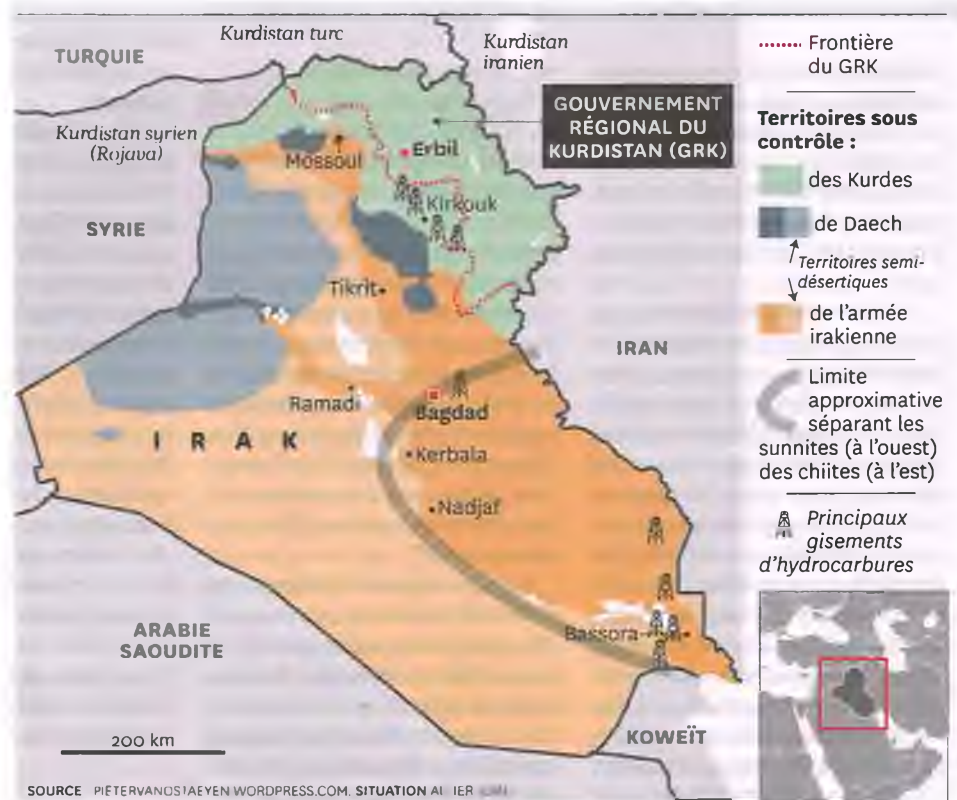
Quoi qu'il en soit, pour l'immense majorité des Kurdes, ce référendum est une occasion qui ne se représentera plus. C'est pour cela que le gouvernement régional kurde a tout fait pour soigner ses relations avec les

pays arabes, et plus encore avec ceux du Golfe, afin de convaincre le plus d'États possibles du bien-fondé de l'indépendance. Toutefois, ce sont surtout l'Iran et la Turquie qui restent dubitatifs, parce qu'ils appréhendent l'impact [de cette indépendance] sur la population kurde présente sur leurs propres territoires.

Mais au-delà des prises de position des nations du Moyen-Orient, les Kurdes sont totalement convaincus que le dernier mot reviendra d'abord aux Américains, puis aux Européens et aux Russes. On peut d'ailleurs être sûr qu'ils n'auraient jamais songé à organiser ce référendum sans avoir obtenu le feu vert des grandes puissances. Depuis 1991, ils ont appris à s'autogouverner et à connaître les arcanes des relations internationales. Tout comme ils ont appris à saisir les occasions offertes par les circonstances. C'est ainsi qu'ils pourraient mettre un terme aux illusions de la "république éternelle" chère à l'ancien président nationaliste irakien Abdelkarim Al-Qassem. Soit le Kurdistan "devient indépendant maintenant, soit il ne le sera jamais", dit-on dans la région.

—Shawrash Darwich

Publié le 12 juin 2017



Courrier international – n° 1390 du 22 au 28 juin 2017

Une aubaine pour Téhéran

Vu d'Irak. L'indépendance du Kurdistan irakien sera suivie par le partage du reste du pays en deux États, sunnite et chiite. Le régime iranien a tout à y gagner.

—Al-Hiwar Al-Mutamaddin

Bagdad

Nous autres, Irakiens arabes, devons-nous continuer de nous opposer à la création d'un État kurde ? Certains pensent que le facteur qui fera la différence est d'ordre régional. Ils expliquent que les Turcs et les Iraniens s'opposent fermement à cette histoire de sécession, puisqu'elle constitue une grave menace pour leur propre stabilité. D'autres expliquent qu'il y a un Dieu qui protège l'Irak, c'est-à-dire que les Turcs et les Iraniens feront ce que Bagdad n'est plus en mesure de faire.

On peut facilement gloser sans fin sur le sujet, mais je voudrais ici insister sur un point précis : si les Kurdes devaient faire sécession, les Irakiens arabes ne formeraient pas pour autant un pays unifié autour de leur arabité. Au contraire, ils se diviseraient entre eux, sunnites d'un côté, chiites de l'autre, dans

deux États distincts. Et il est fort probable que le scénario soit le suivant : premièrement, certaines zones arabes et sunnites du Nord-Ouest rejoindront la Turquie ou la Jordanie, plus ou moins de leur plein gré ; ou un État sera créé avec une entité sunnite qui pourrait émerger en Syrie du fait de la guerre. Deuxièmement, un État chiite sera fondé dans le sud de l'Irak, et il rejoindra tôt ou tard l'Iran.

Le gros problème de la sécession kurde réside dans ce second point. Car l'Iran mettra alors la main sur les principaux puits de pétrole irakiens, ce qui fera de Téhéran le maître de l'or noir dans la région. À cela s'ajoute une série de changements démographiques [installation de populations chiites] qui fera de l'Iran le principal bénéficiaire de la sécession kurde.

De même, Téhéran pourrait alors étendre son influence jusqu'à la frontière du Koweït et de l'Arabie Saoudite. À terme, cela signifierait que toute la péninsule du Golfe tomberait dans son escarcelle. Par conséquent, il est certain que l'Iran ne mettra plus son

veto à l'indépendance kurde. Il faut que les Américains prennent en considération ce changement de situation.

Une fois qu'on en aura fini avec Daech, on peut supposer que la voie sera libre pour que ce scénario se mette en place, à commencer par l'établissement d'un État kurde, suivi par la création de deux autres États dans l'actuel Irak, l'un arabe sunnite, l'autre arabe chiite.

Aussi incombe-t-il à nos frères kurdes de reconsidérer les conséquences qu'aurait leur indépendance. Il faudrait également qu'ils envisagent la possibilité que la communauté internationale change d'attitude à leur égard. La sympathie qu'ils inspirent pour l'instant n'empêchera pas qu'on les trahisse à nouveau, comme cela s'est déjà passé en 1975 [l'Iran et l'Irak s'étaient mis d'accord en signant les accords d'Alger pour mater la rébellion kurde].

Finalement, ils devraient se demander si leur situation actuelle, dans l'Irak fédéral, n'est pas meilleure que ce qu'ils peuvent espérer en devenant indépendants.

—Jaafar Al-Mudhaffar

Publié le 13 juin 2017

Conflit. Le casse-tête de Kirkouk

●●● Si une partie de la population irakienne accepte l'idée d'un Kurdistan indépendant, souligne le quotidien irakien **Al-Sabah**, le refus de négociation avec Bagdad pour ce qui est de ses modalités ainsi que le désaccord sur ses frontières posent problème. La région pétrolifère de Kirkouk, que plusieurs communautés ethniques réclament, risque de devenir

un vrai casse-tête. En effet, cette région est peuplée d'un tiers de Kurdes, d'un tiers de Turkmènes et d'un tiers d'Arabes. À noter que la plupart des Arabes y ont été implantés dans les années 1970-1980 par le régime de Saddam Hussein, dans une volonté de nettoyage ethnique, pour remplacer une population kurde qu'on a dispersé dans le sud de l'Irak.

Deux journalistes, un Kurde et un Français, tués à Mossoul

Jérémy André, à Erbil, le 20/06/2017
<http://www.la-croix.com>

« **MORT, MORT, MORT** », titrait il y a peu le Washington Post : les journalistes n'ont plus les mots pour décrire la bataille de Mossoul. Deux autres journalistes blessés

Ceux qui ont été tués lundi 19 juin, fauchés par un engin explosif improvisé, n'avaient pourtant pas perdu l'espoir et le courage d'informer sur la détresse des civils pris aux pièges et sur les difficultés des soldats irakiens à bout de souffle, qui tentent d'écraser la dernière poche de résistance des terroristes de Daech retranchés dans la vieille ville. Là, dans un paysage d'apocalypse, il faut se faufiler de maison en maison, emprunter des trous percés dans les façades, tromper les balles, ne pas traîner dans les coupe-gorge. Et surtout éviter les pièges explosifs laissés partout.

Stephan Villeneuve venait d'atterrir en Irak. Cameraman expérimenté de 49 ans, il enquêtait pour l'émission « Envoyé spécial » de France 2. Il avait tourné à Alep en 2013. Il prévoyait, après Mossoul, de partir pour Rakka. Sa course s'est brutalement arrêtée. Transféré d'abord dans un hôpital militaire au sud de Mossoul, il est décédé lundi 20 juin en début de soirée à Bagdad. Sa consœur, Véronique Robert, qui travaille aussi pour Paris Match, est grièvement blessée. Les



Une mine a tué Stephan Villeneuve, cameraman d'« Envoyé spécial », et son guide, le journaliste kurde Bakhtiyar Haddad, alors qu'ils couvraient l'assaut final sur Mossoul.

accompagnait Samuel Forey, qui travaille pour Le Figaro, présélectionné pour le prix Albert-Londres. Ses blessures sont moins graves, il organise son retour.

Un « fixeur » amoureux de la France Leur guide, Bakhtiyar Haddad, était d'abord un amoureux de la France. Tous les Français d'Erbil connaissent ce Kurde de 39 ans. La profession appelle les hommes comme Bakhtiyar des « fixeurs ». Depuis quinze ans, ce journaliste local avait aidé les médias français à réaliser des centaines de reportages. Ayant grandi en France, il parlait un français sans accent, et ses traductions étaient inégalables. Ses imitations des consuls successifs pour lesquels il avait travaillé comme traduc-

teur étaient hilarantes. Son carnet d'adresses et son bagout ouvraient toutes les portes, il s'arrêtait toujours pour aider les jeunes journalistes à franchir les barrages militaires.

À ses funérailles, mardi 20 juin, journalistes, officiers et officiels défilaient, dont le consul de France à Erbil, Dominique Mas. Surtout, Bakhtiyar était pour beaucoup un ange gardien. « Si je me retrouvais dans une bagarre, je préférerais l'avoir avec moi », disait de cet ancien boxeur l'un de ses amis journalistes. Quelques semaines plus tôt, il avait ramené du front un photographe blessé, en le portant dans ses bras. ■

REUTERS

Washington pourrait continuer d'armer les Kurdes après Rakka

27 juin 2017 MUNICH Phil Stewart (Reuters)

LES ETATS-UNIS pourraient continuer de fournir une assistance militaire aux miliciens kurdes des YPG même après la chute de Rakka, bastion du groupe Etat islamique qu'ils encerclent actuellement, a déclaré mardi le chef du Pentagone, Jim Mattis.

La Turquie estime que les milices YPG sont une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), formation considérée comme terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et qui est en lutte depuis trente ans contre le pouvoir central turc.

Le gouvernement turc dit avoir obtenu l'assurance ce mois-ci que les armes fournies par les Américains aux miliciens kurdes des Unités de protection du peuple leur seraient reprises une fois les djihadistes de Daech vaincus à Rakka.

Dans son premier commentaire public sur ce sujet, Jim Mattis n'a pas contesté cette version mais s'est contenté de dire : "Nous ferons ce que nous pourrons".

Mais, dans un échange avec des journalistes à bord de l'avion le conduisant en Allemagne, il a souligné que les YPG étaient déjà relativement bien armés avant que Washington ne leur fournisse le mois dernier des armes plus perfectionnées.

Et, a fait valoir le secrétaire américain à la Défense, la lutte contre l'EI ne s'arrêtera pas à la reprise de Rakka.

A la question donc de savoir si les YPG se retrouveront en matière d'armement au niveau "pre-Rakka" une fois la ville reprise aux djihadistes, il a répondu : "On verra. Cela dépendra de ce que sera la prochaine mission. Je veux dire, la lutte ne va pas s'arrêter parce ce sera fini à Rakka".



Les Etats-Unis pourraient continuer de fournir une assistance militaire aux miliciens kurdes des YPG même après la chute de Rakka, bastion du groupe Etat islamique qu'ils encerclent actuellement, a déclaré mardi le chef du Pentagone, Jim Mattis (photo). /Photo prise le 13 juin 2017/REUTERS/Aaron P. Bernstein

Les miliciens des YPG représentent la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui mènent actuellement l'offensive contre l'EI à Rakka.

Les Etats-Unis sont parvenus à la conclusion que les FDS sont la seule force sur laquelle ils peuvent s'appuyer pour lutter sur le terrain syrien contre les djihadistes.

Ils ont donc annoncé après l'arrivée de Donald Trump à la Maison blanche, en janvier, une accélération quantitative et qualitative des livraisons d'armes aux miliciens kurdes.

Jim Mattis a prévu de rencontrer son homologue turc, Fikri Isik, jeudi à Bruxelles. ●

Syrie: tout comprendre aux enjeux de la bataille de Raqqa

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) appuyées par les Etats-Unis ont entamé l'assaut sur la "capitale" syrienne de l'EI, une cible stratégique.

Par Catherine Gouëset; carte d'Etienne Rouillon, publié le 21/06/2017
<http://www.lexpress.fr>

L'état se resserre sur Raqqa, fief syrien du groupe État islamique (EI). Un groupe de combattants arabo-kurdes appuyés par la coalition dirigée par les États-Unis a progressé rapidement ces dernières semaines, encerclant progressivement la ville du nord-est de la Syrie. Qui mène cette bataille? Pourquoi est-elle cruciale? Qui en est absent? Explications.

RAQQA, UNE VILLE-SYMBOLE

Raqqa, cité arabe de près de 300 000 habitants avant la guerre, est une ville symbole: elle fut la première capitale de province perdue par le régime de Bachar el-Assad, en mars 2013, d'abord au profit des rebelles. L'EIL, ancêtre de l'organisation État islamique (EI), en a progressivement chassé les rebelles ainsi que son frère ennemi Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda), début 2014. Puis, quand l'EI proclame un califat à l'été 2014, Raqqa fait figure de capitale syrienne du groupe.

Raqqa est également importante, vue de l'Hexagone: "Beaucoup de Français partis en Syrie y sont passés", rappelle l'historien Stéphane Mantoux, auteur d'un blog sur la guerre contre l'EI.

Si les djihadistes consacrent l'essentiel de leur propagande à la bataille de l'Irakienne Mossoul, (cinq fois plus peuplée que Raqqa avant la guerre), la perte de Raqqa serait pourtant un coup dur pour le groupe dirigé par Abou Bakr el-Baghdadi: il ne régnerait plus en Syrie que quelques poches dans le désert.

Les djihadistes ont toutefois tiré les leçons de la bataille de Mossoul, estime Stéphane Mantoux, "ils laissent facilement progresser leurs adversaires dans les quartiers périphériques de Raqqa, et semblent se réserver pour le combat au coeur de la ville."

LES KURDES, BRAS ARMÉ DE WASHINGTON

A la manoeuvre pour arracher Raqqa à l'EI, les Forces démocratiques syriennes (FDS), créées en octobre 2015 sous impulsion américaine pour défaire les djihadistes. Après la reprise de la ville kurde de Kobané à Daech par les Unités de défense du peuple kurde (YPG), l'administration de Barack Obama, a misé sur elles pour affronter les djihadistes dans le reste de la Syrie. "Washington les considérait plus efficaces que les rebelles en lutte contre le régime syrien, souligne Stéphane Mantoux. S'agissant du bras armé du Parti de l'union démocratique (PYD), formation de type stalinien, les YPG sont moins divisées et nettement plus disciplinées".

La Maison Blanche a toutefois exigé que les



Un véhicule des Forces démocratiques syriennes, combattants arabo-kurdes appuyés par la coalition dirigée par les États-Unis pour combattre l'EI, dans la province de Raqqa, le 18 juin 2017.
 Reuters/Rodi Said

Kurdes s'associent à des milices arabes locales pour reprendre aux djihadistes les territoires non-Kurdes comme Raqqa. Les FDS comptent entre 40 000 et 50 000 combattants, dont 25 000 Kurdes. Ils se sont associés à des milices arabes-musulmans et chrétiens, ainsi qu'une petite minorité de Turkmènes du nord-est de la Syrie.

LES ÉTATS-UNIS ACCÉLÈRENT LE TEMPO, ET LE RYTHME DES FRAPPES

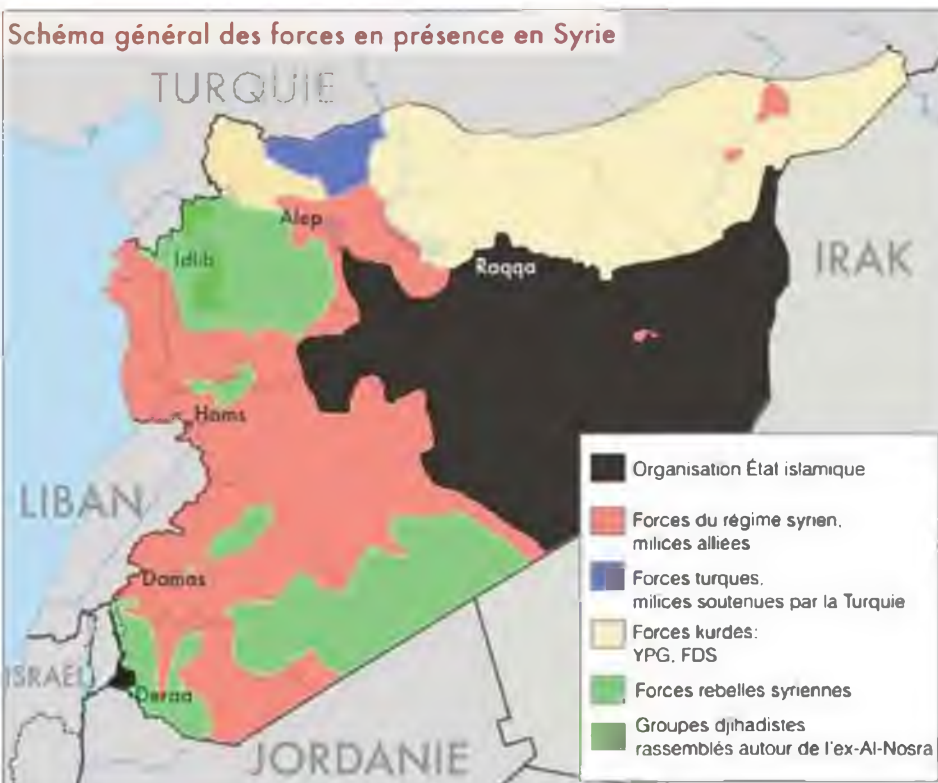
Les FDS sont approvisionnées en armes par les États-Unis qui assurent un appui aérien à leurs opérations au sol. Depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, ce soutien s'est accéléré. Washington a dépêché quelques centaines d'hommes, notamment des rangers et des marines, avec force blindés, drones, hélicoptères de combat et de transport..

Les frappes ont nettement augmenté ces derniers mois et les pertes civiles, parmi les 160 000 habitants encore présents dans la ville, sont à la hausse, comme le dénonce l'ONU. "Ils veulent aller vite et bombardent de manière beaucoup plus brutale: 600 civils ont été tués depuis l'arrivée au pouvoir de Trump", observe Ziad Majed, chercheur à l'Université américaine de Paris, spécialiste de la Syrie.

Des membres des forces spéciales françaises sont aussi sur place, comme l'a confirmé le ministre de la Défense sortant, Sylvie Goulard. Mais ils sont nettement plus discrets. Ils traqueraient les djihadistes français, selon le Wall Street Journal.

EN FACE, 2000 À 4000 DJIHADISTES DE L'EI

En face, les djihadistes comptent 2000 à 4000 hommes, selon la coalition. "Mais également, précise Stéphane Mantoux, plusieurs milliers d'autres à l'extérieur de la ville, repliés au sud de l'Euphrate. Leur mobilité est toutefois



➤ entravée depuis que la coalition a bombardé les ponts qui enjambaient le fleuve, en février.

L'armée du régime syrien, ses soutiens russe et iranien et les milices alliées essayaient aussi de progresser vers Raqqa, après la reprise d'Alep, en début d'année. Mais ils ont été pris de vitesse par les FDS et la coalition occidentale. La course de vitesse engagée par le régime et ses alliés est à l'origine de la montée des tensions du week-end dernier: un avion syrien abattu par un F18 américain, un avertissement russe à la coalition et des tirs de missile iraniens sur la région de Deir Ezzor.

ET LA TURQUIE?

Farouchement hostile à l'extension des forces

kurdes soutenues par l'administration Obama, la Turquie est le grand absent de la bataille de Raqqa. "Ankara s'est rapprochée de Moscou, au cours de l'année écoulée, dans l'espoir qu'un changement de locataire à la Maison Blanche lui permettrait d'en finir avec la menace kurde et de se positionner comme acteur incontournable de la crise syrienne", relève Ziad Majed.

La Turquie craint en effet que les armes livrées par les États-Unis aux Kurdes soient retournées contre elle, une fois Raqqa reprise, puisque le PYD est l'émanation du PKK qu'Ankara combat sur son sol. Ankara a pourtant dû se résoudre au renforcement du soutien américain aux YPG par l'administration Trump. Mais elle reste en embuscade depuis la zone tampon qu'elle a

instauré dans le nord de la Syrie.

Des affrontements y ont déjà opposé à plusieurs reprises les combattants rebelles soutenus par Ankara aux forces kurdes. "Ce genre d'accrochages pourrait se multiplier, avance Jordi Tejel, chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève, et obliger les Kurdes à se replier sur le Rojava" [nom qu'ils donnent aux régions kurdes de Syrie] pour le sécuriser. Au risque de céder du terrain à Raqqa? ■



19 JUIN 2017

Syrie: Les Etats-Unis abattent un avion du régime syrien

CONFLIT L'incident, rapporté par l'armée syrienne et confirmé par Washington, constitue une escalade...

20 Minutes avec AFP 19/06/17

Un avion de l'armée syrienne a été abattu dimanche par la coalition internationale dirigée par Washington dans la province de Raqqa (nord), où des affrontements inédits ont opposé les troupes gouvernementales aux Forces démocratiques syriennes (FDS, antidiha-distes), soutenues par les Etats-Unis.

L'incident, rapporté par l'armée syrienne et confirmé par Washington, constitue une escalade alors que <http://www.20minutes.fr/mondles> troupes syriennes se trouvent à la lisière de zones de contrôle de forces soutenues par les Américains dans le nord et le sud de la Syrie.

Tension

Après avoir largement avancé dans le nord, notamment avec la conquête d'Alep, le régime syrien progresse depuis mai dans le centre

et le sud du pays, et se dirige dorénavant vers l'est.

Il a chassé l'organisation de l'Etat islamique (EI) de plusieurs zones dans la Badiya (désert) et atteint le 9 juin la frontière irakienne, encerclant quasiment des rebelles soutenus par Washington et basés au poste-frontière d'Al-Tanaf.

Inquiets, les Etats-Unis ont déployé dans la foulée des batteries de lance-roquettes multiples.

La tension est encore montée d'un cran avec l'annonce dimanche par l'Iran de tirs de missiles de moyenne portée contre « des bases terroristes » dans la région de Deir Ezzor, essentiellement contrôlée par l'EI dans l'est de la Syrie. Il s'agit selon les médias iraniens des premiers tirs en 30 ans -depuis la guerre Iran-Irak (1980-88)- de missiles de l'Iran hors de son territoire.

« LÉGITIME DÉFENSE »

« L'aviation de la coalition inter-

nationale a visé cet après-midi un de nos avions de combat dans la région de Resafa, dans le sud de la province de Raqqa, alors qu'il menait une mission contre le groupe terroriste Etat islamique », a indiqué l'armée syrienne, précisant que « l'avion a été abattu et le pilote porté disparu ».

« Le commandement général de l'armée met en garde contre les graves conséquences de cette agression flagrante sur les efforts visant à lutter contre le terrorisme », a-t-elle ajouté.

Washington a confirmé avoir abattu un avion syrien, affirmant que ce dernier avait tiré sur des combattants soutenus par les Etats-Unis, au sud-ouest de Raqqa.

« A 18h43 (17h43 GMT), un avion syrien de type SU-22 a largué des bombes près de combattants soutenus par la coalition au sud de Tabqa, et en vertu de nos règles d'engage-

ment et de la légitime défense qui prévaut au sein de la coalition (anti-EI), il a été immédiatement abattu par un avion américain F/A-18E Super Hornet », a affirmé le commandement de la coalition dans un communiqué.

RAQQA, VÉRITABLE OBJECTIF DU RÉGIME ?

L'armée syrienne avait progressé ces dernières heures dans cette région et était arrivée aux portes de Resafa, à une quarantaine de km au sud-ouest de la ville de Raqqa, principal fief de l'EI en Syrie.

Mais l'objectif du régime n'est pas Raqqa, que tentent de capturer les FDS, alliance de combattants kurdes et arabes anti-EI.

« Le régime veut à travers la province de Raqqa parvenir à la province pétrolière de Deir Ezzor », plus à l'est, a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

« Le régime (...) ne veut pas que les forces soutenues par les Américains avancent plus au sud de Raqqa », a-t-il ajouté, faisant état d'affrontements tard en soirée entre l'armée et les FDS dans deux villages, à une quarantaine de km au sud de la ville de Raqqa. C'est la première fois que les deux forces rivales s'affrontent. ♦

REUTERS

Syrie: Les FDS parlent de "risque élevé" de combats avec les Turcs

29 juin 2017 BEYROUTH/ANKARA (Reuters)

LES FORCES démocratiques syriennes (FDS, milices arabo-kurdes soutenues par les Etats-Unis) ont évoqué jeudi un "risque élevé de confrontation ouverte et acharnée" avec les troupes turques dans un secteur du nord-ouest de la Syrie où les deux parties ont échangé récemment des tirs.

Les FDS ont pris la décision de s'opposer aux forces turques "si elles tentent de progresser au-delà des lignes connues" dans le secteur où, selon des

rebelles syriens soutenus par Ankara, l'armée turque a récemment déployé de nouvelles unités, a déclaré à Reuters Nasser Hadj Mansour, conseiller des FDS.

Selon lui, toute attaque turque contre les zones sous le contrôle des FDS causerait "un grand tort" à l'offensive lancée par les FDS pour chasser les djihadistes de l'Etat islamique de la ville de Rakka, car cela aurait pour conséquence de priver des combattants des FDS du front de cette ville.

A Ankara, le vice-Premier ministre turc Numan Kurtulmus a déclaré à la presse que la Turquie riposterait à tout tir venant des positions des FDS en Syrie.

Mardi soir, l'artillerie turque a détruit des positions des YPG (milice kurde qui fait partie des FDS) qui avaient ouvert le feu sur des forces appuyées par Ankara dans le nord de la Syrie.

Kurtulmus a réitéré d'autre part l'hostilité d'Ankara à ce que les Etats-Unis arment les YPG (Unité de protection du peuple). ●

Kurds see chance to advance their cause in ruins of Islamic State

With the defeat of Isis close, its opponents scent opportunity in the region. Can Kurdish forces win more autonomy?

Martin Chulov Saturday 24 June 2017
<https://www.theguardian.com>

As what remains of Islamic State crumbles, the would-be victors have started circling. In Mosul, Iraqi forces have begun preparing for peace in the city where the now-encircled marauders took root three years ago. Across the border in Raqqa, with five of its neighbourhoods under their control, Kurdish forces are contemplating what comes next for them and their cause.

Day-after scenarios are rapidly being plotted by every group that has played a role in Iraq and Syria over many years of war and loss. Russia, the US and Iran are jostling for advantage across the swath of both countries held by the capitulating group. The prize is far more than who gets to claim the inevitable military victory over Isis. At stake, for all sides, is the future make-up of the region and a chance to shape it in their likeness.

The wish list of outcomes is broad and divergent. For Russia, there is the chance to establish a presence in the centre of the region, with political muscle and enhanced gas and oil interests. For Iran, a consolidated and potentially decisive role in both countries. And for the US – in the absence of a broader strategy – the chance to spoil its rivals' plans.

Amid the great power struggles, others too have sensed opportunity in chaos. The Kurds of Iraq and Syria have made little attempt to hide the fact that the post-Isis vacuum marks a rare, potentially historic, moment.

In Iraq, the president of the largely autonomous Kurdish north, Massoud Barzani, has called a referendum on independence to be held on 25 September. In Syria, Kurdish forces raised by the US, and sent to oust Isis from one of its last two citadels, believe that their role can be parlayed into broader autonomy.

Across a dizzying battlefield that has devolved into a series of concurrent conflicts within the one war, Kurdish forces backed by the US are making steady gains in Raqqa. In Iraq, in the early phases of the fight for Mosul, the peshmerga played an important part in securing the city's northern and eastern approaches.

The role they played in Iraq and continue to play in Syria is seen by both Kurdish factions as offering significant leverage in any negotiations. The view elsewhere is very different. Iraq and Turkey have said they would not support a break-up of Iraq, symbolic or otherwise, and have shown little enthusiasm for more than the current arrangements, which allow – begrudgingly in Baghdad's case – the Kurds to sell oil taken from fields in northern Iraq through a pipeline they have built to Turkey.

The US has refused to support talk of Kurdish



Kurdish fighters in Raqqa, Syria, where they have been making steady inroads against Isis. Photograph: Goran Tomasevic/Reuters

independence since the invasion to oust Saddam Hussein, wedding itself to the position that a united Iraq best serves its disparate peoples. Overriding the view are the explicit fears of regional allies that a break-up of Iraq along ethnic lines would directly threaten their own borders.

"That position won't change," said a senior US official. "It is not the time to be redrawing state boundaries, especially in Iraq and Syria. Such talk can only be advanced by broad regional consensus. And we are nowhere near that yet."

Turkey, which has forged close economic ties with Iraqi Kurdistan as a means of maintaining the status quo, has been even more vehemently opposed to US backing for Kurdish groups in Syria, pointing to their ties to the Kurdistan Workers' party, or PKK, with whom Ankara has fought a deadly four-decade insurgency inside its borders.

In the Iraqi Kurdistan capital of Erbil, the security chancellor of the region, Masrour Barzani, says Turkey has nothing to fear from the poll. "The referendum will shape the bilateral relationship between Kurdistan and the rest of Iraq," he said. "We do not intend to change borders of neighbouring states. It simply formalises a delineated border between Kurdistan and the rest of Iraq."

"It's time to accept that this model is not working. Iraq is already practically divided, and this vote will reflect what has already taken place. This referendum will be binding. It will give us a mandate to negotiate a peaceful settlement with Baghdad on terms that recognise the legitimate aspirations of our people."

Baghdad also expects its share of the pie for the role its forces have played in recapturing cities they lost three years ago. There is little sign among the country's leaders of a willingness to cede a large part of the country as the price of a victory. Nor is there a willingness to do business on touchstone issues such as Kirkuk or oil revenues.

"They think they won the war?" asked one senior parliamentarian in the Iraqi capital. "We have tens of thousands of martyrs, and they have 42. If there was a way to get rid of them and maintain what is ours, we would. But there's not."

In Syria, where US-backed Syria Democratic Forces (SDF) fighters are chipping away at Raqqa, having advanced through the north-east of the country and overrun Isis-held areas along the way, a direct clash between the Syrian regime and the US air force last week led to the downing of a Syrian jet to the south-west of the city.

"They were bombing our positions," said an SDF spokesman, Talal Selo. "They attacked us three times very deliberately. They think that advancing against Isis from the south of the city should be their role."

When the Raqqa campaign started on 6 June, Washington said there were 2,500 battle-ready SDF fighters. Since then, 15 have been killed, along with more than 300 Isis members.

South of Raqqa, the fight to eliminate what remains of Isis segues into a broader conflict. Iran has moved militia forces that it backs into the Euphrates river valley, an essential area of influence over the past 14 years. The effect of that has been to stymie US plans to move into the area from strongholds further south.

How to establish US influence in the area, and secure a legacy once Isis is defeated in Raqqa, has been consuming planners in Washington in recent weeks. One official told the Observer that Kurdish proxy forces should not think that their role in the war entitled them to a broader geopolitical role once it was over.

"Russia prised the Turks away from the Syrian opposition because it told [Turkish president] Erdogan that it supported Syria's territorial integrity. Assad wanted to hear that too. The Kurds need to realise that this isn't going anywhere for them. When this is done, they need to go home." ■



June 23, 2017

Turkish Soldiers Kill 53 Kurdistan Workers Party Militants Last Week

23.06.2017 <https://sputniknews.com>

The Turkish armed forces killed 53 militants of the Kurdistan Workers Party, which is outlawed in Turkey, during anti-terrorist operations in the eastern and southeast regions of the country during the past week, local media reported Friday, citing the Turkish General Staff.

MOSCOW (Sputnik) – The Anadolu news agency reported the operations as having been carried out in the Sirnak, Hakkari, Diyarbakir, Bingol, Elazig and Siirt provinces. Turkish officials told the news agency that three regional leaders of

the PKK were among the militants killed, with the mission claiming the lives of 10 Turkish soldiers and injuring 36 more.

In the process of the operation, the security forces managed to seize varied weapons, such as hand grenades, machine guns, rocket launchers, and bomb making components, as well as over 8,500 pounds of ammonium nitrate, gas cylinders, mines, ammunition, cables, and fuses.

According to the General Staff, the Turkish soldiers also confiscated drugs and contraband fuel. Additionally, the soldiers destroyed storage and shelters utilized by the Kurdish militants.

Violence in Turkey escalated in mid-2015, when the Turkish government launched a military campaign in the country's southeast against the PKK, considered to be a terrorist organization in the eyes of Ankara. Violence escalated further in December, when the Turkish authorities declared a curfew in a number of its southeastern regions.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan alleges over 5,000 Kurdish insurgents have been killed in the campaign since mid-December, a figure that pro-Kurdish officials contend includes hundreds of civilians. ●



JUNE 27, 2017

Mattis: US arms for Syrian Kurds will continue after Raqqa

By LOLITA C. BALDOR
Associated Press- June 27, 2017

MUNICH (AP) -- U.S. Defense Secretary Jim Mattis said Tuesday that America will continue to provide weapons to Syrian Kurdish fighters after the battle to oust Islamic State militants from Raqqa, Syria, is over.

Describing American reassurances to Turkey that the U.S. will take back weapons given to the Syrian Kurds after the IS fight, Mattis said it depends on when or where the next mission is. And he also sounded a cautionary tone when asked if all the weapons would be returned. "We'll do what we can," he told reporters traveling with him to Germany.

Mattis' comments marked the first time he has spoken at length publicly about the U.S. pledge to recover the weapons provided to the Kurds.

Turkish officials late last week said Mattis had reassured them by letter that arms given to the Syrian Kurds would be taken back and that the U.S. would provide Turkey with a regular list of arms give to the fighters.

The Trump administration's decision last month to arm the Kurds roiled Turkey, which views the fighters as an extension of a terror group operating in Turkey.

Mattis said the U.S. has made it clear all along that, "we're going to equip them for the fight. If they have another fight and they need, you know, the light trucks that they've been using ... we'll get them that."

It depends, he said, on the battle and what weapons the Kurdish fighters need.

Mattis said the U.S. gave the fighters weapons they needed for the urban fighting they are facing in Raqqa. And as the fight goes on, he said the U.S. will collect weapons and repair them, or take certain weapons back and provide others .

"When they don't need certain things any more, we'll replace those with something they do need," said Mattis, who is expected to meet with his Turkish defense counterpart during a NATO meeting later this week in Brussels.

The U.S. is convinced that the Kurdish fighters, known as the YPG, are the most effective local force in trying to oust IS militants from their stronghold in Raqqa.

Ankara, however, fears that weapons given to the Kurdish fighters will end up in the hands of insurgents in Turkey, known as the PKK. The U.S. also considers the PKK a terrorist organization, and has vowed it would never provide weapons to that group.

U.S. officials have been careful not to publicly detail the amount or specific types of weapons going to the Syrian Kurds. But officials have indicated that 120 mm mortars, machine guns, ammunition and light armored vehicles were likely. The officials, who spoke on condition of anonymity because they weren't authorized to publicly discuss the matter, said artillery or surface-to-air missiles would not be provided.

The initial weapons deliveries began at the end of May, and the Pentagon said they included small arms and ammunition.

Mattis also said that as the fight against IS grows more complex and moves into the Euphrates River Valley, it will require more deconfliction with the Russians.



U.S. Defense Secretary Jim Mattis.

In recent weeks, when the U.S. shot down a Syrian government war plane and an Iranian drone that were threatening U.S.-allied Syrian fighters, the angry response from the Russians was to declare they would not use the deconfliction phone line.

But Mattis said the de-confliction talks continue and are happening at several military levels, to insure that aircraft and ground forces are safe.

Syrian, Russia, U.S. and coalition aircraft all fly in the increasingly crowded skies over Syria. And as the fight moves beyond Raqqa to other IS-held territory along the river, Mattis said the crowded field of forces -- from Russia, Syria, Hezbollah and the coalition -- will have to work to avoid conflicts on the ground.

Asked if the various groups would carve up the river valley into controlled segments, Mattis said it may not look that neat.

"It'll be based on where does the river bend here and which side of the river is the town on there, this sort of thing. So it may look a little more squiggly," Mattis said.

He said commanders can work it all out, "however, as you mix more forces more closely together, what worked before for deconfliction is going to take more precision." ◆



June 28, 2017

Congress threatens to cut payments to Iraqi Kurds if they break with Baghdad

The House defense bill makes continued peshmerga funding contingent on participation in a "unified Iraq."



Author Bryant Harris
June 28, 2017
www.al-monitor.com

Congress is threatening to cut funding for Iraq's vaunted Kurdish peshmerga fighters if the Kurdistan Regional Government (KRG) ends up splitting with Baghdad.

The House Armed Services Committee released a draft annual defense bill this week that makes continued funding for the KRG "contingent" upon Erbil's "participation in the government of a unified Iraq." This summary language is not legally binding but signals congressional intent to the Donald Trump administration.

"The committee notes that funding provided to the [KRG] is to enhance Government of Iraq-KRG cooperation and support a unified effort to counter the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL)," the draft National Defense Authorization Act reads. "Such funding should be contingent upon KRG participation in the government of a unified Iraq and on their continued good faith cooperation in the anti-ISIL campaign."

At risk are hundreds of millions of dollars in annual US support for the peshmerga, who have gone without regular paychecks in the midst of the campaign against the Islamic State (IS) as Erbil struggled with a budget shortfall. Congress responded last year by allocating \$480 million "in stipends and sustainment" to the peshmerga for the current fiscal year, which ends Sept. 30.

The new congressional language comes as Erbil is gearing up for a long-awaited independence referendum in September.

The KRG representation office in Washington made it clear it took issue with the language, calling it "inartful" and pointing out that the language is nonbinding and may not survive reconciliation with the Senate version of the bill.

"It is the democratic right of the people of Kurdistan to hold a referendum on their future," an official with the KRG office told Al-Monitor, "and no one that we have met in Congress has denied this fact."

The KRG office in Washington also emphasized its cooperation with Congress in the campaign to counter IS.

"Members of the US Congress and, in particular, members of the Armed Services and Foreign Relations committees in both houses, have consistently recognized the essential role of the peshmerga in the fight against [IS] and the generosity of the people of Kurdistan in hosting up to 1.8 million displaced Iraqi and Syrian refugees," the delegation said in a statement to Al-Monitor.

Still, the language is more bad news for the Kurds' independence bid, said Bilal Wahab, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy.

"The KRG wasn't expecting US support, but they would be happy if the United States would not oppose," Wahab told Al-Monitor. "And this language is therefore bad news. It has the hallmarks of opposition."

Wahab noted that the Trump administration appears to be on the same page as Congress with regard to the referendum. The State Department signaled its opposition in a June 8 statement from spokeswoman Heather Nauert.

"We have expressed our concerns to authorities in the Kurdistan Region that holding a referendum — even this nonbinding resolution — at this time will distract from more urgent priorities: the defeat of [IS], stabilization and the return of the displaced, managing the [Kurdistan] Region's economic crisis and resolving the [Kurdistan] Region's internal political disputes," Nauert said at the time.

Even if the language remains in the final bill, Wahab believes that the Trump administration still has some latitude in how it provides Iraq and the KRG with military assistance for the campaign to counter IS. "It's up to the executive branch ... whether they actually cut funding or not," he said.

Kirk Sowell, the head of the political intelligence firm Utica Risk Services, predicted that the referendum, should it go forward, will not affect rela-



Kurdish peshmerga forces celebrate Nowruz, a festival marking spring and the new year, in Kirkuk, Iraq, March 20, 2017. (photo by REUTERS/Ako Rasheed)



US Congress. Photo: Wikimedia

tions with the United States.

"The referendum will have no impact at all, at least in terms of US policy," Sowell told Al-Monitor. "It is not even certain to happen, but assuming it does, nothing will change afterward. The question is framed like an opinion poll, and there is no legal or institutional structure to turn a 'yes' vote into something real. The status quo will continue."

Kurdish opposition parties have also criticized the referendum on the grounds that it's nonbinding. But KRG President Massoud Barzani insisted today that it was binding in a Washington Post op-ed while persisting in his calls to move forward.

"When the Islamic State attacked Kurdistan in 2014 — using advanced US weapons abandoned by the Iraqi army in Mosul — the Iraqi government refused to give Kurdistan its constitutionally mandated share of the federal budget or to provide our soldiers ... with weapons," Barzani wrote in the op-ed. "As an independent country, we could have financed and equipped our own troops and brought this fight to a swifter conclusion." ♦

Bryant Harris is Al-Monitor's congressional correspondent. He was previously the White House assistant correspondent for Yomiuri Shimbun, Japan's largest newspaper. He has also written for Foreign Policy, Al Jazeera English and IPS News.

Prior to his stint in DC, he spent two years as a US Peace Corps volunteer in Morocco.

La justice turque cadenassée par le pouvoir

Un an après le coup d'État manqué, nombre de magistrats sont sous les verrous et les avocats sous pression.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

ASIE MINEURE Ils sont une vingtaine d'avocats, robe noire sur les épaules, rassemblés dans l'atrium du tribunal de Caglayan. « Liberté pour la défense ! » annonce en turc un autocollant collé sur leurs poitrines. Au-dessus du slogan, trois photos : celles d'Akin Atalay, Bülent Uktu et Mustafa Kemal Güngör, leurs confrères embastillés pour avoir travaillé au journal d'opposition *Cumhuriyet*, dans le collimateur du pouvoir. En face du sit-in, une muraille de policiers guette le moindre faux pas. Dehors, à quelques mètres de là, les fourgonnettes attendent sur le parking. Triste symbole d'une justice de plus en plus cadenassée...

« Jamais le mot justice n'a été autant bafoué », s'insurge l'avocate Eren Keskin, membre de l'Association turque des droits de l'homme. Depuis le putsch avorté du 15 juillet 2016 contre le président Erdogan, et l'incarcération d'environ 50 000 personnes dans tout le pays, l'imposant palais de justice de Caglayan, à Istanbul, ne désemplit pas. C'est ici qu'ont été entendues des centaines de soldats et de magistrats soupçonnés d'avoir participé à la tentative de coup d'État, imputée au prédicateur en exil Fethullah Mullen. Ici, aussi, que sont régulièrement convoqués journalistes, professeurs, étudiants, mais également avocats accusés de « soutien au terrorisme » ou d'« insulte au président ». Dans les couloirs encombrés de l'immense bâtisse de verre, les visages sont fermés, les haleines imbibées de nicotine. Ce jeudi 22 juin, Eren Keskin a pourtant reçu une bonne nouvelle : poursuivie en justice pour sa collaboration au journal prokurde *Ozgür Gündem*, elle vient d'obtenir la levée du contrôle judiciaire qui la contraignait à pointer chaque semaine à la police. Deux autres des sept coaccusées, la romancière Asli Erdogan et la linguiste Necmiyeh Alpay, sont, el-

les, à nouveau autorisées à voyager hors de Turquie. Mais le répit n'est que passer. Dans ce procès à rallonge, dont la prochaine audience aura lieu le 31 octobre, tout est encore possible. Y compris la prison à vie.

« Je vis avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. À tout moment, je peux me retrouver derrière les barreaux. Ces diverses pressions sont calculées : une façon de faire taire les voix critiques », poursuit Eren Keskin, sous le coup de 140 poursuites. Pour cette habituée des tribunaux, « même les années 1990 n'ont pas connu un tel état de désespoir ». Voilà plus de vingt-huit ans que l'élégante avocate aux yeux cernés de khôl défend d'arrache-pied les droits des femmes et de la minorité kurde. En 1995, elle en a même payé le prix fort, avec six mois de prison, pour avoir utilisé le mot « Kurdistan ». Mais depuis l'été dernier, la machine à réprimer a atteint des proportions inédites. Plus de 100 000 fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions. Les prisons sont saturées de détenus. Au moins 50 000 personnes ont été incarcérées, bien souvent sans jugement ni appel possible. En vertu de l'état d'urgence, et d'une définition très floue du terme « terrorisme » dans le Code pénal, les autorités turques n'épargnent aucun opposant. « Je vais vous faire une confidence : à chaque fois que je regarde un juge dans les yeux, j'ai l'impression de voir Erdogan », avance Eren Keskin.

« Le manque d'indépendance de la justice est un problème récurrent dans la Turquie contemporaine », rappelle l'expert Murat Onok, qui enseigne le droit à l'université Koç. Après son arrivée au pouvoir, en 2002, l'AKP, le parti islam-conservateur d'Erdogan, engage pourtant quelques réformes. Ankara ratifie le Pacte des Nations unies pour les droits civils et politiques, l'abolition de la peine de mort et l'adoption d'un nouveau Code de procédure pénale. Mais à partir du scandale de corruption de 2013 mettant en cause les membres de la famille

Erdogan, la situation bascule. Le pouvoir exécutif prend le contrôle du Conseil su-

« À chaque fois que je regarde un juge dans les yeux, j'ai l'impression de voir Erdogan »

EREN KESKIN, AVOCATE MEMBRE DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME

périeur de la justice, chargé de nommer les magistrats. Au printemps 2016, des dizaines d'entre eux sont révoquées, des centaines suspendues et des milliers déplacés. Depuis le putsch de juillet 2016, la machine s'est emballée encore plus. En un an, quelque 4000 magistrats ont été démis de leurs fonctions. L'affiliation güleniste de certains d'entre eux ne fait aucun doute. « Ce n'est un secret pour personne. Il y a quelques années, Erdogan en avait d'ailleurs tiré avantage en les laissant trancher lors du procès Ergenekon contre l'ex-nébuleuse militaro-nationaliste. Mais les amis d'hier étant devenus les ennemis d'aujourd'hui, les voilà qui se retrouvent à leur tour sur le banc des accusés », observe Murat Onok.

Cette vaste purge va de pair avec l'arrivée d'une nouvelle génération de juges. « Les juges et procureurs évincés ont été remplacés par de très jeunes diplômés qui manquent d'expérience. Certains n'ont même pas eu le temps d'achever leur stage de fin d'études », relève l'expert. Par crainte d'être à leur tour écartés, ou par simple excès de zèle, ces novices de la magistrature font traîner les procès, et craignent de prononcer des verdicts qui pourraient être jugés trop complaisants envers les accusés. « Le système judiciaire fonctionne par la peur », dit-il. Et de citer en exemple la suspension soudaine, début avril, de trois juges ayant ordonné la libération de 21 journalistes dans un procès sur la « structure médiatique » de Gülen - et qui valu aux prévenus de rester finalement derrière les barreaux. « Un message clair adressé aux autres magistrats », note Murat Onok.

Pendant ce temps, l'exécutif renforce son emprise sur le judiciaire. La nouvelle Constitution, approuvée de justesse par référendum le 16 avril, donne au chef de l'État le pouvoir de nommer et de révoquer ses ministres (dont celui de la Justice). Il choisit 12 des 15 membres de la Cour constitutionnelle. Quant aux membres du Conseil supérieur de la magistrature, qui nomme les juges et les procureurs, ses membres sont désignés pour un tiers par le président de la République et pour deux tiers par la majorité parlementaire qu'il contrôle. « En d'autres termes, c'est soit Erdogan, soit son parti qui prend les décisions », conclut l'expert.

« Être avocat en Turquie a de moins en moins de sens. Quand vous défendez quelqu'un, personne ne prête attention à

vosre défense. C'est comme si tout était joué d'avance», se désole l'avocat Efkân Bolanc, en dénonçant une «politisation» de la justice. Les yeux creusés de fatigue, il saute d'une salle d'audience à l'autre. Caglayan, ironise-t-il, est devenu sa seconde maison. Ce jour-là, il doit s'occuper d'un client accusé d'«insulte au président». Le délit, passible de quatre ans de prison en Turquie, s'est banalisé ces dernières années. «Sur la seule ville d'Istanbul, on ne recense pas moins de 3 000 plaintes déposées pour injure à Erdogan», dit-il.

Et le chiffre pourrait gonfler encore plus. «Avec la nouvelle Constitution, Erdogan est devenu encore plus intouchable, puisqu'il a officiellement repris la tête de l'AKP, dit-il. Mon client, chauffeur de bus, est sous les verrous depuis le 20 avril pour insulte au président après avoir été «dénoncé» par un passager. Faute de preuve suffisante, la police est allée fouiller dans sa page Facebook, d'où elle a exhumé une vague critique contre lui.» La traque de plus en plus systématique des réseaux sociaux ajoutée à l'absurdité des procédures. «Vous

pouvez finir au trou pour une note sur Twitter ou une discussion virtuelle. Un groupe de 12 personnes, que j'ai défendues, a ainsi fait 53 jours de prison à cause d'une conversation sur WhatsApp dans laquelle elles insinuaient que le coup d'État avait été mis en scène», poursuit Efkân Bolanc. Ne craint-il pas, à son tour, d'être épinglé par la justice? «Aller en prison, c'est devenu la norme en Turquie. Plus rien ne m'étonne», tranche l'avocat. ■

LE FIGARO 27 juin 2017

Le régime d'Erdogan grignote les biens des minorités religieuses

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberlé

EN TURQUIE, l'État poursuit sa politique de grignotage des biens des minorités religieuses. Dans le sud-est du pays, il vient de placer sous son contrôle une soixantaine d'églises, de cimetières et de propriétés appartenant à la communauté chrétienne. Le transfert de ces sites sous le terme générique - «lieux de culte» - pourrait permettre à moyen terme de les transformer en mosquées, si tel était le souhait des autorités, ou d'y nommer des imams.

Cette opération ne marque pas un tournant dans la politique du régime, mais confirme un double discours. Plus ouvert que ses prédécesseurs à la question des droits des minorités chrétiennes (0,1% de la population), Recep Tayyip Erdogan s'est présenté comme l'ordonnateur suprême du destin de Mor Gabriel, l'un des plus anciens monastères chrétiens du monde. Dans le même temps,



fares religieuses, a effectué son tour de passe à l'occasion d'une réforme administrative de l'agglomération de Mardin, une ville multiculturelle proche de la frontière de la Syrie. Elle a transféré les biens de ces chrétiens d'Orient situés en périphérie de la cité en tirant profit d'une faille juridique. Les édifices présentaient en effet la particularité ne pas être reliés aux Vakıfs, les fondations, seuls organismes autorisés à gérer les biens, les écoles et les institutions des minorités religieuses. La même astuce a été utilisée pour mettre la main sur des propriétés dans un secteur où des familles syriaques issues de la diaspora sont revenues vivre au pays, voici quelques années, à la faveur d'une période de détente. La Turquie avait à cette époque engagé des réformes pour se conformer aux critères d'entrée dans l'Union européenne et mis en sourdine le conflit avec les Kurdes qui peuplent majoritairement la région. Depuis, le glissement du régime vers l'autoritarisme et l'autocratie a donné un coup d'arrêt brutal aux espoirs de liberté et de bien-être. Le conflit avec la guérilla kurde du PKK a repris et la plupart des maires issus de la mouvance démocratique kurde, comme celui de Mardin, ont été jetés en prison. De nouveaux fonctionnaires nommés après les purges qui ont suivi la tentative de coup d'État de juillet 2016 appliquent les consignes sur fond d'islamisation rampante du pays.

Abdîn, il a commencé en 2003 avec l'apparition de mosquées officielles dans certains villages chrétiens sous le prétexte qu'il y avait une ou deux familles musulmanes, Kurdes, qui avaient déjà un lieu de prière», explique Sébastien de Courtois, spécialiste des minorités chrétiennes d'Orient. «Cette politique bouleverse les équilibres locaux sur une terre fragile où les chrétiens syriaques sont obligés de justifier légalement leur droit sur un patrimoine millénaire. Une attitude conquérante qui nie le passé au profit d'une réinvention de l'islam politique. Une attitude dangereuse qui exacerbe les clivages entre communautés, ce qui correspond hélas à la tendance actuelle du gouvernement.»

Le monastère de Mor Gabriel, le cœur symbolique des Syriaques de Turquie, est également engagé dans une bataille juridique dont l'enjeu est le maintien de son intégralité territoriale depuis près de dix ans. Ceint d'un mur de plusieurs kilomètres de long, le monastère vieux de seize siècles attise les convoitises. À l'apogée de sa grandeur, il accueillait des centaines de moines. Quelque 12 000 ecclésiastiques y seraient inhumés. Il n'a jamais fermé ses portes en dépit des invasions et des pillages. Il appartient au patriarcat syriaque orthodoxe d'Antioche.

Environ, un million de Syriaques vivaient dans la région voici un siècle, ils ne sont plus que 2500. ■



des manœuvres juridiques ont continué à se développer pour tenter de dépouiller de ses possessions la communauté des chrétiens de la région du Tur Abdîn, la «Montagne des serviteurs de Dieu», réduite au siècle dernier à la portion congrue par les massacres, les guerres et l'exil vers l'Occident.

Le Diyanet, la direction turque des af-

Équilibres locaux bouleversés

«Ce processus de grignotage de la part des autorités n'est pas nouveau dans le Tur

The time has come for Iraqi Kurdistan to make its choice on independence



By Masoud Barzani June 28, 2017
Masoud Barzani is the president of the Kurdistan region of Iraq.

<https://www.washingtonpost.com>

On Sept. 25, the people of Iraqi Kurdistan will decide in a binding referendum if they want independence or to remain part of Iraq. The vote will resolve a conflict as old as the Iraqi state itself between the aspirations of the Kurdish people and a government in Baghdad that has long treated Kurds as less than full citizens of the country.

Iraqi Kurdistan's exercise of its right to self-determination threatens no one and may make a volatile region more stable. It will not alter the borders of any neighboring state and, if done right, will make for a much stronger relationship between Iraq's Arabs and Kurds. We are determined to do everything possible to accommodate Iraqi concerns in the likely event that the vote is for independence.

Kurdistan's case for independence is compelling. One hundred years ago, in the peace negotiations that followed World War I, the Kurds were promised their own state. Instead we were divided against our will, our lands carved up among Turkey, Iran, Syria and Iraq. The newly established state of Iraq was supposed to be an equal partnership between Arabs and Kurds. That hopeful dream soon gave way to a grim reality. All Iraqi governments suppressed the Kurds. The resulting atrocities culminated in the 1980s, when Saddam Hussein used poison gas extensively on Kurdish towns and villages, leveled more than 5,000 Kurdish villages and deported Kurds to the south, where they were murdered and buried in mass graves. One hundred eighty-two thousand Iraqi Kurds (nearly 5 percent of our population), including members of my own family, perished in this period.

With the overthrow of Hussein's Baath regime, the Kurds worked hard to build a new Iraq, including drafting a constitution that guaranteed Kurdistan's autonomy and protected the rights of all Iraqis. Fourteen years later, Baghdad has failed to implement key provisions of that constitution, and we have good reason to believe that it never



Kurdish flags flutter near a monument to the Iraqi Kurd victims of a gas attack by former Iraqi president Saddam Hussein in 1988.. (Safin Hamed/AFP via Getty Images)

will. This failure of the political system is also responsible for the drastic deterioration of relations between Sunnis and Shiites that led to the rise of the Islamic State, with disastrous consequences for all Iraqis, including the Kurds.

The principal argument for Iraqi unity is that a single Iraq is better able to protect its citizens. But this claim is not supported by experience. When the Islamic State attacked Kurdistan in 2014 — using advanced U.S. weapons abandoned by the Iraqi army in Mosul — the Iraqi government refused to give Kurdistan its constitutionally mandated share of the federal budget or to provide our soldiers (known as the peshmerga) with weapons. As an independent country, we could have financed and equipped our own troops and brought this fight to a swifter conclusion.

The war on the Islamic State since then provides a model for how Kurds and Arabs might cooperate in the future. In the battle to drive the Islamic State from Iraq, the peshmerga and the Iraqi army have been in an alliance of equals. Each army has its own chain of command. The peshmerga's joint operations with the Iraqi military support each other in ways that never occurred in an Iraq where Baghdad sought to dominate and control Kurdistan. Regardless of the referendum, we will continue our close cooperation with Iraqi and Western forces until the final victory over the Islamic State.

An independent Kurdistan could have a much stronger relationship with Baghdad. Kurdistan will be a great neighbor, cooperating against terrorism and sharing resources — including water and petroleum infrastructure — in ways that benefit both countries. Without the sanctions that Iraq has applied to our imports and exports, we could jointly develop our human and natural resources in a common market to the benefit of both Kurdistan and Iraq.

While the results of the referendum will bind future Kurdistan governments, the timing and modalities of our independence will be subject to

negotiation with Baghdad and consultation with our neighbors and the wider international community. In our negotiations with Baghdad, we will be practical. The issue of what territory joins Kurdistan will be the most contentious issue in the separation. Despite a Dec. 31, 2007, deadline, the Iraqi government refused to implement a key constitutional provision, Article 140, that would have the people of the disputed areas decide their future democratically. Nearly ten years later, we propose to give them that opportunity. We wish to incorporate into Kurdistan only those territories where the people overwhelmingly want to be part of Kurdistan as expressed in a free vote. The last thing we want is a long-lasting territorial dispute with Iraq that could poison our future relations.

Since Kurdistan became self-governing in 1991, we have worked hard to develop good relations with our neighbors. Turkey is the largest foreign investor in our economy and has built oil and gas pipelines that benefit both countries. We understand the anxieties that the Kurdistan referendum may cause with our neighbors and will do what we can to assure them that a democratic and stable Kurdistan is the best possible partner.

Kurdistan values its diversity. We are home to Christians, Yazidis, Turkmen, Shabaks, Arabs, Faylis and Kakayees, whose separate identities are recognized in our laws. Since 2003, many Iraqi Christians have moved to Kurdistan to escape violence and persecution elsewhere in the country. And since the Islamic State seized large parts of Iraq in 2014, we have provided for more than 1.5 million Iraqi refugees, with only minimal help from Baghdad or the international community.

After a century of trying, it is time to recognize that the forced inclusion of the Kurds in Iraq has not worked for us or for the Iraqis. We ask that the United States and the international community respect the democratic decision of Kurdistan's people. In the long run, both Iraq and Kurdistan will be better off. ♦



June 29, 2017

Kurds send military reinforcements to Aleppo to impede Turkish advance

Reporting by: Hozan Mamo June 29, 2017

<http://aranews.net/>

The Kurdish People's Protection Units (YPG) and allied factions of the Syrian Democratic Forces (SDF) have brought military reinforcements to the northern countryside of Aleppo province to impede the Turkish progress towards Afrin district, military sources reported on Wednesday.

"The YPG and SDF today deployed more forces and armoured vehicles in northern Aleppo," a YPG officer told ARA News.

"The Kurdish people in Afrin region have suffered a lot under heavy bombardment by Turkey and allied Islamists," the officer said.

The Kurdish People's Protection Units continue to fight against Turkey-backed groups south of Azaz and in the Afrin district in Aleppo province.

"We will respond to any Turkish attacks on Rojava-Northern Syria. The Turkish troops and Turkey-backed Islamists will be a main target for our forces in the area," the Kurdish officer told ARA News.

The step comes after the Turkish authorities increased its military presence in northwestern Syria, sending troops, vehicles and equipment to support its operations against Kurdish-held areas.

The Turkish move came despite US warnings about any actions that may hinder the Kurdish-led fight against ISIS in northern Syria.

The YPG is leading the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in the war on ISIS. The SDF is currently engaged in heavy clashes with ISIS militants in Raqqa city—the group's de facto capital in Syria.

Turkey launched an offensive in northern Syria in August last year, sending tanks and warplanes across the border to support Syrian rebels fighting both ISIS and the YPG.

It helped them carve out a big portion of northern Syria, helping ensure the YPG and its allies could not link the 400-km (250-mile) stretch of territory they hold in the north and northeast with the pocket they hold west of Azaz.

Turkey considers the YPG as a Syrian extension of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been in fight with the Turkish authorities for decades.



Kurdish fighters of the YPG stand at the top of a tank in northern Aleppo. Photo: ARA News

A US-led coalition spokesperson told ARA News that for the United States there is a difference between the Kurdistan Workers Party (PKK) and the People's Protection Units (YPG).

"We disagree with the Turkish position that the YPG and the PKK are the same organization. The Coalition recognizes the threat the PKK poses to Turkey, but Turkey cannot pursue that fight at the expense of our common fight against terrorists that threaten us all," he said, in reference to the war on ISIS jihadists.

"We call on all countries in the region to remain focused on the fight to defeat ISIS, which is the greatest threat to regional and worldwide peace and security," the coalition's official told ARA News.

"This is a message from the United States to Turkey to stop attacking the YPG, since they fear this could threaten the anti-ISIS Raqqa operation," local Kurdish journalist Heybar Othman told ARA News. ●



June 30, 2017

Ankara Tests Moscow, Washington by Tightening the Noose on Afrin

SAEED ABDELRAZEK, PAULA ASTIH 30 JUNE 2017

<https://english.aawsat.com>

Ankara, Beirut- Ankara announced on Thursday it would launch a military operation to tighten the noose on the city of Afrin in the Syrian Aleppo province and "cleanse" it from terrorists.

The announcement is a sign that Turkey would attack the Kurdish Democratic Union Party (PYD) and its military wing, the Kurdish People's Protection Units (YPG).

The Turkish statement is also considered a test of the strength of Turkey's agreements with Russia, which owns a military station near Afrin and a test to Washington, which supports the Kurds in their battle against ISIS in Raqqa, which is the terrorist group's stronghold in Syria.

Diplomatic sources told Asharq Al-Awsat that Ankara was not satisfied regarding the US position to support the YPG and the deployment



A Syrian Democratic Forces fighter stands at a cemetery during a funeral for SDF fighters killed by ISIS militants in Raqqa, at Tal Abiad, Syria June 23, 2017. REUTERS/Goran Tomasevic

of US forces along the border of Kurdish-controlled areas in Syria.

"A large operation launched by the Turkish army in Afrin will constitute a mortal blow to the Turkish-US cooperation and will negatively affect the relations of both countries," the sources said.

They added that Washington was currently trying to maintain a balance in its ties with each of Ankara and Syria's Kurds.

Earlier, Turkish deputy Prime Minister Veysi Kaynak uncovered

contacts made between the Turkish Foreign Ministry and the National Intelligence Organization with concerned parties concerning the possibility of launching an operation in Afrin.

"The Afrin region needs to be cleared of terror elements and terrorists in order to protect the safety of Aazaz, Mareh, Al-Bab and even Idlib," he said.

For his part, Brett McGurk, the US special envoy to the coalition against ISIS, said: "We continue to consult with the Turks concerning a possible escalation in the countryside of Aleppo. It is

certain that we wouldn't want anything to disrupt the Raqqa campaign."

He spoke to channel Al Aan TV while he was in Syria to visit Raqqa.

McGurk's statement came when YPG forces and Arab fighters were closing down the last road leading to Raqqa.

Meanwhile, battles continued in the city of al-Baath, in the province of Quneitra, south of the country. ■

REUTERS

New conflicts threaten Syria after Islamic State defeat

June 30, 2017 | REUTERS RAQQA, Syria/WASHINGTON
By Michael Georgy and John Walcott

SHEEN IBRAHIM'S track record fighting ultra-hardline militants explains U.S. President Donald Trump's policy of arming Syrian Kurds like her as he seeks to eradicate Islamic State. It also highlights the risks.

Taught by her brother to fire an AK-47 at 15 and encouraged by her mother to fight for Syrian Kurdish autonomy, she says she has killed 50 people since she took up arms in Syria's six-year-old civil war, fighting first al Qaeda, then crossing into Iraq to help Kurds there against Islamic State.

Now 26, she leads a 15-woman unit hunting down the hardline group in its global headquarters Raqqa, speeding through streets once controlled by the militants in a pick-up truck as fellow fighters comb through ruined buildings for booby traps.

The U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF), spearheaded by the Syrian Kurdish YPG militia, have taken several parts of the northern Syrian town since their assault began this month.

This week U.S. Defense Secretary James Mattis said Washington may arm the SDF for future battles against Islamic State while taking back weapons it no longer needs.

The plan is the "headline" of a still-unfinished stabilization plan for Syria by the Trump administration, said a U.S. official, speaking on condition of anonymity.

The risk is that it causes new instability in a war in which outside powers are playing ever larger roles.

The U.S.-YPG relationship has infuriated Syria's northern neighbor Turkey, a NATO ally which says the YPG is an extension of the Kurdish Workers Party, or PKK, designated terrorist by both Ankara and Washington for its insurgency against the Turkish state.

Turkey has sent troops into Syria, partly to attack Islamic State, but also to keep the YPG, which controls Kurdish-populated areas of northern Syria, from moving into an Arab and Turkmen area that would give it control of the whole frontier.

On Wednesday Ankara said its artillery had destroyed YPG targets after local Turkish-backed forces came under attack.

Turkey has recently sent reinforcements into Syria, according to the rebel groups it backs, prompting SDF concern it plans to attack Kurdish YPG forces. The SDF warned on Thursday of a "big possibility of open, fierce confrontation".

"WE'LL DO WHAT WE CAN"

Syrian Kurdish leaders say they want autonomy in Syria, like that enjoyed by Kurds in Iraq, rather than independence or to interfere in neighboring states. They say Turkish warnings that YPG weapons could end up in PKK hands are unjustified.

"We were the victims of the nation state model and we have no desire to reproduce this model," said Khaled Eissa, European representative of the PYD, the YPG's political affiliate.

Ibrahim and other fighters interviewed by Reuters said they were not terrorists but would "stand up" to Turkish President Tayyip Erdogan. "Turkey is fighting us," Ibrahim said. "Anyone who fights us, we will fight."

Washington is working to calm tensions over its relationship with the YPG, which is also backed by Russia. "There is absolute transparency between



Sheen Ibrahim, Kurdish fighter from the People's Protection Units (YPG) walks together with other YPG fighters in Raqqa, Syria June 16, 2017. REUTERS/Goran Tomasevic

Turkey and the United States on that subject," said Major General Rupert Jones, the British deputy commander of the U.S.-led coalition fighting Islamic State.

But disarmament will not be easy, judging by the comments of YPG fighters on the ground. "We will not give up our weapons," said a sniper aiming at Islamic State positions, who only gave her first name, Barkaneurin. "We need them to defend ourselves."

Fellow fighter Maryam Mohamed agreed. "Erdogan is our biggest enemy, we cannot hand over our weapons," she said.

One of the U.S. officials said Washington did not know exactly how many weapons the YPG has because some Arabs had joined its ranks, taking U.S.-supplied weapons with them, when their groups suffered setbacks on the battlefield.

"Loyalties are as variable as the battle lines and sometimes follow them," the official said.

Asked about weapons recovery, Mattis, in his first public remarks on the issue, said: "We'll do what we can," while YPG spokesman Nouri Mahmoud emphasized the target was Islamic State. "We are fighting a global terrorist group," he said.

Battlefield victory is tantalizingly close. U.S.-backed forces in neighboring Iraq announced on Thursday they had retaken Mosul, Islamic State's largest stronghold and the twin capital, with Raqqa, of the "caliphate" it declared in 2014.

But the U.S. official and two others who also declined to be named, noted other huge obstacles to stabilizing Syria they said the administration was papering over.

Rebuilding Raqqa will need billions of dollars and an unprecedented level of compromise among groups long hostile to each other, all three officials said. One said Iranian forces backing Syrian President Bashar al-Assad were poised to exploit any setbacks.

Kurds are spearheading the attack on Raqqa, but a mainly Arab force is planned to maintain security in the overwhelmingly Arab town thereafter.

While Kurds and Arabs fight side by side against Islamic State, with the militants' self-proclaimed caliphate shrinking, competition for territory will intensify.

"We are getting ourselves into the middle of another potential mess we don't understand," one of the U.S. officials said. ●

L'interminable reconquête de la « capitale » irakienne de Daech

ADRIEN JAULMES  @AdrienJaulmes

LA LONGUE reconquête de Mossoul sur l'État islamique touche à sa fin. Acculés dans les ruines de la vieille ville, dans les décombres de ce qui fut le cœur de leur sinistre expérience étatique, les combattants djihadistes livrent leur dernier combat. L'issue de la bataille ne fait désormais plus aucun doute, mais les soldats irakiens devront néanmoins la livrer jusqu'au bout.

Il leur a fallu neuf mois de durs combats pour arriver jusqu'aux ruelles autour de la grande mosquée où fut proclamé le califat, en juillet 2014. Neuf mois au cours desquels les combattants fanatiques de l'EI ont reculé pied à pied, se battant maison par maison. Neuf mois pendant lesquels des centaines de milliers d'habitants pris au piège, empêchés de fuir par l'État islamique, affamés, parfois victimes collatérales des combats et des bombardements, ont survécu ou succombé dans des conditions épouvantables.

Cerveau collectif démoniaque

La résistance de l'État islamique a dépassé toutes les prévisions. Le nombre de combattants, quelques milliers de djihadistes, quelques dizaines de milliers de soldats irakiens, n'a jamais atteint celui des grandes batailles urbaines de la Seconde Guerre mondiale. Mais la violence et l'intensité de la prise

de Mossoul évoquent directement Stalingrad ou la prise de Berlin. Dans la plus grande agglomération jamais contrôlée par une organisation djihadiste, Daech a achevé sa mue au cours de cette bataille. Combinant les méthodes et les techniques du terrorisme avec celles du combat urbain, les djihadistes ont organisé une défense ingénieuse, retorse et acharnée. Comme si un cerveau collectif démoniaque assurait le commandement d'une armée de morts-vivants, quelques milliers de combattants de l'EI ont tenu tête à une armée irakienne supérieurement armée et équipée de blindés, appuyée par la puissante coalition internationale rassemblée par les États-Unis.

Livrant un combat mobile, se regroupant à certains endroits, abandonnant le terrain lorsque la pression est trop forte, contre-attaquant la nuit ou par surprise, les djihadistes ont eu recours à toutes les ressources à leur disposition. Les véhicules suicides, armes classiques de terreur, ont été utilisés comme une puissante artillerie. Camions, bulldozers, voitures ordinaires, caparaçonnées de lourdes plaques d'acier qui les rendent invulnérables aux tirs directs, bourrés à en écraser les essieux d'obus ou d'explosifs artisanaux, ces engins mortels ont été lancés par centaines contre les troupes irakiennes. Guidés par des drones, ces missiles humains ont détruit par dizaines les engins blindés irakiens et tué de nombreux soldats. Pour échapper aux

bombardements et à la reconnaissance aérienne, les combattants de l'EI ont creusé des galeries souterraines et aménagé des passages entre les murs des maisons. Les civils, forcés de rester dans la ville, étaient intégrés à ce plan de défense, comme une protection supplémentaire contre les bombardements de la coalition, victimes sacrifiées d'avance.

Retour à la clandestinité

À la ténacité et la méthode des djihadistes ont répondu la ténacité et la méthode des soldats irakiens. Quelques milliers de combattants de première ligne, forces antiterroristes, police fédérale et force de réaction rapide ont patiemment repris, semaine après semaine, quartier par quartier, la ville aux djihadistes, perdant plusieurs centaines des leurs dans les combats.

La destruction de la mosquée al-Nouri, avec son très ancien minaret penché emblématique de Mossoul, ne privera pas les Irakiens de leur victoire. L'État islamique, qui a commencé à retourner dans la clandestinité d'où il était sorti, ou à se replier vers les zones qu'il contrôle encore en Syrie, n'a sans doute pas fini de faire parler de lui. Mais la reprise de Mossoul privera au moins cette organisation du contrôle d'une ville d'un million et demi d'habitants, où elle levait l'impôt, fabriquait ses bombes, et formait par sa propagande une nouvelle génération de combattants. ■



Un membre des forces antiterroristes irakiennes avance parmi les ruines, le 22 juin, à l'ouest de la ligne de front qui traverse la vieille ville de Mossoul.



Sources : Reuters et Isis.liveuamap.com

De Mossoul à Raqqa



Marie, dans les locaux de l'association Hammurabi, qui l'a recueillie.

Le calvaire d'une esclave chrétienne de Daech

Pendant deux ans, Marie*, une chaldéenne de 38 ans originaire de Mossoul, a été l'esclave sexuelle et la bonne à tout faire d'émirs de l'Etat islamique. **Vendue plus de seize fois, d'Irak en Syrie, elle témoigne aujourd'hui de la barbarie des fous de Dieu**

Par SARA DANIEL, avec BENOÎT KANABUS

Leurs visages sont indélébiles, et dansent, macabres, devant ses yeux. Il y a eu les obèses, les vieux, les tortionnaires, les indulgents, les pervers et les vénaux, comme Abou Osama, qui l'a rendue à sa famille contre une rançon pour pouvoir quitter le front syrien et regagner la France. Tous ces « maîtres » avaient pourtant la même phrase à la bouche : « *Je t'ai payée avec mon argent et c'est mon droit de faire ce que je veux de toi.* » De Mossoul à Raqqa, Marie, chrétienne, esclave des djihadistes, a changé plus de seize fois de propriétaire. « *C'étaient des monstres, des animaux. Je n'ai connu pendant ces années que la souffrance et le dégoût. Ils venaient se servir comme si j'étais une chose inanimée et repartaient sans se préoccuper de moi. Ils me disaient : "Nous t'avons achetée pour t'humilier. Vous, les esclaves, vous êtes comme nos chaussures."* » Et dans ce djihad de l'humiliation, le viol est une arme de destruction massive.

Marie est arrêtée par les soldats de l'Etat islamique en août 2014 à un checkpoint près de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, où elle a trouvé refuge avec sa famille après que Daech eut conquis la ville de Mossoul. La jeune femme est d'abord conduite dans une maison dans laquelle s'entassaient une cinquantaine de Yézidies et une poignée de chrétiennes. Selon les



LES CHRÉTIENS EN IRAK

Avant l'occupation américaine en 2003, près d'un million de chrétiens vivaient en Irak, dont 600 000 à Bagdad et 60 000 à Mossoul. Mais en raison des violences qui ont déchiré le pays depuis treize ans, ils ne seraient plus que 400 000 aujourd'hui. Pendant cette période, 61 églises ont été attaquées et plus d'un millier de chrétiens, tués. La communauté chrétienne d'Irak est composée d'une douzaine de groupes. Parmi les catholiques dominent les chaldéens, l'un des plus anciens rites du christianisme de langue liturgique araméenne qui serait arrivé en Irak avec l'apôtre Thomas, quelques dizaines d'années après la mort de Jésus.

codes de la ségrégation de Daech, il est interdit de les confiner dans les mêmes pièces. Mais dans ce centre de tri pour esclaves sexuelles, si les chrétiennes sont beaucoup plus rares et aussi plus recherchées que les Yézidies, cela ne signifie pas qu'elles sont mieux traitées. Car à Mossoul et dans la région, Daech a érigé la haine des chrétiens en commandement sacré. Ils sont l'objet de l'aversion et des fantasmes des djihadistes. La jeune femme se souvient, par exemple, de la prière de ces enfants de 10 ans : « *Ô Allah, tue tous les Nazaréens* », et de ces familles qui utilisaient les robes traditionnelles assyriennes comme paravent de leurs toilettes et crachaient dessus.

Le jour de sa capture, Marie est entièrement déshabillée, examinée et estimée, comme un animal sur un marché. Elle est conduite devant un juge, Hussein, disposant lui-même de quatre esclaves yézidies, qui lui délivre un certificat de conversion à l'islam puis établit un acte de propriété pour son futur maître. C'est à partir de cette nuit-là que son calvaire commence : elle va passer de main en main dans une odyssée de l'enfer qui dessine les contours du territoire de l'Etat islamique.

Sans hésitation, Marie égrène le nom et les surnoms de chacun de ses « maîtres », tortionnaires d'un jour ou de plusieurs mois. Elle les énumère par ordre chronologique, mais on sent qu'elle a aussi fait un autre classement dans sa tête : le palmarès d'ignominie de ses



➔ bourreaux. Il y a eu le premier, Abou Ahmad al-Shari, juge à la cour de charia, originaire de Makhmour, à qui on l'avait offerte pour services rendus, « *comme un butin de guerre* », dit-elle. Un *hadji*, qui avait fait le pèlerinage à La Mecque et exigeait d'elle qu'elle lui baise la main. Agé, il couvrait son corps de morsures profondes parce qu'il n'arrivait pas à passer à l'acte. Elle se souvient de ce jour où, dans leur maison de Qaremlech, il l'a battue si fort que le lit où elle était attachée s'est cassé. Et de cet autre où il a finalement réussi à la violer. Pendant qu'elle se vidait de son sang, il lui a dit : « *Voilà ce qui arrive à toutes les filles d'Eve!* » Il était de surcroît avare et ne lui donnait rien à manger. Il la déplaçait au gré de ses affectations dans tous les quartiers de Mossoul comme un paquet de linge. La hiérarchie de l'Etat islamique, fait rarissime, a fini par lui confisquer son esclave en raison des mauvais traitements qu'il lui infligeait. Pour rester en vie, Marie a souvent porté plainte devant les *wali* de Daech, son seul recours devant la perversité de ses maîtres qui dépassait en sauvagerie bestiale celle codifiée par les règles du califat. Ainsi les arbitres de Qaraqosh ont confié Marie à un émir pré-nommé Abbas. Ce Mossouliote de 28 ans portait sur le corps les cicatrices des tortures que lui avaient fait subir les Américains. Lui était plus clément et la traitait avec plus de respect, mais au bout de quelques mois l'émir s'est lassé d'elle et l'a revendue. En un jour, la chrétienne a alors changé trois fois de maître.

En février 2016, alors qu'elle était en route vers Bartella avec son nouveau propriétaire, Loai, un obèse qui l'étranglait, la violait et la prêtait à son frère comme bonne à tout faire, Marie a été revendue à Abou ➔

➔ Mansour, qui l'a conduite à Al-Baaj. « *Quand je suis arrivée chez lui, il a plié un tuyau d'arrosage pour en faire une corde et m'attacher pendant qu'il me violait. Je n'ai pas cessé de hurler mais les gardes m'ont dit : "S'il t'assassine, on ne fera rien ; tu lui appartiens..." Je ne pouvais pas m'échapper et donc je me suis jetée par la fenêtre du troisième étage... Depuis ce jour, j'ai peine à me tenir debout et mes jambes me font souffrir jour et nuit.* » La mère de Loai, inquiète pour la jeune femme, convainc son fils de reprendre Marie chez lui. Mais son sort ne s'améliore pas pour autant. Loai a commencé à « prêter » Marie à ses amis pour leur divertissement. « *Pendant le ramadan en 2016, il m'a confiée à Qutaiba, qui m'a conduite dans une maison abandonnée, dans laquelle ses quatre frères, des sunnites de Mossoul, m'ont violée chacun à leur tour.* » Il faut alors éloigner Marie avant qu'elle puisse se plaindre au *wali*, car aucun des quatre frères mariés n'a établi de mariage temporaire avant d'avoir des relations charnelles avec la jeune femme ; un motif de condamnation par la police des mœurs de l'Etat islamique. Le supplice de Marie reprend. Après être passée par d'autres mains, avoir subi d'autres coups et avoir été jetée sur d'autres paillasses où l'on abusait d'elle, elle est achetée par Abou Khalid al-Almani, un Syrien qui l'emmène à Raqqa. Dans la seconde capitale de l'Etat islamique, la jeune femme est revendue au plus grand marchand d'esclaves de la ville syrienne, Zair al-Idlibi. C'est un ancien journaliste d'Al-Jazeera, originaire de la ville d'Idlib en Syrie, ayant quitté la chaîne qatarie pour rejoindre le djihad. « *A 2 heures du matin, parfois, il nous forçait à revêtir de belles robes pour nous présenter à des acheteurs potentiels. S'ils voulaient examiner des parties de notre corps, nous devions les laisser*

faire. J'étais la seule esclave chrétienne. Toutes les autres étaient des Yézidies, agressives et méchantes avec moi... »

Parce qu'elle est blonde, Marie sera repérée par un autre marchand d'esclaves, Abou Osama al-Shami. Celui-ci veut la garder pour lui ; elle est chère, mais ➔

➔ il l'apprécie tant qu'il revend sa voiture pour acquérir la chrétienne. Il renonce pourtant à l'épouser quand il réalise qu'elle est plus âgée que lui. Mais elle rejoint son harem de quinze femmes yézidies qui lui réservent mille vexations, renversent son shampooing, volent ses quelques affaires de toilette, mentent sur son compte. Abou Osama, exaspéré par les querelles incessantes qu'elle suscite, la frappe à coups de bâton et lui casse les mains. Et puis, un beau jour, il lui annonce qu'il veut se rendre en France et financer son voyage en la rendant à sa famille contre la somme de 50 000 dollars. Il vendra aussi quatre Yézidies au prix de 15 000 dollars. « *Je lui ai demandé de me donner au moins des chaussures pour ne pas avoir à faire le voyage pieds nus, mais il m'a dit : "Ne t'inquiète pas, l'ONU te fournira tout et aussi un passeport pour aller en France."* »

En fait, le voyage vers la liberté durera des jours. Une voiture conduit d'abord les femmes depuis Raqqa jusque dans une maison dans le désert syrien. « *Le lendemain, après la prière de midi, nous avons pris la route de Qamichli [capitale du Kurdistan syrien, NDLR], truffée de mines. Le motocycliste qui nous précédait ne cessait de s'arrêter, il était guidé au téléphone par des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Enfin, nous sommes arrivées saines et sauvées. J'ai enlevé mon voile et le PKK nous a accueillies et conduites à Tell Tamer. A la frontière, avant d'arriver à Duhok [Kurdistan irakien], des officiers yézidis m'ont promis : "Nous irons à Mossoul et nous vous vengerons d'eux sur leurs femmes." Moi, j'ai protesté : "Vous n'allez pas reproduire leurs crimes!"* »

Comment est-on accueillie par les siens quand on revient de l'enfer, quand on a été torturée, violée par des monstres ? « *J'ai été mieux accueillie à Qamichli, en Syrie, par des étrangers, qu'en Irak dans ma propre famille.* » L'aveu est terrible. Après les tortures subies en captivité, l'opprobre. La honte de son corps « sali », de son âme « damnée » aux yeux de la communauté, puisqu'elle avait dû se convertir à l'islam. Le poids du qu'en-dira-t-on est si absolu dans cette partie du monde, qu'on soit chrétien, musulman ou yézidi, que sa famille lui a demandé de s'exiler. Marie est morte deux fois : quand elle a été arrachée aux siens et quand elle est revenue parmi eux. Aujourd'hui, elle rêve de reconstruire ailleurs son corps meurtri, en France, loin de ses cauchemars et de son entourage. Yohanna, le travailleur humanitaire de Hammurabi, l'organisation qui l'a sortie des griffes de Daech, aimerait l'aider à porter plainte devant la Cour pénale internationale et clore ainsi le calvaire de Marie, l'esclave chrétienne de l'Etat islamique. ■

(*) Le prénom a été changé.



Dans le vieux Mossoul, dimanche.

Mossoul Dans les ruines laissées par Daech

Par
LUC MATHIEU
Envoyé spécial à Mossoul
Photos
WILLIAM DANIELS

REPORTAGE

Quand le vent se lève, la vieille ville de Mossoul disparaît. Le ciel gris et brûlant, les murs sales des maisons ravagées, la poussière des gravats, plus rien ne se distingue, tout se mêle. Seule ressort parfois la puanteur de cadavres oubliés. Les forces irakiennes ont avancé jeudi et dévoilé un paysage post-apocalyptique. Elles ont gagné quelques centaines de mètres sur l'Etat islamique. Cela paraît peu. Mais dans des venelles d'un mètre et demi de large où chaque pas risque de déclencher une mine artisanale, où chaque porte peut receler un piège, c'est beaucoup. L'avancée est aussi symbolique. Les forces spéciales se sont emparé de ce qu'il reste de la mosquée Al-Nouri et d'Al-Hadba, son minaret penché recouvert de mosaïques, le «bossu» comme le surnomment les Mos-

souliotes. Les jihadistes l'ont dynamité le 21 juin. Ils ne voulaient pas que les soldats puissent parader et faire des selfies devant le minbar où Abou Bakr Al-Baghdadi, le calife autodésigné, a fait sa seule apparition publique. C'était le 3 juillet 2014, l'Etat islamique était au faite de sa puissance. Jeudi, l'armée irakienne a commencé à déminer les ruines de l'édifice. «D'ici quatre à cinq jours, nous aurons atteint le Tigre. La victoire est une question de jours. Daech n'est plus qu'un pain de glace qui fond sous le soleil», souffle le général Sami al-Arthy, à la tête de deux divisions des forces spéciales irakiennes.

Dans la poussière de la vieille ville, à côté de son blindé noir frappé d'une tête de mort, Nasser, 23 ans, soldat dans les forces spéciales, ne dit pas autre chose. «Dans dix jours,

deux semaines peut-être, c'est réglé. On sent que les hommes de l'Etat islamique n'ont plus le moral, qu'ils ne pensent plus qu'à s'échapper. Ils ne savent plus se battre alors qu'il y a encore trois semaines, ils étaient des combattants redoutables.» La bataille a anéanti le vieux Mossoul. Pas une maison ne semble avoir été épargnée. Des toits se sont écroulés, laissant des blocs de béton pendre comme des guirlandes, seulement retenus par leurs armatures métalliques. Des voitures calcinées aux carcasses tordues disparaissent sous la chaussée. Des cratères creusés par des frappes aériennes ont aspiré camionnettes et bulldozers. Quand les avions de la coalition ne bombardent pas et que les combats cessent, un silence profond se répand, imperméable aux bruits de la vie qui a repris dans les autres quartiers.

TRÉTEAUX DE FER

Jeudi, comme à chaque progression de l'armée irakienne, des habitants sont apparus au détour des ruelles. Exténués, sales, regards tristes ou joyeux de croiser des militaires. Ils n'ont que quelques sacs et sont entourés d'enfants. Une vieille femme a les yeux dans le vague. Seuls ses deux fils qui la soutiennent l'empêchent de s'écrouler. Devant une maison écrasée par un bombardement il y a dix jours, un homme reste à côté de deux sacs de plastique noir d'où s'écoule une odeur de mort. «Ce sont les restes de mes parents, on vient de les sortir», dit-il calmement. Un autre attend à ses côtés que les secouristes de la Défense civile extraient le cadavre de son père. Il reste une douzaine de corps sous les décombres. La bataille de Mossoul n'est pas finie, mais les soldats sont épuisés. Ils marchent lentement, s'accroupissent dès qu'ils le peuvent à l'ombre

d'un mur éboulé ou d'un blindé. Ceux des forces spéciales n'ont en réalité jamais cessé de combattre depuis 2014. Ils ont mené les assauts à Samarra, Tikrit, Ramadi, Fallouja, Hit, Baji et désormais Mossoul. Le califat irakien est presque annihilé, mais l'enchaînement des combats les a usés.

Dans la cour d'une maison de la vieille ville au toit à moitié arraché, Ahmed, 29 ans, s'est avachi dans un vieux canapé. Il est 15 heures et la chaleur pèse comme un sac de ciment sur les épaules. Il fait près de 50 degrés. «Le plus dur n'est pas tellement la fatigue physique, mais celle liée à la perte d'amis au combat, dit-il. Si je ne compte que depuis le début de l'offensive dans l'ouest de Mossoul, j'en ai perdu quatorze. Mon frère aussi est mort durant un combat.» Il sort son smartphone et montre les photos où il pose en riant avec chacun d'eux. «Au fond, ma vie se résume à la guerre.» Comme la plupart des autres soldats, Ahmed porte les cicatrices de ces offensives qui n'en finissent pas. Il est sorti il y a un mois de l'hôpital après l'explosion d'un mortier qui l'a blessé aux deux jambes et à un bras. Dans la cour de la maison, l'un de ses copains montre son bras, transpercé par cinq balles qui ont laissé des cercles sombres sur la peau et une longue cicatrice. «J'ai aussi été touché au ventre par un éclat», dit le jeune soldat.

Depuis le début de la bataille de Mossoul, les blessés sont rapidement soignés dans de petits centres d'urgence qui se déplacent au gré de la ligne de front. Ils sont ensuite transférés dans des hôpitaux. Cette semaine, l'un des plus avancés est installé à côté de la mosquée Abou Zyan, à environ 500 mètres de la vieille ville, dans deux anciens ateliers. Il n'y a ni porte ni fenêtre et des machines-outils sont encore installées au fond, trop lourdes sans doute pour être pillées.

Les infirmiers ont installé cinq brancards sur des tréteaux de fer. Les cartons de compresses, seringues et perfusions s'entassent le long des murs. Des grappes de mouches bourdonnent autour de petites flaques de sang. Chaque jour, les blessés se succèdent, emmenés par de vieilles ambulances aux suspensions défoncées qui pilent devant les anciens ateliers. «Les blessures les plus courantes sont dues à des éclats de mortiers, de mines artisanales et de grenades. Il y a aussi des blessures par balle, mais c'est moins fréquent», explique un infirmier. Les cadavres sont enveloppés dans une couverture puis déposés dans des sacs mortuaires. La guerre contre l'Etat islamique a décimé les rangs de l'armée irakienne. Les forces spéciales ont perdu 40% de leurs effectifs, blessés ou tués, depuis le début des combats, selon le Pentagone.



«SEUL DIEU A DES YEUX»

La guerre ne sera pas pour autant terminée avec la fin de la bataille de Mossoul. Avant

même le début des derniers assauts contre la vieille ville, l'Etat islamique a répliqué à sa manière, brutale et rapide. Dans la nuit de dimanche à lundi, une soixantaine de jihadistes ont attaqué deux quartiers de l'ouest de Mossoul, libérés il y a quelques mois, Tanak et Yarmouk. Ils ont investi le premier, avancé vers le second. Les habitants ont fui en quelques heures. Les autorités irakiennes ont d'abord blâmé des «cellules dormantes». La réalité est plus inquiétante. Les jihadistes n'attendaient pas cachés à Mossoul dans des caves ou des maisons abandonnées. Ils venaient de beaucoup plus loin, de Tall Afar, à la frontière syrienne, l'une des dernières villes irakiennes qu'ils contrôlent encore.

«Ils ont marché durant une partie du trajet et ont réussi à passer nos lignes. Ils avaient des informateurs qui leur ont dit comment éviter les checkpoints et parvenir jusqu'à Mossoul. Tout était prêt pour eux quand ils sont arrivés», explique le général Haider Fadhel des forces spéciales. Au moins un soldat a été tué lors de l'assaut. Aucun civil n'aurait perdu la vie, selon l'armée irakienne.

Un jihadiste a été capturé. Il a 11 ans. Les autres ont tous été tués, selon le général. «La plupart avaient des vestes explosives. Nous en avons abattu quelques-uns», affirme-t-il. Le cadavre poussiéreux de l'un d'eux, barbe et cheveux longs, pantalon court, était accroché tête en bas lundi matin au poteau cassé d'un feu tricolore. «Ce sont les habitants qui l'ont mis là, pas nous», expliquait un soldat en faction. Quelques heures plus tard, le corps avait été décroché. Il gisait juste à côté sur un terre-plein. Des enfants lui jetaient des cailloux, lui défonçant le crâne. Des adolescents criaient:



En haut : Khaled, arrêté et accusé d'être un membre de l'Etat islamique. Un homme et ses fils blessés tentent de fuir. En bas : interrogatoire des civils et patrouille à Tal Ruman.

«C'est un Pakistanais! Non, un Afghan!» «C'est un Tadjik», hurlait un autre. Un homme d'une quarantaine d'années répétait: «Seul Dieu a des yeux et sait ce qui s'est passé.»

Le jour même, l'armée s'est déployée dans plusieurs quartiers de l'ouest de Mossoul, à plusieurs kilomètres de la vieille ville et de ses combats. En milieu d'après-midi, une vingtaine de soldats ont investi le quartier de Tal Ruman. Ils frappent aux portes métalliques des maisons. La plupart s'ouvrent. Ils pénètrent dans la cour, le salon, jettent un ceil dans la cuisine, montent vers les chambres, observent les portes à l'arrière. «Regardez ce que vous voulez, et partout», dit un propriétaire bedonnant en offrant des graines de tournesol. Les inspections ne durent que quelques minutes. Au coin d'une rue, deux

blindés sont arrêtés. Des soldats ouvrent le coffre d'un Humvee noir. Un homme pieds nus en tee-shirt blanc est allongé. Il a une vingtaine d'années et l'air terrifié. Un militaire lui met une claque et le sort en le tirant par une oreille. Le jeune est poussé jusqu'à un commandant qui joue avec une petite barre de fer. «Je n'ai rien fait, je n'ai rien fait», répète l'homme en gardant la tête baissée. «Quoi que tu aies fait, quoi que tu fasses, si jamais c'est pour Daech, tu es mort», crie le commandant. Un peu à l'écart, un soldat aux yeux bleus dit: «On le pousse un peu mais c'est pour lui faire peur. On veut qu'il travaille pour nous.» L'homme est ramené au Humvee où il récupère son sac. Il est libre. Il s'éloigne aussi vite qu'il le peut. ◀



REUTERS

Les Kurdes prêts à s'attaquer aux rebelles pro-turcs en Syrie

30 juin 2017 BEYROUTH (Angus McDowa (Reuters) -

LES MILICIENS KURDES des Unités de protection du peuple (YPG) ont l'intention de "libérer" le secteur situé entre Azaz et Djarablous, qui se trouve aux mains des rebelles syriens soutenus par la Turquie, selon un de leurs chefs.

Le commandant Sipan Hemo l'annonce dans un entretien accordé à un journal kurde et ses propos ont été relayés sur internet par un responsable des Forces démocratiques syriennes (FDS), mouvement soutenu par les Etats-Unis, dont les YPG sont la principale composante.

Il ne précise pas quand ses hommes ont l'intention de s'emparer de cette zone, mais il dit considérer les rebelles syriens soutenus par Ankara qui en ont chassé les djihadistes de l'Etat islamique (EI) à l'automne comme une force d'occupation.

Les tensions croissantes entre Ankara et les rebelles kurdes syriens ont donné lieu mardi soir à des échanges de tirs près d'Azaz.

L'armée turque y a dépêché des renforts en hommes et en matériel, a-t-on appris le lendemain auprès de rebelles kurdes et de l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui parle de préparatifs en vue d'une offensive contre les YPG.



Des miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) à Rakka. Les miliciens kurdes de l'YPG ont l'intention de "libérer" le secteur situé entre Azaz et Djarablous, qui se trouve aux mains des rebelles syriens soutenus par la Turquie, selon un de leurs chefs. /Photo prise le 21 juin 2017/REUTERS/Gora

La Turquie les considère comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et a vivement reproché à Washington de leur avoir fourni des armes dans le cadre de la lutte contre l'EI.

Côté kurde, on fait valoir qu'une offensive turque détournerait les FDS et les YPG de la bataille de Rakka, dernière position urbaine importante des djihadistes en Syrie. ●

Amid Turkey's Purge, a Renewed Attack on Kurdish Culture

By PATRICK KINGSLEY
JUNE 29, 2017
<https://www.nytimes.com>

DIYARBAKIR, Turkey — Gosto's kebab shop is not the only diner on its block, let alone on its street. It is, however, the one that perhaps reveals most about the threat to Kurdish culture.

Its owner and manager — the cheery, chubby Vural Tantekin — turned to the kebab trade only in January, after the city authorities sacked most members of his municipally run theater troupe.

"The reason," said Mr. Tantekin, during an interview squeezed between kebab orders, "was to stop us from performing in Kurdish."

For people like Mr. Tantekin, the fate of Diyarbakir's theater troupe is emblematic of an ongoing assault on Kurdish culture at large.

Since the founding of the Turkish republic in 1923, which enshrined a monocultural national identity, the country's sizable Kurdish minority — around 20 percent of the population — has often been banned from expressing its own culture or, at times, from speaking the Kurdish language.

Turkey's current leader, Recep Tayyip Erdogan, loosened many of these restrictions toward the end of the last decade, in what some described as a "Kurdish opening." But repression began again after a cease-fire with Kurdish militants fell apart in 2015. It accelerated further during the crackdown that followed last year's failed coup.

The crackdown was nominally intended to target the plotters of the putsch. But it has also been used as a smoke screen to squeeze other groups and movements that promote narratives deemed problematic by the gov-



Turkish Kurds celebrating Newroz, a spring festival, in Diyarbakir in March. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse — Getty Images

ernment. More than 140,000 people have been fired or suspended from their jobs, and up to 50,000 have been arrested. Among them are those who, like Mr. Tantekin, promote the concept of a unique Kurdish culture.

The suffocation of Kurdish expression in Turkey constituted the latest rollback of reforms Mr. Erdogan put in place during his first decade in power.

Yet the fate of the Kurds has long been one of the central themes in the recent history of the region; one that ignores borders. Kurds in Turkey have been inspired by Kurdish gains in Iraq and Syria, two countries where the Kurds were repressed. Across Turkey's southeastern border, Kurds run an autonomous zone in northeast Iraq and will hold an independence referendum in September. To Turkey's south, Syrian Kurds have carved out a territory in northeast Syria and their militias are America's main partner in the campaign to retake Raqqa, the proclaimed capital of the Islamic State.

And continued successes of those movements will likely further encourage the ambitions of the Turkish Kurds.

Across southeast Turkey, where most people are Kurdish, Mr. Erdogan's government fired over 80 elected mayors and replaced them with state-appointed trustees. Here in Diyarbakir, the spiritual capital of Turkish Kurdistan, the trustee not only fired most of the city's municipally employed actors, but also 80 percent of the staff of the municipal department that promoted the teaching of Kurdish and other minority languages.

In towns across the region, trustees have changed the names of streets previously named for prominent Kurdish figures, or removed statues of Kurdish heroes. More

than a dozen lawmakers from the main pro-Kurdish party have been arrested in recent months. A Kurdish artist was jailed for doing a painting of the ruins of Nusaybin, one of several Kurdish towns partly destroyed in 2015 during fighting between the Turkish army and Kurdish militants.

Kurdish or pro-Kurdish journalists are some of the principal victims of the post-coup crackdown on free speech. According to the Free Journalist Society, a now-banned, pro-Kurdish news media watchdog, 173 journalists are now in Turkish prisons; of those, 50 worked for Kurdish or pro-Kurdish news outlets.

Turkey's only Kurdish-language newspaper, Azadiya Welat, was closed last summer — along with at least 10 television channels that broadcast, at least in part, in Kurdish. Even a Kurdish cartoon channel, Zarok TV, was banned for several months before being allowed to reopen in December.

The government says all these closures, bans and arrests are legitimate.

Those fired or now in jail were representatives of or apologists for the P.K.K., the main Kurdish militant group, said Galip Ensarioglu, a lawmaker from Mr. Erdogan's party who represents Diyarbakir in Parliament. Their dismissal, Mr. Ensarioglu added, does not amount to a crackdown on Kurdish culture, but on the supporters of terrorism.

"There might be some people who were purged because they were considered dangerous — or people who were doing political activities under the name of cultural activities — but never, ever have cultural activities been stopped," Mr. Ensarioglu said in an interview.

The question of who has the right to speak



A pro-Kurdish demonstration in front of the municipality headquarters in Diyarbakir in October. Credit Ilyas Akengin/Agence France-Presse — Getty Images



Police officers detained a protester in front of the courthouse in Diyarbakir in November. Credit Ilyas Akengin/Agence France-Presse — Getty Images



A building in Diyarbakir that was damaged by a car bomb in January 2016. Credit Ilyas Akengin/Agence France-Presse — Getty Images

for Kurdish culture is complex, since Kurds are not a single homogeneous block. Around 30 percent of Diyarbakir's residents voted with the government in a referendum to grant sweeping powers to Mr. Erdogan's office. Tens of thousands of Kurds across southeastern Turkey also belong to the Village Guards, a state-sanctioned militia that assists Turkish soldiers in their fight against the P.K.K.

Mr. Erdogan's Kurdish critics, however, say there is nothing ambiguous about the government's intentions.

"The aim of the government is very clear," said Hakkı Boltan, the head of the Free Journalist Society, and a former editor in chief of *Azadiya Welat*. "The policy is to end the Kurdish political movement and the wider Kurdish culture."

The crackdown on Kurdish culture caught some by surprise, because until recently Mr. Erdogan was widely perceived to have eased restrictions on Kurdish life and language. He also brokered a historic cease-fire with the P.K.K.

Though never enshrining Kurdish as an official language in the Turkish Constitution, he allowed a limited amount of Kurdish-language classes at the high school level and opened a Kurdish-language television channel.

But the situation began to unravel in June 2015, when the peace process broke down, and Mr. Erdogan began once more to tighten restrictions on Kurdish society. Mr. Erdogan's supporters argue that his hand had been forced: "It was the P.K.K. that said they were done with the peace process," Mr. Ensarioglu said.

Mr. Erdogan's critics, however, have another narrative: that by this point Mr. Erdogan was spoiling for a fight. His party had just suffered its worst electoral performance in a decade, hemorrhaging votes to both a new pro-Kurdish alliance and a right-wing nationalist party that opposed his Kurdish overhauls.

Feeling betrayed by Kurdish voters and seeking to win back the nationalists, Mr. Erdogan had already decided to revert to the Turkish state's traditional stance on Kurdish issues —

or so the argument goes.

"Simply to get nationalist support," said Mehmet Kaya, the head of the Tigris Social Research Center, a think tank based in Diyarbakir, "there began a complete cultural and political attack on the Kurds."

In Diyarbakir, that perceived policy has involved firing the city's two co-mayors and canceling plans they promoted to introduce intensive, yearlong, state-funded Kurdish courses for anyone of any age or standard.

The Kurdish name for the city, Amed, was later removed from some city signs, in a move that was repeated in other Kurdish towns. In Van, for instance, about 250 miles away, the state-appointed trustee renamed a park previously named for Tahir Elci, a popular Kurdish lawyer.

In Sur, the ancient district at the center of Diyarbakir, an even more controversial transformation is underway. Contained within a ring of walls first built during the Roman era, Sur was until recently a charming warren of winding streets that many Kurds regarded as the symbolic heart of the Kurdish nation.

But now much of Sur is not only destroyed but also sealed off. Some 2,000 buildings are estimated to have been destroyed or damaged in the fighting and 20,000 residents displaced.

The provincial governor, Huseyin Aksoy,



Protesters ran as the police used tear gas to disperse a demonstration in Nusaybin in February 2016. Credit Ilyas Akengin/Agence France-Presse — Getty Images

says the area will be rebuilt according to its original character, along the lines of a renovation plan agreed to in 2012 by the mayor, who was pro-Kurdish.

"When's it's finished," Mr. Aksoy said in an interview, "the old atmosphere of Sur will return again."

Some locals scoff at this.

"They want to Turkify and Islamify the area," said Abdullah Demirbas, a former mayor of Sur.

Some caution, nevertheless, that the state is not the only obstacle to Kurdish cultural expression. After Abdullah Keskin — the head of *Avesta*, Turkey's largest Kurdish-language publisher — criticized Kurdish insurgents for starting a fight in residential districts like Sur, a depot housing his books mysteriously burned down a few days later.

Life was also worse in the past for the Kurdish community, Mr. Keskin says. When he was a child, even Kurdish music was banned. When his family — who lived just north of the Syrian border — held a wedding, they had to enlist Syrian Kurds to perform Kurdish music from the southern side of the border.

Things have not yet reached that level today, Mr. Keskin says. So far this year, his company alone has published more Kurdish books than the entire Kurdish community managed to during the first 60 years of the Turkish republic. But he allows that the government's actions in the last two years still constitute "a kind of coup against Kurdish language and culture."

Here and there, however, artists and activists are trying to make the most of a tough situation. Mr. Tantekin, the actor, has left the trade. But several of his former colleagues have set up their own private theater in the basement of a mall.

Their former theater fit 1,700. This tiny basement seats just 80. But it is a start, says Berfin Emektar, one of the players.

"The show," she said with a smile, "goes on." ●

Rojava. Les Kurdes entre utopie et guerres

Jean Michel Morel / 30 juin 2017
<http://orientxxi.info>

Un autre futur pour le Kurdistan. Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique de Pierre Bance et l'ouvrage collectif mené sous la direction de Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond, La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation sont deux livres récemment publiés qui tentent d'éclairer, au-delà du dur combat pour un Kurdistan confédéral et démocratique, le projet de société, l'utopie émancipatrice qui guide les Kurdes.

Tabqa a été récemment libérée et nul doute que Raqqa le sera bientôt. L'abandon par l'organisation de l'État islamique (OEI) de cette ville devenue l'une de ses deux « capitales » — l'autre étant Mossoul — marquera un nouveau tournant de la guerre en Syrie. Le premier et le plus décisif ayant été la victoire remportée par les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) à Kobané en janvier 2015. Depuis, les YPG se sont fondues dans une armée arabo-kurde plus vaste, les Forces démocratiques de Syrie (FDS). Ce sont elles qui, soutenues par les Américains et les Russes, sont appelées à jouer un rôle décisif dans la prise de Raqqa.

Non seulement le combat des YPG se révèle militairement efficace, mais de plus, il est porteur d'un projet de société pour l'étape suivante. Le Parti de l'union démocratique (PYD), « frère » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) n'entend pas, une fois la paix rétablie, accepter une sorte de statu quo et que les Kurdes se retrouvent sous la férule d'un dictateur comme Bachar Al-Assad. Avec le risque de tentatives d'éradication de leur peuple, de sa culture et de son histoire, ainsi que cela s'est produit dans les années 1960. La reconnaissance d'une identité kurde dans ce que le PYD a renommé la « Fédération démocratique du nord de la Syrie », ou Rojava, s'impose donc. Il ne s'agit pas de l'indépendance d'un territoire grand comme la Belgique, par ailleurs riche en pétrole et grenier à blé du pays, mais d'une autonomie réelle à l'intérieur d'un état fédéral.

Deux livres parus récemment éclairent sur la nature de cette aspiration à la démocratie et sur les conditions extrêmement violentes dans lesquelles elle tente de se réaliser. Celui de Pierre Bance, Un autre futur pour le Kurdistan. Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique (éditions Noir et Rouge) est une étude universitaire d'une grande rigueur, qui pose des questions à propos de l'instauration d'une société sans État, de la mise en place d'une démocratie directe, de l'organisation d'une fédération de communes autonomes, de la façon de contenir un pouvoir central tout en accompagnant son processus de dépérissement. L'auteur conduit ce travail avec modestie : « Je ne cherche pas à avoir raison. Je cherche à comprendre, à partager ce que je sais, puis à apprendre ce que je ne sais pas. » De même, à propos du « confédéralisme démocratique », tentative pragmatique pour instaurer un fait réellement communautaire, en tant que penseur libertaire, il nous prévient :

La pire des choses serait une adhésion les yeux fermés au crédit du romantisme révolutionnaire ou son pendant, un rejet sans appel au nom de la pureté anarchiste.

Son livre offre les clefs permettant de tenir sur cette ligne de crête.

L'autre ouvrage est le résultat d'un travail collectif mené sous la direction de Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond. Intitulé La Commune du Rojava, l'alternative kurde à l'État-nation (éditions Syllepse), il rassemble les contributions d'une vingtaine de spécialistes du Proche-Orient, d'intellectuels solidaires et de protagonistes du mouvement kurde de libération et de solidarité avec le Rojava. Il



Combattantes des YPG



Pierre Bance, *Un autre futur pour le Kurdistan. Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique* Éditions Noir et Rouge, 2017.



Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (dirs.), *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation* Éditions Syllepse, 2017.

s'ouvre sur la profession de foi du sociologue et philosophe Michael Löwy qui donne toute sa force à l'ouvrage : « Le Kurdistan libertaire nous concerne ! » C'est pourquoi les trois coordinateurs terminent leur préface en affirmant leur position de militants et de témoins actifs :

Nous aurions aimé rassembler davantage d'informations sur l'expérience d'autogouvernement, sur l'acquisition d'une condition égalitaire pour les femmes et sur la réalité d'une administration "post-nationale". Mais cela n'est qu'une question de temps et, en attendant, nous espérons que le matériau d'ores et déjà rassemblé pourra nourrir les échanges, soutenir des actions de solidarité, voire inspirer les mobilisations que nous menons en France et en Europe.

Pour autant, il ne s'agit pas d'un pamphlet destiné à conforter des convaincus dans leur point de vue, mais un argumentaire documenté d'où, par ailleurs, l'émotion n'est pas absente. Une pensée libertaire

Ces deux publications sont complémentaires. Elles expliquent combien il est complexe, dans un pays fragmenté par des répartitions ethniques et des divergences religieuses, de proposer un projet politique fédérateur. Combien il est difficile de faire aboutir des changements de mentalité qui questionnent et refusent le patriarcat, pourvoyeur d'inégalités entre les hommes et les femmes. Combien il est ardu d'abandonner la gestion verticale des institutions pour lui substituer une démocratie « horizontale ».

⇒ Le « confédéralisme démocratique » que met en avant le PYD prend sa source dans la réflexion théorique du leader historique des Kurdes, Abdullah Öcalan, actuellement détenu dans l'île-prison turque d'Imrali et, depuis 2002, condamné à perpétuité. Tirant les leçons d'amers échecs stratégiques et d'une approche par trop dogmatique du réel, Öcalan a décidé de rompre avec une pensée sclérosée qui a fini par se caricaturer elle-même pour s'imprégner de celle d'un libertaire américain, Murray Bookchin. Se référant aux grands ancêtres de l'anarchie (Pierre-Joseph Proudhon, Mikhaïl Bakounine, Pierre Kropotkine), Bookchin « inscrit le municipalisme libertaire dans l'idée que la commune libre, indépendante, est la base, l'unité de la nouvelle société communiste », cite Pierre Bance (p. 56).

Dans le municipalisme libertaire, le capitalisme et son support juridique la propriété privée, l'État et ses organes de "violence légitime", les classes et les hiérarchies disparaissent. Ils ne sont pas abolis. Dans la vision de Bookchin, les nouvelles formes d'organisation politique, sociale et économique qui sont progressivement mises en place les rendent inutiles (p. 57).

Mais en 1996, lucide, Bookchin déclarait : « le mouvement municipaliste libertaire n'existe pas » (p. 95). Dans le contexte on ne peut plus défavorable du conflit en Syrie, les Kurdes, relevant le drapeau de cet idéal retrouvé, tentent malgré tout de lui donner corps. Pour Öcalan, que cite encore Pierre Bance, la pierre angulaire, la condition impérative de la réussite de cette ambition émancipatrice réside dans l'égalité entre les hommes et les femmes. Il le formule avec une radicalité sans concession : « L'esthétique, c'est-à-dire le fait de rendre la vie plus belle, est pour la femme une question existentielle » et « Sur le plan éthique, la femme est plus responsable que l'homme ».

Dans La Commune du Rojava, la militante Fadile Yildirim rappelle que « la caractéristique fondamentale de l'État, du pouvoir, de la hiérarchie et de tous les autres types de souveraineté, c'est l'idéologie sexiste dominée par les hommes » (p. 160). Et la chercheuse Dilar Dirik met en lumière l'articulation entre combat pour l'égalité et pouvoir non étatique :

Il est intéressant de noter que, même si la libération des femmes a toujours fait partie de l'agenda du PKK, le mouvement d'auto-organisation des femmes est devenu plus solide dès que le mouvement a abandonné un projet d'un État-nation pour adhérer au projet de l'autonomie démocratique (p. 151).

ÉTAT-NATION VERSUS « POLYPHONIE COMMUNAUTAIRE »

La question de l'abandon de la notion d'État-nation, sorte de révolution copernicienne dans le champ de la culture politique, prend tout son sens dès qu'on la met en perspective avec la volonté longtemps réaffirmée des Kurdes de constituer une nation, perspective que le traité de Sèvres de 1920 envisageait de concrétiser dans le nord-est de l'Anatolie. Promesse non tenue à peine trois ans plus tard par le traité de Lausanne, les Kurdes étant alors répartis entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Öcalan formalise sans ambiguïté ce déstagement théorique-pratique :

Au départ, l'objectif du PKK était de couronner l'existence du peuple kurde d'un État-nation. Mais vers la fin de cette période (1984-2009), nous avons réalisé que cette couronne était superflue. Au contraire, elle est la source de nombreux problèmes nouveaux, comme nous l'avons réalisé et appris par de nombreux exemples. Une constitution démocratique de la société est donc bien plus importante.

Cité par Pierre Bance, p. 133.

La traduction de ce renoncement à une patrie ethniquement pure se vérifie dans la Charte du contrat social et de l'autonomie démocratique du Rojava. Adoptée en janvier 2014, elle concerne les trois cantons de Jazira, Efrin et Kobané.

La Charte n'institue pas un État, le mot est banni, mais une confédération des peuples habitant les trois cantons, "une polyphonie communautaire" : Kurdes, Arabes, Assyriens, Chaldéens, Syriaques (Araméens), Turkmènes, Arméniens et Tchéchènes choisissent de vivre ensemble dans le respect mutuel, le pluralisme et la participation démocratique "pour que tous puissent s'exprimer librement dans la vie

publique" (préambule de la Charte, alinéa 3). Elle se réfère aux principes de l'autonomie démocratique (préambule, 1er alinéa).

Pierre Bance, p. 153-154.

C'est aussi ce que confirme l'analyse de Riza Altun, l'un des cofondateurs du PKK :

Après la Première Guerre mondiale, la partition du Moyen-Orient en États nationaux n'a fait que créer davantage de problèmes. Donc, se concentrer sur l'établissement d'un État national kurde exacerberait les problèmes existants.

Riza Altun in La Commune du Rojava, p. 77.

UNE UTOPIE ÉMANCIPATRICE

Pour reprendre la symbolique utilisée par Abdullah Öcalan, si couronne il y a, en plus des bijoux que sont la démocratie participative, l'abandon du concept d'État-nation et l'égalité homme-femme, il faut ajouter la préoccupation écologique et la laïcité. Sans oublier la santé, l'éducation et le social. Pour le coup, l'ensemble constitue un ornement propre à consacrer une utopie exemplaire.

De même que les autres constituantes du programme d'émancipation, le souci de l'écologie se construit au plus près des populations. C'est ce que rapporte Mireille Court lorsqu'elle raconte comment, dans le camp de réfugiés de Maxmur, près de Mossoul, les habitants ont débattu dans le cadre des comités populaires sur les OGM distribués gratuitement par l'ONU. « Mais après deux ans, il a fallu les acheter, ces semences étant stériles. Ils ont donc décidé de refuser ce mode de production et de produire à partir des semences anciennes, sans pesticides » (La Commune du Rojava, p. 201). Le même questionnement s'est fait jour concernant la construction de barrages sur l'Euphrate et des conséquences de celles-ci sur l'écosystème.

Quant à la laïcité, elle est aussi un élément structurant puisqu'elle garantit l'acceptation des différences religieuses. Pour autant, elle est pensée par Öcalan comme n'étant pas une négation du fait religieux. En revanche, il dénonce les « temps où fut établi un lien de causalité entre le pouvoir de l'État et la volonté divine » et où la religion devint pilier de l'État » (cité par Pierre Bance, p. 114).

Bien sûr, l'histoire a toute sa place dans les deux publications, comme récit d'un passé le plus souvent constitué d'une oppression violente exercée par les autorités centrales des quatre états où résident les Kurdes. L'histoire en train de se faire et qui, à ce jour, est constituée de douloureuses convulsions ; et l'histoire à venir. Pierre Bance et les auteurs de La Commune du Rojava inscrivent ce futur dans une perspective qui, selon le souhait des initiateurs du confédéralisme démocratique dépasse leurs territoires fragmentés et même la région dans laquelle ils se situent.

Les Kurdes sont persuadés que leur aspiration à une société plus juste est la clef d'un retour à la paix au Proche-Orient et à la fin des régimes totalitaires. Ils considèrent aussi qu'elle peut excéder toutes ses limites territoriales d'origine. C'est la conclusion à laquelle aboutit Eirik Eigliad, membre norvégien de New Compass Collective

Les conflits qui divisent aujourd'hui violemment les peuples autour de clivages religieux et nationaux peuvent potentiellement être dépassés à l'aide de nouvelles structures confédérales qui permettent l'autonomie culturelle et la démocratie directe. Une autre démocratie est possible.

La Commune du Rojava, p. 181.

En écho à ces propos, que les sceptiques pourraient ramener à une exhortation sans fondement, Pierre Bance affirme : « Si les Kurdes sont les dépositaires de l'idée, ils n'en revendiquent ni la propriété ni le monopole : elle appartient à tous, nous sommes tous concernés. »



Jean Michel Morel
Écrivain, ancien médiateur culturel.

REUTERS

Turkey returns fire on YPG in Syria, warplanes hit militants in Iraq

June 28, 2017 Reporting by Orhan Coskun, REUTERS

TURKISH forces retaliated with an artillery barrage overnight and destroyed Kurdish YPG militia targets after the group's fighters opened fire on Turkey-backed forces in northern Syria, the military said on Wednesday.

It said Turkish warplanes separately struck Kurdish militants in northern Iraq on Wednesday, killing seven fighters from the PKK group which Ankara says is closely linked to the YPG.

The strikes came after Turkey's defence minister warned that Ankara would retaliate against any threatening moves by the YPG and after reports that Turkey was reinforcing its military presence in northern Syria.

The United States supports the YPG in the fight against Islamic State in Syria, while NATO ally Turkey regards them as terrorists indistinguishable from militants from the outlawed PKK which is carrying out an insurgency in southeast Turkey.

Turkey's army said YPG machine-gun fire on Tuesday evening targeted Turkey-backed Free Syrian Army elements in the Maranz area south of the town of Azaz in northern Syria.

"Fire support vehicles in the region were used to retaliate in kind against the harassing fire and the identified targets were destroyed/neutralised," the military statement said.

The boom of artillery fire could be heard overnight from the Turkish border town of Kilis, broadcaster Haberturk said. It was not clear whether there were casualties in the exchange of fire.

Ankara was angered by a U.S. decision in June to arm the YPG in the battle for Islamic State's Raqqa stronghold. President Tayyip Erdogan said on Sunday that nations which promised to get back weapons from the YPG



FILE PHOTO: A general view shows the Kurdish city of Afrin, north-west Syria March 18, 2015. REUTERS/Mahmoud Hebbbo/File Photo

once Islamic State were defeated were trying to trick Turkey.

U.S. Defense Secretary Jim Mattis on Tuesday left open the possibility of longer-term assistance to the YPG, saying the U.S. may need to supply them weapons and equipment even after the capture of Raqqa.

Ankara considers the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), which is deemed a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union.

The PKK has carried out an armed insurgency against the Turkish state since 1984 and more than 40,000 people, most of them Kurds, have died in the fighting.

Turkish warplanes on Wednesday morning destroyed PKK shelters and gun positions during air strikes in the Avasin-Basyan area of northern Iraq, killing seven militants planning an attack on Turkish border outposts, an army statement said.

Faced with turmoil across its southern border, Turkey last year sent troops into Syria to support Free Syrian Army rebels fighting both Islamic State and Kurdish forces who control a large part of Syria's northern border region.

Erdogan has said Turkey would not flinch from taking tougher action against the YPG in Syria if Turkey believed it needed to. ●

ARANews

June 30, 2017

Syrian Kurds call on international community to stop Turkish attacks

June 30, 2017 Reporting by: Wladimir van Wilgenburg
<http://aranews.net>

Kurdish officials have called on the international coalition to stop Turkey's military operation against Rojava-Northern Syria.

The Syrian Kurds say that the operation, which targets Afrin (Efrin) District, could imperil the ongoing Raqqa campaign.

Sihanok Dibo, a senior official in the Democratic Union Party (PYD), said on Thursday that Turkey and its proxy forces had been bombing Afrin in order "to disrupt liberation of Raqqa."

The Kurdish official added that ending Turkey's aggression was "the responsibility of the international coalition."

Sharvan Darwish, a spokesman for the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), echoed Dibo in a statement, calling on the world to stop Turkish aggression.

"For years, we've been fighting the terrorists with our lives & blood!" he said. "[The] world should take a stand against Turkish occupying aggression around Efrin."

Turkish Deputy Prime Minister Veysi Kaynak said on Wednesday that the SDF should be cleared out of the Afrin to ensure the security of Azaz, Maree, Al-Bab and Idlib.

"The problem in the region is the Syrian Kurdish Democratic Union Party and Kurdistan Workers' Party (PKK), their control over Afrin and the establishment of a Russian base there," Kaynak told the media in



Turkish army forces (R), and Kurdish YPG fighters (L). Photo: Jinda Ibrahim/ARA News

Kahramanmaraş.

A Kurdish journalist in Afrin told ARA News that Russian forces remain in Afrin District, and that while there was Turkish shelling yesterday, the region was relatively quiet today.

The Kurdish People's Protection Units (YPG) have said they will respond to any Turkish aggression with force.

According to the Kurdish news agency ANHA, the Turkish Army and its proxies have issued warnings to Kurdish villages near Til Rifaat in Aleppo Governorate, ordering them to evacuate within two days.

The Russian Nezavisimaya Gazeta news organization reported that Kurdish forces are counting on Moscow to respond to another Turkish military campaign aimed at seizing Afrin.

Syrian Kurds suspect that there is a deal being hatched between the Syrian government, Moscow and Ankara. Under its terms, the parties would isolate Afrin, and allow Turkey to attack Kurdish communities in northwestern Syria.

According to Russian experts, the weakening of the Kurds in Afrin benefits both Ankara and Damascus.

"There are enough forces to hold up its defense," explained Anton Mardasov, Head of the Department of Middle Eastern Conflicts at the Institute for Innovative Development. "Turkey's previous attempts with the help of the Syrian opposition failed. Now the question is, what forces can they attract." ●

Vers un Kurdistan enfin indépendant ?

Annoncé de longue date et ajourné à plusieurs reprises en raison notamment de la guerre contre l'Etat islamique, le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien se tiendra le 25 septembre.

Par **KENDAL NEZAN**



Président de l'Institut kurde de Paris

Dans trois mois, environ 3,5 millions d'électeurs kurdes auront à répondre par oui ou non à la question de l'indépendance du Kurdistan irakien. En 2003, après la chute de la dictature irakienne, le Parlement du Kurdistan, à la demande de la coalition anglo-américaine, a consenti à la participation des Kurdes dans les nouvelles institutions irakiennes dans l'espoir de bâtir un Irak nouveau, démocratique et fédéral, respectueux de l'identité et des droits de ses multiples composantes nationales, linguistiques et religieuses. Ces principes ont inspiré la nouvelle Constitution irakienne adoptée en 2005 par référendum par plus de 80 % des électeurs. L'une des dispositions essentielles de cette Constitution, stipule que le gouvernement central devait organiser, avant le 31 décembre 2007, un référendum dans les territoires dits « disputés » (encore rattachés à Bagdad mais peuplés majoritairement de Kurdes, comme dans la région de Kirkouk) afin que les populations concernées puissent librement



Massoud Barzani (portrait) président du gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) jusqu'en 2015. PHOTO SAFIN HAMED, AFP

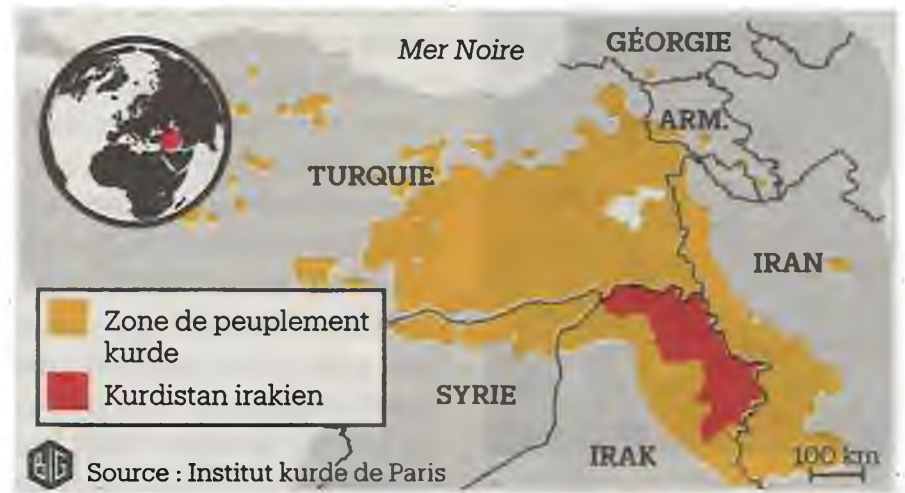
décider de leur rattachement ou non à la région du Kurdistan. Le gouvernement de Bagdad n'a pas respecté cette obligation constitutionnelle, pas plus qu'il n'ait laissé les Arabes sunnites décider par référendum ériger leur province en une région fédérée. Leurs droits constitutionnels ont été bafoués, leurs manifestations pacifiques écrasées dans le sang. Ce déni de droit a poussé une bonne partie des Arabes sunnites vers les mouvements islamistes radicaux, dont Daech est l'avatar ultime et le plus sanguinaire. Les Kurdes, de leur côté, ont perdu toutes leurs illusions sur la possibilité d'un Irak uni, démocratique et inclusif. L'un des derniers liens qui les attachaient à Bagdad était la dotation financière allouée à la région du Kurdistan représentant 17 % du budget irakien. Elle ne leur est plus versée depuis janvier 2014. Ainsi, l'Irak finance les milices chiites encadrées par l'Iran mais refuse de payer les soldes des peshmergas kurdes ; il verse leurs

salaires aux employés et fonctionnaires irakiens restés dans les zones sous occupation de Daech mais n'a pas de budget pour l'administration du Kurdistan. Celle-ci a refusé de se plier au diktat du Premier ministre irakien chiite Maliki, et a développé ses propres exportations pétrolières pour assurer son financement.

Début 2014, le couple kurdo-irakien était déjà au bord de la rupture. Le gouvernement du Kurdistan prévoyait alors d'organiser un référendum pour consacrer et légitimer le divorce d'avec Bagdad. La déferlante de Daech a bouleversé la donne. Les Kurdes ont dû se mobiliser pour défendre leur territoire. Malgré une sévère crise financière, causée par la suppression par Bagdad de leur dotation budgétaire, ils ont accueilli généreusement environ 1,8 million de réfugiés et déplacés dont une grande majorité d'Arabes sunnites qui, en dépit de leur nationalisme panarabe, ont préféré chercher asile chez les Kurdes plutôt que dans les provinces

► arabes chiites du Sud.

Les Kurdes veulent gérer leurs affaires dans leur propre pays, qui est aussi celui des Assyro-Chaldéens, des Turkmènes et des Arabes installés de longue date. Ils n'ont aucune convoitise sur les terres de leurs voisins. Depuis 1991, ils ont transformé un pays dévasté, où 90% des villages, une vingtaine de villes et l'économie agro-pastorale avaient été détruits par la terrible dictature irakienne, en un Etat de facto doté d'institutions démocratiques, d'aéroports, de forces armées et de police, d'infrastructures économiques et éducatives modernes. Ce pays de 5,5 millions d'habitants (7,7 millions si l'on y inclut les territoires disputés) compte désormais 30 universités dont trois enseignant en anglais. Près de la moitié des étudiants sont des filles. Le pluralisme politique et religieux est assuré. C'est le seul pays du Proche-Orient où on ne déplore aucun prisonnier politique, aucun journaliste en prison. La situation économique, affectée par la crise financière, par le lourd tribut de la guerre contre Daech et par le poids de l'accueil massif de réfugiés et déplacés, reste difficile mais supportable. Elle devrait s'améliorer d'ici à la fin 2017 grâce à l'augmentation substantielle des exportations pétrolières et du gaz. Enfin, la guerre contre Daech a contraint les Kurdes à moderniser leur armée de peshmergas grâce au soutien en matériel et en formation de la coalition alliée où la France joue un rôle majeur. Agissant dans un environnement régional compliqué, conflictuel, voire chaotique, le Kurdistan a fait mieux que survivre. Il a su développer des relations de voisinage et de coopération économique apaisées avec la Turquie et l'Iran. Partenaire stratégique de Washington dans la lutte d'abord contre Al-Qaeda, puis de Daech, il est en excellents termes avec tous les pays européens dont la France, l'Allemagne, l'Italie, mais aussi le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède. Le Canada, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, et, plus récemment, l'Inde ont noué de solides relations avec le Kurdistan. La Russie est allée



plus loin encore en autorisant sa société Rosneft à acheter massivement du pétrole kurde au terminal turc de Ceyhan pour le raffiner dans ses raffineries d'Allemagne. Cet accord va assurer des ressources régulières et sécurisées à l'économie kurde. Enfin, le Kurdistan entretient des relations suivies avec les pays arabes dont plusieurs – Egypte, Arabie Saoudite, Jordanie, Emirats arabes unis (EAU) – ont ouvert des consulats dans la capitale kurde Erbil. Après avoir longtemps espéré le rétablissement à Bagdad d'un pouvoir sunnite fort, ces pays ne verraient pas nécessairement d'un mauvais œil l'émergence d'un Kurdistan indépendant, réduisant la puissance d'un Irak chiite allié à l'Iran. L'issue du scrutin ne fait pas de doute. Lors d'une consultation informelle, organisée en 2005 par la société civile kurde, 98% des électeurs s'étaient prononcés en faveur de l'indépendance du Kurdistan. En dépit de certains tiraillements et tensions internes et nonobstant les manœuvres de certains Etats voisins, le référendum du 25 septembre devrait donner une légitimité démocratique massive aux aspirations à l'indépendance du peuple du Kurdistan. Les autorités kurdes engageront alors des négociations avec Bagdad pour un divorce à l'amiable pacifique. C'est pourquoi nos démocraties devraient soutenir et accompa-

gner la démarche pacifique et démocratique du Kurdistan irakien vers son indépendance. La France, qui a des liens forts avec le peuple kurde et des responsabilités historiques dans son sort, s'honorerait à prendre l'initiative d'une diplomatie préventive et inventive pour convaincre ses partenaires et alliés que l'émergence d'un Kurdistan indépendant comme Etat tampon neutre entre les mondes chiite et sunnite contribuerait à la stabilité régionale, et rendra enfin justice à une partie du peuple kurde qui a été si malmené depuis plus d'un siècle. ◀



Le Point 2338 | 29 juin 2017 |

EN COUVERTURE

Avec les pasdaran, sentinelles de la République islamique

Etat dans l'Etat. En première ligne contre Daech à l'extérieur, piliers de la sécurité et de l'économie à l'intérieur, les gardiens de la révolution s'imposent comme les maîtres de l'Iran. Reportage.



« Les gardiens de la révolution sont devenus une véritable puissance du Moyen-Orient. »
Monsen Rafighdoost, membre fondateur des pasdaran, en 1979.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN,
ARMIN AREFI

Deshurlements résonnent dans le quartier 50 du Paradis de Zahra, le plus grand cimetière d'Iran, au sud de la capitale. Des dizaines de tombes de « martyrs » sont alignées en rangées, protégées du soleil brûlant par un chapiteau vétuste. Enveloppées dans leur tchador noir, deux femmes sanglotent sur la tombe de Hossein Moezgholami. Ce jeune homme de 23 ans est décédé en avril dans la ville syrienne de Hama. Il était gardien de la révolution. Depuis l'avènement

du califat de Daech, en 2014, cette garde prétorienne de la République islamique est à la pointe de la lutte contre les djihadistes. En Irak, les gardiens encadrent les puissantes milices chiïtes engagées contre les soldats du califat. En Syrie, ceux que l'on surnomme les « défenseurs du mausolée de Zeinab » prêtent en réalité main-forte aux forces de Bachar el-Assad. Officiellement, leur mission est de protéger le mausolée de la fille de l'imam Ali, que l'Etat islamique a juré de détruire, mais ils combattent avant tout les insurgés opposés au président syrien. D'après Ali Alfoneh, chercheur

à l'Atlantic Council, au moins 600 gardiens de la révolution ont péri en Syrie et 120 en Irak.

Le jeune Hossein Moezgholami effectuait son troisième séjour en Syrie, où, sa famille l'assure, ils s'était rendu volontairement. « Depuis tout petit, Hossein était attiré par les gardiens en raison de ses convictions religieuses, raconte son oncle, un enfant sur les épaules. Il avait pourtant été accepté dans de très bonnes universités. Mais il a refusé d'y entrer pour épouser une carrière de pasdar [gardien, NDLR] ». Sur la pierre tombale, deux photos sont gravées : d'un côté, le jeune gardien entonne un chant religieux ; de l'autre, il pose en uniforme, kalachnikov à la main, devant une ruine en Syrie. En épitaphe, ses dernières paroles : « Que celui qui passe devant ma sépulture lise quelques versets du Coran, et moi, pour l'amour de l'imam Hossein, je me lèverai et ma tête heurtera le marbre de mon tombeau. » Ecrasé de chagrin, son père, Ali-Akbar Moezgholami, est inconsolable. « Mon fils a réalisé son devoir contre l'impérialisme, se félicite-t-il pourtant. Daech n'est qu'un outil des Occidentaux pour conquérir une autre terre après Israël et casser le croissant chiïte ! »

À ses côtés, le grand-père du martyr acquiesce. « Les pasdaran défendent tous les pauvres et les opprimés », insiste-t-il d'une voix fatiguée. Le décès de Hossein Moezgholami a été rendu public sur l'application mobile Telegram. Depuis, les jeunes anonymes se succèdent devant la sépulture, qu'ils touchent du doigt en signe de respect. « Je regrette de ne pas avoir essayé de me rendre en Syrie, confie Davood Shakouri, 24 ans. Hossein a défendu son pays en Syrie et, s'il ne l'avait pas fait, Daech serait en Iran aujourd'hui. » Sans bruit, un adolescent s'approche à son tour de la tombe du « martyr », la mine fermée. Hossein Zahraei est un bassidji, un jeune volontaire ■■■

EN COUVERTURE



Hossein Moezgholami
Le « martyr »

Des femmes en tchador pleurent sur la tombe du « martyr » Hossein Moezgholami, 23 ans, tué en avril à Hama par des rebelles syriens. Au moins 600 gardiens de la révolution ont péri en Syrie et 120 en Irak contre Daech.

prisonnés. Une lumière aveuglante au plafond réveille le jeune homme. Autour de lui, de nombreuses traces de sang séché. L'étudiant est recroquevillé dans une minuscule cellule de 1,50 mètre sur 2,50 mètres. Seul lien avec le monde, une bouche d'évacuation d'air au plafond, ainsi qu'une étroite fente au sol où est glissée sa pitance. A terre, la « turbah », une pierre d'argile pour prier. Des claquements de sandales résonnent de l'autre côté de la porte de fer. « Fous ton bandeau ! » ordonne une voix rauque. Le prisonnier s'exécute sans broncher puis demande où il se trouve. Il reçoit en réponse un violent coup au bas du crâne qui le jette à terre. « La prochaine fois que tu ouvres la bouche, je te tue », reprend la voix. Le jeune homme est emprisonné dans la branche 2A de la prison d'Evin de Téhéran, celle que contrôlent les gardiens de la révolution.

Les yeux bandés, le jeune homme avance avec peine dans la pénombre, entraîné par son geôlier. « Tu n'es rien. Tu ne vauds rien. Et tu es seul, lance sèchement une voix au timbre encore plus grave. Soit tu collabores avec moi et tu pourras peut-être t'en sortir. Soit tu refuses et tu signes ton arrêt de mort. » L'homme est un gardien de la révolution islamique. Il lui tend un stylo et une feuille, dont il lit le contenu : « J'admets avoir souhaité mener une révolution de velours pour renverser la République islamique. » Comprenant ce que signi-



Blason des pasdaran.

Un bras tient une kalachnikov au-dessus duquel est inscrit le verset du Coran « Préparez [pour lutter contre eux] tout ce que vous trouverez de forces et de cavalerie... »

■■■ mobilisé par le pouvoir iranien et utilisé parfois en tant que milicien. Agé de 19 ans, il suivait les enseignements du défunt dans une mosquée de Téhéran. « Le plus important pour lui était de respecter la première prière de la journée, se souvient-il avec émotion. Je rêve de devenir un gardien et je voulais qu'il me présente à eux, mais je n'ai pas osé... et il est trop tard. » A en croire les autres bassidjis présents dans le cimetière, près de 1,8 million de volontaires iraniens attendraient leur tour pour combattre en Syrie.

Torturé. « Je suis heureux que les gardiens soient présents aujourd'hui à l'extérieur des frontières pour protéger l'Iran et les miens contre Daech », s'exclame Hamzeh Ghalebi, solide

gaillard de 35 ans au sourire radieux derrière sa barbe fournie. La confiance est pour le moins surprenante de la part de cet ancien opposant iranien, à qui les gardiens de la révolution ont fait vivre un véritable calvaire. Juin 2009 : l'Iran est le théâtre de vastes manifestations contre la réélection du président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Orchestrée par les gardiens de la révolution et exécutée par les miliciens bassidjis, une répression sévère s'abat sur les manifestants. Cent cinquante personnes perdent la vie. Des milliers de contestataires sont arrêtés. Responsable chez les jeunes de la campagne de Mir Hossein Moussavi, le leader de l'opposition, Hamzeh Ghalebi est l'un des premiers em-

L'armée de Khomeyni en dates



1979

Rentré en Iran le 1^{er} février 1979, l'ayatollah Khomeyni fonde le 5 mai le corps des Gardiens de la révolution, chargés de protéger la République islamique naissante.

1979

Une des premières missions des gardiens de la révolution est de traquer les dissidents. Ici, ils exécutent des « rebelles kurdes » en octobre 1979.





Prison d'Evin (Téhéran)

Une cellule de la prison d'Evin, en 2006. C'est là que la République islamique emprisonne ses principaux opposants politiques. La section 209 est contrôlée par les services de renseignement ; la 2A, la plus impitoyable, par les gardiens de la révolution.

Les pasdaran comptent aujourd'hui près de 130 000 membres, divisés en quatre forces : terrestre, aérienne, maritime, extérieure. Ils contrôlent également le Bassidj, qui compte potentiellement 4 millions de volontaires. Ces deux corps ont été créés par l'ayatollah Khomeyni en 1979 pour protéger la République islamique naissante. A son arrivée à l'aéroport Mehrabad de Téhéran par un vol Air France, le père de la révolution iranienne est accueilli sur le tarmac par un véhicule conduit par Mohsen Rafighdoost, son chef de la sécurité. « Je suis le premier gardien », se vante aujourd'hui l'ancien révolutionnaire, âgé de 77 ans, au dernier étage d'un immeuble cossu de Téhéran. « Le peuple ayant vaincu l'armée [du chah], nous avons besoin de construire une nouvelle force pour protéger la révolution, raconte-t-il de sa voix éraillée. Après une lettre en ce sens de l'imam [Khomeyni], nous nous sommes réunis dans une base. J'ai pris une feuille A4 et décrété la création des gardiens de la révolution. Et le premier nom que j'ai inscrit était le mien. » Un large sourire se dessine dans sa barbe grise. « Nous avons alors exhorté tous les jeunes qui voulaient défendre la révolution à nous rejoindre. » Leur première mission : la traque des militants communistes, qui avaient pourtant participé avec eux au renversement du chah. « Nous avons repéré tous les partisans communistes arrivés d'URSS et les avons ■■■

« La prochaine fois que tu ouvres la bouche, je te tue. » Un geôlier d'Evin à Hamzeh Ghalebi

fieraient de tels aveux – au mieux une lourde peine de prison, au pire la pendaison –, Hamzeh refuse de signer. Il est alors roué de coups, puis jeté en cellule. Le prisonnier peut enfin retirer son bandeau. Son corps est couvert d'ecchymoses. Il est exténué. Mais il y a cette lumière permanente, qui lui brûle la rétine et l'empêche de trouver refuge dans le sommeil. Pendant cinq jours et cinq nuits, l'étudiant ne ferme pas l'œil, constamment réveillé pour la prière, le repas ou un énième interrogatoire. De retour dans son cachot, il vit un autre cauchemar : dans le néant de la pièce, l'oppo-

sant ressent un cruel besoin de parler, à qui que ce soit, même à son geôlier. Or, chaque fois qu'il tente d'instaurer le dialogue, il reçoit une volée de coups pour toute réponse. « Tu pries alors pour retrouver ton bourreau. Au moins, lui communique », avoue Hamzeh Ghalebi, aujourd'hui réfugié à Paris. Torturé pendant 62 jours par les pasdaran, à l'isolement total, l'Iranien bénéficie d'une libération conditionnelle sous caution en août 2009 et en profite pour fuir le pays avant son procès. Il l'affirme pourtant sans amertume : « Le combat des gardiens assure la stabilité de l'Iran. »



1980-1988

Défilé en 1985 de gardiens de la révolution sur le front lors de la guerre Iran-Irak, qui fit de 200 000 à 600 000 morts côté iranien. Aux côtés de l'armée régulière et de millions de bassidjis, les gardiens de la révolution ont joué un rôle clé dans la résistance à l'Irak de Saddam Hussein.

2009

En juin 2009, les gardiens de la révolution et leurs bassidjis ont été les artisans de la répression, qui a fait au moins 150 morts chez les manifestants contestant la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République islamique.



2011-2017

Le général Qassem Soleimani (ici en mars 2015, en Irak), chef de la force Al-Qods (extérieure) des gardiens de la révolution et maître d'œuvre de la guerre de l'Iran contre Daech, en Irak comme en Syrie. Cela n'empêchera pas l'Etat islamique de frapper Téhéran pour la première fois le 7 juin 2017.

EN COUVERTURE



Homme clé. Mohsen Rafighdoost (flèche) au côté de l'ayatollah Khomeyni, aux premiers jours de la République islamique.

■■■ *arrêtés*», se félicite-t-il. Nombre d'entre eux ont été exécutés.

En 1980, Saddam Hussein envahit l'Iran, aidé de l'Occident, de l'URSS et de l'Arabie saoudite, inquiets de la volonté de l'ayatollah Khomeyni d'exporter sa révolution islamique chiite. Une guerre sanglante éclate. Les gardiens sont envoyés en première ligne, en compagnie de l'armée régulière, mais aussi de millions de jeunes volontaires, parfois mineurs. «*L'armée n'était pas encore totalement en place, rappelle Mohsen Rafighdoost. Nous avons créé dans le pays des bases pour former nos commandants ainsi que les bassidjis. Ensemble, nous avons repoussé l'ennemi de nos terres, ce qui ne nous a pas empêchés de réprimer les contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays.*» C'est pendant cette guerre, appelée en Iran la Défense sacrée, que les gardiens forgent leur légitimité et deviennent, d'après leur membre fondateur, une véritable «*puissance du Moyen-Orient*». Propulsé ministre des Gardiens de la révolution, l'ex-chef de la sécurité de l'ayatollah Khomeyni œuvre au contournement de l'embargo sur les armes. «*Nous étions sanctionnés par les deux blocs*», rappelle-t-il en nous dévisageant. Le sourire a disparu. «*C'était très dur,*

Mohsen Rafighdoost
Le pionnier
Ancien chef de la sécurité de l'ayatollah Khomeyni, puis ministre des Gardiens de la révolution, il est devenu un influent homme d'affaires.

mais j'ai réussi à me procurer des armes par le biais des Syriens et des Libyens, puis les Chinois nous en ont vendu directement.» Le vieil homme pointe maintenant la photo d'un missile encadrée au-dessus de son bureau. Elle lui a été offerte par Hassan Tehrani Moghaddam, père du programme balistique iranien. «*Il est venu ici, dans mon bureau, et m'a dit que c'était en réalité moi, le père de ce programme!* se réjouit-il à nouveau. *Durant la guerre, nous avons construit nous-mêmes nos missiles, puis nos enfants ont tellement progressé que l'Iran est devenu aujourd'hui un pays indépendant au niveau militaire.*» Son visage s'assombrit: «*La révolution islamique menacera toujours les intérêts des grandes puissances. Nous serons*



donc toujours sous sanctions. Il faut reproduire ce que nous avons mis en place pendant la guerre.»

Trente-huit ans après la révolution, Mohsen Rafighdoost a troqué sa casquette de militaire pour celle d'homme d'affaires. Après avoir dirigé pendant dix ans la puissante Fondation gouvernementale des déshérités, il a bâti la sienne, Noor. «*Je l'ai créée avec ce que j'avais, se défend-il. J'importe des médicaments en Iran, que je revends très bon marché. Je suis aussi promoteur immobilier. Et tout ce que je gagne, je le reverse aux déshérités de la société.*» La guerre achevée, une partie des gardiens de la révolution ont investi le champ économique en participant à la reconstruction du pays, notamment via leur société d'ingénierie, Khatam-al Anbiya. Ils possèdent aujourd'hui une centaine d'entreprises, présentes dans des secteurs aussi divers que le pétrole, le gaz, les télécoms, les banques, le luxe ou encore les épiceries! Au total, leurs activités rapporteraient plus de 12 milliards de dollars par an. «*Les pasdaran ne se sont pas emparés de l'économie, corrige l'ancien gardien en chef. Quand la guerre s'est achevée, ceux-ci possédaient une expertise dans l'ingénierie et ont été invités par le gouvernement à participer à de grands travaux d'infrastructures, qu'ils poursuivent encore aujourd'hui.*» Mais le révolutionnaire se fait vite rattraper par sa fougue. «*Moi, je ne fais pas grand-chose, confie-t-il. Mais une grande société française, très connue, a trouvé mon nom sur Internet et est venue me voir ici, dans mon bureau! Et a fait de moi son nouveau représentant en Iran! On négocie l'achat d'avions, d'hélicoptères...*»

Dans un luxueux bâtiment au pied des montagnes de l'Alborz, qui surplombent la capitale, un consultant occidental dénonce, sous couvert d'anonymat, la mainmise des gardiens sur l'économie. «*On estime que 50 % de l'économie est entre leurs mains, directement ou indirectement*», glisse l'expert. Dès lors, difficile de ne pas croiser de gardiens sur le chemin des affaires à Téhéran. «*Le problème est que les pasdaran figurent sur la liste des organisations terroristes américaines et commencent*

ADMIN A REFI

avec eux est donc passible de sanctions, pointe le spécialiste. Tout le jeu pour nous est de connaître précisément l'actionnariat des entreprises avec lesquelles nous travaillons.» En arrivant en Iran, le consultant a tout d'abord tenté de réaliser lui-même ces recherches. «C'est tout de suite devenu très dangereux pour moi, avoue-t-il. J'étais surveillé, puis physiquement menacé... J'ai donc sous-traité à une société qui possède un pied chez eux!»

L'empire des gardiens est réellement né sous la première présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2009), lorsque les pasdaran se sont vu offrir des pans entiers de l'économie, qu'ils ont alors sous-traités à des entreprises iraniennes privées. «Ils conservent une économie de rente et agissent comme de bons capitalistes en empochant de larges bénéfices, explique l'expert occidental. Le problème est qu'ils sont censés être anticapitalistes...» Aujourd'hui, pour contourner les sanctions américaines, les gardiens ont recours à de multiples sociétés-écrans, et ce n'est souvent qu'à la troisième strate que leur ombre apparaît.

«Rohani a menti». Décidé à rétablir la confiance de l'Occident et à assainir l'économie iranienne, le président modéré Hassan Rohani s'est attaqué à ces privilèges dès sa première élection. En 2012, il a entamé une ambitieuse politique de privatisation du gigantesque secteur public iranien, qu'il entend mener à bien lors de son second mandat. Depuis lors, la guerre est déclarée entre les gardiens, qui dépendent du Guide suprême, l'ayatollah Khamenei, et le chef de l'exécutif, Hassan Rohani.

Dans le quartier de Navvab, dans le sud de Téhéran, les fidèles de la mosquée Babol Havaez («La porte de tous les désirs») attendent dans la pénombre l'arrivée d'Esmail Kowsari, ancien commandant de la division 27 Mohammad-Rassoul-



Esmail Kowsari

Le «dur»
Ce héros de guerre est entré en politique pour devenir un temps député conservateur. Représentant l'aile dure des gardiens de la révolution, il est très critique vis-à-vis du président modéré Hassan Rohani.

Allah, la plus importante de la capitale durant la guerre Iran-Irak. Les plombs ont sauté dans ce quartier populaire de Téhéran, où les bâtisses inachevées côtoient les magasins de ferraille. Des lampes à pétrole ont été allumées à la hâte. Les fidèles se lèvent. Le commandant fait son entrée dans la maison de Dieu. Ayant échangé l'uniforme militaire pour un costume gris, sans cravate, ce solide sexagénaire à la barbe islamique grisâtre a pris sa retraite pour devenir un temps député au Majlis, le Parlement iranien. «L'organisation des gardiens de la révolution ne doit en aucun cas s'ingérer dans la politique, insiste-t-il. Je viens aujourd'hui rappeler ce que les anciens présidents ont réalisé, afin que les gens votent en toute connaissance de cause.» A deux jours de l'élection présidentielle, l'ancien élu conservateur s'apprête pourtant à prononcer un véritable pamphlet contre le président modéré sortant: «Hassan Rohani avait promis que les centrifugeuses et l'économie tourneraient toutes les deux sous sa présidence. Or il a menti, le nucléaire est à l'arrêt, et vous voyez dans quel état se trouve l'économie...»

Accroupi sur un tapis persan face au minbar (la chaire) vide de la mosquée, Kamran, 20 ans, écoute attentivement les propos de son aîné. Chemise grise et jean slim, ce jeune bassidji imberbe, coiffé au gel, votera pourtant bel et bien Rohani. «Il est totalement faux de dire

que tous les bassidjis sont sommés de voter pour un candidat précis», chuchote-t-il de sa voix posée. Il y a deux ans, ce jeune Téhéranais, qui se dit juste «un peu plus religieux» que ses amis, est entré dans une mosquée pour devenir volontaire. Après avoir suivi une formation militaire de quarante-cinq jours, Kamran a subi une longue enquête des gardiens de la révolution, qui ont interrogé son entourage afin de s'assurer du sérieux de la nouvelle recrue. Muni aujourd'hui de sa carte de volontaire, le jeune homme est désormais chargé de contrôler les véhicules dans la rue. «D'après le Coran, celui qui a bu doit être puni, murmure-t-il. Il arrive que l'on donne des coups de fouet, mais normalement on pardonne.» Longtemps craints par la jeunesse, qu'ils harcelaient en pleine rue pour des mèches de cheveux ou un bout de peau trop visibles, les bassidjis se font maintenant plus rares dans les grandes villes. «Il s'agissait de volontaires de l'ancienne génération, assure le milicien. Les jeunes n'acceptent plus ce genre de comportement aujourd'hui.»

La plupart des gardiens de la révolution ont été un jour bassidjis. Kamran espère lui aussi suivre cette voie royale. «Si je deviens membre des gardiens, mon avenir sera assuré financièrement», confie le jeune homme, qui réfute toutefois catégoriquement l'idée d'une adhésion par intérêt. «Je suis bénévole. Je travaille au marché aux puces, j'étudie, j'aime mon pays et je veux œuvrer pour lui.» L'image des gardiens et des bassidjis a néanmoins été durablement écornée par la répression de juin 2009. «Il est vrai que certains volontaires ont joué un rôle, mais tous n'étaient pas ainsi», glisse le jeune homme, pendant qu'Esmail Kowsari poursuit son laïus. Kamran n'en a cure: «En 2009, certains jeunes extrémistes sont sortis dans la rue sans penser à ce qu'ils faisaient. Alors qu'ils auraient pu s'adapter à la politique iranienne et accéder petit à petit à leurs revendications.» Le probable futur gardien ne le cache pas: «Certaines lois dérangent les jeunes en Iran. S'ils veulent le changement, il faut réformer pas à pas, pas renverser la table.» ■

« On estime que 50 % de l'économie iranienne est entre les mains des gardiens de la révolution. »